Ontario

Secrétariat du Conseil du Trésor

Comptes publics de l'Ontario

États des ministères et annexes

VOLUME 1
2017–2018

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Guide d'interprétation des comptes publics	iii
Sources de renseignements supplémentaires	vii
Section 1 – Annexes – Recettes et dépenses	
Détails des recettes	1-1
Sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale	1-18
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses	1-20
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses – Fonctionnement	1-22
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses – Immobilisations	1-24
Fonds ontarien d'initiative	1-27
Crédit d'impôt pour l'aménagement du logement axé sur le bien-être	1-29
Section 2 – États financiers des ministères	
Affaires civiques, de l'Immigration	2-1
Affaires des personnes âgées	2-11
Affaires municipales / Logement	2-19
Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales	2-35
Bureau de l'Assemblée législative	2-49
Bureau du Conseil des ministres	2-57
Bureau du directeur général des élections	2-63
Bureau du lieutenant-gouverneur	2-67
Bureau du vérificateur général	2-71
Cabinet du Premier ministre	2-75
Commerce International	2-79
Condition féminine	2-87
Développement du Nord et Mines	2-95
Développement Économique, Croissance / Recherche, innovation et des Sciences	2-109
Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario	2-121
Éducation	2-127
Énergie	2-141
Enseignement supérieur et de la Formation Professionnelle	2-153
Environnement et de l'Action en matière de changement climatique	2-169
Finances	2-183
Infrastructure	2-209
Office des affaires francophones	2-221
Ombudsman Ontario	2-227
Procureur général	2-233
Relations avec les Autochtones et de la Réconciliation	2-257
Richesses naturelles et des Forêts	2-263
Santé et Soins de longue durée	2-279
Secrétariat du Conseil du Trésor	2-309
Sécurité communautaire et Services correctionnels	2-335
Services à l'enfance et à la jeunesse	2-365
Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs	2-377
Services sociaux et communautaires	2-397
Tourisme, Culture et Sport	2-409
Transports	2-427
Travail	2-447
Compte de réduction des gaz à effet de serre	2-463
Fonds Trillium	2-465

TABLE DES MATIÈRES – (Suite)

Page

Section 3 – Annexes – Dette

Dette à long-terme 3-1
Remboursement de la dette à long terme 3-6
Variation nette de la dette à court terme 3-12
Sommaire de l'encours de la dette 3-13
Encours de la dette 3-16
Opérations de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) 3-39

Section 4 – Autres annexes supplémentaires

Prêts et investissements 4-1
Fonds et autre passif 4-10
Passif éventuel – Obligations garanties par la province de l'Ontario 4-15
Créances exigibles de la Couronne 4-17

GUIDE D'INTERPRÉTATION DES COMPTES PUBLICS

1 PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS

Les *Comptes publics* de la province de l'Ontario pour 2017-2018 comprennent le **Rapport annuel** et sont présentés en trois volumes :

Le **volume 1** contient les états des ministères et des annexes détaillées sur la dette et d'autres éléments. Les états des ministères portent sur les activités financières de chaque ministère. Ils sont établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice et comparent les crédits autorisés aux dépenses réelles. Les charges des ministères comprennent toutes les charges autorisées par l'Assemblée législative, mais excluent les redressements découlant de la consolidation des organismes publics dont les charges ne sont pas autorisées.

Le **volume 2** contient les états financiers des organismes de services du gouvernement et des entreprises publiques qui font partie du périmètre comptable, ainsi que certains autres états financiers.

Le **volume 3** contient les détails de paiements effectués par les ministères aux fournisseurs (y compris la taxe de vente) et aux bénéficiaires de paiements de transfert, si cette divulgation n'est pas réputée être interdite en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée.*

2 GUIDE D'INTERPRÉTATION DU VOLUME 1 DES COMPTES PUBLICS

(1) Annexes — Recettes et dépenses

(2) États financiers des ministères

La présente section renferme des états financiers pour chaque ministère. Les cinq états financiers suivants sont présentés, s'il y a lieu :

(a) « État des dépenses et des actifs par programme »

Cet état donne un aperçu des dépenses et des actifs par programme. Ils sont comparés aux crédits alloués et aux chiffres réels des exercices précédents.

(b) « État des dépenses et des actifs par crédits et postes »

Cet état énumère les différents postes de chaque crédit ministériel. Il permet ainsi au lecteur de comparer, pour chaque poste, les dépenses effectivement engagées pendant l'exercice avec les crédits alloués dans le *Budget des dépenses* ou approuvés par le Conseil du Trésor. Les crédits législatifs correspondent aux paiements autorisés par un texte législatif et ne sont pas prévus dans la *Loi de crédits.* Les paiements statutaires font l'objet d'une rubrique distincte. Les descriptions de programme fournies dans le *Budget des dépenses* ont pour but de donner au lecteur un aperçu général du contenu de chacun des programmes.

(c) « Détail des dépenses et des actifs par postes et selon la classification »

Pour chaque crédit ministériel, les dépenses engagées sont ventilées entre les différents postes, d'une part, et en fonction des catégories de dépenses, d'autre part. Les montants statutaires sont indiqués séparément sous la catégorie de dépenses touchant chaque programme.

(d) « État des recettes »

Cet état présente les recettes perçues au cours de l'exercice selon les sources de recettes figurant dans les comptes de la province. On trouvera également, s'il y a lieu, une analyse plus détaillée des montants pour chaque source. Toutes les recettes perçues sont déposées dans le Trésor. Les différents ministères sont responsables de la perception des recettes qui figurent dans leurs états financiers.

(e) « État des remboursements des prêts et investissements »

Cet état présente, de manière comparative, les remboursements de prêts et les recouvrements d'investissements effectués par le ministère. Le ministère qui fait état de ces sommes est responsable des mouvements liés aux prêts et investissements financés par le Trésor.

(3) Annexes de la dette

Cette partie fournit des précisions sur le produit et le remboursement de la dette, un sommaire de la dette contractée et des renseignements sur l'encours de la dette à la fin de l'exercice.

(4) Annexes supplémentaires

Cette partie fournit des renseignements sur les prêts et investissements des ministères, les fonds et autre passif, le passif éventuel et les créances exigibles de la Couronne.

3 TERMES ET DÉFINITIONS UTILISÉS

Mandats spéciaux
Si l'Assemblée législative n'est pas en session et des dépenses sont requises sans avoir été autorisées par *une loi portant affectation anticipée de crédits ou par une loi de crédits*, des mandats spéciaux peuvent être délivrés pour autoriser ces dépenses. Les montants accordés par mandats spéciaux au cours de l'exercice 2017-2018 sont déduits du total correspondant à chaque programme pour déterminer les montants à voter.

Recouvrement des coûts

Lorsqu'on s'attend à ce que le recouvrement des coûts d'un poste soit égal ou supérieur aux dépenses, le solde est indiqué par un montant nominal de 1 000 $.

Crédits législatifs

Ils représentent des paiements autorisés par un texte législatif précis et ne sont pas prévus dans la *Loi de crédits*. Les crédits législatifs figurent dans le Budget des dépenses aux fins d'information et ne sont pas votés par l'Assemblée législative. Les montants requis pour les crédits législatifs sont inscrits séparément, s'il y a lieu, dans la rubrique « Classification par catégorie de dépenses » associée à chaque poste.

Catégories de dépenses

Les prévisions des dépenses pour l'exercice 2017-2018 sont présentées par poste dans la rubrique « Catégories de dépenses ». Les descriptions des catégories de dépenses qui suivent sont fournies à titre indicatif et ne sont pas exhaustives.

DÉPENSES

Traitements et salaires

Cette catégorie comprend les traitements et salaires, les heures supplémentaires et autres montants versés au personnel permanent, stagiaire, non classifié et autre à titre de rémunération, les frais de personnel temporaire, les indemnités versées aux députés de l'Assemblée législative et les indemnités spéciales versées aux employés.

Avantages sociaux

Cette catégorie comprend les cotisations versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au Régime de pensions du Canada, au Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario, au Régime de retraite des fonctionnaires, à l'assurance-emploi, à la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et à divers autres régimes d'avantages sociaux des employés.

Transports et communications

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des fonctionnaires en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales, tels que les pupilles de la province, les coûts de réinstallation d'employés mutés ou recrutés, les frais de déménagement de mobilier et de matériel de bureau, les coûts de transport de marchandises (autres que pour la livraison initiale), les frais d'acheminement du courrier (p. ex., affranchissement et courrier recommandé) et les frais de communication (p. ex., téléphone et transmission de données).

Services

Cette catégorie comprend, notamment, les services suivants : publicité et communications assurées par des agences privées et campagnes publicitaires confiées directement aux médias; location et achat de services indépendants de réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des infrastructures; services de traitement des données; primes d'assurances; autres services professionnels et spéciaux.

Fournitures et matériel

Cette catégorie comprend l'achat des machines et du matériel dont les coûts ne sont pas immobilisés, ainsi que des matériaux, des fournitures et des services publics.

Paiements de transfert

Inclut les crédits d'impôt sur le revenu remboursables, les subventions et les soutiens à des personnes; le secteur des entreprises, les institutions non commerciales; et d'autres organismes gouvernementaux.

Autres opérations

Cette catégorie comprend certaines opérations particulières, telles que les bonifications d'intérêts et les subsides, les garanties honorées, les pertes sur prêts, les subventions remboursables et une provision pour pertes sur l'aliénation des immobilisations.

ACTIFS

L'actif correspond aux comptes de bilan qui doivent faire l'objet d'un crédit dans le Budget des dépenses. Il existe plusieurs catégories d'actif :

Dépôts et charges payées d'avance

Cette catégorie comprend les paiements versés avant d'avoir reçu les produits ou services achetés, ou versés d'avance à des bénéficiaires de paiements de transfert; ces paiements seront inscrits dans une catégorie de dépenses ne faisant pas partie de l'actif au cours d'un prochain exercice.

Avances et montants récupérables

Cette catégorie comprend les montants versés à des bénéficiaires de paiements de transfert qui seront remboursés à la province au cours d'un prochain exercice.

Prêts et investissements

Cette catégorie comprend les paiements versés à des débiteurs en vertu de contrats de prêt et d'investissements dans les actions de sociétés de la Couronne ou d'autres entités comptables.

Inventaire détenu à des fins de revente

Actif qui n'est pas en service et qui est détenu en vue de son aliénation.

Terrains

Cette catégorie comprend les terrains achetés ou acquis comme terrains à bâtir ou pour leur utilisation, leur préservation, l'aménagement de parcs et d'aires de loisir, l'infrastructure et d'autres usages dans le cadre des programmes.

Immeubles

Cette catégorie comprend les vastes et complexes tours de bureaux de grande hauteur, les immeubles à destination particulière comme les prisons et les tribunaux, ainsi que les structures simples comme les dômes de sel et les remises à outils. Elle englobe également toute construction rendue nécessaire par les fonctions opérationnelles des occupants ou pour des besoins esthétiques au-delà du budget prévu dans l'enveloppe de base affectée aux locaux (que le gouvernement en soit propriétaire ou qu'il les loue).

Infrastructure des transports

Cette catégorie englobe un réseau complexe de routes, de ponts et d'ouvrages et d'installations connexes. Elle peut comprendre les traitements et salaires ainsi que les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction de ces immobilisations.

Barrages et ouvrages d'art

Comprend des infrastructures d'envergure qui ne relèvent pas d'une autre catégorie; par exemple, les réseaux d'approvisionnement en eau, d'égouts et de distribution électrique, les plates-formes d'hélicoptère et les systèmes de ravitaillement, les étangs de stockage, les systèmes d'alimentation, les tours faisant partie l'équipement de communications mobile du gouvernement et les structures du même genre.

Machines et équipement

Comprend des articles comme le mobilier de bureau, les installations et les appareils, le matériel hospitalier et de laboratoire ainsi que les machines et l'équipement de bureau.

Matériel de technologie de l'information

Cette catégorie englobe les réseaux physiques de transmission vocale et de données, les plates-formes, les appareils sans fil, les réseaux et les points d'accès, les macro-ordinateurs et les ordinateurs personnels, les serveurs et les dépôts de données, l'équipement de communications mobile du gouvernement de même que les systèmes d'exploitation et les logiciels s'y rattachant.

Logiciels d'application de gestion

Cette catégorie englobe les éléments logiciels qui automatisent et optimisent les fonctions opérationnelles, les processus, les tâches et les activités. Elle peut comprendre les traitements et salaires ainsi que les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction de ces immobilisations.

Parc automobile et flotte de bateaux

Cette catégorie comprend les véhicules automobiles immatriculés qui appartiennent aux ministères : les voitures de tourisme, les véhicules utilitaires moyens et lourds et d'autres véhicules spéciaux. Elle englobe également les traversiers et les bateaux de taille moyenne ou grande.

Avions
Cette catégorie englobe les aéronefs à voilure tournante et à voilure fixe.

SOURCES DE RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Rapport annuel et États financiers consolidés de l'Ontario

Le gouvernement prépare un rapport annuel qui présente les principaux éléments financiers et économiques de la dernière année et qui fait état des résultats obtenus en fonction des objectifs fixés dans le budget. Pour obtenir une version électronique du rapport annuel de la province de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web Secrétariat du Conseil du Trésor à www.ontario.ca/comptespublics.

Budget de l'Ontario

Le gouvernement de l'Ontario présente un budget chaque année, habituellement au début du printemps. Ce document renferme les prévisions de recettes et de dépenses pour l'exercice à venir. Pour obtenir une version électronique du budget de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web du ministère des Finances à www.fin.gov.on.ca/fr/budget/ontariobudgets et de cliquer sur « Budget de l'Ontario ».

Budget des dépenses de la province de l'Ontario

Après la présentation du budget de l'Ontario par le Présidente du Conseil du Trésor le Budget des dépenses du gouvernement pour l'exercice commençant le 1er avril est déposé devant l'assemblée législative. Le Budget des dépenses donne les grandes lignes du programme de dépenses de chaque ministère que l'assemblée législative est appelée à approuver en vertu de la *Loi de crédits.* Pour une version électronique, visitez www.ontario.ca/budgetdesdepenses.

Finances de l'Ontario

Finances de l'Ontario est un rapport trimestriel sur le budget du gouvernement pour l'exercice. Il suit l'évolution qui se produit au cours du trimestre et présente de nouvelles perspectives pour le reste de l'exercice.

Pour une version électronique, visitez le site Web www.fin.gov.on.ca/fr/budget/finances.

Comptes économiques de l'Ontario

Ce rapport trimestriel contient des données sur la composition de l'activité économique de l'Ontario. Pour une version électronique, visitez le site Web www.fin.gov.on.ca/fr/economy/ecaccts.

NOTA

Le présent document est publié en français et en anglais.

Site Web: www.ontario.ca/comptespublics

This publication is available in English and French.

Website: www.ontario.ca/publicaccounts

section 1

annexes – recettes et dépenses (non vérifié)

DÉTAILS DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

La présente annexe établit le sommaire des sources de recettes de la province par catégorie principale. On trouvera à la Section 2 du présent volume les annexes des recettes perçues par les différents ministères, au titre de chaque catégorie principale. [1]

	2018 $	2017 $
RECETTES FISCALES		
Impôt sur le revenu des particuliers	32 899 764 740	30 670 658 803
Taxe de vente	25 924 669 351	24 750 027 309
Impôts sur les sociétés	15 611 610 196	14 871 809 565
Impôt-santé des employeurs	6 205 171 918	5 908 191 460
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires	5 883 143 831	5 868 148 185
Contribution-santé de l'Ontario	3 672 453 155	3 575 016 709
Droits de cession immobilière	3 174 106 614	2 727 892 187
Taxe sur l'essence	2 701 065 714	2 625 622 226
Taxe sur le tabac	1 243 925 149	1 230 443 838
Taxe sur les carburants	759 970 971	742 234 805
Taxe sur la bière, le vin et les spiritueux	600 785 772	588 519 952
Paiements tenant lieu d'impôt (électricité)	494 000 000	333 694 315
Impôt sur les dividendes privilégiés des sociétés	245 378 074	205 785 929
Impôt sur l'administration des successions	194 890 421	181 473 765
Impôt sur les bénéfices miniers	76 148 591	37 263 192
Impôt foncier provincial	22 580 369	17 460 705
Redevances sur les revenus bruts – Élément impôt foncier	5 763 799	4 886 165
Taxe sur le pari mutuel	4 278 408	4 459 444
Impôt calculé sur la superficie en acres – *Loi sur les mines*	2 888 870	2 165 526
TOTAL DES RECETTES FISCALES	**99 722 595 943**	**94 345 754 080**

L'impôt sur le revenu des particuliers est perçu par le gouvernement fédéral pour le compte de la province. Les montants déclarés par la province en 2017-2018 ont été réduits de 2 339 369 $ en crédits d'impôt de l'Ontario, à l'exclusion des crédits d'impôt passés en charges.

[1] Crédits d'impôt sur le revenu remboursables:
La section 2 porte aussi sur les crédits d'impôt sur le revenu remboursables. Les charges de fonctionnement publiées dans les Comptes publics au titre d'un crédit d'impôt remboursable représentent la valeur estimée des crédits d'impôt pour l'exercice en cours, en sus de tout rajustement lié aux montants des années antérieures publiés.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

Pour 2018, les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables jusqu'à 42 960 $; de 9,15 % sur les revenus imposables de plus de 42 960 $ jusqu'à 85 923 $; de 11,16 % sur les revenus imposables de plus de 85 923 $ jusqu'à 150 000 $; de 12,16 % sur les revenus imposables de plus de 150 000 $ jusqu'à 220 000 $; de 13,16 % sur les revenus imposables de plus de 220 000 $. Pour 2017, les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables jusqu'à 42 201 $; de 9,15 % sur les revenus imposables de plus de 42 201 $ jusqu'à 84 404 $; de 11,16 % sur les revenus imposables de plus de 84 404 $ jusqu'à 150 000 $; de 12,16 % sur les revenus imposables de plus de 150 000 $ jusqu'à 220 000 $; de 13,16 % sur les revenus imposables de plus de 220 000 $. Pour 2016, les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables jusqu'à 41 536 $; de 9,15 % sur les revenus imposables de plus de 41 536 $ jusqu'à 83 075 $; de 11,16 % sur les revenus imposables de plus de 83 075 $ jusqu'à 150 000 $; de 12,16 % sur les revenus imposables de plus de 150 000 $ jusqu'à 220 000 $; de 13,16 % sur les revenus imposables de plus de 220 000 $. Les crédits d'impôt de l'Ontario non remboursables tiennent compte des circonstances individuelles et familiales du contribuable (p. ex., le montant de base, la déduction relative au conjoint, les frais médicaux) et sont à raison de 5,05 % (11,16 % dans le cas des dons de bienfaisance dépassant 200 $), avant le calcul de la surtaxe provinciale et la réduction de l'impôt ontarien. Les crédits d'impôt de l'Ontario non remboursables sont indexés tous les ans. Les crédits d'impôt pour dividendes de l'Ontario sont calculés après la surtaxe provinciale, mais avant la réduction de l'impôt de l'Ontario. En 2018, ces crédits sont versés à un taux de 10 % dans le cas des dividendes déterminés et de 3,2863 % dans le cas des dividendes non déterminés. Pour 2016 et 2017, ces crédits ont été versés à un taux de 10 % dans le cas des dividendes déterminés et de 4,2863 % dans le cas des dividendes non déterminés.

Les personnes à revenu plus élevé doivent payer une surtaxe. En 2018, elle équivaut à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 638 $, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 936 $. En 2017, elle équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 556 $, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 831 $. En 2016, cette surtaxe équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 484 $, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 739 $.

L'impôt sur le revenu de l'Ontario est éliminé par la réduction de l'impôt de l'Ontario lorsque cet impôt est inférieur au montant déterminant du déclarant. Si l'impôt de l'Ontario exigible est plus élevé que le montant déterminant du déclarant, le Programme ontarien de réduction de l'impôt sur le revenu peut diminuer la portion de l'impôt ontarien qu'aura à payer le contribuable. Pour 2018, le montant déterminant de base est de 239 $, auquel on ajoute 442 $ par enfant à charge de 18 ans ou moins et par personne handicapée à charge. Pour 2017, le montant déterminant de base est de 235 $, auquel on ajoute 434 $ par enfant à charge de 18 ans ou moins et par personne handicapée à charge. Pour 2016, le montant déterminant de base est de 231 $, auquel on ajoute 427 $ par enfant à charge de 18 ans ou moins et par personne handicapée à charge.

La taxe de vente harmonisée (TVH) est une taxe de vente unique sur la valeur ajoutée fondée sur la taxe sur les produits et services (TPS) fédérale. La portion provinciale de la TVH est de 8 % et la portion fédérale est de 5 %, pour un taux combiné de TVH de 13 %. La responsabilité de percevoir la taxe a été confiée au gouvernement fédéral et les revenus en découlant sont versés à la province à l'aide d'une formule de répartition des revenus. L'Ontario conserve également une taxe de vente de 8 % sur les primes de certains types d'assurance et de 13 % sur la cession de véhicules automobiles entre particuliers, ces deux taxes étant perçues et administrées par la province. Les montants de taxes de vente sont déclarés par la province, déduction faite des crédits de taxe de vente de 1 811 035 675 $ en 2017-2018 et de 1 775 409 956 $ en 2016-2017.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

L'impôt des sociétés comporte trois genres d'impôt à acquitter par les sociétés : l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les primes d'assurance et un impôt supplémentaire spécial pour les compagnies d'assurance-vie. Voici les détails de ces impôts.

Impôt sur le revenu : Le taux général d'imposition du revenu des sociétés (IRS) prévu par la loi est de 11,5 %. Les revenus des entreprises actives dans les secteurs minier, forestier, agricole, et ceux de la pêche et de la fabrication et de la transformation sont assujettis à un taux d'IRS moindre de 10 %. Les petites sociétés privées sous contrôle canadien (SPCC) sont également soumises à un taux d'IRS plus bas, soit de 3,5 % pour la première tranche de 500 000 $ de revenus provenant d'une entreprise exploitée activement (ce taux est passé de 4,5 % à 3,5 % le 1er janvier 2018, et est calculé au prorata pour les années d'imposition chevauchant cette date). Le taux de l'IRS applicable aux petites entreprises est éliminé progressivement dans le cas des grandes SPCC, et des groupes de SPCC associées, dont le capital imposable utilisé au Canada était de plus de 10 millions de dollars l'année précédente. Ce taux était éliminé entièrement lorsque ce montant était de plus de 15 millions de dollars. La province perçoit également un impôt minimum sur les sociétés (IMS) qui sert en fait de paiement par anticipation de l'impôt ordinaire sur le revenu des sociétés. L'IMS est la partie du montant équivalant à 2,7 % du revenu redressé net qui dépasse l'IRS à payer, aux fins de la comptabilité.

Impôt sur les primes d'assurance : Les compagnies d'assurance sont assujetties à un impôt sur les primes d'assurance de 2 % dans le cas de l'assurance-vie, accident et maladie, de 3,5 % pour l'assurance de biens et de 3 % pour les autres types d'assurance (p. ex, IARD).

Impôt supplémentaire spécial : Les companies d'assurance-vie paient un impôt supplémentaire spécial de 1,25 % sur leur capital imposable utilisé en Ontario dépassant une exemption de capital minimum de 10 millions de dollars, l'impôt sur le revenu des sociétés et l'IMS donnant droit à un crédit sur cet impôt.

Les impôts fonciers prélevés aux fins scolaires sont perçus par les municipalités et transférés aux conseils scolaires pour le financement de l'éducation. Les taux de ces impôts sont établis annuellement par le ministre des Finances pour chaque catégorie de biens immobiliers. Ces impôts sont prélevés sur la valeur imposable des biens à un taux uniforme de 0,170 % pour les biens résidentiels. Les taux pour les biens commerciaux ou industriels, les pipelines et les sites d'enfouissement varient à l'échelle de la province. Ces taux sont régis par la *Loi sur l'éducation*. Les montants tirés des impôts fonciers prélevés aux fins scolaires indiqués ont été déduits de crédits d'impôts fonciers et de subventions représentant 1 096 093 587 $ en 2017-2018 et 1 054 196 837 $ en 2016-2017. Les montants résultent aussi d'un certain nombre de remises, de réductions et d'exonérations disponibles à l'échelle de la province.

L'impôt-santé des employeurs est versé par les employeurs et calculé sur leur masse salariale en Ontario. Les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario est de 200 000 $ ou moins versent un impôt correspondant à 0,98 % de leur masse salariale annuelle imposable en Ontario; les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario se situe entre 200 000 $ et 400 000 $ versent l'impôt à un taux progressif variant de 1,101 % à 1,829 % de leur masse salariale annuelle imposable en Ontario; les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario dépasse 400 000 $ versent l'impôt à un taux de 1,95 % de leur masse salariale annuelle imposable en Ontario. La première tranche de 450 000 $ de la masse salariale annuelle en Ontario pour les employeurs du secteur privé, y compris leurs entités associées, est exonérée de l'impôt-santé. L'exonération est rajustée pour tenir compte de l'inflation tous les cinq ans en fonction de l'indice des prix à la consommation de l'Ontario. Le prochain rajustement est prévu pour 2019. Les employeurs ayant une masse salariale annuelle en Ontario de plus de 5 000 000 $ ne sont généralement pas admissibles à cette exonération.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

La taxe sur l'essence est perçue sur l'essence, le propane pour véhicules immatriculés et le carburant aviation. Le taux de taxe sur l'essence est de 14,7 cents le litre. Le taux de taxe sur le propane utilisé dans les véhicules immatriculés est de 4,3 cents le litre. Le taux de taxe sur le carburant aviation est de 6,7 cents le litre. La taxe sur l'essence est perçue au préalable par des percepteurs et des importateurs inscrits.

Les droits de cession immobilière sont perçus à la cession de biens immobiliers et sont payables sur la valeur de la contrepartie, qui est généralement le prix d'achat. Les taux de ces droits sont de 0,5 % du montant jusqu'à 55 000 $ inclusivement; de 1 % du montant de plus de 55 000 $ jusqu'à 250 000 $ inclusivement; de 1,5 % du montant de plus de 250 000 $ jusqu'à 400 000 $ inclusivement; de 2 % du montant de plus de 400 000 $. Le taux de ces droits applicable aux biens-fonds qui comportent une ou deux habitations unifamiliales d'une valeur supérieure à 2 000 000 $ est de 2,5 %. Les acheteurs d'un premier logement admissibles peuvent recevoir une remise des droits de cession immobilière pour un montant maximal de 4 000 $. Depuis le 21 avril 2017, un impôt sur la spéculation pour les non-résidents supplémentaire de 15 % s'applique lors de l'achat ou de l'acquisition d'un intérêt dans un bien résidentiel dans la région élargie du Golden Horseshoe par des personnes qui ne sont pas citoyens ou résidents permanents du Canada, ou par des sociétés étrangères (entités étrangères) et des fiduciaires imposables. Les exonérations et les remises ayant trait à l'impôt sur la spéculation pour les non-résidents peuvent être assujetties à des critères d'admissibilité précis.

La taxe sur le tabac s'applique à tous les produits du tabac. Le taux spécifique de taxe par cigarette ou gramme, en tout ou en partie, de tabac finement haché et pour tous les autres produits du tabac à l'exception des cigares a augmenté, passant de 15,475 cents à 16,475 cents le 28 avril 2017. La taxe sur les cigares équivaut à 56,6 % du prix taxable du cigare. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes de tabac et de cigares désignés par le ministère.

Une taxe sur les carburants est perçue sur les carburants à base de pétrole de distillat moyen clairs, tels que ceux qui sont utilisés dans des véhicules à moteur diesel. Le taux de taxe sur les carburants est de 14,3 cents le litre, sauf pour le carburant utilisé dans le matériel ferroviaire, auquel cas le taux est de 4,5 cents le litre. La taxe sur les carburants est perçue au préalable par des percepteurs et des importateurs inscrits.

Les taxes sur la bière et le vin sont entrées en vigueur le 1er juillet 2010. Ces taxes ont remplacé certains droits perçus sur l'alcool et n'ont pas eu d'incidence sur les revenus du gouvernement de l'Ontario. Les taxes sur la bière s'appliquent à chaque achat de bière fait dans un magasin sur les lieux de fabrication, dans un bistro-brasserie, à The Beer Store ou dans un établissement pourvu d'un permis. Les taxes sur le vin sont aussi imposées sur les achats de vin et de vin panaché faits dans un magasin d'un établissement vinicole. Depuis le 1er juillet 2017, les achats de spiritueux et de panachés de spiritueux à des magasins exploités par un fabricant de spiritueux sont assujettis à des taxes sur les spiritueux.

Les paiements tenant lieu d'impôt (électricité) sur le revenu des sociétés sont versés par Ontario Power Generation Inc. (OPG) et les services d'électricité municipaux à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO). La SFIEO, société ayant succédé à Ontario Hydro, est chargée du service et du remboursement de la dette et d'un certain nombre d'autres éléments de passif d'Ontario Hydro. Tous les paiements tenant lieu d'impôt que reçoit la SFIEO sont affectés au service et au remboursement de ses obligations. Le montant de ces paiements sur le revenu des sociétés correspond au montant de l'impôt qui serait perçu en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), de la *Loi sur l'imposition des sociétés* et de la *Loi de 2007 sur les impôts* si ces sociétés de propriété publique n'étaient pas exonérées des impôts fédéral et provincial sur les sociétés. En raison d'un premier appel public à l'épargne portant sur des actions ordinaires d'Hydro One en 2015, Hydro One n'est plus exonérée des impôts fédéral et provincial sur le revenu des sociétés et n'est plus assujettie au régime de paiements tenant lieu d'impôt sur les sociétés. Le ministre des Finances est tenu par la loi de verser à la SFIEO des paiements équivalents à l'impôt sur le revenu provincial payable par Hydro One Inc. en vertu de la *Loi de 2007 sur les impôts*.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

OPG, Hydro One et les services municipaux d'électricité versent également à la SFIEO des paiements tenant lieu d'impôts municipaux et scolaires supplémentaires. La portion des redevances sur les revenus bruts (RRB) payable à la SFIEO est aussi constatée sous Paiements tenant lieu d'impôt (électricité).

Le gouvernement fédéral verse à la province 35 % des impôts nets qu'il perçoit sur les dividendes privilégiés payés par les sociétés faisant affaires en Ontario.

L'impôt sur l'administration des successions doit être payé par la succession d'une personne décédée lors de la délivrance d'une attestation de nomination de fiduciaire testamentaire par la Cour de l'Ontario. Le montant de l'impôt à acquitter équivaut à 5 $ en ce qui concerne chaque tranche de 1 000 $, en tout ou en partie, de la première tranche de 50 000 $ de la valeur de la succession et à 15 $ en ce qui concerne chaque tranche de 1 000 $, en tout ou en partie, de la valeur de la succession dépassant 50 000 $. Les successions d'une valeur de 1 000 $ ou moins sont exonérées de cette taxe.

Depuis le 1er janvier 2001, les impôts fonciers et les redevances d'utilisation d'énergie hydraulique existants, payés par les propriétaires de centrales hydro-électriques et les titulaires d'un bail pour l'utilisation d'énergie hydraulique, ont été remplacés par des impôts et des redevances sur les revenus bruts de centrales hydro-électriques.

L'élément impôt foncier payable à la SFIEO est inclus dans les paiements tenant lieu d'impôt en regard de la consolidation avec la province. L'élément impôt foncier payable à la province est constaté à la rubrique Revenus fiscaux. L'élément utilisation d'énergie hydraulique des RRB est inclus à la rubrique Autres revenus – Redevances.

L'impôt foncier provincial est perçu sur les biens-fonds situés en territoire non municipalisé selon les taux prescrits par règlement. Le taux s'appliquant dépend de la catégorie de biens dans laquelle est classé le bien-fonds et du fait que le bien-fonds soit situé ou non dans une localité définie par la *Loi sur l'évaluation foncière.*

L'Ontario perçoit un impôt sur les bénéfices miniers qui dépassent 500 000 $ provenant des substances minérales tirées et vendues par les exploitants des mines en Ontario. La déduction annuelle de 500 000 $ doit être partagée par les sociétés associées. Le taux d'imposition sur les bénéfices assujettis à l'impôt sur l'exploitation minière est de 10 % pour les mines non éloignées et de 5 % pour les mines éloignées. Chaque nouvelle mine a le droit, durant une période prescrite, d'exclure de l'impôt sur l'exploitation minière des bénéfices allant jusqu'à 10 millions de dollars. Cette période d'exemption est de trois ans pour une nouvelle mine qui n'est pas éloignée et de dix ans pour une nouvelle mine éloignée. Cette exonération est aussi applicable à l'agrandissement important d'une mine existante si elle n'est pas éloignée. L'impôt sur l'exploitation minière n'est pas applicable à l'extraction des diamants. L'extraction des diamants est assujettie à des redevances sur la valeur de la production de la mine. Le taux de la redevance est égal à 13 % ou au montant calculé sur la valeur de la production en fonction d'une échelle graduée, selon le moins élevé des deux.

La taxe sur le pari mutuel est de 0,5 % de tous les paris faits en Ontario, et est perçue et remise à la province par les exploitants d'hippodromes.

Un impôt sur la superficie calculée en acres de 0,50 $ par acre par année est perçu sur les droits miniers concédés par lettres patentes. Le paiement minimal est de 1 $ pour les territoires érigés en municipalités et de 4 $ pour les territoires non érigés en municipalités.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

L'établissement de la Contribution-santé de l'Ontario (CSO) a contribué à donner au gouvernement la capacité de faire des investissements s'imposant dans le système de santé de la province. Tout l'argent provenant de la CSO est affecté à l'amélioration des services de santé de l'Ontario. En 2017-2018, les revenus générés par la CSO ont augmenté de 97 millions de dollars pour passer à 3 672 millions de dollars, soit 3 575 millions de dollars de plus qu'en 2016-2017. Au cours de la même période, les charges du secteur de la santé se sont accrues de 2 952 millions de dollars pour se chiffrer à 58 921 millions de dollars, par rapport aux 55 969 millions de dollars affichés en 2016-2017.

Les revenus générés par la CSO soutiennent les dépenses du secteur de la santé en général; ils ne sont pas affectés à des secteurs de programmes en particulier. En 2017-2018, les revenus tirés de la CSO se sont élevés à 3 672 millions de dollars, ce qui représente 6,2 % des charges totales de 58 921 millions de dollars consacrées au secteur de la santé. Cela est comparable aux 3 575 millions de dollars ou au 6,4 % des 55 969 millions de dollars de 2016-2017. Le tableau ci-dessous illustre de quelle façon les revenus découlant de la CSO soutiennent d'importants investissements dans le secteur de la santé ainsi que le niveau de soutien accordé à chaque secteur si le pourcentage partagé en 2016-2017 et en 2017-2018 était réparti proportionnellement dans chaque secteur.

Exemple de la façon dont la Contribution-santé de l'Ontario appuie les investissements dans le secteur de la santé : Revenus tirés de la Contribution-santé de l'Ontario en pourcentage des dépenses totales du secteur de la santé réparties proportionnellement entre les secteurs (En millions de dollars)	**2017-2018 6,2%**	**2016-2017 6,4%**
Hôpitaux	1 137	1 070
Assurance-santé de l'Ontario	926	882
Soins à domicile, services communautaires et services de santé mentale	334	335
Foyers de soins de longue durée	260	257
Programmes de médicaments de l'Ontario	267	246
Santé publique, promotion de la santé et autres	747	785
Total	**3 672**	**3 575**

La Contribution-santé de l'Ontario est versée par les particuliers qui habitent en Ontario le dernier jour de l'année d'imposition. Les montants à verser sont les suivants : 0 $ si le revenu imposable est de 20 000 $ ou moins; 6 % du revenu imposable pour un revenu imposable se situant entre 20 000 $ et 25 000 $; 300 $ pour un revenu imposable entre 25 000 $ et 36 000 $; 300 $ plus 6 % du revenu imposable supérieur à 36 000 $ pour un revenu imposable entre 36 000 $ et 38 500 $; 450 $ pour un revenu imposable entre 38 500 $ et 48 000 $; 450 $ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 48 000 $ pour un revenu imposable entre 48 000 $ et 48 600 $; 600 $ pour un revenu imposable entre 48 600 $ et 72 000 $; 600 $ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 72 000 $ pour un revenu imposable entre 72 000 $ et 72 600 $; 750 $ pour un revenu imposable entre 72 600 $ et 200 000 $; 750 $ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 200 000 $ pour un revenu imposable entre 200 000 $ et 200 600 $; et 900 $ pour un revenu imposable supérieur à 200 600 $.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

GOUVERNEMENT DU CANADA	2018 $	2017 $
Transfert canadien en matière de santé	14 359 348 000	13 910 300 000
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	5 314 120 000	5 145 950 000
Péréquation	1 423 627 000	2 304 190 000
Programmes d'infrastructure	1 065 061 900	731 643 077
Entente sur le développement du marché du travail	672 330 348	677 836 833
Entente sur le logement social	418 997 189	440 855 680
Transferts directs aux hôpitaux, aux conseils scolaires et aux collèges	313 971 465	285 110 466
Services de bien-être aux Autochtones	274 450 254	277 349 806
Entente sur le Fonds pour l'emploi	234 053 068	211 364 628
Accord sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants	121 881 430	-
Financement des soins à domicile et en milieu communautaire, et des services de santé mentale et de lutte contre les dépendances	115 605 084	-
Expansion du bilinguisme	84 746 914	87 737 829
Aide juridique – Droit criminel	64 105 873	59 212 989
Entente sur le marché du travail visant les personnes handicapées	62 526 225	76 411 477
Cultivons l'avenir 2	57 793 695	48 737 499
Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents	52 372 438	51 923 050
Aide financière aux étudiants	25 192 537	25 314 242
Accord – Personnes gardées pour des raisons d'immigration	12 608 980	13 722 551
Initiative ciblée pour les travailleurs âgés	(149 177)	7 810 043
Programme de formation relais	-	3 000 000
Autres	187 570 108	185 485 269
TOTAL POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA	**24 860 213 331**	**24 543 955 439**

Le Transfert canadien en matière de santé (TCS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses de santé des provinces et des territoires. Depuis 2014-2015, le TCS est alloué aux provinces et aux territoires selon un montant égal par habitant. Pour recevoir des paiements de transfert au titre du TCS, les provinces et les territoires doivent respecter les principes de la *Loi canadienne sur la santé*.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

Le Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses des provinces et des territoires dans l'éducation postsecondaire, l'aide sociale et d'autres programmes sociaux, dont le développement de la petite enfance, l'apprentissage des jeunes enfants et les services de garde d'enfants. Depuis 2007-2008, le TCPS est versé aux provinces et aux territoires sous forme de soutien égal par habitant. Pour recevoir des paiements de transfert en au titre du TCPS, les provinces et les territoires ne doivent pas, lorsqu'ils déterminent l'admissibilité à l'aide sociale, imposer d'exigences en matière de résidence aux citoyens canadiens, aux résidents permanents, aux personnes ayant un permis de séjour temporaire, aux demandeurs d'asile qui attendent de recevoir leur statut de résident permanent.

La péréquation est la pratique selon laquelle le gouvernement fédéral transfère des paiements pour rectifier les disparités fiscales parmi les provinces. Le programme de péréquation vise à faire en sorte que les gouvernements provinciaux aient des revenus suffisants pour être en mesure d'assurer les services publics à un niveau de qualité et de fiscalité sensiblement comparable. Les paiements de péréquation sont inconditionnels. Les provinces sont libres d'utiliser ces fonds en fonction de leurs propres priorités.

Le financement de l'infrastructure versé à l'Ontario est fourni par l'entremise du Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires, du Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées, de l'entente sur l'Investissement dans le logement abordable, du Fonds Chantiers Canada et de différentes autres ententes qui soutiennent la construction, le renouvellement, l'amélioration et l'expansion du capital physique de la province, dont les routes, les ponts, les transports en commun et les réseaux hydrographiques.

L'Entente sur le développement du marché du travail (EDMT) prévoit le transfert à l'Ontario de l'administration des programmes et des services de développement du marché du travail dispensés antérieurement par le gouvernement fédéral. Les fonds provenant de l'EDMT appuient les programmes de formation professionnelle de l'Ontario, en particulier pour les personnes admissibles à des prestations d'assurance-emploi (a.-e.). L'EDMT est financé en vertu de l'autorisation conférée par la Partie II de la *Loi sur l'assurance-emploi*.

Les remboursements en matière de logement social représentent la part fédérale du coût des subventions accordées aux programmes de logements à loyer modique. La province reçoit des fonds de la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour l'administration des programmes de logement social en Ontario.

Les transferts directs aux hôpitaux, aux conseils scolaires et aux collèges (organismes du secteur parapublic) représentent les divers fonds versés par le gouvernement fédéral aux organismes du secteur parapublic pour la recherche, les soins hospitaliers complexes et de longue durée dispensés aux vétérans, les soins renforcés en milieu communautaire dans le Nord de l'Ontario, ainsi que pour les programmes Cours de langue pour les immigrants au Canada (CLIC), Assistance à l'emploi et d'études postsecondaires.

Le protocole d'entente relatif aux programmes de bien-être des Indiens (entente sur les services de bien-être des Indiens) est une entente bilatérale (Ontario-Canada) de partage des coûts en vertu de laquelle le Canada rembourse à l'Ontario une partie des dépenses engagées pour dispenser des services sociaux admissibles à des membres des Premières Nations inscrits vivant dans une réserve. Cette entente reconnaît l'engagement pris par l'Ontario et le Canada de faire en sorte que les membres des Premières Nations inscrits vivant dans une réserve et ceux qui ont quitté une réserve depuis un an ou moins aient accès aux mêmes services sociaux que ceux qui sont offerts à la population de la province qui ne vit pas dans une réserve. L'entente renferme une formule permettant de déterminer la contribution financière du Canada pour ces services dans les quatre secteurs de programmes décrits dans l'entente qui sont dispensés et financés par l'Ontario : protection de l'enfance et prévention quant aux services à l'enfance, garde d'enfants, aide financière/à l'emploi (programme Ontario au travail) et services d'entretien ménager et de soins infirmiers.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

L'Entente Canada - Ontario sur le fonds pour l'emploi (EFE) prévoit des fonds pour les programmes et les services relatifs au marché du travail qui mettent l'accent sur le perfectionnement des compétences des personnes sans emploi qui ne touchent pas d'assurance-emploi et des personnes qui ont un emploi, mais qui ont besoin de formation supplémentaire, notamment parce qu'elles n'ont pas de diplôme d'études secondaires ou de certificat reconnu, ou ont de faibles niveaux de littératie ou de compétences de base. Cette entente prévoit aussi du soutien pour la formation parrainée par l'employeur pour certains coûts admissibles de formation assurée par une institution tierce partie admissible. Le 1er avril 2014, cette entente a remplacé l'Entente Canada-Ontario sur le marché du travail.

Dans le cadre de l'Accord Canada-Ontario sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants, le gouvernement fédéral accorde des contributions à l'Ontario afin d'améliorer le système d'apprentissage et de garde d'enfants de l'Ontario.

Dans le cadre de la *Loi nº 1 d'exécution du budget de 2017*, le gouvernement fédéral accorde une contribution à l'Ontario afin d'aider la province à améliorer l'accès aux soins à domicile et en milieu communautaire, et aux services de santé mentale et de lutte contre les dépendances, pourvu que certaines conditions soient remplies. Le Canada, l'Ontario et d'autres provinces et territoires se sont entendus sur un énoncé de principes communs sur les priorités partagées en santé qui oriente ce financement. Cet énoncé devrait aussi servir de fondement pour de futures ententes bilatérales nécessaires pour que l'Ontario reçoive des fonds jusqu'en 2026-2027.

Dans le cadre de son programme d'expansion du bilinguisme, le gouvernement fédéral rembourse à la province une partie des frais engagés pour assurer des services au public dans les deux langues officielles et des installations scolaires adéquates afin de permettre l'apprentissage de la deuxième langue officielle. Le gouvernement fédéral contribue également au financement des initiatives prises par l'Ontario à l'égard des écoles de langue française, comme l'établissement de structures administratives dans les nouveaux conseils scolaires de langue française, ainsi que des initiatives visant à améliorer le rendement des élèves de langue française.

En vertu de l'Entente sur le marché du travail pour les personnes handicapées, le gouvernement fédéral accorde des contributions à l'Ontario en vue d'appuyer des mesures visant à accroître l'employabilité des personnes handicapées, et d'améliorer leurs perspectives d'emploi en répondant aux besoins des employeurs et en encourageant ces derniers à supprimer les obstacles auxquels se heurtent les personnes handicapées.

Les paiements au titre de l'aide juridique représentent la contribution que fait le gouvernement fédéral pour permettre aux personnes économiquement défavorisées d'accéder aux services d'aide juridique lorsqu'elles sont impliquées dans des instances et des affaires criminelles graves en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Ces fonds permettent également de veiller à ce que des normes minimales d'aide juridique soient maintenues conformément à l'entente relative à l'aide juridique en matière pénale, la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* ainsi que les questions touchant les immigrants et les réfugiés.

Les programmes de paiements de transfert au titre du système de justice pour les adolescents sont des programmes permanents qui sont mis en œuvre en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Le gouvernement fédéral paie une partie des dépenses liées aux services de justice pour les adolescents.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

Cultivons l'avenir 2 est une initiative fédérale-provinciale qui stimule l'innovation, la compétitivité et le développement des marchés pour le secteur canadien de l'agroalimentaire et des produits agricoles. En Ontario, Cultivons l'avenir 2 offre des ressources, des outils et une aide financière à frais partagés aux producteurs, aux entreprises de transformation et aux organisations et partenariats admissibles pour accroître leurs profits, élargir leurs marchés et gérer des risques communs.

L'aide financière aux étudiants comprend la Subvention canadienne pour études, ainsi que l'administration du prêt canadien d'études. La Subvention canadienne pour études est accordée aux étudiants ayant des personnes à charge, aux étudiants à temps partiel très nécessiteux, aux étudiants handicapés et aux femmes qui font des études de doctorat.

Dans le cadre de l'accord concernant les personnes gardées pour des raisons d'immigration, le gouvernement fédéral rembourse à l'Ontario les coûts engagés pour garder les personnes en attendant un examen, une enquête de l'immigration ou la déportation

L'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA) est un programme fédéral-provincial à frais partagés qui aide les travailleurs en chômage âgés de 55 à 64 ans. L'ICTA est offerte dans les collectivités de moins de 250 000 personnes où le taux de chômage est élevé ou dont l'économie dépend dans une grande mesure d'une seule industrie. L'initiative aide les travailleurs plus âgés à trouver des programmes et des services qui peuvent les aider à améliorer leur employabilité, à réintégrer le marché du travail et à demeurer des travailleurs actifs et productifs pendant que leur collectivité prend des mesures pour s'adapter à la nouvelle réalité.

Le financement du gouvernement fédéral pour les programmes de formation relais de l'Ontario soutient les programmes visant à aider les immigrants qualifiés qui font face à des obstacles qui les empêchent d'intégrer le marché du travail et d'y demeurer.

Les autres paiements du gouvernement fédéral comprenaient les suivants :

a) Des fonds pour appuyer des services propres à certains secteurs faisant l'objet de différentes ententes, telles que l'entente sur les services policiers des Premières Nations, l'entente sur le programme de contribution pour les analyses biologiques (analyses d'ADN), l'entente sur l'accès prioritaire à des lits pour les vétérans, l'entente sur le contrôle des armes à feu, l'entente sur le placement pénitentiaire et le Fonds canadien de justice familiale pour les services de justice familiale;
b) subsides annuels en vertu de la *Loi constitutionnelle de 1907;*
c) des intérêts sur le fonds des écoles publiques.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

DROITS, DONS ET AUTRES REVENUS PROVENANT DES HÔPITAUX, DES CONSEILS SCOLAIRES ET DES COLLÈGES (SECTEUR PARAPUBLIC)	2018 $	2017 $
Hôpitaux	4 081 365 892	4 070 845 194
Conseils scolaires	1 453 126 950	1 389 254 467
Collèges	2 774 246 975	2 497 409 330
TOTAL DES DROITS, DONS ET AUTRES REVENUS PROVENANT DES HÔPITAUX, DES CONSEILS SCOLAIRES ET DES COLLÈGES (SECTEUR PARAPUBLIC)	**8 308 739 817**	**7 957 508 991**

Les droits, dons et autres revenus provenant des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges (organismes du secteur parapublic) désignent les revenus tiers que ces organismes reçoivent du public comme les droits payés par les patients, les frais de scolarité, les frais pour services auxiliaires, les dons et les autres revenus provenant de sources non provinciales.

RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES	2018 $	2017 $
Société des loteries et des jeux de l'Ontario	2 487 337 000	2 358 450 000
Régie des alcools de l'Ontario	2 206 524 000	2 349 118 000
Hydro One Incorporated	372 245 400	499 674 000
Ontario Power Generation Incorporated	1 092 000 000	342 000 000
Brampton Distribution Holdco. Incorporated	-	18 000 000
Société ontarienne de vente du cannabis	(6 124 071)	-
TOTAL DES RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES	**6 151 982 329**	**5 567 242 000**

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

Les recettes des entreprises publiques représentent les montants que la province reçoit des entreprises publiques.

La Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG) met sur pied et administre des jeux pour le compte de la province de l'Ontario. Il s'agit notamment de loteries, de casinos, de bingos électroniques et de jeux en ligne. OLG continue également d'intégrer les courses de chevaux à sa stratégie de jeux, y compris l'administration de fonds permanents.

Les fournisseurs de services privés prennent en charge l'exploitation courante des casinos d'OLG afin d'optimiser les revenus et d'accroître l'efficacité opérationnelle. Ces fournisseurs investiront les capitaux nécessaires pour améliorer l'expérience des clients en matière de jeux et de divertissements. Cela aidera à augmenter les revenus d'OLG qui seront affectés à d'importants services publics, tels que la santé et l'éducation.

Les profits de la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO) sont générés par la vente de bière, de vin, de coolers et de spiritueux.

Hydro One Incorporated (maintenant une filiale d'Hydro One Limited) et Ontario Power Generation Incorporated (OPG) ont été créées dans le cadre de la restructuration de l'ancienne société Ontario Hydro. La part du revenu net d'Hydro One Limited (et anciennement d'Hydro One Inc.) qui revient à la province et le revenu net tiré d'OPG sont consolidés dans les finances de la province. Les revenus d'OPG proviennent principalement de la vente d'électricité produite par ses centrales. Les revenus d'Hydro One sont tirés principalement du transport et de la distribution de l'électricité.

Avant le 28 février 2017, les revenus de Brampton Distribution Holdco Incorporated provenaient principalement de sa participation à 100 % dans la société de distribution d'électricité Hydro One Brampton Networks Inc. Le 28 février 2017, la province a conclu la vente de Hydro One Brampton Networks Inc. à Alectra Utilities. À la suite de la vente, Brampton Distribution Holdco Incorporated a cessé d'être traitée comme une entreprise publique. Le 29 mars 2018, Brampton Distribution Holdco Incorporated a été dissoute.

La Société ontarienne de vente du cannabis, exploitée sous le nom de Société ontarienne du cannabis (SOC), sera responsable des ventes en ligne de cannabis à des fins récréatives lorsque celui-ci sera légalisé le 17 octobre 2018. Des coûts ont été engagés par la SOC en 2017-2018.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

AUTRES RECETTES	2018 $	2017 $
Ventes et locations	2 426 037 121	1 999 499 365
Droits, permis et autorisations :		
Droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules	1 912 262 158	1 726 641 586
Autres droits et permis :		
Greffiers locaux	58 713 103	56 912 039
Loi sur les sûretés mobilières	58 997 796	50 667 456
Air pur Ontario	2 854 162	14 632 857
Constitutions en société	25 153 921	25 917 039
Revenus tirés des jeux	16 004 688	15 624 513
Autres	657 520 474	598 848 019
Total des droits, permis et autorisations	2 731 506 302	2 489 243 509
Redevances :		
Red. sur les revenus bruts – Utilisation d'énergie hydraulique	122 819 822	118 167 941
Teranet – Redevances, FIEF	46 737 937	33 004 877
Droits sur le bois de la Couronne	48 305 526	42 271 613
Autres	72 308 486	78 350 889
Total, redevances	290 171 771	271 795 320
Recouvrement de dépenses des années précédentes	1 204 476 874	523 351 657
Remboursement des dépenses	862 257 797	987 914 385
Amendes et pénalités	61 047 046	66 755 851
Produits tirés des quotas d'émissions de carbone	2 401 020 129	-
Divers :		
Redevance de liquidation de la dette (électricité)	593 000 000	621 000 000
Recouvrements – Contrats d'achat d'électricité	185 000 000	838 000 000
Réduction nette des contrats d'achat d'électricité	74 000 000	129 000 000
Recettes de la Société indép. d'expl. du réseau d'électricité	209 953 689	210 999 354
Autres	512 082 331	182 154 373
Total, divers	1 574 036 020	1 981 153 727
TOTAL DES AUTRES RECETTES	**11 550 553 060**	**8 319 713 814**

non vérifié

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

Sous la rubrique « Ventes et locations », on trouve le produit des cessions de biens immobiliers, de fournitures et de matériel, de services et de biens produits dans des établissements provinciaux, ainsi que les revenus provenant de la location immobilière et de la location des terres de la Couronne.

Les droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules englobent les droits d'immatriculation des véhicules et ceux associés aux permis des transporteurs et des conducteurs. Les droits d'immatriculation des véhicules servent à autoriser la circulation d'un véhicule sur la voie publique. Pour les véhicules utilitaires, les droits actuels varient entre 265.25 $ et 4 693 $. Les droits actuels touchant les véhicules de tourisme et les véhicules utilitaires légers pesant 3 000 kg ou moins et utilisés à des fins personnelles sont de 120 $ par année dans le Sud de l'Ontario et de 60 $ par année dans le Nord. Les droits applicables aux motocyclettes et aux cyclomoteurs sont respectivement de 42 $ et 12 $ par année dans le Sud de l'Ontario et de 21 $ et 12 $ par année dans le Nord. Les droits d'obtention d'un permis de conduire proviennent surtout du renouvellement des permis de conduire.

Les droits liés aux greffiers sont les droits perçus par la Cour de l'Ontario (Division générale) relativement à des questions de succession conformément au Règlement de l'Ontario 393/90 pris en application de la *Loi sur l'administration de la justice*. Ils se composent des droits pour la délivrance, la signature et le dépôt des documents juridiques rattachés aux questions d'ordre civil.

Les droits liés à l'enregistrement des sûretés mobilières sont versés pour l'enregistrement et la recherche de sûretés mobilières données en garantie pour obtenir un prêt. Ces droits sont perçus lors de l'enregistrement ou de la recherche.

Le programme Air pur Ontario modernisé a été mis en oeuvre le 1er janvier 2013. Des frais étaient exigés du public pour l'analyse des gaz d'échappement. Conformément à ce qui a été annoncé dans le budget de l'Ontario de 2016, les frais de 30 $ imputés pour la première analyse dans le cas des véhicules légers, aux fins du renouvellement de l'immatriculation, sont éliminés depuis le 1er avril 2017 afin de faciliter la vie quotidienne des Ontariennes et des Ontariens.

Les droits de constitution en société comprennent les droits exigés pour l'enregistrement, les recherches et les certificats liés aux constitutions en société, aux sociétés en commandite et aux raisons sociales. Ces droits sont perçus lors de l'enregistrement ou de la recherche.

Les droits liés au jeu prélevés par la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario comprennent les droits d'enregistrement des fournisseurs commerciaux et des préposés au jeu pour des activités de bienfaisance, ainsi que ceux travaillant dans des casinos, des casinos de bienfaisance et des installations de machines à sous. Ils comprennent également les droits exigés pour mettre sur pied et administrer des loteries telles que les tombolas.

Depuis le 1er janvier 2001, les personnes qui ont le droit, en vertu d'une entente, d'un bail ou d'un autre document, d'occuper des terres de la Couronne sont tenues d'acquitter des redevances relatives à l'utilisation d'énergie hydraulique, dont le taux est fixé à 9,5 % des revenus annuels bruts de la centrale hydro-électrique. Ces redevances constituent l'élément utilisation d'énergie hydraulique de la RRB, dont il est fait mention à la page 1-5.

Les redevances – Droits sur le bois de la Couronne sont des redevances versées pour la récolte du bois sur les terres de la Couronne ou lorsque les droits sur le bois sont réservés à la Couronne par lettres patentes. Ces droits sont habituellement calculés au mètre cube selon les essences, les produits manufacturés et le volume de la récolte. Un prix de base par mètre cube, rajusté tous les ans, constitue un minimum. Les prix de base perçus pour la plus grande partie de la récolte de bois en 2017-2018 étaient de 0,00 $ (sous-produits seulement), 4,54 $, ou 0,60 $ le mètre cube, selon les essences et le groupe de produits. Les droits de 0,60 $ le mètre cube représentent les droits pour plusieurs essences sous-utilisées et tiennent compte de l'instabilité économique de l'industrie forestière. Des droits sur la valeur résiduelle du bois, calculés selon un pourcentage de la différence entre le coût de fabrication et le prix de vente des produits forestiers, sont également exigés. Ces droits sont rajustés chaque mois et varient entre 0,00 $ et 23,35 $ le mètre cube, selon les prix du marché.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

Depuis 2006, les fonds destinés à l'Inventaire des ressources forestières (IRF) sont perçus par l'entremise des droits de coupe prélevés. En 2017-2018, les droits à l'IRF étaient de 2,50 $ ou de 0,60 $, compte tenu des groupes d'essence et de l'utilisation finale, et ont été mis de côté dans le compte du Fonds de réserve forestier au titre des charges de l'IRF jusqu'à l'obtention d'un solde de 10 millions de dollars. Une fois le niveau de 10 millions de dollars atteint, les droits liés à l'IRF sont fixés à 0,00 $[2]. Les droits perçus au titre de l'IRF n'ont eu aucune incidence nette sur l'industrie forestière pour ce qui est des droits de coupe, car les droits minimums sont réduits d'un montant équivalant aux droits à l'IRF lorsque les droits à l'IRF sont perçus.

Teranet – Redevances, FIEF – La province a conclu la vente de la part de 50 % qu'elle détenait dans Teranet en 2003-2004. Dans le cadre de cette transaction, la province a accepté de suspendre les redevances de Teranet pendant 13,67 années, soit jusqu'au 31 mars 2017, en échange du versement d'un montant forfaitaire de 205 millions de dollars. La province a amorti cette somme en tant que revenus au fil des ans jusqu'à ce qu'elle cesse d'être versée en 2016-2017.

En 2010-2011, la province a négocié la prolongation de l'entente initiale avec Teranet, ce qui a donné lieu à une prolongation de 50 ans du calendrier d'amortissement initial. Une somme de 1 milliard de dollars en espèces a été reçue en 2010-2011 en vue de conserver les droits exclusifs liés à l'exploitation du système d'enregistrement immobilier électronique. Ce montant représente les redevances reportées qui seront amorties sur une période de 56 ans, soit de 2011-2012 à 2066-2067. L'amortissement annuel pour la prolongation est de 18 millions de dollars.

Conformément à l'entente de prolongation entre Teranet et la province, en vigueur pour la période débutant le 1er avril 2017, Teranet a recommencé à verser des redevances à la province. Ces versements établis selon un pourcentage des divers revenus admissibles de Teranet seront effectués chaque trimestre. Les redevances doivent être versées jusqu'à la fin de la licence exclusive de Teranet en 2067.

En 2017-2018, la province a déclaré un total de 46,7 millions de dollars en revenus tirés de redevances de Teranet.

Les recouvrements de dépenses des années précédentes sont des sommes recouvrées après l'exercice financier pendant lequel les dépenses en question ont été engagées. Si ce n'avait été du moment où ils ont été réalisés, ces recouvrements auraient été classés comme des remboursements de dépenses engagées pendant l'exercice précédent.

Les remboursements des dépenses s'appliquent aux dépenses engagées par le gouvernement en vertu d'ententes, d'accords ou de protocoles précisant qu'elles seront recouvrées en totalité ou en partie.

La rubrique « Amendes et pénalités » est constituée de toutes les sommes perçues par la province au titre des infractions aux lois, règlements et règles.

La redevance de liquidation de la dette (RLD) a été éliminée le 1er avril 2018. La RLD a été payée par les particuliers en fonction de leur consommation d'électricité. La *Loi de 1998 sur l'électricité* prévoyait le maintien de la RLD jusqu'à ce que le reliquat de la dette insurmontable soit éliminé. Ce reliquat a découlé de la restructuration de l'ancienne société Ontario Hydro et du secteur de l'électricité. La *Loi de 1998 sur l'électricité* a été modifiée par la *Loi de 2015 sur les mesures budgétaires* pour fixer la date de cessation de la RLD au 31 mars 2018 et pour supprimer tout lien avec le reliquat de la dette insurmontable. Par conséquent, à la suite de ces modifications législatives, à compter du 10 décembre 2015, le concept de « reliquat de la dette insurmontable » et les exigences afférentes, notamment celle prévoyant la détermination périodique du reliquat, ont été supprimés de la *Loi de 1998 sur l'électricité*. L'Ontario a retiré la redevance de liquidation de la dette de la facture d'électricité de tous les consommateurs résidentiels au 1er janvier 2016 et éliminé la RLD pour les consommateurs commerciaux, institutionnels, industriels et autres le 1er avril 2018.

[2] La seule exception à cette règle est le secteur des bioproduits, pour lequel le taux de l'IRF est de 0,59 $/m3 au cours de l'exercice

DÉTAILS DES RECETTES – Fin

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

Les revenus tirés des recouvrements liés aux contrats d'approvisionnement en électricité découlent de la revente de l'électricité et du recouvrement auprès des consommateurs d'électricité du coût de l'électricité en vertu d'accords d'approvisionnement conclus avec la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), le successeur légal d'Ontario Hydro.

L'ancienne société Ontario Hydro a conclu des contrats d'achat d'électricité avec des producteurs indépendants de l'Ontario. En tant que successeur légal d'Ontario Hydro depuis le 1er avril 1999, la SFIEO est la société de contrepartie à ces contrats. Ceux-ci prévoyaient l'achat d'électricité à des prix qui devaient être supérieurs à ceux du marché. Par conséquent, un passif lié aux contrats d'achat d'électricité a été comptabilisé selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie. Le 1er janvier 2005, en vertu des réformes législatives du marché de l'électricité, la SFIEO a commencé à facturer les prix contractuels réels aux consommateurs et elle ne subit donc plus de pertes relativement à ces contrats d'achat d'électricité. À l'époque, la décision a été prise d'amortir le passif en l'imputant aux revenus au cours de la période où la plupart des contrats d'achat d'électricité existants expireraient, le passif étant totalement éliminé durant l'exercice 2021-2022.

La réduction des contrats d'achat d'électricité représente effectivement l'élimination au fil du temps du passif lié à ces contrats. La variation représente la déduction des pertes estimées durant l'exercice utilisée dans le calcul du passif antérieurement aux réformes législatives du marché de l'électricité qui ont permis d'éliminer le passif lié aux contrats d'achat d'électricité au cours d'une certaine période.

La Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (SIERE) a été créée en vertu de la *Loi de 1998 sur l'électricité*. Il s'agit d'une société sans capital-actions et sans but lucratif qui fonctionne sans liens de dépendance. Titulaire d'un permis délivré par la Commission de l'énergie de l'Ontario (CEO), la SIERE rend des comptes à l'Assemblée législative par l'entremise du ministère de l'Énergie. Elle dirige le fonctionnement et maintient la fiabilité du réseau d'électricité de la province, établit un équilibre entre l'offre et la demande d'électricité par l'entremise du marché de gros et dirige l'acheminement de l'électricité à l'aide du réseau de transport. Les revenus de la SIERE proviennent principalement des droits approuvés par la CEO pour chaque mégawatt d'électricité retiré du réseau dirigé par la SIERE. À la suite de modifications apportées à la *Loi de 1998 sur l'électricité* et conformément à la *Loi de 2014 ouvrant des perspectives et assurant notre avenir*, l'Office de l'électricité de l'Ontario, constitué pour assurer l'approvisionnement suffisant en électricité à long terme, et la SIERE ont fusionné pour former une nouvelle entité, également appelée SIERE, le 1er janvier 2015. La nouvelle entité ainsi créée continue de s'acquitter du mandat des deux organismes prédécesseurs.

	2018	2017
TOTAL DES RECETTES	**150 594 084 480 $**	**140 734 174 324 $**

Voir le sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale, page 1-18.

SOMMAIRE DES RECETTES PAR MINISTÈRE

pour l'exercice se terminant

Ministère	Recettes fiscales	Gouvernement du Canada	Recettes des entreprises publiques	Remboursements de dépenses	Droits, permis et autorisations	Amendes et pénalités
	$	$	$	$	$	$
Affaires civiques, de l'Immigration	-	-	-	-	15 215 674	-
Affaires des personnes âgées	-	-	-	-	-	-
Affaires municipales / Logement	-	636 295 634	-	80 361 445	1 509 531	-
Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales	-	96 099 648	-	45 497	640 808	-
Bureau de l'Assemblée législative	-	-	-	-	-	-
Cabinet du Premier ministre	-	-	-	-	3 890	-
Commerce International	-	-	-	-	1 011 008	-
Condition féminine	-	-	-	-	-	-
Développement du Nord et Mines	2 888 870	-	-	-	1 327 215	370
Développement Économique, Croissance / Recherche, innovation et des Sciences	-	-	-	-	907	-
Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario	-	-	-	-	-	1 000
Éducation	-	201 876 656	-	500	2 561 254	10 000
Énergie	-	-	559 060 006	-	1 794	-
Enseignement supérieur et de la Formation Professionnelle	-	1 267 022 746	-	799 561	1 483 117	48 001
Environnement et de l'Action en matière de changement climatique	-	-	-	739 222	2 424 628 307	325
Finances	98 868 479 559	21 221 607 950	4 928 979 000	144 819 740	110 105 682	1 636 007
Infrastructure	-	165 997 658	-	162 872	20 500	-
Office des affaires francophones	-	1 460 000	-	-	-	-
Ombudsman Ontario	-	-	-	-	-	-
Procureur général	-	74 573 030	-	56 918 633	130 635 445	44 839 434
Relations avec les Autochtones et de la Réconciliation	-	-	-	-	482	-
Richesses naturelles et des Forêts	-	3 395 713	-	10 485 859	6 960 381	542 527
Santé et Soins de longue durée	-	16 343 257	-	31 094 468	9 231 043	7 500
Secrétariat du Conseil du Trésor	-	-		-	699	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	-	34 795 297	-	416 715 194	17 034 879	-
Services à l'enfance et à la jeunesse	-	179 362 800	-	-	20 302	-
Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs	-	1 254 615	-	11 392 455	131 319 928	8 500
Services sociaux et communautaires	-	202 710 432	-	1 001 100	1 459 817	-
Tourisme, Culture et Sport	-	-	-	-	698 190	-
Transports	-	476 891 569	-	3 600	1 971 076 633	4 938 885
Travail	-	16 948	-	239 880 996	770 881	858 755
Total avant la consolidation	98 871 368 429	24 579 703 953	5 488 039 006	994 421 142	4 827 718 367	52 891 304
Redressements de consolidation et autres	851 227 514	280 509 378	663 943 323	(132 163 345)	(2 096 212 065)	8 155 742
Selon les états financiers consolidés	**99 722 595 943**	**24 860 213 331**	**6 151 982 329**	**862 257 797**	**2 731 506 302**	**61 047 046**

ET PAR CATÉGORIE PRINCIPALE

le 31 mars 2018

Ventes et locations	Redevances	Recouvrements de dépenses des années précédentes	Divers	**Total des recettes**	Ministère
$	$	$	$	**$**	
-	-	501 273	84	**15 717 031**	Affaires civiques, de l'Immigration
-	-	265 568	1 382	**266 950**	Affaires des personnes âgées
178 569	-	5 254 212	163 072	**723 762 463**	Affaires municipales / Logement
22 969 000	-	41 797 810	32 025 117	**193 577 880**	Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales
69 762	-	447 512	291 425	**808 699**	Bureau de l'Assemblée législative
-	-	-	-	**3 890**	Cabinet du Premier ministre
-	-	965 002	276	**1 976 286**	Commerce International
-	-	314 440	-	**314 440**	Condition féminine
169 704	21 365 624	3 479 021	31 208	**29 262 012**	Développement du Nord et Mines
-	1 579 130	59 546 074	6 404 795	**67 530 906**	Développement Économique, Croissance / Recherche, innovation et des Sciences
-	-	105 815	189	**107 004**	Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario
-	-	209 339 174	8 739	**413 796 323**	Éducation
919 259 066	-	80 015 281	607 712 812	**2 166 048 959**	Énergie
-	-	54 963 535	5 133 653	**1 329 450 613**	Enseignement supérieur et de la Formation Professionnelle
1 654	-	849 704	17 366	**2 426 236 578**	Environnement et de l'Action en matière de changement climatique
-	46 737 937	118 093 872	28 772 360	**125 469 232 107**	Finances
268 225 527	-	5 537 533	3 036 787	**442 980 877**	Infrastructure
-	-	5 000	-	**1 465 000**	Office des affaires francophones
-	-	35 982	32 719	**68 701**	Ombudsman Ontario
385 576	-	3 671 948	79 397 535	**390 421 601**	Procureur général
-	-	3 565 102	11	**3 565 595**	Relations avec les Autochtones et de la Réconciliation
11 296 040	174 715 020	23 460 442	1 061 773	**231 917 755**	Richesses naturelles et des Forêts
-	-	508 016 780	3 042 169	**567 735 217**	Santé et Soins de longue durée
3 040 200	-	1 074 741	576	**4 116 216**	Secrétariat du Conseil du Trésor
1 513 349	187 635	3 052 467	551 397	**473 850 218**	Sécurité communautaire et Services correctionnels
315	-	186 169 949	55 823	**365 609 189**	Services à l'enfance et à la jeunesse
2 292 299	-	765 248	2 813 975	**149 847 020**	Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs
-	-	163 522 627	1 066 904	**369 760 880**	Services sociaux et communautaires
1 158 972	-	935 535	1 379 476	**4 172 173**	Tourisme, Culture et Sport
20 126 263	13 849	25 840 314	431 639	**2 499 322 752**	Transports
17 419	-	65 241	526 205	**242 136 445**	Travail
1 250 703 715	244 599 195	1 501 657 202	773 959 467	**138 585 061 780**	Total avant la consolidation
1 175 333 406	45 572 576	(297 180 328)	11 509 836 499	**12 009 022 700**	Redressements de consolidation et autres
2 426 037 121	**290 171 771**	**1 204 476 874**	**12 283 795 966**	**150 594 084 480**	**Selon les états financiers consolidés**

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET

pour l'exercice se terminant

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	$	$	$	$	$
Affaires civiques, de l'Immigration	28 546 300	3 763 796	1 050 565	13 363 126	547 378
Affaires des personnes âgées	3 615 052	439 960	136 421	5 083 361	75 148
Affaires municipales / Logement	44 110 306	6 178 537	1 149 608	24 950 243	758 111
Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales	81 686 119	11 798 269	4 292 496	41 632 381	1 432 200
Bureau de l'Assemblée législative	93 282 732	20 662 705	7 410 811	34 670 299	8 060 246
Bureau du Conseil des ministres	34 307 010	4 374 521	1 360 260	8 919 740	648 820
Bureau du directeur général des élections	8 620 382	1 912 746	15 074	1 554 602	9 322
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 134 294	124 082	40 498	215 002	56 827
Bureau du vérificateur général	11 051 839	2 829 195	373 636	4 206 979	806 965
Cabinet du Premier ministre	2 340 189	236 045	72 517	18 184	18 323
Commerce International	13 954 092	1 702 220	2 909 426	24 059 425	493 110
Condition féminine	3 771 101	482 870	118 568	3 468 930	23 504
Développement du Nord et des Mines	36 683 919	5 425 397	2 614 170	57 267 843	1 716 631
Développement Économique, Croissance / Recherche, innovation et des Sciences	50 915 193	6 582 869	2 413 117	36 368 906	1 186 952
Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario	8 713 450	1 060 585	327 002	6 619 153	217 925
Éducation	170 717 614	23 767 861	9 372 491	129 008 299	6 106 871
Énergie	18 703 813	2 491 721	613 132	72 259 236	199 452
Enseignement supérieur et de la Formation Professionnelle	95 865 626	14 444 464	4 510 419	76 363 683	915 156
Environnement et de l'Action en matière de changement climatique	180 806 138	26 701 821	5 114 464	100 707 776	10 252 334
Finances	111 403 670	16 727 447	4 351 818	180 171 142	2 615 428
Infrastructure	15 243 739	1 912 080	257 463	180 359 028	235 624
Office des affaires francophones	1 967 864	226 655	88 748	2 584 296	20 924
Ombudsman Ontario	8 925 607	1 982 899	297 950	2 220 365	757 729
Procureur général	751 274 333	93 693 186	27 377 555	346 850 070	14 252 219
Relations avec les Autochtones et de la Réconciliation	15 791 452	2 033 841	1 292 794	13 193 106	231 553
Richesses naturelles et des Forêts	242 287 145	38 987 009	17 102 812	233 780 236	29 941 849
Santé et Soins de longue durée	303 885 506	50 232 252	16 516 207	246 937 323	21 653 059
Secrétariat du Conseil du Trésor	128 913 486	1 504 290 925	2 449 320	74 601 096	2 598 850
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 586 163 589	246 470 508	80 864 713	398 735 899	141 470 773
Services à l'enfance et à la jeunesse	192 639 963	31 451 398	7 484 412	89 900 901	5 159 992
Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs	297 249 260	46 403 653	30 346 457	175 035 537	16 383 604
Services sociaux et communautaires	258 371 398	43 488 653	15 340 603	134 141 094	3 882 005
Tourisme, Culture et Sport	31 809 245	4 935 762	909 086	23 608 636	1 906 338
Transports	198 259 172	32 033 028	9 272 499	477 483 120	38 162 426
Travail	128 773 864	19 961 427	6 679 285	52 597 588	2 139 638
	5 161 784 462	2 269 810 387	264 526 397	3 272 936 605	314 937 286
Reclassification des dépenses**	247 678 161	46 603 121	(5 885 175)	(294 862 095)	6 465 988
Total avant la consolidation	5 409 462 623	2 316 413 508	258 641 222	2 978 074 510	321 403 274
Redressements de consolidation et autres	36 418 600 196	8 737 984 769	328 580 797	8 394 116 166	7 877 446 628
Selon les états financiers consolidés	**41 828 062 819**	**11 054 398 277**	**587 222 019**	**11 372 190 676**	**8 198 849 902**

* On trouvera (p. iv-v) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants.
Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

** Les charges sont reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Vérification interne de l'Ontario (ministère des Secrétariat du Conseil Trésor), Services d'information et de technologie de l'information (ministères de l'Éducation et des Transports), et Services d'information et de technologie de l'information, Services communs de l'Ontario, Groupement des services pour la fonction publique et Groupement des services gouvernementaux (ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs).

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES*

le 31 mars 2018

Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation[1]	Redressements de consolidation et autres	**Selon les états financiers consolidés**	Ministère
$	$	$	$	**$**	
111 784 947	-	159 056 112	(49 995 947)	**109 060 165**	Affaires civiques, de l'Immigration
17 465 319	-	26 815 261	-	**26 815 261**	Affaires des personnes âgées
1 363 694 035	(225 007 636)	1 215 833 204	158 967 080	**1 374 800 284**	Affaires municipales / Logement
748 883 468	(131 648 981)	758 075 952	247 594 443	**1 005 670 395**	Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales
277 730	-	164 364 523	(5 300 961)	**159 063 562**	Bureau de l'Assemblée législative
5 595 838	1 748 305	56 954 494	-	**56 954 494**	Bureau du Conseil des ministres
-	100 826 048	112 938 174	(895 284)	**112 042 890**	Bureau du directeur général des élections
-	155 800	1 726 503	-	**1 726 503**	Bureau du lieutenant-gouverneur
72 500	-	19 341 114	(809 200)	**18 531 914**	Bureau du vérificateur général
-	-	2 685 258	-	**2 685 258**	Cabinet du Premier ministre
2 406 397	2 690 665	48 215 335	-	**48 215 335**	Commerce International
18 755 376	-	26 620 349	-	**26 620 349**	Condition féminine
335 275 729	282 252 862	721 236 551	36 440 731	**757 677 282**	Développement du Nord et des Mines
1 018 705 769	(53 242 602)	1 062 930 204	(44 445 400)	**1 018 484 804**	Développement Économique, Croissance / Recherche, innovation et des Sciences
1 975 859	-	18 913 974	-	**18 913 974**	Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario
29 049 202 020	(189 839 131)	29 198 336 025	(239 868 576)	**28 958 467 449**	Éducation
2 975 946 367	(15 000 000)	3 055 213 721	412 404 640	**3 467 618 361**	Énergie
8 688 794 171	(188 442 937)	8 692 450 582	2 429 460 406	**11 121 910 988**	Enseignement supérieur et de la Formation Professionnelle
267 547 876	1 339 746 973	1 930 877 382	(1 152 678 776)	**778 198 606**	Environnement et de l'Action en matière de changement climatique
753 757 842	12 529 918 869	13 598 946 216	(130 003 425)	**13 468 942 791**	Finances
310 732 406	(58 395)	508 681 945	(62 803 913)	**445 878 032**	Infrastructure
1 152 022	381 350	6 421 859	-	**6 421 859**	Office des affaires francophones
-	-	14 184 550	(656 616)	**13 527 934**	Ombudsman Ontario
588 386 989	173 452 501	1 995 286 853	46 101 182	**2 041 388 035**	Procureur général
1 177 747 508	109 607	1 210 399 861	0	**1 210 399 861**	Relations avec les Autochtones et de la Réconciliation
60 435 481	34 751 068	657 285 600	254 155 824	**911 441 424**	Richesses naturelles et des Forêts
55 019 824 250	(23 448 444)	55 635 600 153	3 286 414 377	**58 922 014 530**	Santé et Soins de longue durée
310 657	4 016	1 713 168 350	(44 785 738)	**1 668 382 612**	Secrétariat du Conseil du Trésor
252 283 524	100 897 190	2 806 886 196	(20 571 501)	**2 786 314 695**	Sécurité communautaire et Services correctionnels
4 239 395 880	13 465 036	4 579 497 582	(203 071 612)	**4 376 425 970**	Services à l'enfance et à la jeunesse
14 464 962	42 143 918	622 027 391	(4 772 098)	**617 255 293**	Services gouvernementaux et des Services consommateurs
11 832 743 119	66 252 834	12 354 219 706	(26 312 618)	**12 327 907 088**	Services sociaux et communautaires
1 265 210 334	(1 686 037)	1 326 693 364	244 112 239	**1 570 805 603**	Tourisme, Culture et Sport
4 476 368 279	338 683 163	5 570 261 687	(1 052 840 705)	**4 517 420 982**	Transports
107 458 729	879 072	318 489 603	-	**318 489 603**	Travail
124 706 655 383	14 199 985 114	150 190 635 634	4 075 838 554	**154 266 474 188**	
					Reclassification des dépenses**
124 706 655 383	14 199 985 114	150 190 635 634	4 075 838 554	**154 266 474 188**	Total avant la consolidation
(63 497 005 668)	5 816 115 666				Redressements de consolidation et autres
61 209 649 715	**20 016 100 780**			**154 266 474 188**	**Selon les états financiers consolidés**

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2017-2018 a été publié.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET

pour l'exercice se terminant

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	$	$	$	$	$
Affaires civiques, de l'Immigration	28 546 300	3 763 796	1 050 565	13 363 126	547 378
Affaires des personnes âgées	3 615 052	439 960	136 421	5 083 361	75 148
Affaires municipales / Logement	44 110 306	6 178 537	1 149 608	24 950 243	758 111
Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales	81 686 119	11 798 269	4 292 496	41 632 381	1 432 200
Bureau de l'Assemblée législative	93 282 732	20 662 705	7 410 811	34 670 299	8 060 246
Bureau du Conseil des ministres	34 307 010	4 374 521	1 360 260	8 919 740	648 820
Bureau du directeur général des élections	8 620 382	1 912 746	15 074	1 554 602	9 322
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 134 294	124 082	40 498	215 002	56 827
Bureau du vérificateur général	11 051 839	2 829 195	373 636	4 206 979	806 965
Cabinet du Premier ministre	2 340 189	236 045	72 517	18 184	18 323
Commerce International	13 954 092	1 702 220	2 909 426	24 059 425	493 110
Condition féminine	3 771 101	482 870	118 568	3 468 930	23 504
Développement du Nord et des Mines	36 683 919	5 425 397	2 613 953	21 291 307	1 019 895
Développement Économique, Croissance / Recherche, innovation et des Sciences	50 915 193	6 582 869	2 413 117	36 368 906	1 186 952
Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario	8 713 450	1 060 585	327 002	6 619 153	217 925
Éducation	170 717 614	23 767 861	9 372 491	129 008 299	6 106 871
Énergie	18 703 813	2 491 721	613 132	72 259 236	199 452
Enseignement supérieur et de la Formation Professionnelle	95 865 626	14 444 464	4 510 419	76 363 683	915 156
Environnement et de l'Action en matière de changement climatique	180 806 138	26 701 821	5 114 464	100 707 776	10 252 334
Finances	111 403 670	16 727 447	4 351 818	180 171 142	2 615 428
Infrastructure	15 243 739	1 912 080	257 463	83 544 453	235 624
Office des affaires francophones	1 967 864	226 655	88 748	2 584 296	20 924
Ombudsman Ontario	8 925 607	1 982 899	297 950	2 220 365	757 729
Procureur général	751 274 333	93 693 186	27 377 555	346 850 070	14 252 219
Relations avec les Autochtones et de la Réconciliation	15 791 452	2 033 841	1 292 794	13 193 106	231 553
Richesses naturelles et des Forêts	242 287 145	38 987 009	16 537 628	206 900 500	21 782 962
Santé et Soins de longue durée	303 885 506	50 232 252	16 516 207	246 937 323	21 653 059
Secrétariat du Conseil du Trésor	128 864 185	1 504 290 925	2 449 320	63 989 043	2 598 850
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 586 163 589	246 470 508	80 864 713	363 796 656	141 470 773
Services à l'enfance et à la jeunesse	192 639 963	31 451 398	7 484 412	89 900 901	5 159 992
Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs	297 249 260	46 403 653	30 346 457	169 691 496	16 383 604
Services sociaux et communautaires	258 371 398	43 488 653	15 340 603	134 141 094	3 882 005
Tourisme, Culture et Sport	31 809 245	4 935 762	909 086	19 601 708	1 425 713
Transports	198 259 172	32 033 028	9 237 134	468 100 294	37 037 633
Travail	128 773 864	19 961 427	6 679 285	52 597 588	2 139 638
	5 161 735 161	2 269 810 387	263 925 631	3 048 980 667	304 476 245
Reclassification des dépenses**	247 678 161	46 603 121	(5 885 175)	(294 862 095)	6 465 988
Total avant la consolidation	**5 409 413 322**	**2 316 413 508**	**258 040 456**	**2 754 118 572**	**310 942 233**

* On trouvera (p. iv-v) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants.
Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

** Les charges sont reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Vérification interne de l'Ontario (ministère des Secrétariat du Conseil Trésor), Services d'information et de technologie de l'information (ministères de l'Éducation et des Transports), et Services d'information et de technologie de l'information, Services communs de l'Ontario, Groupement des services pour la fonction publique et Groupement des services gouvernementaux (ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs).

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - FONCTIONNEMENT*

le 31 mars 2018

Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation1	Redressements de consolidation et autres	**Selon les états financiers consolidés**	Ministère
$	$	$	$	**$**	
111 784 947	-	159 056 112	(49 995 947)	**109 060 165**	Affaires civiques, de l'Immigration
17 465 319	-	26 815 261	-	**26 815 261**	Affaires des personnes âgées
874 720 120	(38 574)	951 828 351	(63 533 021)	**888 295 330**	Affaires municipales / Logement
446 938 591	(2 808 498)	584 971 558	125 666 542	**710 638 100**	Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales
277 730	-	164 364 523	(5 300 961)	**159 063 562**	Bureau de l'Assemblée législative
5 595 838	-	55 206 189	-	**55 206 189**	Bureau du Conseil des ministres
-	100 826 048	112 938 174	(895 284)	**112 042 890**	Bureau du directeur général des élections
-	155 800	1 726 503	-	**1 726 503**	Bureau du lieutenant-gouverneur
72 500	-	19 341 114	(809 200)	**18 531 914**	Bureau du vérificateur général
-	-	2 685 258	-	**2 685 258**	Cabinet du Premier ministre
2 406 397	-	45 524 670	-	**45 524 670**	Commerce International
18 755 376	-	26 620 349	-	**26 620 349**	Condition féminine
238 196 235	(32 447)	305 198 259	110 128 011	**415 326 270**	Développement du Nord et des Mines
939 305 769	(53 242 602)	983 530 204	(30 721 558)	**952 808 646**	Développement Économique, Croissance / Recherche, innovation et des Sciences
1 975 859	-	18 913 974	-	**18 913 974**	Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario
27 391 831 385	72 958	27 730 877 479	(40 785 149)	**27 690 092 330**	Éducation
2 975 946 367	(15 000 000)	3 055 213 721	390 331 560	**3 445 545 281**	Énergie
7 915 006 434	24 126 239	8 131 232 021	2 223 706 522	**10 354 938 543**	Enseignement supérieur et de la Formation Professionnelle
267 547 876	200 323 433	791 453 842	(22 983 100)	**768 470 742**	Environnement et de l'Action en matière de changement climatique
753 757 842	12 308 901 593	13 377 928 940	82 972 177	**13 460 901 117**	Finances
1 155 916	4 515 221	106 864 496	22 504 561	**129 369 057**	Infrastructure
1 152 022	-	6 040 509	-	**6 040 509**	Office des affaires francophones
-	-	14 184 550	(656 616)	**13 527 934**	Ombudsman Ontario
588 386 989	61 670 187	1 883 504 539	43 401 272	**1 926 905 811**	Procureur général
1 174 353 301	109 607	1 207 005 654	0	**1 207 005 654**	Relations avec les Autochtones et de la Réconciliation
55 093 636	16 447 636	598 036 516	253 966 058	**852 002 574**	Richesses naturelles et des Forêts
53 571 325 867	(23 453)	54 210 526 761	2 914 316 398	**57 124 843 159**	Santé et Soins de longue durée
310 657	3 016	1 702 505 996	(44 785 738)	**1 657 720 258**	Secrétariat du Conseil du Trésor
251 501 738	18 223 874	2 688 491 851	(20 571 501)	**2 667 920 350**	Sécurité communautaire et Services correctionnels
4 195 706 548	-	4 522 343 214	(203 071 612)	**4 319 271 602**	Services à l'enfance et à la jeunesse
14 464 962	31 680 930	606 220 362	(4 772 098)	**601 448 264**	Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs
11 787 267 849	34 532 044	12 277 023 646	(26 312 618)	**12 250 711 028**	Services sociaux et communautaires
1 186 384 678	(697 355)	1 244 368 837	247 117 481	**1 491 486 318**	Tourisme, Culture et Sport
459 856 334	(101 104 369)	1 103 419 226	1 108 543 099	**2 211 962 325**	Transports
106 968 784	2 433	317 123 019	-	**317 123 019**	Travail
115 355 513 866	12 628 643 721	139 033 085 678	7 007 459 277	146 040 544 955	
					Reclassification des dépenses**
115 355 513 866	**12 628 643 721**	**139 033 085 678**	**7 007 459 277**	**146 040 544 955**	**Total avant la consolidation**

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2017-2018 a été publié.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET

pour l'exercice se terminant

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	$	$	$	$	$
Affaires municipales / Logement	-	-	-	-	-
Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales	-	-	-	-	-
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-	-
Commerce International	-	-	-	-	-
Développement du Nord et des Mines	-	-	217	35 976 535	696 736
Développement Économique, Croissance / Recherche, innovation et des Sciences	-	-	-	-	-
Éducation	-	-	-	-	-
Énergie	-	-	-	-	-
Enseignement supérieur et de la Formation Professionnelle	-	-	-	-	-
Environnement et de l'Action en matière de changement climatique	-	-	-	-	-
Finances	-	-	-	-	-
Infrastructure	-	-	-	96 814 575	-
Office des affaires francophones	-	-	-	-	-
Procureur général	-	-	-	-	-
Relations avec les Autochtones et de la Réconciliation	-	-	-	-	-
Richesses naturelles et des Forêts	-	-	565 184	26 879 736	8 158 887
Santé et Soins de longue durée	-	-	-	-	-
Secrétariat du Conseil du Trésor	49 301	-	-	10 612 053	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	-	-	-	34 939 243	-
Services à l'enfance et à la jeunesse	-	-	-	-	-
Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs	-	-	-	5 344 041	-
Services sociaux et communautaires	-	-	-	-	-
Tourisme, Culture et Sport	-	-	-	4 006 928	480 625
Transports	-	-	35 365	9 382 826	1 124 793
Travail	-	-	-	-	-
Total avant la consolidation	**49 301**	**-**	**600 766**	**223 955 937**	**10 461 041**

*On trouvera (p. iv-v) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants.
Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - IMMOBILISATIONS*

le 31 mars 2018

Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation1	Redressements de consolidation et autres	**Selon les états financiers consolidés**	Ministère
$	$	$	$	**$**	
488 973 915	(224 969 061)	264 004 854	222 500 101	**486 504 955**	Affaires municipales / Logement
301 944 877	(128 840 483)	173 104 394	121 927 901	**295 032 295**	Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales
-	1 748 305	1 748 305	-	**1 748 305**	Bureau du Conseil des ministres
-	2 690 665	2 690 665	-	**2 690 665**	Commerce International
97 079 495	282 285 308	416 038 291	(73 687 280)	**342 351 011**	Développement du Nord et des Mines
79 400 000	-	79 400 000	(13 723 842)	**65 676 158**	Développement Économique, Croissance / Recherche, innovation et des Sciences
1 657 370 635	(189 912 088)	1 467 458 547	(199 083 427)	**1 268 375 120**	Éducation
-	-	-	22 073 080	**22 073 080**	Énergie
773 787 737	(212 569 176)	561 218 561	205 753 884	**766 972 445**	Enseignement supérieur et de la Formation Professionnelle
-	1 139 423 538	1 139 423 538	(1 129 695 675)	**9 727 863**	Environnement et de l'Action en matière de changement climatique
-	221 017 276	221 017 276	(212 975 601)	**8 041 675**	Finances
309 576 490	(4 573 617)	401 817 448	(85 308 474)	**316 508 974**	Infrastructure
-	381 350	381 350	-	**381 350**	Office des affaires francophones
-	111 782 314	111 782 314	2 699 910	**114 482 224**	Procureur général
3 394 207	-	3 394 207	-	**3 394 207**	Relations avec les Autochtones et de la Réconciliation
5 341 845	18 303 432	59 249 084	189 766	**59 438 850**	Richesses naturelles et des Forêts
1 448 498 383	(23 424 991)	1 425 073 392	372 097 979	**1 797 171 371**	Santé et Soins de longue durée
-	1 000	10 662 354	-	**10 662 354**	Secrétariat du Conseil du Trésor
781 786	82 673 316	118 394 345	-	**118 394 345**	Sécurité communautaire et Services correctionnels
43 689 332	13 465 036	57 154 368	-	**57 154 368**	Services à l'enfance et à la jeunesse
-	10 462 988	15 807 029	-	**15 807 029**	Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs
45 475 270	31 720 790	77 196 060	-	**77 196 060**	Services sociaux et communautaires
78 825 656	(988 682)	82 324 527	(3 005 241)	**79 319 286**	Tourisme, Culture et Sport
4 016 511 945	439 787 533	4 466 842 462	(2 161 383 804)	**2 305 458 658**	Transports
489 945	876 639	1 366 584	-	**1 366 584**	Travail
9 351 141 518	**1 571 341 392**	**11 157 549 955**	**(2 931 620 723)**	**8 225 929 232**	**Total avant la consolidation**

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2017-2018 a été publié.

FONDS ONTARIEN D'INITIATIVE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

Pour l'exercice se terminant le 31 mars	2018	2017
Fonds ontarien d'initiative		
Contribution d'ontariens[1]	131 397 $	122 928 $
	131 397 $	**122 928 $**

1. Représente les fonds versés à la province de l'Ontario pour la réduction du déficit et de la dette.

CRÉDIT D'IMPÔT POUR L'AMÉNAGEMENT DU LOGEMENT AXÉ SUR LE BIEN-ÊTRE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

Crédit d'impôt pour l'exercice terminé le 31 mars 2017:

Estimation des dépenses	11 248 300 $
Estimation du coût réel.....	7 600 000 $

La *Loi de 2007 sur les impôts* exige que le ministre des Finances compare le coût prévu et le coût réel du crédit d'impôt pour l'aménagement du logement axé sur le bien-être.

Le coût de ce crédit d'impôt est inférieur à ce qui avait été estimé initialement. Le programme a pris fin le 1er janvier 2017. Cependant, l'estimation englobait le premier trimestre de 2017 puisqu'elle a été faite avant la fin du programme.

section 2

États financiers des ministères

(non vérifié)

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE L'IMMIGRATION

EXERCICE 2017 – 2018

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS
- SOMMAIRE 2-2
- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-3
- AFFAIRES CIVIQUES ET IMMIGRATION 2-5
- BUREAU DU COMMISSAIRE À L'ÉQUITÉ 2-7
- LÈGISLATIFS 2-4

ÉTAT DES RECETTES 2-9

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE L'IMMIGRATION

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

2016 – 2017		2017 – 2018	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
26 473 558	Administration du ministère	23 779 314	22 693 773
126 249 948	Affaires civiques et de l'immigration	137 975 700	135 583 525
0	Bureau du commissaire à l'équité	865 000	778 812
152 723 506	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**162 620 014**	**159 056 110**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du ministère	2 000	0
0	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**2 000**	**0**
	BIENS IMMOBILISÉS		
0	Administration du ministère	1 000	0
0	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**1 000**	**0**

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
601				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU MINISTÈRE**	
1	22 295 300	1 420 000	23 715 300	Administration du ministère	22 627 805
L	47 841		47 841	Traitement versé aux ministres en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
	22 359 314	**1 420 000**	**23 779 314**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .....**	**22 693 773**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000		1 000	Administration du ministère	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière* ...	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .....**	**0**
BIENS IMMOBILISÉS					
2	1 000		1 000	Administration du ministère	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .....**	**0**

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère comprend les bureaux du ministre, de l'adjoint parlementaire et du sous-ministre ainsi que la Division des services régionaux et ministériels et la Direction des communications. Le programme s'attache à réaliser les objectifs du ministère et du gouvernement en offrant des conseils stratégiques et des services de soutien essentiels (communications, ressources humaines, solutions technologiques et opérationnelles, services juridiques, soutien aux programmes régionaux et planification et affectation des ressources, etc.). Certains secteurs offrent du soutien à plusieurs ministères clients et à leurs organismes.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE L'IMMIGRATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		13 633 738
Avantages sociaux		1 775 505
Transports et communications		478 238
Services		6 342 367
Fournitures et matériel		397 957
		22 627 805
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 850 622	
Avantages sociaux	220 372	
Transports et communications	84 487	
Services	166 977	
Fournitures et matériel	42 483	
		2 364 941
Services financiers et de vérification		
Traitements et salaires	2 544 361	
Avantages sociaux	331 094	
Transports et communications	37 128	
Services	3 217 790	
Fournitures et matériel	187 952	
		6 318 325
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 483 179	
Avantages sociaux	177 027	
Transports et communications	18 497	
Services	49 464	
Fournitures et matériel	17 115	
		1 745 282
Services de communication		
Traitements et salaires	2 870 035	
Avantages sociaux	304 960	
Transports et communications	43 794	
Services	637 165	
Fournitures et matériel	54 158	
		3 910 112
Politiques et planification globales		
Traitements et salaires	1 005 619	
Avantages sociaux	112 689	
Transports et communications	7 077	
Services	9 717	
Fournitures et matériel	4 356	
		1 139 458
Services juridiques		
Transports et communications	7 224	
Services	1 050 044	
Fournitures et matériel	5 075	
		1 062 343
Systèmes informatiques		
Transports et communications	453	
Services	1 014 075	
		1 014 528
Services régionaux et soutien ministériel		
Traitements et salaires	3 879 922	
Avantages sociaux	629 363	
Transports et communications	279 578	
Services	197 135	
Fournitures et matériel	86 818	
		5 072 816
Crédits législatifs		
Traitement versé aux ministres en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 667
		65 968
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**22 693 773**

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
602				**PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	138 653 300	(677 600)	137 975 700	Affaires civiques et immigration	135 583 525
	138 653 300	**(677 600)**	**137 975 700**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION .....**	**135 583 525**

Description du programme :

Le ministère des Affaires civiques et de l'Immigration a la responsabilité principale de l'immigration, des secteurs bénévole et sans but lucratif et des prix et distinctions. Le Programme ontarien des candidats à l'immigration désigne au gouvernement fédéral des candidats à l'obtention du statut de résident permanent afin de répondre aux besoins du marché du travail de l'Ontario, d'attirer l'investissement et de soutenir la création d'emploi. Le programme d'intégration au marché du travail procure un éventail de services de soutien à la reconnaissance des qualifications professionnelles acquises à l'étranger ou sur le lieu de travail, comme les programmes de formation relais de l'Ontario, afin d'aider les immigrants très qualifiés à réussir dans le marché du travail. Le Programme ontarien d'établissement et d'intégration donne accès à des services d'établissement complets qui aident les nouveaux arrivants à s'établir en Ontario et à surmonter les obstacles à l'intégration. Ce programme propose également un éventail de soutiens à l'intention des réfugiés, comme des programmes alliant l'apprentissage de la langue, l'expérience professionnelle et les soutiens sociaux, afin d'optimiser les résultats pour les réfugiés et les nouveaux arrivants vulnérables. Le Programme de formation linguistique offre chaque année à des immigrants adultes admissibles de la formation en anglais et en français langue seconde afin de leur permettre d'acquérir les compétences linguistiques dont ils ont besoin pour vivre et travailler en Ontario. Le programme d'aide aux secteurs bénévole et sans but lucratif de l'Ontario renforce le secteur sans but lucratif et fait la promotion d'un engagement communautaire accru par le bénévolat. Le Secrétariat ontarien des distinctions et des prix exécute des programmes qui reconnaissent les particuliers ayant fait des contributions extraordinaires au sein de leur communauté.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE L'IMMIGRATION

PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION – CRÉDIT 602

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Affaires civiques et immigration (Poste 1)		
Traitements et salaires		14 391 987
Avantages sociaux		1 932 122
Transports et communications		540 592
Services		6 791 451
Fournitures et matériel		142 426
Paiements de transfert		
Cours de langues	56 838 468	
Formation en milieu de travail	24 151 141	
Subventions pour l'établissement et l'intégration	27 226 996	
Initiatives de bénévolat	3 568 111	
Subventions versées pour le compte d'autres ministères	231	
		111 784 947
		135 583 525
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION		**135 583 525**

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
609				**BUREAU DU COMMISSAIRE À L'ÉQUITÉ**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	865 000		865 000	Bureau du commissaire à l'équité	778 812
	865 000		**865 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – BUREAU DU COMMISSAIRE À L'ÉQUITÉ ..... **	**778 812**

Description du programme :

Les modifications apportées à la Loi de 2006 sur l'accès équitable aux professions réglementées et aux métiers à accréditation obligatoire (LAEPRMAA) afin de permettre la création du Bureau du commissaire à l'équité en tant qu'organisme public rattaché à la Commission ont reçu la sanction royale le 22 mars 2017 dans le cadre du projet de loi 27, Loi de 2017 sur l'allègement du fardeau réglementaire. La promulgation des modifications à la LAEPRMAA est en attente.

Le Bureau du commissaire à l'équité est chargé d'évaluer les pratiques d'inscription de certaines professions et de certains métiers réglementés. Il a pour objectif de faire en sorte que ces pratiques soient transparentes, objectives, impartiales et équitables pour quiconque demande à exercer sa profession, en particulier les personnes formées à l'étranger.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE L'IMMIGRATION

PROGRAMME DE BUREAU DU COMMISSAIRE À L'ÉQUITÉ – CRÉDIT 609

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Bureau du commissaire à l'équité (Poste 1)		
Traitements et salaires	454 608	
Avantages sociaux	56 169	
Transports et communications	31 734	
Services	229 306	
Fournitures et matériel	6 995	
	778 812	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – – BUREAU DU COMMISSAIRE À L'ÉQUITÉ..	**778 812**	

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	2018 $	2017 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Programme de formation relais	0	3 000 000
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	15 215 674	8 652 098
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	501 273	1 223 163
DIVERS	84	100 026 968
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**15 717 031**	**112 902 229**

MINISTÈRE DES AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES

EXERCICE 2017 – 2018

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-12

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-13

PROGRAMME RELATIF AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES 2-15

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-14

ÉTAT DES RECETTES 2-17

MINISTÈRE DES AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

2016 – 2017		2017 – 2018	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	1 771 114	1 635 656
19 403 002	Programme relatif aux Affaires des personnes âgées	27 043 800	25 179 606
19 403 002	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**28 814 914**	**26 815 262**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du ministère	2 000	0
0	Programme relatif aux Affaires des personnes âgées	1 002 000	0
0	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**1 004 000**	**0**
	BIENS IMMOBILISÉS		
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Programme relatif aux Affaires des personnes âgées	1 000	0
0	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**2 000**	**0**

MINISTÈRE DES AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3501				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU MINISTÈRE**	
1	1 170 100	537 000	1 707 100	Administration du ministère	1 586 355
L	47 841		47 841	Traitement versé aux ministres en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	0
	1 234 114	**537 000**	**1 771 114**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**1 635 656**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000		1 000	Affaires des personnes âgées - immobilisations	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**
BIENS IMMOBILISÉS					
2	1 000		1 000	Affaires des personnes âgées - immobilisations	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère assume le leadership de la gestion stratégique et fournit des conseils et des services administratifs, de communication et de technologie de l'information à l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales.

MINISTÈRE DES AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3501

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$		$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)					
Traitements et salaires		839 661			
Avantages sociaux		127 200			
Transports et communications		73 032			
Services		536 971			
Fournitures et matériel		9 491			
		1 586 355			
Crédits législatifs					
Traitement versé aux ministres en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301			
		49,301			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**1 635 656**			

MINISTÈRE DES AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3502					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME RELATIF AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES**	
1	27 075 800	(32 000)	27 043 800	Programme relatif aux Affaires des personnes âgées	25 179 606
	27 075 800	**(32 000)**	**27 043 800**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME RELATIF AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES .....**	**25 179 606**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	7 001 000	(6 000 000)	1 001 000	Programme relatif aux Affaires des personnes âgées	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière* ...	0
	7 002 000	**(6 000 000)**	**1 002 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME RELATIF AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES.....**	**0**
BIENS IMMOBILISÉS					
2	1 000		1 000	Programme relatif aux Affaires des personnes âgées	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME RELATIF AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES.....**	**0**

Description du programme :

Le programme des Affaires des personnes âgées comprend des initiatives qui favorisent les collectivités adaptées aux besoins des personnes âgées et fait la promotion de la sécurité et de la protection des personnes âgées tout en optimisant leur autonomie et leur dignité. Le ministère, qui intervient comme agent de changement positif, joue un rôle de chef de file en donnant des conseils sur l'élaboration de politiques et de programmes gouvernementaux ayant des répercussions sur ces personnes. Cela inclut les fonctions suivantes : soutien et promotion de la planification locale afin de permettre la mobilisation, la participation et l'inclusion des personnes âgées dans leur collectivité; communication aux personnes âgées de l'information sur les programmes et services dont ils ont besoin; mise de l'avant des contributions des personnes âgées; soutien aux initiatives assurant la sécurité des personnes âgées; surveillance de l'Office de réglementation des maisons de retraite; direction de l'élaboration des politiques, des lois et des règlements se rapportant à la *Loi de 2010 sur les maisons de retraite* et à la *Loi sur les centres pour personnes âgées, L.R.O. 1990.*

MINISTÈRE DES AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES

PROGRAMME RELATIF AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES– CRÉDIT 3502

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Programme relatif aux Affaires des personnes âgées (Poste 1)		
Traitements et salaires		2 726 090
Avantages sociaux		312 760
Transports et communications		63 389
Services		4 546 391
Fournitures et matériel		65 657
Paiements de transfert		
Affaires des personnes âgées		17 465 319
		25 179 606
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAM RELATIF AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES		**25 179 606**

MINISTÈRE DES AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	2018 $	2017 $
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	265 568	0
DIVERS	1 382	0
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**266 950**	**0**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES / MINISTÈRE DU LOGEMENT

EXERCICE 2017 – 2018

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-20

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-21

SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT 2-23

ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT 2-26

PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE 2-28

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-22, 2-30, 2-31

ÉTAT DES RECETTES 2-32

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 2-33

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES / MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

2016 – 2017		2017 – 2018	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
21 929 724	Administration du ministère	25 592 528	24 753 291
26 166 893	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	40 594 900	37 623 587
110 165 878	Administrations locales et politiques d'aménagement	20 753 200	19 565 719
877 478 993	Programme de logement abordable	873 965 600	869 885 746
1 035 741 488	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**960 906 228**	**951 828 334**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1 556 309	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	7 612 000	3 584 393
590 361 042	Programme de logement abordable	269 846 800	260 420 461
591 917 351	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**277 458 800**	**264 004 854**
	BIENS IMMOBILISÉS		
0	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	1 000	0
336 649	Programme de logement abordable	2 284 900	1 739 597
336 649	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**2 284 900**	**1 739 597**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES / MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1901				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU MINISTÈRE**	
1	24 284 400	1 180 100	25 464 500	Administration du ministère	24 628 927
L	95 682	0	95 682	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	98 602
L	32 346		32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	25 762
	24 412 428	**1 180 100**	**25 592 528**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .....**	**24 753 291**

Description du programme :

Les objectifs de ce programme sont les suivants : orienter, diriger, coordonner et contrôler l'ensemble des obligations des organismes centraux (y compris la conformité avec les lois et les règlements) et des programmes organisationnels et activités du ministère; fournir du soutien efficace en communication et dans la gestion des dossiers; fournir au ministère, de façon efficace et efficiente, des conseils stratégiques, des services et conseils juridiques, des services de planification des activités et des ressources, des services ministériels de gestion des situations d'urgence et de la sécurité, du soutien en gestion du risque et en gestion de la prestation des services; mettre en place des mécanismes de contrôle et de vérification des dépenses, des normes en matière de rapports et de gestion, des normes de service et des méthodes d'évaluation des résultats; surveiller l'utilisation des ressources humaines et financières, des ressources en gestion de l'information et en technologie de l'information et des biens matériels du ministère. Le programme offre également des services de gestion et de soutien opérationnel au ministère et à ses organismes.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES / MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		10 698 427
Avantages sociaux		1 562 680
Transports et communications		263 178
Services		11 815 980
Fournitures et matériel		288 662
		24 628 927
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 814 360	
Avantages sociaux	379 665	
Transports et communications	91 613	
Services	112 532	
Fournitures et matériel	33 173	
		3 431 343
Services de communication		
Traitements et salaires	2 714 670	
Avantages sociaux	356 241	
Transports et communications	44 994	
Services	306 300	
Fournitures et matériel	14 625	
		3 436 830
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	4 086 619	
Avantages sociaux	666 426	
Transports et communications	84 659	
Services	2 624 372	
Fournitures et matériel	162 668	
		7 624 744
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 075 967	
Avantages sociaux	160 348	
Transports et communications	15 536	
Services	131 638	
Fournitures et matériel	18 303	
		1 401 792
Services juridiques		
Traitements et salaires	6 811	
Transports et communications	26 376	
Services	5 129 954	
Fournitures et matériel	59 893	
		5 223 034
Services de vérification		
Services	969 683	
		969 683
Systèmes informatiques		
Services	2 541 501	
		2 541 501
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		98 602
Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		25 762
		124 364
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**24 753 291**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES / MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1902				**SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
4	27 335 500	13 258 400	40 593 900	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	37 623 587
9	1 000	0	1 000	Action en matière de changement Climatique – secteur de la construction	0
	27 336 500	**13 258 400**	**40 594 900**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT**	**37 623 587**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	5 026 000	2 584 000	7 610 000	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	3 584 393
8	1 000	0	1 000	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment – autres charges liées aux immobilisations	0
L	1 000	0	1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	5 028 000	**2 584 000**	**7 612 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT**	**3 584 393**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES / MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
BIENS IMMOBILISÉS					
7	1 000		1 000	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT .....**	**0**

Description du programme :

Ce programme a pour objectif d'être une interface avec les clients municipaux responsables de la prestation des services et de la mise en œuvre des programmes se rattachant aux activités essentielles liées aux services aux municipalités et à la réglementation du bâtiment. Il est aussi le principal point de contact de la province avec le secteur de la construction relativement aux questions liées au Code du bâtiment de l'Ontario. Ses grandes priorités sont les suivantes : superviser la mise en œuvre de la Loi sur les municipalités, de la Loi sur l'aménagement du territoire, de la Loi sur les services de logement, de la Loi sur le code du bâtiment ainsi que de la législation, de la réglementation, des politiques et des programmes connexes; renforcer les capacités municipales afin d'atteindre la viabilité financière, la prospérité et la résilience; diriger l'aménagement du territoire à guichet unique de la province et aider les municipalités à exercer tous leurs pouvoirs en matière d'aménagement; soutenir ou coordonner la prestation de services de renforcement des capacités aux clients municipaux; protéger la sécurité du public dans les bâtiments. Ce programme soutient également les principales initiatives gouvernementales comme l'énergie renouvelable, la conservation de l'eau, la protection des sources d'eau, l'accès facile dans le milieu bâti et l'atténuation du changement climatique. Il administre de nombreux programmes de paiements de transfert, en particulier les programmes provinciaux d'aide en cas de catastrophe, et gère le Programme de gestion des situations d'urgence mis sur pied en vertu d'un décret.

Note: Les recouvrements dans le cadre des charges de fonctionnement liées au poste Action en matière de changement climatique – secteur de la construction comprennent des recouvrements de 493 450 $ du Compte de réduction des gaz à effet de serre.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES / MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME DES SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT – CRÉDIT 1902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Services aux municipalités et réglementation du bâtiment (Poste 4)		
Traitements et salaires		14 271 632
Avantages sociaux		1 975 803
Transports et communications		515 739
Services		4 271 379
Fournitures et matériel		205 746
Paiements de transfert		
Programme d'aide aux sinistrés pour la reprise après une catastrophe	10 915 871	
Programme d'aide aux municipalités pour la reprise après une catastrophe	956 732	
Paiements en vertu de la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités*	68 296 547	
Impôts sur les propriétés provinciales louées en vertu de la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités*	9 097 651	
Aide au Conseil de la zone de développement de Moosonee	1 466 000	
Aide aux conseils d'aménagement	400 001	
Programme national d'atténuation des catastrophes	2 520 434	
Projets prioritaires pour les municipalités	124 250	
		93 777 486
		115 017 785
Moins : Recouvrements		77 394 198
		37 623 587
Action en matière changement climatique - secteur de la construction (Poste 9)		
Services		493 450
Moins : Recouvrements		493 450
		0
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT		**37 623 587**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Services aux municipalités et réglementation du bâtiment (Poste 3)		
Paiements de transfert		
Programme d'aide aux municipalités pour la reprise après une catastrophe		1 914 541
Programme national d'atténuation des catastrophes		1 669 852
		3 584 393
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT		**3 584 393**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES / MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1903				**ADMINISTRATIONS LOCALES ET**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT**	
7	14 386 700	1 400 000	15 786 700	Administrations locales et politiques d'aménagement	15 003 113
10	6 466 500	(1 500 000)	4 966 500	Secretariat des initiatives Fonds de croissance de l'Ontario	4 562 606
				Créances irrécouvrables, *Loi*	
	20 853 200	**(100 000)**	**20 753 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT**	**19 565 719**

Description du programme :

L'objectif de ce programme est d'avoir des communautés urbaines et rurales sécuritaires et solides jouissant d'économies locales dynamiques qui sont bien planifiées, durables et saines et qui offrent une meilleure qualité de vie. Le programme des administrations locales et des politiques d'aménagement contribue à un cadre stratégique, administratif et législatif à long terme qui améliore la responsabilisation, la transparence et l'efficacité des administrations locales et des processus démocratiques. Ce programme inclut la surveillance de la Déclaration de principes provinciale ainsi que des politiques particulières à certaines régions (le Plan de croissance de la région élargie du Golden Horseshoe, le Plan de la ceinture de verdure et le Plan de conservation de la moraine d'Oak Ridges). Il renforce la protection de l'environnement, la préservation des terres agricoles et la conservation des espaces verts. Il propose également un cadre pour une gestion efficace de la croissance et un développement soutenant une croissance économique dynamique et la résilience. Le programme fournit des outils permettant d'améliorer la prestation de services à l'échelon local, de réduire les coûts, d'atteindre la viabilité financière et d'améliorer la reddition des comptes aux contribuables. Grâce au programme, des partenariats efficaces avec les principales municipalités et associations professionnelles, les Autochtones et d'autres ministères et administrations sont établis et entretenus. Tout ce travail est guidé par une approche fondée sur les partenariats et par une participation, une information et une consultation réelles des intervenants et des municipalités.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES / MINISTÈRE DU LOGEMENT

ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT – CRÉDIT 1903

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Administrations locales et politiques d'aménagement (Poste 7)	
Traitements et salaires	8 318 867
Avantages sociaux	1 100 807
Transports et communications	103 937
Services	2 612 510
Fournitures et matériel	116 992
Paiements de transfert	
Subvention pour la recherche et l'analyse – données sur les municipalités	2 750 000
	2 750 000
	15 003 113
Secrétariat des initiatives Fonds de croissance de l'Ontario (Poste 10)	
Traitements et salaires	2 987 826
Avantages sociaux	371 369
Transports et communications	40 720
Services	959 935
Fournitures et matériel	40 871
Paiements de transfert	
Fonds de croissance	161 885
	4 562 606
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT	**19 565 719**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES / MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1904					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE**	
2	909 559 500	(37 567 600)	871 991 900	Logement social et logement à but lucratif	867 589 646
3	1 422 700	550 000	1 972 700	Location à usage d'habitation	1 841 224
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	454 876
	910 983 200	**(37 017 600)**	**873 965 600**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE**	**869 885 746**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES / MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	271 238 600	(1 427 000)	269 811 600	Logement abordable – immobilisations.....	260 389 522
5	1 000	0	1 000	Logement abordable – immobilisations, charges liées aux biens immobilisés	0
L	34 200	0	34 200	Amortissement – *Loi sur l'administration financière* ..	30 939
	271 273 800	**(1 427 000)**	**269 846 800**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE .....**	**260 420 461**
BIENS IMMOBILISÉS					
6	2 284 900	0	2 284 900	Logement abordable – immobilisations.....	1 739 597
	2 284 900	**0**	**2 284 900**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE .....**	**1 739 597**

Description du programme :

Ce programme a les objectifs suivants : honorer les engagements du gouvernement en matière de logement abordable et de prévention de l'itinérance; créer un cadre réglementaire qui protège les locataires et les locateurs et encourage un niveau d'entretien et d'investissement adéquat dans le secteur du logement locatif; soutenir les municipalités, les fournisseurs de logements et autres intervenants indépendants afin de les aider à s'acquitter de leurs responsabilités en matière de logement. Pour atteindre ces objectifs, le programme offre un éventail complet de services : élaboration de politiques, conception de programmes, conformité de la prestation, règlement des plaintes et financement lié aux logements sociaux et abordables et à l'itinérance.

Note : Les recouvrements dans le cadre des charges d'immobilisations liées au poste Programme de logement abordable – immobilisations comprennent des recouvrements de 225 000 000 $ du Compte de réduction des gaz à effet de serre.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES / MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE – CRÉDIT 1904

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Logement social et logement à but lucratif (Poste 2)		
Traitements et salaires		11 130 660
Avantages sociaux		1 512 024
Transports et communications		296 403
Services		6 382 596
Fournitures et matériel		128 752
Paiements de transfert		
Paiements aux gestionnaires des services, y compris pour les activités sans but lucratif offertes dans les territoires non érigés en municipalité	392 149 755	
Paiements à la Société ontarienne d'hypothèques et de logement	73 060 948	
Programme de logement en milieu rural et autochtone	7 865 000	
Élimination de l'itinérance	15 758 780	
Programme de prévention de l'itinérance	308 810 813	
Investissement dans le logement abordable – Supplément au loyer – contribution provinciale	57 374 018	
Investissement dans le logement abordable – Supplément au loyer – contribution fédérale	405 635	
		855 424 949
		874 875 384
Moins : Recouvrements		7 285 738
		867 589 646
Location à usage d'habitation (Poste 3)		
Traitements et salaires		1 292 750
Avantages sociaux		198 560
Transports et communications		44 676
Services		289 527
Fournitures et matériel		15 711
		1 841 224

	$
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	454 876
	454 876
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE	**869 885 746**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES / MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE – CRÉDIT 1904

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Logement abordable – immobilisations (Poste 4)		
Paiements de transfert		
Investissement dans le logement abordable – contribution fédérale	194 478 688	
Dépenses en immobilisations – Société ontarienne d'hypothèques et de logement	2 498 343	
Programme de logement abordable – contribution du gouvernement provincial	15 156 988	
Investissement dans le logement abordable – contribution provinciale	44 755 982	
Programme d'amélioration des logements sociaux	225 000 000	
Élimination de l'itinérance	3 499 521	
		485 389 522
Moins : Recouvrements		225 000 000
		260 389 522
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – Loi sur l'administration financière		30 939
		30 939
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE		**260 420 461**

	$
BIENS IMMOBILISÉS	
Programme de logement abordable – immobilisations (Poste 6)	
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immoblisations	1 739 597
	1 739 597
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE	**1 739 597**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES / MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	2018 $	2017 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses pour logements sans but lucratifs (S.C.H.L.)	403 531 570	424 950 620
Accord de logement à prix abordable (S.C.H.L.)	194 884 323	401 122 294
Financement ciblé pour le logement en Ontario	30 000 000	0
Programme national d'atténuation des catastrophes	4 332 529	1 460 499
Tempête de verglas	3 547 212	15 000 000
Régime Canada/Ontario de construction de logements locatifs	0	267 392
	636 295 634	842 800 805
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Remboursement obtenu des GSMR pour le paiement de la dette de la SDLO	72 301 188	80 572 727
Intérêt sur la dette publique	7 844 640	8 835 968
Remboursement – SOHL – prêts et intérêts pour logements étudiants	85 652	123 053
Programme de rénovation des logements de l'Ontario – Municipalités	69 122	59 290
Rénovation urbaine	46 558	46 558
Syndicat/Association	14 285	5 670
	80 361 445	89 643 266
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Qualification code du bâtiment droits prévus dans les règlements	1 290 970	1 194 676
Formation adm. code du bâtiment	64 041	116 795
Droits relatifs aux autorisations d'aménagement	67 921	61 190
Évaluation de matériaux de construction	79 984	51 987
Droits d'entretien et liés aux normes	6 614	11 851
	1 509 530	1 436 499
VENTES ET LOCATIONS		
SOHL – conversion de bail	146 936	156 849
SOHL – revenus de location	31 633	36 734
	178 569	193 583
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	5 254 212	76 898 896

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES / MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	2018 $	2017 $
DIVERS		
Intérêts gagnés sur prêts	0	1 923 423
Pénalités – intérêts	1 303	1 141
Autres	161 769	3 637
	163 072	1 928 201
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**723 762 462**	**1 012 901 250**

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	2018 $	2017 $
Cité de Toronto	0	69 071 879
Crédits d'impôts pour les municipalités et les écoles	2 850	8 802
Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	0	3 806
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	**2 850**	**69 084 487**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

EXERCICE 2017 – 2018

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-36

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-37

AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT 2-39

SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES 2-41

ÉLABORATION DES POLITIQUES 2-45

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-38, 2-40, 2-43

ÉTAT DES RECETTES 2-47

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 2-47

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

2016 – 2017		2017 – 2018	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
23 797 539	Administration du ministère	25 266 314	25 268 253
87 545 036	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	84 505 000	82 568 802
468 675 791	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	473 001 600	459 220 730
17 118 626	Élaboration des politiques	18 144 200	17 913 775
597 136 992	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**600 917 114**	**584 971 560**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
2 228 700	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	12 000 000	1 286 000
2 228 700	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**12 000 000**	**1 286 000**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
174 776 816	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	173 108 100	173 104 396
174 776 816	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**173 108 100**	**173 104 396**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
101				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	22 902 300	2 300 000	25 202 300	Administration du ministère	25 202 285
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
	22 966 314	**2 300 000**	**25 266 314**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**25 268 253**

Description du programme :

Le Programme d'administration assume le leadership de la gestion stratégique et fournit des conseils, des avis juridiques, des services de communication et des services administratifs à l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitments et salaries		13 841 013
Avantages sociaux		2 449 570
Transports et communications		662 930
Services		7 919 430
Fournitures et matériel		329 342
		25 202 285
Bureau principal		
Traitments et salaries	2 903 486	
Avantages sociaux	397 701	
Transports et communications	257 852	
Services	397 275	
Fournitures et matériel	64 031	
		4 020 345
Services Opérationnels		
Traitments et salaries	2 420 043	
Avantages sociaux	804 553	
Transports et communications	241 050	
Services	2 436 052	
Fournitures et matériel	166 414	
		6 068 112
Planification des activités et services financiers		
Traitments et salaries	3 082 557	
Avantages sociaux	457 069	
Transports et communications	20 103	
Services	168 694	
Fournitures et matériel	16 263	
		3 744 686
Ressources Humaines		
Traitements et salaires	1 895 351	
Services	244 638	
Fournitures et matériel	28 023	
Avantages sociaux	159 514	
Transports et communications	20 662	
		2 348 188
Services de communication		
Traitements et salaires	3 539 576	
Avantages sociaux	545 609	
Transports et communications	87 881	
Services	1 346 256	
Fournitures et matériel	46 096	
		5 565 418
Services juridiques		
Transports et communications	24 569	
Services	2 874 266	
Fournitures et matériel	15 876	
		2 914 711
Services de vérification		
Transports et communications	3 452	
Services	537 373	
		540 825
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 667
		65 968
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**25 268 253**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
107				**PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	91 995 000	(7 500 000)	84 495 000	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	82 567 164
L	10 000		10 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	1 638
	92 005 000	**(7 500 000)**	**84 505 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**	**82 568 802**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	12 000 000		12 000 000	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	1 286 000
	12 000 000		**12 000 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**	**1 286 000**

Description du programme :

Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales a recours à une panoplie complète d'outils pour gérer les risques et encourager l'adoption par l'industrie des meilleures pratiques de gestion. Parmi ces outils, mentionnons les fonctions législatives et de réglementation du ministère liées à la salubrité des aliments, à la santé des animaux et à la gestion des éléments nutritifs, ainsi que les programmes non régis par la réglementation qui visent la salubrité des aliments, la traçabilité, la santé et le bien-être des animaux de même que l'environnement et l'action en matière de changement climatique.

Note : Les recouvrements dans le cadre des charges de fonctionnement liées au poste Amélioration de la santé publique et de l'environnement comprennent des recouvrements de 3 366 926 $ du Compte de réduction des gaz à effet de serre.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT – CRÉDIT 107

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Amélioration de la santé publique et de l'environnement (Poste 1)		
Traitements et salaires		32 236 895
Avantages sociaux		4 466 704
Transports et communications		1 811 218
Services		15 646 432
Fournitures et matériel		510 613
Paiements de transfert		
Programme d'infrastructure de drainage agricole	9 667 000	
Recherche sur les normes agro-environnementales	575 425	
Partenariats environnementaux	4 374 486	
Partenariats pour la salubrité des aliments et la traçabilité	360 870	
Cultivons l'avenir – contribution fédérale – Amélioration de la santé publique et de l'environnement	13 990 527	
Partenariats agro-environnementaux pour le lac Simcoe	621 474	
Autre aide à la santé publique	403 500	
Plan d'action contre le changement climatique	2 074 046	
		32 067 328
		86 739 190
Moins : Recouvrements		4 172 026
		82 567 164
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		1 638
		1 638
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT		**82 568 802**

	$	$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Amelioration de la santé publique et de l'environnement (Poste 2)		
Prêts et investissements		
Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux, Lois ur le drainage au moyen de tuyaux		1 254 100
Prêts pour le drainage de tuyaux		
Dans les territoires non érigés en municipalitiés		31 900
		1 286 000
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT		**1 286 000**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
108 **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**				**PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES**	
1	136 939 400	30 237 500	167 176 900	Développement économique	163 998 826
3	86 027 300	3 000 000	89 027 300	Recherche	88 573 683
4	238 790 400	(23 000 000)	215 790 400	Paiements de transfert liés à la gestion des risques des entreprises	206 091 431
L	1 000		1 000	Paiements au titre des prêts bancaires garantis, *Loi sur l'administration financière*	0
L	5 000		5 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	417 284
L	1 000		1 000	Paiements au titre des prêts bancaires garantis, *Loi sur l'administration financière*	0
L	1 000 000		1 000 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	139 506
	462 764 100	**10 237 500**	**473 001 600**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES ..**	**459 220 730**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
108				**PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
7	158 075 000	15 033 100	173 108 100	Charges d'immobilisations liées à l'agriculture et aux affaires rurales.....	173 104 396
	158 075 000	**15 033 100**	**173 108 100**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES ..**	**173 104 396**

Description du programme :

Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales soutient les collectivités rurales et les secteurs de l'agriculture, des produits alimentaires, des bioproduits et des courses hippiques de la province des manières suivantes : en investissant dans la recherche agroalimentaire et liée aux bioproduits; en encourageant l'adoption de pratiques de gestion exemplaires et de nouvelles technologies; en exécutant des programmes d'aide, notamment la stabilisation des revenus agricoles; en soutenant l'attraction et le maintien des investissements pour le secteur de la transformation des aliments; en encourageant les ventes de produits agricoles et agroalimentaires de l'Ontario dans les marchés intérieurs et d'exportation. Le ministère est déterminé à bâtir des collectivités rurales solides et dynamiques dotées d'économies diversifiées.

Note: Les recouvrements dans le cadre des charges d'immobilisations liées à l'agriculture et aux affaires rurales comprennent des recouvrements de 128 840 483 $ du Fonds Trillium .

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES – CRÉDIT 108

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Développement économique (Poste 1)		
Traitements et salaires		22 689 028
Avantages sociaux		3 163 228
Transports et communications		1 347 423
Services		14 561 376
Fournitures et matériel		435 852
Paiements de transfert		
Développement de l'agriculture	3 614 781	
Industrie alimentaire	31 000 000	
Cultivons l'avenir – contribution fédérale – développement économique	20 597 513	
Programme de développement de l'industrie des courses de quarter horses	5 902 396	
Fonds pour l'amélioration des rues principales	38 000 000	
Fonds de promotion des vins de L'Ontario	14 951 758	
Autre aide aux collectivités rurales	4 490 499	
Programme de développement économique des collectivités rurales	2 846 460	
Programme ontarien pour les petites cidreries et distilleries	2 195 887	
		123 599 294
		165 796 201
Moins : Recouvrements		1 797 375
		163 998 826
Recherche (Poste 3)		
Traitements et salaires		1 978 101
Avantages sociaux		245 484
Transports et communications		34 896
Services		484 186
Fournitures et matériel		29 004
Paiements de transfert		
Recherche concurrentielle	650 000	
Recherche sur l'innocuité des aliments	500 000	
Subventions tenant lieu d'impôt	750 000	
Cultivons l'avenir – contribution fédérale – recherche	8 542 000	
Partenariats stratégiques	3 645 000	
Université de Guelph	71 715 012	
		85 802 012
		88 573 683
Paiements de transfert liés à la gestion des risques des entreprises (Poste 4)		
Paiements de transfert		
AgriCorp	15 118 230	
Agri-protection	31 650 108	
Agri-investissement	21 429 840	
Agri-stabilité	14 046 880	
Programme ontarien de gestion des risques	100 000 000	
Autre aide à la gestion des risques	6 389	
Indemnisation des dommages causés par la faune – contribution fédérale	414 007	
Indemnisation des dommages causés par la faune - contribution provinciale	456 977	
Fonds de primes aux agriculteurs pour la gestion des risques	22 969 000	
		206 091 431
		206 091 431
Crédits législatifs		
Autre opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		556 790
		556 790
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES		**459 220 730**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES – CRÉDIT 108

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Charges d'immobilisations liées à l'agriculture et aux affaires rurales (Poste 7)		
Paiements de transfert		
Infrastructure des laboratoires d'hygiène vétérinaire et d'agroalimentaire	500 000	
Fonds pour l'infrastructure verte	636 537	
Infrastructure municipale	195 009 996	
Investissements dans l'entretien des installations de recherche et d'éducation	3 000 000	
Renouvellement de l'infrastructure de recherche et d'éducation	1 500 000	
Nouveau Fonds Chantiers Canada – provincial	64 065 173	
Nouveau Fonds Chantiers Canada – fédéral	37 233 173	
		301 944 879
		301 944 879
Moins : Recouvrements		128 840 483
		173 104 396
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES		**173 104 396**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
109				**PROGRAMME D'ÉLABORATION DES POLITIQUES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	15 944 200	2 200 000	18 144 200	Élaboration des politiques	17 913 775
	15 944 200	**2 200 000**	**18 144 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉLABORATION DES POLITIQUES .....**	**17 913 775**

Description du programme :

La Division des politiques est responsable de diriger et coordonner l'élaboration de conseils, d'analyses et de recommandations novateurs, complets et fondés sur des faits à l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales, y compris les politiques fédérales-provinciales-territoriales.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME D'ÉLABORATION DES POLITIQUES – CRÉDIT 109

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Élaboration des politiques (Poste 1)	
Traitements et salaires	12 436 709
Avantages sociaux	1 656 980
Transports et communications	442 945
Services	3 246 194
Fournitures et matériel	130 947
	17 913 775
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉLABORATION DES POLITIQUES	**17 913 775**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	2018 $	2017 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Cultivons l'avenir	57 793 695	48 737 499
Nouveau Fonds Chantiers Canada	37 233 173	42 952 952
Indemnisation des dommages causés par la faune	701 376	769 184
Agri-Stabilité – Administration	371 404	411 646
	96 099 648	92 871 281
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	45 497	51 331
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	640 809	638 425
VENTES ET LOCATIONS	22 969 000	23 929 060
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	41 797 810	23 944 841
DIVERS	32 025 117	2 117 666
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**193 577 881**	**143 552 604**

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	2018 $	2017 $
Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux	4 279 704	4 554 520
Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux au Nord de l'Ontario	12 517	27 595
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	**4 292 221**	**4 582 115**

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

EXERCICE 2017 – 2018

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS
SOMMAIRE 2-50
BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE 2-51
COMMISSAIRES 2-54
ÉTAT DES RECETTES 2-56

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

2016 – 2017		2017 – 2018	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
120 821 948	Bureau de l'Assemblée législative	132 336 600	123 202 335
37 798 274	Commissaires	47 791 600	41 162 187
158 620 222	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**	**180 158 200**	**164 364 522**

* Il est à noter que les crédits autorisés et les dépenses réelles de cette entité sont calculés selon la comptabilité de caisse modifiée.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
201				**PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	402 700		402 700	Présidence	255,524
2	819 200		819 200	Bureau du greffier	770 014
3	12 738 100	(227 900)	12 510 200	Services parlementaires	11 784 421
4	11 782 700	(274 800)	11 507 900	Services d'information et de technologie	10 658 886
5	6 767 300	189 900	6 957 200	Services administratifs	6 442 024
6	20 770 200	284,800	21 055 000	Sergent d'armes et locaux de l'enceinte parlementaire	19 635 306
8	11 969 300		11 969 300	Services de soutien aux groupes parlementaires	11 788 199
9	20 521 900		20 521 900	Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés	19 430 928
10	43 342 800		43 342 800	Services de soutien aux bureaux des députés	40 203 635
11	262 000	28 000	290 000	Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario	277 730
13	2,990,400		2,990,400	Modernisation des installations	1 955 668
	132 366 600	**0**	**132 366 600**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**	**123 202 335**

Description du programme :

Ce programme englobe les traitements et les allocations, ainsi que tous les services de soutien fournis aux députés par les divers bureaux de l'Assemblée.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE – CRÉDIT 201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Présidence (Poste 1)	
Traitments et salaries	6 575
Avantages sociaux	1 153
Transports et communications	45 964
Services	182 759
Fournitures et matériel	19 073
	255 524
Bureau du greffier (Poste 2)	
Traitments et salaries	488 528
Avantages sociaux	83 585
Transports et communications	11 201
Services	172 563
Fournitures et matériel	14 137
	770 014
Services parlementaires (Poste 3)	
Traitments et salaries	7 671 336
Avantages sociaux	1 546 283
Transports et communications	553 083
Services	1 747 140
Fournitures et matériel	428 267
	11 946 109
Moins : Recouvrements	161 688
	11 784 421

	$
Services d'information et de technologie (Poste 4)	
Traitments et salaries	7 241 417
Avantages sociaux	1 527 343
Transports et communications	112 396
Services	1 146 181
Fournitures et matériel	632 015
	10 659 352
Moins : Recouvrements	466
	10 658 886
Services administratifs (Poste 5)	
Traitments et salaries	4 258 842
Avantages sociaux	1 032 556
Transports et communications	545 815
Services	543 724
Fournitures et matériel	189 064
	6 570 001
Moins : Recouvrements	127 977
	6 442 024
Sergent d'armes et locaux de l'enceinte parlementaire (Poste 6)	
Traitments et salaries	7 825 700
Avantages sociaux	1 702 757
Transports et communications	66 508
Services	7 958 423
Fournitures et matériel	2 254 739
	19 808 127
Moins : Recouvrements	172 821
	19 635 306
Services de soutien aux groups parlementaires (Poste 8)	
Traitments et salaries	7 560 651
Avantages sociaux	1 495 812
Transports et communications	441 277
Services	1 904 758
Fournitures et matériel	385 701
	11 788 199

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE – CRÉDIT 201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$
Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés (Poste 9)	
Traitements et salaires	12 963 108
Avantages sociaux	3 816 716
Transports et communications	1 208 270
Services	1 434 201
Fournitures et matériel	8 633
	19 430 928
Services de soutien aux bureaux des députés (Poste 10)	
Traitements et salaires	21 041 819
Avantages sociaux	4 648 581
Transports et communications	2 917 907
Services	8 987 631
Fournitures et matériel	2 607 697
	40 203 635
Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario (Poste 11)	
Paiements de transfert	
Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario	277 730
	277 730
Modernisation des installations (Poste 13)	
Services	1,896 620
Fournitures et matériel	59 048
	1 955 668
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	**123 202 335**

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
202				**PROGRAMME DES COMMISSAIRES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	5 066 600		5 066 600	Commissaire à l'environnement	3 790 783
2	20 387 600		20 387 600	Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée	18 226 356
3	3 369 000		3 369 000	Bureau du commissaire à l'intégrité	2 507 970
4	12 919 100		12 919 100	Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes	11 517 305
5	2 794 300		2 794 300	Commissariat aux services en français	2 553 711
6	3 255 000		3 255 000	Directeur de la responsabilité financière.....	2 566 062
	47 791 600		**47 791 600**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES COMMISSAIRES .....**	**41 162 187**

Description du programme :

Ce programme comprend les bureaux suivants : le Commissaire à l'environnement, chargé de l'application de la Charte des droits environnementaux de 1993; le Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée/Ontario, chargé de l'application de la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée de l'Ontario; le Bureau du commissaire à l'intégrité, chargé de l'application de la Loi de 1994 sur l'intégrité des députés, de la Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes, de la Loi de 2002 sur l'examen des dépenses des ministres et des chefs d'un parti de l'opposition et l'obligation de rendre compte ainsi que de la divulgation et des enquêtes en matière d'actes répréhensibles et de respect de l'éthique en vertu de la Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario; le Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes, chargé de l'application de la Loi de 2007 sur l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes; le Commissariat aux services en français, qui a pour mandat d'assurer la conformité à la Loi sur les services en français dans la prestation des services gouvernementaux; le Bureau du directeur de la responsabilité financière, qui a pour mandat de faire appliquer la Loi de 2013 sur le directeur de la responsabilité financière.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DES COMMISSAIRES – CRÉDIT 202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Commissaire à l'environnement (Poste 1)	
Traitements et salaires	2 292 675
Avantages sociaux	448 684
Transports et communications	87 706
Services	866 465
Fournitures et matériel	95 253
	3 790 783
Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée (Poste 2)	
Traitements et salaires	11 463 811
Avantages sociaux	2 267 209
Transports et communications	190 399
Services	3 532 565
Fournitures et matériel	772 372
	18 226 356
Bureau du commissaire à l'intégrité (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 550 370
Avantages sociaux	338 118
Transports et communications	57 047
Services	514 852
Fournitures et matériel	47 583
	2 507 970
Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes (Poste 4)	
Traitements et salaires	5 839 783
Avantages sociaux	1 135 752
Transports et communications	1 074 878
Services	3 019 524
Fournitures et matériel	447 368
	11 517 305

	$
Commissariat aux services en français (Poste 5)	
Traitements et salaires	1 419 204
Avantages sociaux	312 311
Transports et communications	78 562
Services	683 607
Fournitures et matériel	60 027
	2 553 711
Directeur de la responsabilité financière (Poste 6)	
Traitements et salaires	1 658 914
Avantages sociaux	305 845
Transports et communications	19 796
Services	542 238
Fournitures et matériel	39 269
	2 566 062
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES COMMISSAIRES	**41 162 187**

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	2018 $	2017 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	0	298
VENTES ET LOCATIONS	69 762	69 799
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	447 512	443 152
DIVERS	291 425	144 997
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	**808 699**	**658 246**

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

EXERCICE 2017 – 2018

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-58

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES 2-59

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-60

ÉTAT DES RECETTES 2-61

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

2016 – 2017 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2017 – 2018 Crédits autorisés	2017 – 2018 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
43 573 607	Bureau du conseil des ministres	55 347 914	55 206 190
43 573 607	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES**	**55 347 914**	**55 206 190**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
-	Immobilisations – Bureau du Conseil des ministres	1 748 600	1 748 305
-	**TOTAL (CHARGES D`IMMOBILISATIONS) POUR LE BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES**	**1 748 600**	**1 748 305**

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
401 **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**				**PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES**	
1	50 070 900	4 885 000	54 955 900	Bureau principal	54 878 839
2	328 000		328 000	Leader parlementaire du gouvernement	324 484
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	0
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	2 867
	50 462 914	**4 885 000**	**55 347 914**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES .....**	**55 206 190**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 120 000	628 600	1 748 600	Immobilisations – Bureau du Conseil des ministres	1 748 305
	1 120 000	**628 600**	**1 748 600**	**TOTAL (CHARGES D`IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES .....**	**1 748 305**

Description du programme :

Le Bureau du Conseil des ministres soutient toutes les priorités gouvernementales, y compris l'investissement dans les gens, l'investissement dans une infrastructure moderne et le soutien d'un climat d'affaire dynamique. Le Bureau et le ministère des Affaires intergouvernementales travaillent avec les ministères pour élaborer et coordonner les politiques, les communications et les stratégies intergouvernementales, et ils soutiennent et surveillent la mise en œuvre et la réalisation du mandat et des résultats du gouvernement. Le ministère assure également le leadership et la mise en œuvre des nouvelles priorités gouvernementales, comme Services numériques de l'Ontario, le Centre pour l'innovation en matière de politiques ainsi que l'inclusion, la diversité et l'action contre le racisme. Des services administratifs sont également fournis au Cabinet du Premier ministre, au Bureau du leader parlementaire, au Bureau du président du Conseil des ministres et à tous les Bureaux des ministers.

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES – CRÉDIT 401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Bureau principal (Poste 1)		
Traitements et salaires		34 025 446
Avantages sociaux		4 343 620
Transports et communications		1 357 377
Services		8 910 770
Fournitures et matériel		645 788
Paiements de transfert		
Institut des relations intergouvernementales	24 000	
Programme international de secours en cas de catastrophe	4 000 000	
Services numériques de l'Ontario	547 182	
Innovation en matière de politiques	1 024 656	
		5 595 838
		54 878 839
Bureau du Conseil des ministres		
Traitements et salaires	22 360 148	
Avantages sociaux	2 948 165	
Transports et communications	823 897	
Services	5 964 394	
Fournitures et matériel	481 621	
Paiements de transfert		
Innovation en matière de politiques	1 024 656	
		33 602 881
Affaires intergouvernementales		
Traitements et salaires	5 844 474	
Avantages sociaux	705 109	
Transports et communications	389 168	
Services	1 293 994	
Fournitures et matériel	97 611	
Paiements de transfert		
Institut des relations Intergouvernementales	24 000	
Programme international de secours en cas de catastrophe	4 000 000	4 024 000
		12 354 356
Services numériques de l'Ontario		
Traitements et salaires	5 820 824	
Avantages sociaux	690 346	
Transports et communications	144 312	
Services	1 652 382	
Fournitures et matériel	66 556	
Paiements de transfert		
Services numériques de l'Ontario	547 182	
		8 921 602
Leader parlementaire du gouvernement (Poste 2)		
Traitements et salaires		278 697
Avantages sociaux		30 901
Transports et communications		2 883
Services		8 970
Fournitures et matériel		3 033
		324 484
Crédits législatifs		
Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*…..		2 867
		2 867
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES		**55 206 190**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Bureau du Conseil des ministres – Immobilisations (Poste 3)		
Autres opérations		1 748 305
		1 748 305
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES		**1 748 305**

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	2018 $	2017 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	3 890	4 492
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	0	9 426
DIVERS	0	1 277
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU CONSEIL DES MINISTRES	**3 890**	**15 195**

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

EXERCICE 2017 – 2018

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE..... 2-64

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS 2-65

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-66

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

2016 – 2017 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2017 – 2018 Crédits autorisés	2017 – 2018 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
35 269 480	Bureau du directeur général des élections	33 641 700	112 938 174
35 269 480	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**	**33 641 700**	**112 938 174**

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
501 **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**				**PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**	
1	12 617 800		12 617 800	Administration des élections	9 230 342
2	21 023 900		21 023 900	Administration du financement des élections	19 480 319
L	-		-	*Loi électorale*	84 227 512
	33 641 700		**33 641 700**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**	**112 938 174**

Description du programme :

Le Bureau organise les élections générales et les élections partielles des membres de l'Assemblée législative, effectue des recherches et donne des renseignements généraux et des conseils sur les politiques en rapport avec le processus électoral. Le Bureau assure aussi la formation, la direction et la supervision des directeurs du scrutin des 122 circonscriptions électorales de l'Ontario.

Le directeur général des élections veille à l'application de la Loi sur le financement des élections. Plus de 640 associations de circonscription et 20 partis politiques inscrits doivent fournir une déclaration annuelle et informer Élections Ontario de tout changement à apporter aux renseignements concernant leur inscription. Élections Ontario vérifie tous les formulaires qui lui sont remis pour s'assurer de leur conformité à la Loi sur le financement des élections.

Le Bureau administre aussi les référendums en vertu de la Loi de 1999 sur la protection des contribuables.

En dehors des périodes électorales, le Bureau offre ses services aux ministères, aux organismes et au public sous forme de recherches historiques et comparatives, de conseils stratégiques et de renseignements généraux sur le processus électoral.

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS – CRÉDIT 501

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Administration des élections (Poste 1)	
Traitements et salaires	7 567 935
Avantages sociaux	1 662 407
	9 230 342
Administration du financement des élections (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 052 447
Avantages sociaux	250 339
Transports et communications	15 074
Services	1 554 602
Fournitures et matériel	9 322
Autres opérations	
Subventionnement des dépenses électorales en vertu de la *Loi sur le financement des élections*	16 643 245
	19 525 029
Moins : Recouvrements	44 710
	19 480 319
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Loi électorale	84 227 513
	84 227 513
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	**112 938 174**

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

EXERCICE 2017 – 2018

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE..... 2-68

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR 2-69

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

2016 – 2017		2017 – 2018	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1 738 195	Bureau du lieutenant-gouverneur	1 831 500	1 726 503
1 738 195	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR**	**1 831 500**	**1 726 503**

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1701				**PROGRAMME DU BUREAU DU**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**LIEUTENANT-GOUVERNEUR**	
1	1 831 500		1 831 500	Bureau du lieutenant-gouverneur	1 726 503
	1 831 500		**1 831 500**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR.....**	**1 726 503**

Description du programme :

Le programme fournit les services dont a besoin la lieutenante-gouverneure pour s'acquitter de ses fonctions constitutionnelles, représentatives et communautaires. Dans son rôle constitutionnel, la lieutenante-gouverneure représente la Reine, nomme au poste de premier ministre le chef du parti qui a la confiance de l'Assemblée législative, fait prêter serment aux membres du Conseil exécutif, annonce les plans du gouvernement dans le discours du Trône, accorde la sanction royale aux projets de loi afin qu'ils deviennent lois, approuve les décrets et les nominations recommandées par le Conseil des ministres et proroge ou dissout chaque session de l'Assemblée législative. Dans son rôle représentatif et communautaire, la lieutenante-gouverneure représente la population de l'Ontario; elle est l'hôte officiel de la province et accueille les membres des familles royales, des chefs d'État, des dirigeants mondiaux et des membres des corps diplomatiques. La lieutenante-gouverneure fait la promotion et met en lumière des questions d'intérêt constant devant les titulaires de fonctions vice-royales, notamment les relations entre la Couronne et les Autochtones, les forces canadiennes, le civisme, les arts et le bénévolat. Elle met également de l'avant des questions d'intérêt personnel, actuellement axées sur le développement durable et la place de l'Ontario dans le monde.

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR – CRÉDIT 1701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Bureau du lieutenant-gouverneur (Poste 1)	
Traitements et salaires	1 134 294
Avantages sociaux	124 082
Transports et communications	40 498
Services	215 002
Fournitures et matériel	56 827
Autres opérations	
Allocation discrétionnaire	155 800
	1 726 503
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR	**1 726 503**

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2017 – 2018

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-72

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL 2-73

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-74

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

2016 – 2017		2017 – 2018	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
18 555 347	Bureau de la vérificatrice générale	19 547 000	19 341 114
18 555 347	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**	**19 547 000**	**19 341 114**

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2501				**PROGRAMME DU BUREAU DU**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**	
1	19 049 900		19 049 900	Bureau de la vérificatrice générale.....	18 680 684
L	497 100		497 100	*Loi sur le vérificateur général*.....	660 430
	19 547 000		**19 547 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL.....**	**19 341 114**

Description du programme :

La vérificatrice générale procède à la vérification impartiale de l'optimisation des ressources et des états financiers de la province conformément à la Loi sur le vérificateur général et à d'autres lois et textes de référence. La vérificatrice générale est également tenue, en vertu de la Loi de 2004 sur la publicité gouvernementale, d'examiner les annonces publicitaires du gouvernement et certains imprimés proposés par les bureaux gouvernementaux afin d'établir s'ils satisfont aux normes exigées par cette loi. En vertu de la Loi de 2004 sur la transparence et la responsabilité financières, la vérificatrice générale est aussi tenue d'examiner et de produire une déclaration indiquant que le Rapport préélectoral préparé par le ministère des Finances est raisonnable.

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL – CRÉDIT 2501

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Bureau du vérificateur général (Poste 1)	
Traitements et salaires	10 735 203
Avantages sociaux	2 829 195
Transports et communications	373 636
Services	3 863 185
Fournitures et matériel	806 965
Paiements de transfert	72 500
	18 680 684
Crédits législatifs *Loi sur le vérificateur général*	
Traitements et salaires	316 636
Services	343 794
	660 430
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	**19 341 114**

CABINET DU PREMIER MINISTRE

EXERCICE 2017 – 2018

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE..... 2-76

CABINET DU PREMIER MINISTRE 2-77

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)…….....2-78

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

2016 – 2017		2017 – 2018	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2 620 661	Cabinet du Premier ministre	2 702 961	2 685 257
2 620 661	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE CABINET DU PREMIER MINISTRE**	**2 702 961**	**2 685 257**

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2401 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE**	
1	2 597 100		2 597 100	Cabinet du Premier ministre.....	2 573 299
L	89 688		89 688	Traitement versé au premier ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	92 424
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	19,534
	2 702 961		**2 702 961**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE.....**	**2 685 257**

Description du programme :

Le programme a pour objet d'assurer le fonctionnement et l'administration du Cabinet du Premier ministre.

CABINET DU PREMIER MINISTRE

PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE – CRÉDIT 2401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Cabinet du Premier ministre (Poste 1)	
Traitements et salaires	2 228 230
Avantages sociaux	236 045
Transports et communications	72 517
Services	18 184
Fournitures et matériel	18 323
	2 573 299
Crédits législatifs	
Traitement versé au premier ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	92 424
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	19 534
	111 958
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE	**2 685 257**

MINISTÈRE DU COMMERCE INTERNATIONAL

EXERCICE 2017 – 2018

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-80

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-81

COMMERCE INTERNATIONAL 2-83

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-82

ÉTAT DES RECETTES 2-85

MINISTÈRE DU COMMERCE INTERNATIONAL

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

2016 – 2017		2017 – 2018	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	3 617 714	3 312 062
29 228 108	Commerce international	45 086 500	42 212 607
29 228 108	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**48 704 214**	**45 524 669**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du ministère	3 044 100	2 690 665
0	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**3 044 100**	**2 690 665**
	BIENS IMMOBILISÉS		
0	Administration du ministère	1 000	0
0	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**1 000**	**0**

MINISTÈRE DU COMMERCE INTERNATIONAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3301				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	3 507 700	46 000	3 553 700	Administration du ministère	3 246 094
L	47 841		47 841	Traitement versé aux ministres en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
	3 571 714	**46 000**	**3 617 714**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**3 312 062**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000	3 042 100	3 043 100	Administration du ministère	2 690 665
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	2 000	**3 042 100**	**3 044 100**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**2 690 665**
BIENS IMMOBILISÉS					
2	1 000		1 000	Administration du ministère	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère comprend les bureaux du ministre, de l'adjoint parlementaire et du sous-ministre et la Direction des communications. Il fournit les services suivants à l'appui des priorités du ministère et du gouvernement : gestion stratégique, leadership, conseils, communications, technologie de l'information et administration.

MINISTÈRE DU COMMERCE INTERNATIONAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		1 629 912
Avantages sociaux		192 592
Transports et communications		95 064
Services		1 313 278
Fournitures et matériel		15 248
		3 246 094
Crédits législatifs		
Traitement versé aux ministres en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 667
		65 968
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**3 312 062**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Commerce international (Poste 3)		
Autres opérations		2 690 665
		2 690 665
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**2 690 665**

MINISTÈRE DU COMMERCE INTERNATIONAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3302					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**COMMERCE INTERNATIONAL**	
1	58 032 500	(12 946 000)	45 086 500	Commerce international.....	42 212 607
	58 032 500	**(12 946 000)**	**45 086 500**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – COMMERCE INTERNATIONAL.....**	**42 212 607**

Description du programme :

Le ministère du Commerce international (MCI) est responsable de la stratégie de commerce international de l'Ontario, qui positionne la province comme un partenaire commercial à l'échelle mondiale et qui défend ses intérêts économiques et commerciaux internationaux, en accordant une priorité stratégique à la croissance des petites et moyennes entreprises de la province par des programmes d'aide à l'exportation.

Pour accomplir ces objectifs, le ministère : accroît le nombre et la taille des exportateurs ontariens; diversifie les marchés; approfondit les relations au sein des marchés et accroît la notoriété de l'Ontario à l'étranger des points de vue de l'économie et de l'innovation; fait connaître l'Ontario comme une destination propice aux investissements et au commerce; travaille avec les intervenants de l'Ontario; soutient l'élaboration et la mise en oeuvre de la stratégie ontarienne d'engagement avec les États-Unis; travaille avec tout le gouvernement pour veiller à une collaboration et un partage de l'information de niveau supérieur; met à profit et élargit les compétences des bureaux du commerce et des investissements de l'Ontario situés à l'étranger; travaille avec le gouvernement fédéral pour négocier et mettre en oeuvre de nouveaux accords commerciaux internationaux.

MINISTÈRE DU COMMERCE INTERNATIONAL

PROGRAMME DE COMMERCE – CRÉDIT 3302

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Commerce international (Poste 1)		
Traitements et salaires		12 258 212
Avantages sociaux		1 509 628
Transports et communications		2 814 361
Services		22 746 147
Fournitures et matériel		477 862
Paiements de transfert		
Visées mondiales	2 406 397	
		2 406 397
		42 212 607
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE COMMERCE INTERNATIONAL		**42 212 607**

MINISTÈRE DU COMMERCE INTERNATIONAL
ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	2018 $	2017 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	1 011 008	0
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	965 002	0
DIVERS	276	0
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**1 976 286**	**0**

MINISTÈRE DE LA CONDITION FÉMININE

EXERCICE 2017 – 2018

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-88

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-89

CONDITION FÉMININE 2-91

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-90

ÉTAT DES RECETTES 2-93

MINISTÈRE DE LA CONDITION FÉMININE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

2016 – 2017		2017 – 2018	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	1 522 514	1 422 481
22 564 863	Programmes relatifs à la condition féminine	26 094 900	25 197 868
22 564 863	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**27 617 414**	**26 620 349**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du ministère	2 000	0
0	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**2 000**	**0**
	BIENS IMMOBILISÉS		
0	Administration du ministère	1 000	0
0	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**1 000**	**0**

MINISTÈRE DE LA CONDITION FÉMININE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3601				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	1 171 000	287 500	1 458 500	Administration du ministère	1 373 180
L	47 841		47 841	Traitement versé aux ministres en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	0
	1 235 014	**287 500**	**1 522 514**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**1 422 481**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000		1 000	Condition féminine – immobilisations	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**
BIENS IMMOBILISÉS					
2	1 000		1 000	Condition féminine – immobilisations	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**

Description du programme :

Le Programme d'administration du ministère offre des services de gestion stratégique, du leadership et des conseils ainsi que des services de communications, de technologie de l'information, d'administration et de gestion des locaux à l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales.

MINISTÈRE DE LA CONDITION FÉMININE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$		$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)					
Traitements et salaires		565 355			
Avantages sociaux		72 020			
Transports et communications		37 468			
Services		695 719			
Fournitures et matériel		2 618			
		1 373 180			
Crédits législatifs					
Traitement versé aux ministres en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301			
Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		0			
		49 301			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**1 422 481**			

MINISTÈRE DE LA CONDITION FÉMININE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3602					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**LES PROGRAMMES RELATIFS À LA CONDITION FÉMININE**	
1	24 593 100	1 501 800	26 094 900	Programmes relatifs à la condition féminine	25 197 868
	24 593 100	**1 501 800**	**26 094 900**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – POUR LES PROGRAMMES RELATIFS À LA CONDITION FÉMININE .....**	**25 197 868**

Description du programme :

Le ministère de la Condition féminine aide à améliorer la vie des femmes dans tout l'Ontario en dirigeant et soutenant l'élaboration et l'exécution des politiques et initiatives visant à promouvoir la sécurité et l'autonomie économique et sociale des femmes et à prévenir la violence contre les femmes. Le ministère travaille en partenariat avec d'autres ministères et collabore avec des organisations d'intervenants pour faire progresser l'égalité des femmes et pour établir et mettre en œuvre des approches exhaustives afin de répondre à la violence à caractère sexuel. Le ministère travaille en partenariat avec d'autres ministères pour veiller à ce que l'analyse comparative entre les sexes soit intégrée à la prise de décisions gouvernementales.

MINISTÈRE DE LA CONDITION FÉMININE

STATUT DE LA CONDITION FÉMININE– CRÉDIT 3602

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Programmes relatifs à la condition féminine (Poste 1)		
Traitements et salaires		3 156 445
Avantages sociaux		410 850
Transports et communications		81 100
Services		2 773 211
Fournitures et matériel		20 886
Paiements de transfert		
Initiatives de prévention de la violence	11 492 507	
Initiatives de promotion de l'autonomie financière	7 262 869	
		18 755 376
		25 197 868
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – POUR LES PROGRAMMES RELATIFS À LA CONDITION FÉMININE		**25 197 868**

MINISTÈRE DE LA CONDITION FÉMININE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	2018 $	2017 $
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	314 440	0
.....	---	---
**TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE ..... **	**314 440**	**0**
	=========	=========

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

EXERCICE 2017 – 2018

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-96

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-97

DÉVELOPPEMENT DU NORD 2-100

MINES ET MINÉRAUX 2-104

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-99, 2-103, 2-106

ÉTAT DES RECETTES 2-107

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

2016 – 2017		2017 – 2018	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
12 160 626	Administration du ministère	13 391 414	12 649 157
242 734 943	Développement du Nord	247 676 100	244 744 395
43 232 998	Mines et minéraux	50 175 600	47 804 707
298 128 567	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**311 243 114**	**305 198 259**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Développement du Nord	30 001 000	0
0	Mines et minéraux	1 000	0
0	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**30 003 000**	**0**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du ministère	2 000	0
384 275 863	Développement du Nord	417 124 700	403 751 030
110 947 051	Mines et minéraux	12 503 000	12 287 261
495 222 914	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**429 629 700**	**416 038 291**
	BIENS IMMOBILISÉS		
0	Administration du ministère	1 000	0
612 574 393	Développement du Nord	636 641 600	583 832 238
0	Mines et minéraux	1 201 000	1 187 864
612 574 393	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**637 843 600**	**585 020 102**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2201 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	14 826 400	(1 500 000)	13 326 400	Administration du ministère	12 583 189
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
	14 891 414	**(1 500 000)**	**13 391 414**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**12 649 157**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	1 000		1 000	Administration du ministère	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000		1 000	Administration du ministère	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**
BIENS IMMOBILISÉS					
4	1 000		1 000	Administration du ministère – immobilisations	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**

Description du programme :

Ce programme offre son leadership ainsi que des services de planification stratégique des activités et des ressources pour assurer la prestation efficace et efficiente des programmes du ministère. Il appuie les activités du ministère grâce à la prestation de conseils et de services dans des domaines divers - ressources humaines, planification financière, comptabilité et administration - et à des services de soutien professionnel (p. ex., juridiques et de vérification). Il apporte également un soutien stratégique de base dans les domaines des communications et des politiques ministérielles.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		7 012 155
Avantages sociaux		967 676
Transports et communications		424 186
Services		10 273 510
Fournitures et matériel		99 262
		18 776 789
Moins : Recouvrements		6 193 600
		12 583 189
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 762 948	
Avantages sociaux	231 184	
Transports et communications	115 260	
Services	105 221	
Fournitures et matériel	18 833	
		2 233 446
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	1 637 829	
Avantages sociaux	204 425	
Transports et communications	143 432	
Services	6 898 440	
Fournitures et matériel	35 491	
	8 919 617	
Moins : Recouvrements	5 721 800	
		3 197 817
Ressources humaines		
Traitements et salaires	784 943	
Avantages sociaux	179 218	
Transports et communications	38 730	
Services	83 578	
Fournitures et matériel	4 401	
		1 090 870
Services de communications		
Traitements et salaires	1 654 351	
Avantages sociaux	218 599	
Transports et communications	44 545	
Services	407 577	
Fournitures et matériel	20 105	
		2 345 177
Analyse et planification		
Traitements et salaires	1 172 084	
Avantages sociaux	134 250	
Transports et communications	54 500	
Services	35 660	
Fournitures et matériel	7 191	
		1 403 685
Services juridiques		
Transports et communications	27 281	
Services	1 988 777	
Fournitures et matériel	13 241	
		2 029 299
Services de vérification		
Services	170 333	
		170 333
Systèmes informatiques		
Transports et communications	438	
Services	583 924	
	584 362	
Moins : Recouvrements	471 800	
		112 562

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
	65 968
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	**12 649 157**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2202				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	247 850 100	(275 000)	247 575 100	Développement économique du Nord	244 810 837
L	101 000		101 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	(66 442)
	247 951 100	**(275 000)**	**247 676 100**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD**	**244 744 395**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
3	30 001 000		30 001 000	Actif de fonctionnement pour le développement du Nord	0
	30 001 000		**30 001 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD**	**0**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2202				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	138 664 800		138 664 800	Développement économique du Nord	124 565 722
L	278 459 900		278 459 900	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	279 185 308
	417 124 700		**417 124 700**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD .....**	**403 751 030**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
BIENS IMMOBILISÉS					
4	637 841 600	(1 200 000)	636 641 600	Développement du Nord – biens immobilisés	583 832 238
	637 841 600	**(1 200 000)**	**636 641 600**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD .....**	**583 832 238**

Description du programme:

Ce programme dirige l'élaboration et l'exécution de politiques, programmes et services soutenant les entreprises et les collectivités du Nord de l'Ontario, et y apporte son concours. Il s'attache également à rendre le Nord de l'Ontario solide, sain et prospère en procurant aux entreprises et aux collectivités un soutien au développement économique et l'accès aux programmes et services gouvernementaux, en faisant la promotion du commerce et des investissements et en répondant aux besoins régionaux et locaux d'infrastructure dans le Nord. De plus, le ministère dirige conjointement la mise en œuvre du Plan pour la prospérité du Nord du gouvernement en coordonnant les initiatives provinciales de développement économique dans le Nord.

Le programme apporte un soutien à l'élaboration et l'exécution des politiques et des programmes sur un éventail de questions et de possibilités relatives au Nord de l'Ontario. En faisant participer les Nord-Ontariens aux initiatives gouvernementales, notamment les activités concernant les politiques et la planification, le programme permet également aux Nord-Ontariens de contribuer à l'élaboration des programmes et services gouvernementaux qui les touchent. Le programme a la responsabilité d'appliquer une optique du Nord dans l'examen et l'élaboration des politiques, et il veille aux intérêts du Nord de l'Ontario relativement au développement économique envisagé.

Ce programme investit dans l'infrastructure du Nord de l'Ontario afin de soutenir les priorités gouvernementales. Des investissements stratégiques dans l'infrastructure, comme le Programme des routes du Nord, et dans la technologie des télécommunications et de l'information améliorent les liens entre le Nord et le reste de l'Ontario et du Canada et d'autres pays.

Le secteur de programme fournit en matière de développement économique un soutien aux entreprises et collectivités du Nord de l'Ontario. Dans le cadre de ce programme, le réseau de bureaux du ministère donne aux entreprises et aux collectivités du Nord l'accès aux programmes et services gouvernementaux de développement économique. Les programmes ministériels s'attachent à attirer des débouchés en matière de commerce et d'investissement pour aider les entreprises du Nord à s'implanter sur les marchés intérieurs et étrangers et à y étendre leurs activités. Le ministère favorise également la croissance économique des secteurs public et privé, la diversification et la création d'emplois par l'intermédiaire de la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario et grâce à des initiatives telles que le Programme de réduction des tarifs d'électricité pour le secteur industriel du Nord.

Nota : Les recouvrements dans le cadre des biens immobilisés liés au poste Développement du Nord – biens immobilisés comprennent des recouvrements de 4 553 433,00 $ du Fonds Trillium, qui sont tributaires d'un solde suffisant du Fonds Trillium.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD – CRÉDIT 2202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Développement économique du Nord (Poste 1)		
Traitements et salaires		10 115 793
Avantages sociaux		1 419 725
Transports et communications		627 873
Services		6 917 897
Fournitures et matériel		140 924
Paiements de transfert		
Services communautaires	610 261	
Développement économique	823 695	
Commission de transport Ontario Northland	36 095 318	
Compagnie de transport d'Owen Sound	2 363 000	
Programme InvestiNord du gouvernement de l'Ontario	324 886	
Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	60 000 000	
Associations municipales du Nord de l'Ontario	75 000	
Centres d'encadrement des petits entrepreneurs	696 586	
Programme de réduction des tarifs d'électricité pour le secteur industriel du Nord	117 649 136	
Développement économique des communautés autochtones	14 052 028	
		232 689 910
		251 912 122
Moins : Recouvrements		7 101 285
		244 810 837
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		(66 442)
		(66 442)
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD		**244 744 395**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Développement économique du Nord (Poste 2)		
Services		24 386 227
Paiements de transfert		
Programme des routes d'hiver	5 800 000	
Commission de transport Ontario Northland	49 345 124	
Compagnie de transport d'Owen Sound	1 934 371	
Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	40 000 000	
		97 079 495
Autres opérations		
Routes d'accès aux ressources		3 100 000
		124 565 722
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*		279 185 308
		279 185 308
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD		**403 751 030**
BIENS IMMOBILISÉS		
Développement du Nord – biens immobilisés (Poste 4)		
Infrastructure des transports – coûts relatifs aux immobilisations		588 385 671
Moins : Recouvrements		4 553 433
		583 832 238
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD		**583 832 238**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2203				**PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	52 732 900	(2 958 300)	49 774 600	Compétitivité du secteur des minéraux	47 770 711
L	401 000		401 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	33 996
	53 133 900	**(2 958 300)**	**50 175 600**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX**	**47 804 707**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
3	1 000		1 000	Actif de fonctionnement pour les mines et les minéraux	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	6 001 000	6 500 000	12 501 000	Compétitivité du secteur des minéraux	12 287 261
5	1 000		1 000	Assainissement de l'environnement	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	6 003 000	**6 500 000**	**12 503 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX**	**12 287 261**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2203				**PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX**	
BIENS IMMOBILISÉS					
4	1 000	1 200 000	1 201 000	Mines et minéraux – immobilisations.....	1 187 864
	1 000	**1 200 000**	**1 201 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX .....**	**1 187 864**

Description du programme :

Ce programme encourage, promeut et facilite les retombées économiques durables des ressources minières de l'Ontario grâce à la supervision du secteur de l'exploration et de l'exploitation minière en Ontario. Il fait la promotion d'un Ontario dynamique, sain et durable en administrant la Loi sur les mines de l'Ontario de manière équitable et uniforme, afin d'assurer le développement durable et responsable de nos ressources minières. À cette fin, il veille à ce que le public ait un accès équitable aux droits miniers de la Couronne, à ce que les terrains miniers de l'Ontario soient gérés de façon équitable et efficace et à ce que l'exploitation des minéraux et la réhabilitation des terrains miniers se fassent d'une manière sécuritaire et respectueuse de l'environnement.

Le secteur de programme a également la responsabilité d'encourager et de faciliter la participation des Autochtones à l'économie ontarienne de manière à ce que soient respectés les droits et la culture autochtones et à ce que les obligations de l'Ontario en matière de consultation soient satisfaites.

Par ailleurs, ce programme génère et diffuse des données géoscientifiques afin d'attirer et d'orienter les investissements du secteur minier et d'alimenter un vaste éventail de priorités stratégiques gouvernementales.

Il administre le règlement de l'Ontario relatif aux redevances sur les diamants, évalue les pierres non taillées destinées à l'exportation et travaille avec les partenaires de l'industrie pour exploiter les possibilités à valeur ajoutée dans toute l'industrie du diamant.

Ce programme soutient également l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes visant tout un éventail d'enjeux et de possibilités liés au développement dans le Cercle de feu. Un secrétariat spécial travaille avec toutes les parties concernées en consultant les Nord-Ontariens (y compris les Autochtones) et la communauté minière afin d'encourager un développement durable et responsable dans la région.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX – CRÉDIT 2203

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Compétitivité du secteur des minéraux (Poste 1)		
Traitements et salaires		21 383 437
Avantages sociaux		3 306 205
Transports et communications		1 677 486
Services		15 080 716
Fournitures et matériel		816 543
Paiements de transfert		
Exploitation des minéraux et investissement	280 280	
Rapports sur les activités minières en Ontario	217 255	
Crédit d'impôt pour actions accréditives ciblées	5 008 789	
		5 506 324
		47 770 711
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		33 996
		33 996
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX		**47 804 707**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Compétitivité du secteur des minéraux (Poste 2)	
Transports et communications	217
Services	11 590 308
Fournitures et matériel	696 736
	12 287 261
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX	**12 287 261**
BIENS IMMOBILISÉS	
Mines et minéraux – biens immobilisés (Poste 4)	
Machines et équipement - coûts relatifs aux immobilisations	1 187 864
Immeubles – diversification des modes de financement et d'approvisionnement	0
	1 187 864
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES MINÉS ET DES MINERAUX	**1 187 864**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	2018 $	2017 $
RECETTES FISCALES		
Impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière – *Loi sur les mines*	2 888 870	2 165 526
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'exploitation minière (*Loi sur les mines*)	1 325 417	1 459 720
Droits de demande – Accès à l'information	1 603	2 617
Droits liés aux demandes d'accès à l'information	125	85
Frais pour chèques refusés	70	140
	1 327 215	1 462 562
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Frais de confiscations – Impôt calculé sur la superficie en acres	370	1 370
VENTES ET LOCATIONS	169 704	163 574
REDEVANCES	21 365 624	19 477 450
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	3 479 021	15 865 217
DIVERS		
Prêts - Intérêts	30 111	29 722
Autres	1 097	(1 094)*
	31 208	28 628
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**29 262 012**	**39 164 327**

*Redressement en 2016-2017 de l'intérêt des débiteurs de l'exercice précédent.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ET DE LA CROISSANCE / MINISTÈRE DE LA RECHERCHE, DE L'INNOVATION ET DES SCIENCES

EXERCICE 2017 – 2018

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-110

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-111

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET CROISSANCE 2-113

RECHERCHE, D'INNOVATION ET DES SCIENCES 2-117

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-112, 2-116

ÉTAT DES RECETTES 2-119

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 2-120

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ET DE LA CROISSANCE / MINISTÈRE DE LA RECHERCHE, DE L'INNOVATION ET DES SCIENCES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

2016 – 2017 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2017 – 2018 Crédits autorisés	2017 – 2018 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
28 990 350	Administration du ministère	22 221 628	22 167 455
436 347 726	Développement économique et croissance	330 022 000	337 294 206
663 844 911	Recherche, d'innovation et des sciences	631 176 900	624 068 544
1 129 182 987	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**983 420 528**	**983 530 205**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
90 063 051	Développement économique et croissance	20 000 000	3 730 273
90 063 051	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**20 000 000**	**3 730 273**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
109 891 812	Développement économique et croissance	2 000	0
83 317 400	Recherche, d'innovation et des sciences	79 400 000	79 400 000
193 209 212	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**79 402 000**	**79 400 000**
	BIENS IMMOBILISÉS		
11 402 072	Développement économique et croissance	1 000	0
11 402 072	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**1 000**	**0**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ET DE LA CROISSANCE / MINISTÈRE DE LA RECHERCHE, DE L'INNOVATION ET DES SCIENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
901				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	21 092 600	1 000 000	22 092 600	Administration du ministère	22 052 186
L	95 682		95 682	Traitements versés aux ministres en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	98 602
L	32 346		32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	21 221 628	**1 000 000**	**22 221 628**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**22 167 455**

Description du programme :

Ce programme offre aux programmes opérationnels des ministères et à certains de leurs organismes des services généraux (financiers, juridiques, ressources humaines, planification et autres).

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ET DE LA CROISSANCE / MINISTÈRE DE LA RECHERCHE, DE L'INNOVATION ET DES SCIENCES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		11 498 303
Avantages sociaux		1 567 595
Transports et communications		600 014
Services		7 836 606
Fournitures et matériel		549 668
		22 052 186
Bureau principal		
Traitements et salaires	3 316 024	
Avantages sociaux	435 488	
Transports et communications	296 714	
Services	2 008 625	
Fournitures et matériel	62 034	
		6 118 885
Planification et finances		
Traitements et salaires	4 324 049	
Avantages sociaux	456 814	
Transports et communications	203 044	
Services	1 735 859	
Fournitures et matériel	344 050	
		7 063 816
Ressources humaines		
Traitements et salaires	969 001	
Avantages sociaux	279 104	
Transports et communications	9 355	
Services	133 859	
Fournitures et matériel	33 562	
		1 424 881
Services de communication		
Traitements et salaires	2 889 229	
Avantages sociaux	396 189	
Transports et communications	70 524	
Services	706 874	
Fournitures et matériel	98 758	
		4 161 574
Services juridiques		
Transports et communications	20 377	
Services	2 205 387	
Fournitures et matériel	11 264	
		2 237 028
Services de vérification		
Services	1 046 002	
		1 046 002
Crédits législatifs		
Traitements versés aux ministres en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		98 602
Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 667
		115 269
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**22 167 455**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ET DE LA CROISSANCE / MINISTÈRE DE LA RECHERCHE, DE L'INNOVATION ET DES SCIENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
902				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE CROISSANCE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
13	373 021 700	(43 425 700)	329 596 000	Développement économique et croissance	322 144 995
L	426 000		426 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	15 149 211
	373 447 700	**(43 425 700)**	**330 022 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ET DE CROISSANCE.....**	**337 294 206**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
14	20 000 000		20 000 000	Développement économique et croissance.....	3 730 273
	20 000 000		**20 000 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ET DE CROISSANCE.....**	**3 730 273**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
21	1 000		1 000	Développement économique et croissance.....	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ET DE CROISSANCE.....**	**0**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ET DE LA CROISSANCE / MINISTÈRE DE LA RECHERCHE, DE L'INNOVATION ET DES SCIENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
902				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE CROISSANCE**	
BIENS IMMOBILISÉS					
22	1 000		1 000	Développement économique et croissance.....	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE CROISSANCE.....**	**0**

Description du programme :

Ce programme appuie la croissance économique et la création d'emplois en Ontario. Pour ce faire, il attire et stimule les investissements dans les principaux secteurs, régions et groupements commerciaux, et exécute et gère les programmes de financement connexes; il fournit de l'aide aux secteurs industriels et aux collectivités de l'Ontario qui sont confrontés à des difficultés économiques; il dirige l'élaboration de politiques économiques à l'échelle du gouvernement et joue le rôle de champion de la recherche en matière de développement économique; il modernise l'administration, réduit le fardeau réglementaire et améliore les services aux entreprises par l'initiative globale L'Ontario propice aux affaires; il établit un point de convergence pour répondre aux questions complexes de réglementation pouvant faire obstacle aux investissements nationaux et étrangers; il renforce la capacité de l'Ontario à anticiper les problèmes liés à la réglementation et les débouchés au sein de la nouvelle économie, et à y répondre; il travaille avec ses partenaires (ministères, organismes et intervenants) pour promouvoir l'entrepreneuriat social en Ontario; il fait la promotion de l'Ontario comme lieu privilégié pour l'investissement et comme fournisseur de biens et services de calibre mondial; il développe les possibilités d'investissement par des efforts de génération de pistes d'investissement; il soutient les nouvelles entreprises et les petites et moyennes entreprises ontariennes très performantes; il fait la promotion de l'entrepreneuriat et de la création d'entreprises comme choix professionnels viables; il exécute des programmes d'entrepreneuriat et de création d'entreprise qui aident les nouvelles entreprises à démarrer, à se développer et à passer à une échelle supérieure.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ET DE LA CROISSANCE / MINISTÈRE DE LA RECHERCHE, DE L'INNOVATION ET DES SCIENCES

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE CROISSANCE– CRÉDIT 902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Développement économique, et Emploi (Poste 13)		
Traitements et salaires		39 301 621
Avantages sociaux		5 015 274
Transports et communications		1 813 103
Services		28 652 300
Fournitures et matériel		637 283
Paiements de transfert		
Programme d'amélioration de la compétitivé des fournisseurs du secteur de l'automobile	8 010 000	
Programmes pour l'entrepreneuriat	4 531 855	
Projet pilote d'accès au capital pour la technologie financière	1 000 000	
Subventions pour le développement des entreprises	600 000	
Institut pour la compétitivité et la prospérité	820 000	
Site certifié - Prêt à l'investissement	39 885	
Fonds pour l'emploi et la prospérité	182 556 916	
Fonds pour l'emploi et la prospérité – Bonifications d'intérêts	253 359	
Crédit d'impôt pour les petits fabricants de bière	6 553 753	
Programme pilote ontarien Défi pour des petites enterprises innovatrices	7 185 000	
Fonds ontarien d'aide aux jeunes entrepreneurs	691 838	
Subventions de soutien aux secteurs	6 491 878	
Accès pour les petites entreprises	17 500	
Fonds pour les projets pilotes d'entrepreneuriat social	2 956 323	
Soutien aux entreprises sociales	5 224 873	
Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques	5 327 927	
Expérience d'entrepreneuriat pour les étudiants – entreprise d'été	1 918 801	
Transports et innovation	2 835 000	
Réseau Trillium pour la fabrication de pointe	498 979	
Partenariats Jeunesse	1 678 087	
Fonds de formation ciblée pour les jeunes	7 653 440	
	----------	246 845 414
		----------
		322 264 995
Moins : Recouvrements		120 000
		----------
		322 144 995

	$	$
Développement économique, Investissement et Industrie		
Traitements et salaires	29 675 927	
Avantages sociaux	3 802 009	
Transports et communications	1 577 811	
Services	17 036 358	
Fournitures et matériel	461 187	
Paiements de transfert		
Programme d'amélioration de la compétitivé des fournisseurs du secteur de l'automobile	8 010 000	
Projet pilote d'accès au capital pour la technologie financière	1 000 000	
Subventions pour le développement des entreprises	600 000	
Site certifié - Prêt à l'investissement	39 885	
Fonds pour l'emploi et la prospérité	182 556 916	
Fonds pour l'emploi et la prospérité – Bonifications d'intérêts	253 359	
Crédit d'impôt pour les petits fabricants de bière	6 553 753	
Programme pilote ontarien Défi pour des petites enterprises innovatrices	7 185 000	
Subventions de soutien aux secteurs	6 491 878	
Accès pour les petites entreprises	17 500	
Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques	5 327 927	
Transportation and Innovation	2 835 000	
Réseau Trillium pour la fabrication de pointe	498 979	
	----------	221 370 297
		----------
		273 923 489

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ET DE LA CROISSANCE / MINISTÈRE DE LA RECHERCHE, DE L'INNOVATION ET DES SCIENCES

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE CROISSANCE– CRÉDIT 902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
Politiques et stratégies		
Traitements et salaires		7 328 839
Avantages sociaux		932 842
Transports et communications		192 402
Services		3 724 296
Fournitures et matériel		97 927
Paiements de transfert		
Programmes pour l'entrepreneuriat	4 531 855	
Institut pour la compétitivité et la prospérité	820 000	
Programmes d'entrepreneuriat pour les jeunes de l'Ontario	691 838	
Fonds pour les projets pilotes d'entrepreneuriat social	2 956 323	
Soutien aux entreprises sociales	5 224 873	
Expérience d'entrepreneuriat pour les étudiants – Entreprise d'été	1 918 801	
Partenariats Jeunesse	1 678 087	
Fonds de formation ciblée pour les jeunes	7 653 440	
		25 475 217
		37 751 523
Moins : Recouvrements		120 000
		37 631 523
Commerce et marketing		
Traitments et salaries	2 296 855	
Avantages sociaux	280 423	
Transports et communications	42 890	
Services	7 891 646	
Fournitures et matériel	78 169	
		10 589 983

	$	$
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		15 149 211
		15 149 211
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE CROISSANCE		**337 294 206**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Développement économique et emploi (Poste 14)		
Prêts et investissements		
Fonds pour l'emploi et la prospérité	3 000 000	
Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario	730 273	
		3 730 273
		3 730 273
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE CROISSANCE		**3 730 273**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ET DE LA CROISSANCE / MINISTÈRE DE LA RECHERCHE, DE L'INNOVATION ET DES SCIENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
903				**PROGRAMME DE RECHERCHE, D'INNOVATION ET DES SCIENCES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	611 392 000	19 784 900	631 176 900	Recherche et Innovation	624 068 544
	611 392 000	**19 784 900**	**631 176 900**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE RECHERCHE, D'INNOVATION ET DES SCIENCES .....**	**624 068 544**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	79 400 000		79 400 000	Recherche et Innovation	79 400 000
	79 400 000		**79 400 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE RECHERCHE, D'INNOVATION ET DES SCIENCES .....**	**79 400 000**

Description du programme :

Ce programme appuie le renforcement de l'écosystème de recherche et d'innovation en Ontario. Pour ce faire, il élabore et gère l'ensemble des programmes de recherche des ministères qui investissent dans l'exploitation, l'infrastructure et les talents en recherche afin de soutenir les recherches et les chercheurs de calibre international qui travaillent dans les institutions financées par des fonds publics de tout l'Ontario; il fait avancer la recherche translationnelle et ciblée dans des domaines précis comme le cancer et le cerveau; il offre des programmes de perfectionnement des compétences, d'expansion commerciale et de commercialisation axés sur les secteurs clés et les possibilités de développement régional; par l'entremise du Réseau ontarien des entrepreneurs, il aide des entrepreneurs et de nouvelles entreprises technologiques à se lancer et à croître il veille à ce que les entreprises à fort potentiel puissent attirer les compétences et les capitaux nécessaires pour être compétitives dans les marchés mondiaux et à leur procurer des possibilités pour que leurs idées trouvent leur place au sein des marchés et que ces entreprises deviennent concurrentielles à plus grande échelle et capables de s'imposer sur les marchés mondiaux; il fait la promotion de l'entrepreneuriat et de la création de nouvelles entreprises comme un choix professionnel viable; il établit des politiques et des programmes pour aider
nos entreprises qui connaissent une croissance très rapide à s'étendre encore plus rapidement; il soutient les collaborations en recherche et développement à l'échelon mondial par l'établissement de protocoles d'entente avec d'autres administrations afin d'investir conjointement dans des projets internationaux de pointe en sciences et technologie.

Note : Les recouvrements dans le cadre des charges de fonctionnement liées au poste Recherche, Innovation et Sciences comprennent des recouvrements de 68 391 813 $ du Compte de réduction des gaz à effet de serre, qui reposent sur les prévisions des revenus escomptés, sous réserve d'un solde suffisant du Compte de réduction des gaz à effet de serre.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ET DE LA CROISSANCE / MINISTÈRE DE LA RECHERCHE, DE L'INNOVATION ET DES SCIENCES

PROGRAMME DE RECHERCHE, D'INNOVATION ET DES SCIENCES– CRÉDIT 903

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Recherche, Innovation et Sciences (Poste 1)		
Paiments de transfert		
5G/Réseaux de prochaine génération	35 000 000	
Consortium de la fabrication de pointe	6 999 999	
Institut de recherche en intelligence artificielle	10 000 000	
Innovation bioindustrielle	750 000	
Crédit d'impôt de l'Ontario pour les entreprises parrainant les instituts de recherche	23 821 400	
Centre for International Governance Innovation	3 093 527	
Accélérateurs de technologies propres	10 600 000	
Investissement pour l'innovation dans les technologies propres	2 600 000	
Essais cliniques Ontario	2 000 001	
Projets de recherche appliquée dans les collèges	6 670 000	
Soutien aux réseaux d'innovation et de commercialisation	67 265 000	
Projet de véhicules connectés/autonomes	5 000 000	
Bourses de nouveaux chercheurs	10 426 996	
Fonds d'accélération du développement pour les marchés internationaux	7 556 387	
Subventions à l'appui de la recherche et de l'innovation	15 707 500	
Innovations écoLOGIQUES	10 000 000	
Fonds d'innovation pour la réduction des gaz à effet de serre	28 516 298	
Institut des finances publiques et de la démocratie Canada	1 500 000	
Institut pour l'informatique quantique	5 000 000	
Collaborations internationales	3 293 800	
Lazaridis Institute	1 500 000	
Fonds de capital-risque pour le secteur des sciences de la vie	35 000 000	
Programme de neurotraumatologie	5 680 000	
Initiative Next Generation de Baycrest	4 700 000	
Société ontarienne de financement de la croissance – Fonds d'actions pour le secteur des technologies propres	55 000 000	
Société ontarienne de financement de la croissance – Fonctionnement	2 000 000	
Fonds ontarien de développement des technologies émergentes	6 800 000	
Crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario	158 616 300	
Institut ontarien de recherche sur le cancer	72 000 000	
Ontario Institute for Regenerative Medicine	6 750 000	
Fonds pour la recherche en Ontario – Excellence en recherche	58 877 500	
Ontario Scale-Up Voucher program	9 700 000	
Institut Perimeter	10 000 000	
Centres d'encadrement des petits entrepreneurs	4 485 649	
AvantageTalent	2 800 000	
Stratégie d'emploi pour les jeunes – Innovation	2 750 000	
		692 460 357
Moins : Recouvrements		68 391 813
		624 068 544
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE RECHERCHE, D'INNOVATION ET DES SCIENCES		**624 068 544**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Recherche, Innovation et Sciences (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Fonds pour la recherche en Ontario		79 400 000
		79 400 000
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE RECHERCHE, D'INNOVATION ET DES SCIENCES		**79 400 000**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ET DE LA CROISSANCE / MINISTÈRE DE LA RECHERCHE, DE L'INNOVATION ET DES SCIENCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	2018 $	2017 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	907	17 480
REDEVANCES		
Bombardier Inc.	1 425 369	1 365 720
Divers	153 762	124 505
	1 579 131	1 490 225
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrement lié aux radiations	60 987	1 028 487
Recouvrements de dépenses des années précédentes – autres	59 485 087	28 619 178
	59 546 074	29 647 665
DIVERS		
Intêrêt	6 340 875	630 699
Paiments por services rendus	0	403 607
Divers	63 920	1 453 238
	6 404 795	8 487 544
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**67 530 907**	**39 642 914**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ET DE LA CROISSANCE / MINISTÈRE DE LA RECHERCHE, DE L'INNOVATION ET DES SCIENCES

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	2018 $	2017 $
MaRS Phase 2	2 375 271	290 182 223
Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques	20 045 403	30 225 000
Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe	4 972 690	6 869 074
Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile	246 196	246 548
Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario	113 101	0
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	**27 752 661**	**327 522 845**

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACCESSIBILITÉ POUR L'ONTARIO

EXERCICE 2017 – 2018

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-122

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACCESSIBILITÉ POUR L'ONTARIO 2-123

ÉTAT DES RECETTES 2-125

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACCESSIBILITÉ POUR L'ONTARIO

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

2016 – 2017		2017 – 2018	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
15 493 980	Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario	18 931 200	18 913 974
15 493 980	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACCESSIBILITÉ POUR L'ONTARIO**	**18 931 200**	**18 913 974**

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACCESSIBILITÉ POUR L'ONTARIO

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3901 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACCESSIBILITÉ POUR L'ONTARIO**	
1	20 051 300	(1 120 100)	18 931 200	Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario	18 913 974
	20 051 300	**(1 120 100)**	**18 931 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACCESSIBILITÉ POUR L'ONTARIO .....**	**18 913 974**

Description du programme :

La Direction générale surveille la mise en oeuvre opportune et efficace de la LAPHO en soutenant l'élaboration de normes d'accessibilité qui aident les personnes handicapées à participer aux aspects essentiels de la vie quotidienne. Pour élaborer les normes, encourager la conformité au sein des organisations et sensibiliser le public à l'importance de l'accessibilité, la Direction générale coordonne les comités et les conseils consultatifs ministériels, mène des campagnes de sensibilisation du public et surveille la conformité par des contacts accrus et des vérifications. La division responsable de l'emploi surveille également la mise en oeuvre coordonnée de la stratégie d'emploi en vue d'améliorer les résultats dans ce domaine pour les personnes handicapées, de manière à ce que davantage de gens puissent contribuer par leurs talents à la croissance sociale et économique de la province. Afin de renforcer le positionnement du gouvernement comme employeur modèle pour les personnes handicapées, la division générale travaille avec les ministères partenaires à mettre en oeuvre l'accessibilité au sein de la FPO, notamment par le Plan pluriannuel d'accessibilité (2017-2021), et à continuer de s'inspirer de la culture d'inclusion novatrice de la FPO.

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACCESSIBILITÉ POUR L'ONTARIO

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACCESSIBILITÉ POUR L'ONTARIO– CRÉDIT 3901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario (Poste 1)		
Traitements et salaires		8 713 450
Avantages sociaux		1 060 585
Transports et communications		327 002
Services		6 617 976
Fournitures et matériel		217 925
Paiements de transfert		
DPASEL DLSOA		
- Bureau du directeur	25 000	
InterActions pour le changement	1 950 859	
		1 975 859
		18 912 797
Moins : recouvrements		(1 177)
		18 913 974
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACCESSIBILITÉ POUR L'ONTARIO		**18 913 974**

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACCESSIBILITÉ POUR L'ONTARIO

ÉTAT DES RECETTES

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2018

	2018 $	2017 $
AMENDES ET PÉNALITÉS	1 000	0
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	105 815	0
DIVERS	189	0
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**107 004**	**0**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

EXERCICE 2017 – 2018

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-128

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-129

ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE 2-131

GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ 2-135

GARDE D'ENFANTS 2-137

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-130, 2-133, 2-138

ÉTAT DES RECETTES 2-139

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

2016 – 2017		2017 – 2018	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
19 000 903	Administration du ministère	27 994 592	25 810 371
25 215 311 141	Éducation élémentaire et secondaire	24 349 178 300	25 934 209 641
60 489 490	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	60 059 700	59 293 623
1 382 069 245	Garde d'enfants et la petite enfance	1 746 654 600	1 711 563 842
26 676 870 779	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**26 183 887 192**	**27 730 877 477**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
3 237 330	Éducation élémentaire et secondaire	6 381 000	5 513 881
0	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	1 000	0
3 237 330	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**6 382 000**	**5 513 881**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1 091 403 143	Éducation élémentaire et secondaire	1 440 392 100	1 427 690 715
2 010 392	Garde d'enfants et la petite enfance	56 761 000	39 767 831
1 093 413 535	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**1 497 153 100**	**1 467 458 546**
	BIENS IMMOBILISÉS		
2 624 613	Éducation élémentaire et secondaire	8 584 900	2 928 563
0	Garde d'enfants et la petite enfance	1 000	0
2 624 613	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**8 585 900**	**2 928 563**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1001 **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	22 061 900	5 845 300	27 907 200	Administration du ministère	25 744 403
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	22 378		22 378	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	0
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	22 149 292	**5 845 300**	**27 994 592**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**25 810 371**

Description du programme :

Fournir l'orientation générale requise pour que le ministère de l'Éducation atteigne ses objectifs et offrir les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes opérationnels du ministère.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		17 561 306
Avantages sociaux		2 690 793
Transports et communications		498 102
Services		15 649 168
Fournitures et matériel		204 034
		36 603 403
Moins : Recouvrements		10 859 000
		25 744 403
Bureau principal		
Traitements et salaires	3 142 456	
Avantages sociaux	396 700	
Transports et communications	112 374	
Services	337 725	
Fournitures et matériel	24 939	
		4 014 194
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	7 119 714	
Avantages sociaux	1 310 139	
Transports et communications	175 013	
Services	1 051 400	
Fournitures et matériel	37 255	
	9 693 521	
Moins : Recouvrements	4 157 800	
		5 535 721
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 921 102	
Avantages sociaux	249 487	
Transports et communications	28 854	
Services	658 148	
Fournitures et matériel	12 714	
	2 870 305	
Moins : Recouvrements	1 290 700	
		1 579 605
Services de communication		
Traitements et salaires	5 343 303	
Avantages sociaux	734 468	
Transports et communications	141 511	
Services	8 836 155	
Fournitures et matériel	79 065	
	15 134 502	
Moins : Recouvrements	4 187 500	
		10 947 002
Services juridiques		
Traitements et salaires	34 731	
Transports et communications	39 617	
Services	3 354 400	
Fournitures et matériel	50 061	
	3 478 809	
Moins : Recouvrements	1 223 000	
		2 255 809
Services de vérification		
Transports et communications	732	
Services	1 411 340	
		1 412 072
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 667
		65 968
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**25 810 371**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1002				**PROGRAMME D'ÉDUCATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE**	
1	24 162 177 400	37 715 000	24 199 892 400	Politiques et prestation des programmes	24 129 714 097
2	151 833 900	(2 550 000)	149 283 900	Activités éducatives.....	144 860 839
L	1 000		1 000	Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	1 659 561 747
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	72 958
	24 314 013 300	**35 165 000**	**24 349 178 300**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE .....**	**25 934 209 641**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
4	3 006 000	3 375 000	6 381 000	Politiques et prestation des programmes	5 513 881
	3 006 000	**3 375 000**	**6 381 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE .....**	**5 513 881**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 954 269 700	(515 621 900)	1 438 647 800	Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire.....	1 426 539 114
5	1 000		1 000	Éducation élémentaire et secondaire – autres charges liées aux immobilisations	0
L	1 743 300		1 743 300	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	1 151 601
	1 956 014 000	**(515 621 900)**	**1 440 392 100**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE .....**	**1 427 690 715**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1002				**PROGRAMME D'ÉDUCATION**	
BIENS IMMOBILISÉS				**ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE**	
6	8 584 900		8 584 900	Éducation élémentaire et secondaire	2 928 563
	8 584 900		**8 584 900**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE.....**	**2 928 563**

Description du programme :

Le programme fournit une orientation en matière de politiques et de programmes, ainsi qu'un soutien financier, aux conseils scolaires de district, aux écoles et aux organismes de l'Ontario afin d'encourager la mise en place et le maintien d'un système d'éducation de qualité pour tous les élèves de la province. Le programme cherche à atteindre quatre objectifs fondamentaux décrits dans le document intitulé Atteindre l'excellence – Une vision renouvelée de l'éducation en Ontario : excellence du rendement scolaire; accès équitable à des expériences d'apprentissage enrichissantes pour tous les élèves; promotion du bien-être des élèves; renforcement de la confiance du public dans le système d'éducation financé par les deniers publics. Ce programme soutient la mise en œuvre d'une vision de l'éducation publique adaptée aux besoins, de grande qualité, accessible et intégrée, depuis l'apprentissage des jeunes enfants et la garde d'enfants jusqu'à l'éducation des adultes. Le ministère s'efforce d'atteindrel'excellence pour tous les élèves en soutenant l'amélioration des résultats scolaires par la priorité donnée aux mathématiques et l'acquisition de compétences de niveau supérieur – comme la pensée critique et la résolution de problème.

Les éléments clés du programme sont les suivants : appuyer la mise en oeuvre d'un curriculum rigoureux; favoriser l'apprentissage des élèves, maintenir des normes de rendement élevées et appuyer l'excellence de l'enseignement et du leadership; assurer le financement d'un système d'éducation rationalisé et efficace mettant l'accent sur l'enseignement et l'apprentissage en classe; responsabilisation à l'égard du financement de l'éducation élémentaire et secondaire; fonctionnement des écoles provincials accueillant des élèves qui sont sourds, aveugles, sourds et aveugles ou qui ont de graves difficultés d'apprentissage.

Note : Les recouvrements dans le cadre des charges d'immobilisations liées au poste Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire comprennent des recouvrements de 199 929 294 $ du Compte de réduction des gaz à effet de serre, qui reposent sur les charges réelles comptabilisées pour l'exercice.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE – CRÉDIT 1002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques et prestation des programmes (Poste 1)		
Traitements et salaires		69 851 257
Avantages sociaux		9 036 736
Transports et communications		6 102 024
Services		77 480 444
Fournitures et matériel		935 215
Paiements de transfert		
Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires	16 540 195 395	
Charge sans effet sur la trésorerie relative à l'impôt foncier scolaire	6 979 237 418	
Programmes d'éducation – Autres	387 160 179	
Fiducies provinciales d'avantages sociaux	2 669 991	
Projets des langues officielles	35 112 534	
Office de la qualité et de la responsabilité en éducation	31 282 100	
Subventions diverses	2 034 680	
		23 977 692 297
		24 141 097 973
Moins : Recouvrements		11 383 876
		24 129 714 097
Activités éducatives (Poste 2)		
Traitements et salaires		45 247 215
Avantages sociaux		6 964 874
Transports et communications		1 466 945
Services		16 652 093
Fournitures et matériel		4 905 259
Paiements de transfert		
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	43 649	
Programme de soutien pour les élèves des écoles provinciales	52 918	
Office des télécommunications éducatives de langue française de l'Ontario	24 793 700	
Office de la télécommunication éducative de l'Ontario	44 866 300	
		69 756 567
		144 992 953
Moins : Recouvrements		132 114
		144 860 839

	$
Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	
Paiements de transfert	
Prestations prises en charge par le gouvernement, *Loi sur le régime de retraite des enseignants*	1 659 561 747
	1 659 561 747
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	72 958
	72 958
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	**25 934 209 641**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Politiques et prestation des programmes (Poste 4)	
Dépôts et charges payées d'avance	5 513 881
	5 513 881
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	**5 513 881**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE – CRÉDIT 1002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire (Poste 3)		
Paiements de transfert		
Subventions d'immobilisations – conseils scolaires	1 327 210 375	
Compte de réduction des gaz à effet de serre - écoles	199 929 294	
Programme d'apprentissage des jeunes enfants	46 252 667	
Conseils scolaires – Financement des immobilisations pour les services de garde d'enfants	43 154 805	
Office de la télécommunication éducatives de langue française de l'Ontario	1 000 000	
Office de la télécommunication éducative de l'Ontario	1 600 000	
		1 619 147 141
Autres opérations		
Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire		7 321 267
		1 626 468 408
Moins : Recouvrements		199 929 294
		1 426 539 114
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*		1 151 601
		1 151 601
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE		**1 427 690 715**
BIENS IMMOBILISÉS		
Éducation élémentaire et secondaire (Poste 6)		
Matériel de technologie de l'information		270 457
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations		2 658 106
		2 928 563
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE		**2 928 563**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1003				**GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ**	
1	56 509 700	3 550 000	60 059 700	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	59 293 623
	56 509 700	**3 550 000**	**60 059 700**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ.....**	**59 293 623**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	1 000		1 000	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ.....**	**0**

Description du programme :

Le Groupement de l'information et de la technologie de l'information (ITI) pour les services à la collectivité offre des services d'information et de technologie de l'information aux ministères suivants : Éducation; Enseignement supérieur et Formation professionnelle; Affaires civiques et Immigration; Logement; Affaires municipales; Tourisme, Culture et Sport. Le Groupement travaille en collaboration avec les ministères pour leur proposer des solutions opérationnelles rapides et bon marché qui leur permettent d'atteindre leurs objectifs, d'encourager les affaires électroniques et les services gouvernementaux en direct afin de mieux servir le public et de garantir de bons rendements des investissements en ITI.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ – CRÉDIT 1003

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité (Poste 1)	
Traitements et salaires	33 230 176
Avantages sociaux	4 334 895
Transports et communications	506 932
Services	89 720 792
Fournitures et matériel	186 925
	127 979 720
Moins : Recouvrements	68 686 097
	59 293 623
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ	**59 293 623**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1004				**PROGRAMME DE GARDE D'ENFANTS**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	1 612 573 100	134 081 500	1 746 654 600	Élaboration des politiques et prestation des programmes	1 711 563 842
	1 612 573 100	**134 081 500**	**1 746 654 600**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GARDE D'ENFANTS**	**1 711 563 842**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	13 301 000	41 661 900	54 962 900	Immobilisations pour les services de garde d'enfants	38 223 494
5	1 000		1 000	Garde d'enfants – Charges d'immobilisations	0
L	1 797 100		1 797 100	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	1 544 337
	15 099 100	**41 661 900**	**56 761 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE GARDE D'ENFANTS**	**39 767 831**
BIENS IMMOBILISÉS					
4	1 000		1 000	Modernisation de la TI pour les services de garde d'enfants	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE GARDE D'ENFANTS**	**0**

Description du programme :

Des programmes de garde d'enfants et pour la petite enfance de haute qualité sont indispensables à un système intégré et homogène soutenant l'apprentissage et la garde des jeunes enfants.

L'intégration de la garde et de l'apprentissage des jeunes enfants améliore les résultats du système d'éducation en fournissant un continuum de services de garde et d'éducation pour les enfants de 0 à 12 ans, avec des efforts centrés sur le développement sain des enfants et des résultats positifs pour les enfants et leurs familles par une gestion coordonnée des réseaux de services locaux.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
PROGRAMME DE GARDE D'ENFANTS – CRÉDIT 1004

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Élaboration des politiques et prestation des programmes (Poste 1)	
Traitements et salaires	14 589 983
Avantages sociaux	2 074 662
Transports et communications	1 017 145
Services	8 925 560
Fournitures et matériel	82 800
Paiements de transfert	
Garde d'enfants et petite enfance	1 684 873 692
	1 711 563 842
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GARDE D'ENFANTS	**1 711 563 842**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Immobilisations pour les services de garde d'enfants (Poste 2)	
Paiements de transfert	
Stabilisation pour les services de garde d'enfants	38 223 494
	38 223 494
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement - *Loi sur l'administration financière*	1 544 337
	1 544 337
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – – PROGRAMME DE GARDE D'ENFANTS	**39 767 831**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	2018 $	2017 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Apprentissage et garde des jeunes enfants	121 881 430	0
Langues officielles dans l'enseignement	68 512 181	68 275 912
Entente sur le bien-être des Indiens	11 483 045	11 446 286
	201 876 656	79 722 198
REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES		
Réclamations recouvrées	500	0
	500	0
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Inspection des écoles secondaires et des écoles privées / des écoles privées de form. prof	1 660 584	1 310 901
Permis – Garderies	900 460	202 694
Frais pour chèques refusés	210	210
	2 561 254	1 513 805
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Général	10 000	78 000
	10 000	78 000
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Fournisseurs	1 603 416	1 012 575
Autres	207 735 758	33 069 907
	209 339 174	34 082 482
DIVERS		
Intérêts bancaires	8 739	5 722
	8 739	5 722
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**413 796 323**	**115 402 207**

non vérifié

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

EXERCICE 2017 – 2018

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS
- SOMMAIRE 2-142
- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-143
- DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE 2-145
- ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ 2-147
- GESTION STRATÉGIQUE DES BIENS 2-149
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-144

ÉTAT DES RECETTES 2-151

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

2016 – 2017		2017 – 2018	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
14 092 452	Administration du ministère	17 785 214	16 524 635
257 233 750	Développement et gestion des sources d'énergie	26 460 500	24 060 296
346 343 666	Atténuation du prix de l'électricité	2 911 457 300	2 834 177 410
42 946 786	Gestion stratégique des biens	192 900 000	180 451 381
660 616 654	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**3 148 603 014**	**3 055 213 722**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
-	Atténuation du prix de l'électricité	730 000 000	721 160 000
-	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**730 000 000**	**721 160 000**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Développement et gestion des sources d'énergie	2 000	0
0	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**2 000**	**0**
	BIENS IMMOBILISÉS		
0	Développement et gestion des sources d'énergie	1 000	0
0	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**1 000**	**0**

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2901				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU MINISTÈRE**	
1	15 075 200	2 646 000	17 721 200	Administration du ministère	16 462 117
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	13 217
	15 139 214	**2 646 000**	**17 785 214**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**16 524 635**

Description du programme :

Des programmes de garde d'enfants et pour la petite enfance de haute qualité sont indispensables à un système intégré et homogène soutenant l'apprentissage et la garde des jeunes enfants.

L'intégration de la garde et de l'apprentissage des jeunes enfants améliore les résultats du système d'éducation en fournissant un continuum de services de garde et d'éducation pour les enfants de 0 à 12 ans, avec des efforts centrés sur le développement sain des enfants et des résultats positifs pour les enfants et leurs familles par une gestion coordonnée des réseaux de services locaux.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		7 001 872
Avantages sociaux		927 020
Transports et communications		272 443
Services		9 840 827
Fournitures et matériel		123,480
		18 165 642
Moins : Recouvrements		1 703 525
		16 462 117
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 556 212	
Avantages sociaux	313 603	
Transports et communications	150 344	
Services	118 481	
Fournitures et matériel	46 638	
		3 185 278
Services de communication		
Traitements et salaires	2 629 388	
Avantages sociaux	335 686	
Transports et communications	50 107	
Services	3 532 227	
Fournitures et matériel	34 850	
		6 582 258
Services juridiques		
Traitements et salaires	46	
Transports et communications	24 396	
Services	3 328 585	
Fournitures et matériel	5 550	
		3 358 577
Analyse et planification		
Traitements et salaires	1 816 226	
Avantages sociaux	277 731	
Transports et communications	43 672	
Services	238 493	
Fournitures et matériel	19 768	
		2 395 890
Services financiers et administratifs		
Transports et communications	1 365	
Services	1 421 585	
Fournitures et matériel	16 674	
	1 439 624	
Moins : Recouvrements	928 834	
		510 790
Ressources humaines		
Services	993	
		993
Services de vérification		
Services	182 000	
Moins : Recouvrements	116 705	
		65 295
Systèmes informatiques		
Transports et communications	2 559	
Services	1 018 463	
	1 021 022	
Moins : Recouvrements	657 986	
		363 036
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		13 217
		62 518
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**16 524 635**

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2902				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	24 459 500	2,000,000	26 459 500	Politiques et programmes	24 060 296
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	24 460 500	**2 000 000**	**26 460 500**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE**	**24 060 296**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	1 000		1 000	Développement et gestion des sources d'énergie – autres charges liées aux immobilisations	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE**	**0**
BIENS IMMOBILISÉS					
5	1 000		1 000	Développement et gestion des sources d'énergie	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE**	**0**

Description du programme :

Ce programme est chargé de l'élaboration des politiques énergétiques de l'Ontario, qui sont essentielles pour bâtir une économie vigoureuse et prospère. Il apporte son leadership et son soutien au secteur de l'énergie pour que l'Ontario dispose de réseaux d'approvisionnement, de transport et de distribution d'énergie propres, fiables, abordables et durables. Il appuie la conservation et le rendement énergétiques, la modernisation du réseau et la mise en valeur d'énergies plus propres. De plus, ce programme supervise l'engagement et la consultation des Autochtones et des Métis à l'égard des activités et projets provinciaux dans le secteur de l'énergie tout en facilitant la participation des communautés autochtones aux avancées à l'égard des réseaux d'énergie renouvelable et de transport d'énergie.

Nota : les recouvrements prévus dans les charges de fonctionnement du développement et de la gestion des sources d'énergie comprennent des recouvrements de 15 000 000 $ venant du Compte de réduction des gaz à effet de serre.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE – CRÉDIT 2902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Politiques et programmes (Poste 1)			
Traitements et salaires		11 639 423	
Avantages sociaux		1 564 700	
Transports et communications		340 689	
Services		6 436 925	
Fournitures et matériel		75 973	
Paiements de transfert			
Initiatives de conservation	618 460		
Ententes relatives à la participation des Autochtones	32 688		
Initiatives en matière d'énergie verte	18 351 438		
		19 002 586	
		39 060 296	
Moins : Recouvrements		15 000 000	
		24 060 296	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE		**24 060 296**	

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2905				**PROGRAMME D'ATTÉNUATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ**	
1	1 464 000 000	1 447 457 300	2 911 457 300	Programmes d'atténuation du prix de l'électricité	2 834 177 410
	1 464 000 000	**1 447 457 300**	**2 911 457 300**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ**	**2 834 177 410**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
5	1 100 000 000	(370 000 000)	730 000 000	Atténuation du prix de l'électricité	721 160 000
	1 100 000 000	**(370 000 000)**	**730 000 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ**	**721 160 000**

Description du programme :

Le Programme d'atténuation du prix de l'électricité aide les Ontariens et Ontariennes à gérer les coûts d'électricité.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ – CRÉDIT 2905

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Programmes d'atténuation du prix de l'électricité (Poste 1)	
Paiements de transfert	
Crédit pour les coûts d'énergie dans le Nord de l'Ontario	25 725 168
Crédit relatif à la livraison dans *les réserves pour les* Premières Nations*	14 674 105
Programme ontarien d'aide relative aux frais d'électricité*	19 798 545
Remise de l'Ontario pour les consommateurs d'électricité	810 252 079
Programme de protection des tarifs dans les régions rurales ou éloignées*	324 727 513
Plan pour des frais d'électricité équitables	1 639 000 000
	2 834 177 410
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ	**2 834 177 410**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Atténuation du prix de l'électricité (Poste 5)	
Prêts et investissements	
Achat d'actions d'OPG*	721 160 000
	721 160 000
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ	**721 160 000**

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2906				**GESTION STRATÉGIQUE DES BIENS**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	280 000 000	(87 100 000)	192 900 000	Gestion stratégique des biens et transformation.....	180 451 381
	280 000 000	**(87 100 000)**	**192 900 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – GESTION STRATÉGIQUE DES BIENS ET RÉORGANISATION.....**	**180 451 381**

Description du programme :

Ce programme soutient la province en tant qu'actionnaire d'Hydro One pour ce qui a trait à la gestion de ses investissements et aux relations de gouvernance.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
GESTION STRATÉGIQUE DES BIENS – VOTE 2906

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Gestion stratégique des biens et transformation (Poste 1)		
Services		57 685 010
Paiements de transfert		
Contribution en espèces pour les Premières Nations	56 523 890	
Montant des avantages pécuniaires conférés	63 896 093	
Participation des Autochtones à la gestion stratégique des biens	2 346 388	
		122 766 371
		180 451 381
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – GESTION STRATÉGIQUE DES BIENS ET RÉORGANISATION		**180 451 381**

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	2018 $	2017 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Accès à l'information - Droits	1 793	1 735
VENTES ET LOCATIONS		
Vente de placements	919 259 066	580 300 465
REVENUS TIRÉS DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Hydro One Limited	275 786 198	367 880 075
Ontario Power Generation Incorporated	283 273 808	0
	559 060 006	367 880 075
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Paiements de transfert	79 740 667	3 672 416
Services et Locations	274 614	12 248
Traitements et salaires	0	837 138
Avantages sociaux	0	64 978
	80 015 281	4 586 780
DIVERS		
Dividendes	607 697 344	0
Intérêt	15 469	8 218
	607 712 813	8 218
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**2 166 048 959**	**952 777 273**

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

EXERCICE 2017 – 2018

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS
- SOMMAIRE 2-154
- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-155
- ÉDUCATION POSTSECONDAIRE 2-157
- EMPLOI ONTARIO 2-161
- POLITIQUES STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES 2-164
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-156, 2-159, 2-163

ÉTAT DES RECETTES 2-166
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 2-167

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

2016 – 2017		2017 – 2018	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
20 534 197	Administration du ministère	25 442 414	22 863 767
6 223 823 087	Éducation postsecondaire	6 928 473 500	6 888 888 158
1 223 259 634	Emploi Ontario	1 227 635 200	1 199 448 905
15 754 908	Politiques stratégiques et programmes	21 710 400	20 031 190
7 483 371 826	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**8 203 261 514**	**8 131 232 020**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
1 059 053 882	Éducation postsecondaire	407 201 000	215 595 555
662 500	Emploi Ontario	2 001 000	667 300
1 059 716 382	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**409 202 000**	**216 262 855**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
627 886 595	Éducation postsecondaire	638 795 900	545 810 406
27 918 044	Emploi Ontario	15 638 000	15 408 155
655 804 639	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**654 433 900**	**561 218 561**
	BIENS IMMOBILISÉS		
2 743 665	Éducation postsecondaire	6 697 900	5 284 467
2 743 665	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**6 697 900**	**5 284 467**

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3001				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU MINISTÈRE**	
1	20 677 400	4 700 000	25 377 400	Administration du ministère	22 797 799
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	20 742 414	**4 700 000**	**25 442 414**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**22 863 767**

Description du programme :

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Formation professionnelle d'atteindre ses objectifs, et assurer les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes de fonctionnement du ministère.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		2 691 079
Avantages sociaux		505 679
Transports et communications		169 542
Services		19 407 818
Fournitures et matériel		23 681
		22 797 799
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 625 079	
Avantages sociaux	296 050	
Transports et communications	157 096	
Services	297 155	
Fournitures et matériel	16 844	
		3 392 224
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaries	66 000	
Avantages sociaux	209 629	
Transports et communications	5 511	
Services	7 666 919	
Fournitures et matériel	6 837	
		7 954 896
Ressources humaines		
Services	1 290 700	
		1 290 700
Services de communication		
Services	4 187 500	
		4 187 500
Services juridiques		
Services	1 223 000	
		1 223 000
Services de vérification		
Services	1 351 659	
		1 351 659
Systèmes informatiques		
Transports et communcations	6 935	
Services	3 390 885	
		3 397 820
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 667
		65 968
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**22 863 767**

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3002				**PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	6 654 812 800	218 619 700	6 873 432 500	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants	6 860 756 923
L	54 540 000		54 540 000	Créances irrécouvrables – Prêts aux étudiants – *Loi sur l'administration financière*	26 676 578
L	500 000		500 000	Créances irrécouvrables – collèges privés d'enseignement professionnel, *Loi sur l'administration financière*	850 920
L	1 000		1 000	Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation, *Loi sur les collèges privés d'enseignement professionnel*	603 737
	6 709 853 800	**218 619 700**	**6 928 473 500**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE**	**6 888 888 158**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
4	408 301 000	(1 100 000)	407 201 000	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants	215 595 555
	408 301 000	**(1 100 000)**	**407 201 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE**	**215 595 555**

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Prévisions	Crédits autorisés par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3002				**PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	624 440 600	9 550 000	633 990 600	Soutien à l'éducation postsecondaire	541 221 090
L	4 805 300		4 805 300	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	4 589 316
	629 245 900	**9 550 000**	**638 795 900**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE**	**545 810 406**
BIENS IMMOBILISÉS					
6	5 597 900	1 100 000	6 697 900	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants	5 284 467
	5 597 900	**1 100 000**	**6 697 900**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE**	**5 284 467**

Description du programme :

La Division de l'éducation postsecondaire établit et met en œuvre des politiques opérationnelles et du soutien financier à l'intention des établissements d'enseignement postsecondaire et des étudiants de l'Ontario, à l'appui des objectifs socio-économiques stratégiques du gouvernement, dans le but d'offrir des possibilités d'éducation postsecondaire de qualité supérieure, responsable, adaptée aux besoins et accessible. Elle collabore avec la Division des politiques stratégiques et des programmes afin de mettre en œuvre les stratégies et les politiques gouvernementales pour l'éducation postsecondaire en Ontario.

Les éléments clés du programme sont notamment : le Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario; la planification et l'évaluation des immobilisations; l'élaboration de cadres stratégiques de financement pour les collèges et universités; l'administration des paiements de transfert aux collèges et universités se rattachant au fonctionnement et aux immobilisations; la gestion des relations financières et de gouvernance avec les établissements d'enseignement postsecondaire; la gestion des mécanismes de responsabilisation (tels les inscriptions, les comptes rendus sur les programmes et l'information financière, les indicateurs de rendement clés et les rapports annuels relatifs aux ententes de mandat stratégiques); la réglementation des collèges publics d'arts appliqués et de technologie et des écoles privées de formation professionnelle conformément aux lois applicables.

Nota : les recouvrements provenant du secteur de l'éducation postsecondaire comprennent des recouvrements de 217 598 485 $ pour des montants imputés au Compte de réduction des gaz à effet de serre, qui sont fondés sur les dépenses réelles comptabilisées pour l'exercice.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE – CRÉDIT 3002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants (Poste 1)		
Traitements et salaires		18 039 817
Avantages sociaux		2 470 227
Transports et communications		1 161 349
Services		30 360 489
Fournitures et matériel		102 198
Paiements de transfert		
Subventions pour les coûts de fonctionnement des collèges	1 517 800 429	
Subventions pour les coûts de fonctionnement des universités	3 613 910 978	
Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)	805 414	
Renouvellement de l'éducation postsecondaire	14 184 496	
Programmes d'aide financière aux étudiantes et étudiants	1 662 519 053	
CRGES – compétences relatives aux bâtiments à faible empreinte carbone	3 198 485	
		6 812 418 855
		6 864 552 935
Moins : Recouvrements		3 796 012
		6 860 756 923
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables – Prêts aux étudiants – *Loi sur l'administration financière*		26 676 578
Créances irrécouvrables – collèges privés d'enseignement professionnel, *Loi sur l'administration financière*		850 920
Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation		603 737
		28 131 235
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE		**6 888 888 158**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants (Poste 4)		
Prêts et investissements		
Prêts aux étudiants		215 061 747
Prêts aux étudiants - impayés		533 808
		215 595 555
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE		**215 595 555**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Soutien à l'éducation postsecondaire (Poste 3)		
Paiements de transfert		
Strategic Investment Fund – Federal		322 421 890
Compte de réduction des gaz à effet de - serre modernisation des Installations des établissement postsecondaries		214 400 000
Subventions d'immobilisations – collèges		65 160 000
Subventions d'immobilisations – universités		153 639 200
		755 621 090
Moins : Recouvrements		214 400 000
		541 221 090
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*		4 589 316
		4 589 316
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE		**545 810 406**

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE – CRÉDIT 3002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$	$
BIENS IMMOBILISÉS			
Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants (Poste 6)			
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations		5 284 467	
		5 284 467	
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE		**5 284 467**	

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3003				**PROGRAMME EMPLOI ONTARIO**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
7	1 237 442 600	(16 307 400)	1 221 135 200	Système Emploi Ontario.....	1 197 609 660
L	503 600		503 600	Créances irrécouvrables – Prêts pour l'acquisition d'outils de travail – *Loi sur l'administration financière*.....	87 448
L	5 996 400		5 996 400	Créances irrécouvrables – autres, *Loi sur l'administration financière*	1 751 797
	1 243 942 600	**(16 307 400)**	**1 227 635 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME EMPLOI ONTARIO .....**	**1 199 448 905**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
9	2 001 000		2 001 000	Système Emploi Ontario.....	667 300
	2 001 000		**2 001 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME EMPLOI ONTARIO .....**	**667 300**

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3003				**PROGRAMME EMPLOI ONTARIO**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
10	14 001 000	450 000	14 451 000	Système Emploi Ontario	14 222 521
L	1 187 000		1 187 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*...	1 185 634
	15 188 000	**450 000**	**15 638 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME EMPLOI ONTARIO .....**	**15 408 155**

Description du programme :

Pour que la province demeure compétitive dans l'économie actuelle et future, les investissements dans l'éducation et la formation professionnelle jouent un rôle de premier plan en préparant les travailleurs à occuper des emplois qui assureront la prospérité future dans une économie fondée sur le savoir et la technologie.

La Stratégie pour une main-d'oeuvre hautement qualifiée du gouvernement – dirigée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Formation professionnelle et mise en oeuvre en partenariat à l'échelle du gouvernement et avec les employeurs, le secteur de l'éducation et d'autres partenaires – renforcera l'éducation et la formation de manière à ce que chaque Ontarien et chaque Ontarienne puissent développer leurs compétences et s'épanouir dans une économie nouvelle et inclusive.

Emploi Ontario (EO), le réseau intégré d'emploi et de formation en Ontario, aide les Ontariens et les Ontariennes à trouver lesprogrammes et services d'emploi et de formation dont ils ont besoin.

Les programmes et services d'EO s'inscrivent dans quatre grandes catégories:

1. Emploi et formation
2. Apprentissage
3. Compétences fondamentales
4. Marché du travail

La majorité des programmes et services d'EO sont exécutés par l'entremise du réseau EO, formé du réseau communautaire ontarien de fournisseurs de services d'emploi, de fournisseurs de services d'alphabétisation, de collèges publics, de bureaux de l'apprentissage du ministère et d'agents responsables de la formation. EO a pour but de fournir des services d'emploi et de formation intégrés, axés sur le client et efficaces afin d'accroître l'avantage économique de l'Ontario.

Note : Les recouvrements dans le cadre des charges de fonctionnement liées au poste Emploi Ontario comprennent des recouvrements de 5 904 455 $ du Compte de réduction des gaz à effet de serre, qui reposent sur les prévisions des revenus escomptés, sous réserve d'un solde suffisant du Compte de réduction des gaz à effet de serre.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

PROGRAMME EMPLOI ONTARIO – CRÉDIT 3003

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Système Emploi Ontario (Poste 7)		
Traitements et salaires		63 246 649
Avantages sociaux		9 901 434
Transports et communications		2 725 839
Services		20 451 345
Fournitures et matériel		657 143
Paiements de transfert		
CRGES – compétences relatives aux bâtiments à faible empreinte carbone	1 960 329	
Emploi et formation	892 488 468	
Crédit d'impôts de l'Ontario pour la formation en apprentissage	126 290 700	
Crédit d'impôts de l'Ontario pour l'éducation coopérative	81 848 082	
		1 102 587 579
		1 199 569 989
Moins : Recouvrements		1 960 329
		1 197 609 660
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables – Prêts pour l'acquisition d'outils de travail – *Loi sur l'administration financière*		87 448
Créances irrécouvrables – autres, *Loi sur l'administration financière*		1 751 797
		1 839 245
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME EMPLOI ONTARIO		**1 199 448 905**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Système Emploi Ontario (Poste 9)		
Prêts et investissements		
Prêts pour l'acquisition d'outils de travail		667 300
		667 300
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME EMPLOI ONTARIO		**667 300**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Système Emploi Ontario (Poste 10)		
Paiements de transfert		
Fonds pour l'amélioration des installations d'apprentissage		14 172 521
Sector Training Facility Initiative		50 000
CRGES – compétences relatives aux bâtiments à faible empreinte carbone		3 944 126
		18 166 647
Moins : Recouvrements		3 944 126
		14 222 521
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement, *Loi sur l'administration financière*		1 185 634
		1 185 634
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME EMPLOI ONTARIO		**15 408 155**

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3004				**POLITIQUES STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	22 825 200	(1 114 800)	21 710 400	Politiques stratégiques et programmes	20 031 190
	22 825 200	**(1 114 800)**	**21 710 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – POLITIQUES STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES .....**	**20 031 190**

Description du programme :

La Division des politiques stratégiques et des programmes dirige l'élaboration de politiques stratégiques intersectorielles et la conception de programmes pour l'éducation postsecondaire et la formation liée au marché du travail afin de renforcer la maind'oeuvre actuelle et future de l'Ontario. Elle assume pour le ministère des fonctions essentielles comme la direction de la différenciation au sein des établissements d'enseignement (par des ententes de mandat stratégique), les prévisions des effectifs à long terme, la politique relative aux frais de scolarité, la planification et l'évaluation, l'assurance de la qualité ainsi que la gestion des relations entre les divers paliers de gouvernement, y compris la supervision des ententes fédérales-provinciales relatives au marché du travail.

Le travail de la Division contribue à l'objectif du gouvernement de former une main-d'oeuvre très instruite et qualifiée capable de réussir dans l'économie actuelle en pleine évolution en élaborant des politiques relatives aux études postsecondaires qui permettent l'inclusion de toute la population ontarienne (à savoir, les obstacles non financiers, la stratégie internationale, l'apprentissage électronique et les études postsecondaires autochtones).

Nota : les recouvrements au titre des politiques stratégiques et des programmes comprennent des recouvrements de 87 900 $ pour des montants imputés au Compte de réduction des gaz à effet de serre, qui reposent sur les dépenses réelles comptabilisées pour l'exercice.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

POLITIQUES STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES – CRÉDIT 3004

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Politiques stratégiques et programmes (Poste 1)	
Traitements et salaires	11 822 113
Avantages sociaux	1 567 124
Transports et communications	453 688
Services	6 313 211
Fournitures et matériel	132 134
	20 288 270
Moins : Recouvrements	257 080
	20 031 190
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – POLITIQUES STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES	**20 031 190**

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	2018 $	2017 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente sur le développement du marché du travail	668 056 266	673 562 751
Fonds d'investissement stratégique	322 721 965	295 172 445
Entente sur le développement de la main-d'œuvre	234 053 068	0
Programme canadien de prêts aux étudiants	16 322 111	15 819 626
Langues officielles dans l'enseignement – Complémentaire	12 874 005	16 391 604
Subventions spéciales à des étudiants avant des handicaps permanents	8 870 426	9 494 616
Entente sur le développement du marché du travail – Locaux	4 274 082	4 274 082
Initiative ciblée pour les travailleurs âgés*	(149 177)	7 810 042
Entente sur le Fonds pour l'emploi	0	211 364 628
Entente sur le marché du travail pour les personnes handicapées	0	13 885 252
	1 267 022 746	1 247 775 046
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Formation d'étudiants en optométrie – Université de Waterloo	799 561	841 142
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Collèges privés d'enseignement professionnel	1 210 676	1 252 194
Frais pour chèques refusés	167 541	224 780
Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire	105 000	155 000
Gens de métiers et apprentis**	(100)	(200)
	1 483 117	1 631 774
AMENDES ET PÉNALITÉS	48 001	332 848
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	54 963 534	63 658 977
DIVERS		
Pénalités - intérêt	5 039 144	4 086 364
Autres	94 509	78 847
	5 133 653	4 165 211
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**1 329 450 612**	**1 318 404 998**

* Représente des fonds excédentaires qui seront retournés au gouvernement fédéral.
** Représente un rajustement ponctuel des droits de renouvellement du certificat des gens de métier et des apprentis transférés à l'Ordre des métiers de l'Ontario.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	2018 $	2017 $
Remboursement – Principal des emprunts	341 182 186	824 478 467
Remboursement – Prêts aux étudiants	72 461 964	62 282 235
Remboursement – Prêts pour l'acquisition d'outils de travail	1 206 538	918 662
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	**414 850 688**	**887 679 364**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

EXERCICE 2017 – 2018

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-170
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-171
PLANIFICATION ET ANALYSES ENVIRONNEMENTALES 2-173
SCIENCES ENVIRONNEMENTALES ET INFORMATION 2-175
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT 2-177
PROGRAMME DU COMPTE DE RÉDUCTION DES GAZ À EFFET DE SERRE 2-179
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-172, 2-178, 2-180

ÉTAT DES RECETTES 2-181

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

2016 – 2017		2017 – 2018	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
22 730 517	Administration du ministère	21 334 614	21 332 662
73 887 943	Planification et analyses environnementales	47 514 700	47 497 984
72 586 708	Sciences environnementales et information	71 650 200	71 646 111
179 133 163	Protection de l'environnement	221 087 500	305 996 225
-	Compte de réduction des gaz à effet de serre	564 892 600	344 980 860
348 338 331	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**926 479 614**	**791 453 842**
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
-	Compte de réduction des gaz à effet de serre	1 000	-
-	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**1 000**	**-**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
7 996 654	Protection de l'environnement	10 799 000	7 189 967
-	Compte de réduction des gaz à effet de serre	824 270 000	1 132 233 571
7 996 654	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**835 069 000**	**1 139 423 538**
	BIENS IMMOBILISÉS		
1 681 275	Protection de l'environnement	14 972 700	5 502 884
-	Compte de réduction des gaz à effet de serre	1 000	4 440 331
1 681 275	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**14 973 700**	**9 943 215**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1101				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU MINISTÈRE**	
1	22 681 500	(1 411 900)	21 269 600	Administration du ministère	21 266 694
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	22 746 514	**(1 411 900)**	**21 334 614**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**21 332 662**

Description du programme :

Ce crédit comprend le soutien global à la gestion des activités ministérielles, notamment par l'apport de leadership et de conseils stratégiques connexes à l'appui des priorités du ministère et du gouvernement.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		12 782 468
Avantages sociaux		1 996 489
Transports et communications		424 512
Services		5 777 054
Fournitures et matériel		320 171
		21 300 694
Moins : Recouvrements		34 000
		21 266 694
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 080 699	
Avantages sociaux	253 968	
Transports et communications	113 917	
Services	53 043	
Fournitures et matériel	11 662	
		2 513 289
Planification et contrôle financière		
Traitements et salaires	5 100 564	
Avantages sociaux	715 207	
Transports et communications	188 701	
Services	4 648 827	
Fournitures et matériel	251 248	
	10 904 547	
Moins : Recouvrements	34 000	
		10 870 547
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 185 376	
Avantages sociaux	442 049	
Transports et communications	20 375	
Services	184 724	
Fournitures et matériel	6 412	
		1 838 936
Communications		
Traitements et salaires	4 415 829	
Avantages sociaux	585 265	
Transports et communications	101 519	
Services	509 860	
Fournitures et matériel	50 849	
		5 663 322
Services de vérification		
Services	380 600	
		380 600
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 667
		65 968
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**21 332 662**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1109				**PROGRAMME DU PLANIFICATION ET ANALYSES ENVIRONNEMENTALES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	28 191 300	(2 999 100)	25 192 200	Planification et analyses environnementales.....	25 186 069
2	20 588 100	1 733 400	22 321 500	Conception et planification de la mise en œuvres des programmes	22 311 915
3	1 000		1 000	Plafonnement et échange	0
	48 780 400	**(1 265 700)**	**47 514 700**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU PLANIFICATION ET ANALYSES ENVIRONNEMENTALES .....**	**47 497 984**

Description du programme :

Ce crédit est responsable de la planification et des analyses requises pour l'élaboration, la mise en œuvre et l'intégration des fonctions liées aux politiques et à la conception et l'exécution des programmes du ministère en vue de soutenir l'atteinte des priorités du ministère et du gouvernement.

Nota : les recouvrements prévus dans le cadre du programme de planification et d'analyse environnementales comprennent des recouvrements de 144 657 427 $ pour les montants imputés au Compte de réduction des gaz à effet de serre, qui sont fondés sur les dépenses réelles comptabilisées pour l'exercice.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

PROGRAMME DU PLANIFICATION ET ANALYSES ENVIRONNEMENTALES – CRÉDIT 1109

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Planification et analyses environnementales (Poste 1)		
Traitements et salaires		11 131 375
Avantages sociaux		1 901 205
Transports et communications		242 373
Services		11 412 577
Fournitures et matériel		84 684
Paiements de transfert		
Action en matière de changement climatique	413 855	
		413 855
		25 186 069
Conception et planification de la mise en œuvre des programmes (Poste 2)		
Traitements et salaires		12 945 285
Avantages sociaux		2 015 197
Transports et communications		242 507
Services		1 159 497
Fournitures et matériel		326 414
Paiements de transfert		
Participation des Autochtones, et collaboration	1 003 015	
Planification et action en, protection environnementale	4 620 000	
		5 623 015
		22 311 915
Plafonnement et échange (Poste 3)		
Traitements et salaires		10 677 697
Avantages sociaux		1 151 957
Transports et communications		328 856
Services		14 980 347
Fournitures et matériel		109 796
Paiements de transfert		
Véhicules électriques	900 000	
Gouvernement et partenariats	15 060 974	
Fonds pour un Ontario vert	101 447 800	
		117 408 774
		144 657 427
Moins : Recouvrements		144 657 427
		0
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU PLANIFICATION ET ANALYSES ENVIRONNEMENTALES		**47 497 984**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1110				**PROGRAMME DES SCIENCES ENVIRONNEMENTALES ET INFORMATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	61 991 100	9 659 100	71 650 200	Sciences environnementales et information.....	71 646 111
	61 991 100	**9 659 100**	**71 650 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SCIENCES ENVIRONNEMENTALES ET INFORMATION .....**	**71 646 111**

Description du programme :

Ce crédit est responsable de la prestation de services scientifiques et de conseils techniques, y compris l'identification des polluants nouveaux et existants, l'élaboration de pratiques exemplaires novatrices, l'établissement de normes et d'orientations opérationnelles et la présentation de comptes rendus au public et aux intervenants à l'appui de la protection de l'environnement de l'Ontario.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

PROGRAMME DES SCIENCES ENVIRONNEMENTALES ET INFORMATION – CRÉDIT 1110

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Sciences environnementales et information (Poste 1)		
Traitements et salaires		37 148 545
Avantages sociaux		5 339 982
Transports et communications		1 088 036
Services		22 566 338
Fournitures et matériel		3 002 242
Paiements de transfert		
Action en matière de changement climatique	250 954	
Sciences de l'environnement et recherche technique	2 250 014	
		2 500 968
		71 646 111
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SCIENCES ENVIRONNEMENTALES ET INFORMATION		**71 646 111**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Prévisions	Crédits autorisés par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1111				**PROGRAMME DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	24 849 800	(3 170 600)	21 679 200	Autorisations environnementales	21 673 726
2	115 276 800	3 862 200	119 139 000	Conformité environnementale	119 079 868
3	83 673 600	(3 405 600)	80 268 000	Programmes environnementaux	80 242 631
L	0		0	Fiducie, *Loi de 2017 sur le financement de l'assainissement rivières English et Wabigoon*	85 000 000
L	1 300		1 300	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	223 801 500	**(2 714 000)**	**221 087 500**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**	**305 996 225**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	6 578 000	(470 300)	6 107 700	Immobilisations	2 490 298
5	176 000	(176 000)	0	Immobilisations - Assainissement de l'environnement	0
7	1 000	(1 000)	0	Assainissement de l'environnement	0
L	4 691 300		4 691 300	Amortissement - *Loi sur l'administration financière*	4 699 669
	11 446 300	**(647 300)**	**10 799 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**	**7 189 967**
BIENS IMMOBILISÉS					
6	14 712 700	260 000	14 972 700	Actif d'immobilisations	5 502 884
	14 712 700	**260 000**	**14 972 700**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**	**5 502 884**

Description du programme :

Ce crédit est responsable de la protection de la qualité de l'air, de l'eau et des sols de l'Ontario par la gestion d'autorisations ministérielles, d'évaluations environnementales, de la délivrance de permis et des programmes de délivrance de licences, par l'exécution d'inspections, d'enquêtes et de mesures d'application de la loi et par des investissements dans des immobilisations à l'appui de la protection de l'environnement.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

PROGRAMME DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT – CRÉDIT 1111

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Autorisations environnementales (Poste 1)		
Traitements et salaires		16 698 842
Avantages sociaux		2 236 863
Transports et communications		243 926
Services		818 243
Fournitures et matériel		1 675 852
		21 673 726
Conformité environnementale (Poste 2)		
Traitements et salaires		73 883 369
Avantages sociaux		11 356 739
Transports et communications		2 423 827
Services		24 159 935
Fournitures et matériel		3 872 698
Paiements de transfert		
Centre de Walkerton pour l'assainissement de l'eau	3 000 000	
Fonds ontarien de protection de l'environnement à l'échelle communautaire.	210 146	
Gestion de l'eau potable pour les communautés autochtones	383 300	
		3 593 446
		119 290 014
Moins : Recouvrements		210 146
		119 079 868
Programmes environnementaux (Poste 3)		
Traitements et salaires		5 472 590
Avantages sociaux		703 387
Transports et communications		120 426
Services		19 867 786
Fournitures et matériel		860 477
Paiements de transfert		
Protection des sources d'eau	6 238 919	
Grands Lacs	6 490 600	
Lac Simcoe	1 321 945	
Analyses des émissions dans le cadre d'Air pur	39 166 501	
		53 217 965
		80 242 631
Crédits législatifs		
Paiements de transfert		
Fiducie, *Loi de 2017 sur le financement de l'assainissement rivières English et Wabigoon*		85 000 000
		85 000 000
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT		**305 996 225**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Immobilisations (Poste 4)		
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations		2 490 298
		2 490 298
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement - *Loi sur l'administration financière*		4 699 669
		4 699 669
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT		**7 189 967**
BIENS IMMOBILISÉS		
Actif d'immobilisations (Poste 6)		
Machines et équipement – coûts relatifs aux immobilisations		1 439 888
Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux immobilisations		283 803
Immeubles - coûts relatifs aux immobilisations		3 750 400
Barrages et ouvrages d'art - coûts relatifs aux immobilisations		28 793
		5 502 884
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT		**5 502 884**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
				PROGRAMME DU COMPTE DE RÉDUCTION DES GAZ À EFFET DE SERRE	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
L	564 892 600		564 892 600	Loi de 2016 sur l'atténuation du *changement climatique et une économie sobre en carbone* .	344 980 860
	564 892 600		**564 892 600**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU COMPTE DE RÉDUCTION DES GAZ À EFFET DE SERRE.....**	**344 980 860**
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
L	1 000		1 000	Loi de 2016 sur l'atténuation du changement climatique et une économie sobre en carbone .	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU COMPTE DE RÉDUCTION DES GAZ À EFFET DE SERRE.....**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
L	824 270 000		824 270 000	Charges d'infrastructure, Loi de 2016 sur *l'atténuation du changement climatique et une économie sobre en carbone*	1 132 233 571
	824 270 000		**824 270 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DU COMPTE DE RÉDUCTION DES GAZ À EFFET DE SERRE.....**	**1 132 233 571**
BIENS IMMOBILISÉS					
L	1 000		1 000	Actifs d'infrastructure, Loi de 2016 sur *l'atténuation du changement climatique et une économie sobre en carbone*	4 440 331
	1 000		**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DU COMPTE DE RÉDUCTION DES GAZ À EFFET DE SERRE.....**	**4 440 331**

Description du programme :

Le Compte de réduction des gaz à effet de serre permet de rendre des comptes sur les sommes devant être consignées dans le Compte, y compris sur l'engagement d'investir les recettes du Programme de plafonnement et d'échange de l'Ontario dans des initiatives pouvant vraisemblablement réduire les émissions de gaz à effet de serre ou contribuer à leur réduction.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

COMPTE DE RÉDUCTION DES GAZ À EFFET DE SERRE– CRÉDITS LÉGISLATIFS

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Crédits législatifs	
Loi de 2016 sur l'atténuation du changement climatique et une économie sobre en carbone	
Autres opérations	
Transferts du Compte de réduction gaz à effet de serre……	344 980 860
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU COMPTE DE RÉDUCTION DES GAZ À EFFET DE SERRE.....	**344 980 860**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Charges d'infrastructure, Loi de 2016 sur l'atténuation du changement climatique et une économie sobre en carbone	
Autres opérations	
Transferts du Compte de réduction gaz à effet de serre……	1 132 233 571
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DU COMPTE DE RÉDUCTION DES GAZ À EFFET DE SERRE……	**1 132 233 571**

	$
BIENS IMMOBILISÉS	
Crédits législatifs	
Actifs d'infrastructure, Loi de 2016 sur l'atténuation du changement climatique et une économie sobre en carbone	
Investissements dans des immobilisations corporelles……	4 440 331
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DU COMPTE DE RÉDUCTION DES GAZ À EFFET DE SERRE.....	**4 440 331**

Nota : le sommaire des activités relatives au Compte de réduction des gaz à effet de serre se trouve à la page 2-463.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	2018 $	2017 $
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	739 222	120 458
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais liés aux déchets dangereux	10 761 898	8 652 849
Programme Air pur	2 854 162	14 632 857
Autorisation environnementale	3 996 425	4 685 562
Autres	5 995 693	5 244 999
	23 608 178	33 216 267
Compte de réduction des gaz à effet de serre : produits du Programme plafonnement et échange	2 401 020 129	0
	2 424 628 307	33 216 267
VENTES ET LOCATIONS	1 654	11 701
AMENDES ET PÉNALITÉS	325	0
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	849 704	577 372
DIVERS	17 365	6 657
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**2 426 236 577**	**33 932 455**

MINISTÈRE DES FINANCES

EXERCICE 2017 – 2018

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-184

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-186

ENTREPRISES PUBLIQUES, POLITIQUES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ DU REVENU ET DE RÉGIMES DE RETRAITE 2-188

POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES 2-190

RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS 2-194

INVESTIR DANS L'ONTARIO 2-197

ADMINISTRATION DES TAXES ET DES AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS 2-198

TRÉSOR 2-202

FONDS TRILLIUM 2-204

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) ...2-187, 2-192, 2-196, 2-200, 2-201, 2-203, 2-205

ÉTAT DES RECETTES 2-206

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 2-208

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

2016 – 2017		2017 – 2018	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
36 088 012	Administration du ministère	40 117 714	35 792 942
109 138 424	Entreprises publiques, politiques en matière de sécurité du revenu et de régimes de retraite	106 953 000	103 406 463
1 299 986 867	Politiques économiques, budgétaires et financières	1 412 499 000	1 963 275 155
2 783 231	Réglementation de l'industrie des services financiers	5 301 500	2 205 829
388 478 598	Administration des taxes et des avantages fiscaux et prestations	398 323 000	427 685 586
28 321 233	Régime de retraite de la province de l'Ontario	0	0
10 661 626 065	Trésor	11 298 251 700	10 845 562 968
12 526 422 430	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**13 261 445 914**	**13 377 928 943**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Politiques économiques, budgétaires et financières	313 200 000	295 876 216
0	Réglementation de l'industrie des services financiers	1 000	0
29 026 671	Administration des taxes et des avantages fiscaux et prestations	29 400 000	29 906 556
29 026 671	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**342 601 000**	**325 782 772**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

2016 – 2017		2017 – 2018	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du ministère	0	0
0	Politiques économiques, budgétaires et financières	2 000	0
0	Réglementation de l'industrie des services financiers	2 000	0
0	Investir dans l'Ontario	1 000	0
2 637 609	Administration des taxes et des avantages fiscaux et prestations	2 638 600	2 637 609
250 227 012	Fonds Trillium	288 790 600	218 379 667
252 864 621	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**291 434 200**	**221 017 276**
	BIENS IMMOBILISÉS		
0	Administration du ministère	0	0
0	Politiques économiques, budgétaires et financières	1 000	0
779 575	Réglementation de l'industrie des services financiers	7 708 600	798 226
0	Administration des taxes et des avantages fiscaux et prestations	1 000	0
11 291 973	Fonds Trillium	118 850 000	20 552 190
12 071 548	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**126 560 600**	**21 350 416**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1201				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	40 552 700	(500 000)	40 052 700	Administration du ministère	35 726 974
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	0		0	Traitment versé au ministre sans *portefeuille en evertu de la Loi sur le Conseil exécutif*	0
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	40 617 714	**(500 000)**	**40 117 714**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**35 792 942**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	0		0	Administration du ministère	0
L	0		0	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	0		**0**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**
BIENS IMMOBILISÉS					
2	0		0	Administration du ministère	0
	0		**0**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**

Description du programme :

Ce programme, qui comprend les bureaux du ministre et du sous-ministre, assure les fonctions de planification, de consultation, d'avis juridique et de contrôle financier nécessaires à l'orientation et la gestion de programmes de fonctionnement conformes aux politiques et à la législation du gouvernement de l'Ontario. Le programme gère également les relations en matière de services avec le Secrétariat du Conseil du Trésor et le ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs; il veille à ce que le ministère et ses groupes clients reçoivent un niveau de soutien approprié et gère stratégiquement les engagements du ministère en matière de services de qualité.

MINISTÈRE DES FINANCES
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		13 678 935
Avantages sociaux		1 941 656
Transports et communications		708 491
Services		18 875 774
Fournitures et matériel		522 118
		35 726 974
Bureau principal		
Traitements et salaires	3 329 511	
Avantages sociaux	434 962	
Transports et communications	175 205	
Services	300 408	
Fournitures et matériel	33 582	
		4 273 668
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	5 134 896	
Avantages sociaux	733 818	
Transports et communications	117 657	
Services	4 152 162	
Fournitures et matériel	55 141	
		10 193 674
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 362 651	
Avantages sociaux	222 994	
Transports et communications	20 049	
Services	283 166	
Fournitures et matériel	4 226	
		1 893 086
Services de communication		
Traitements et salaires	3 850 463	
Avantages sociaux	549 883	
Transports et communications	234 838	
Services	3 952 660	
Fournitures et matériel	283 538	
		8 871 382
Services juridiques		
Traitements et salaires	1 414	
Transports et communications	160 741	
Services	8 654 817	
Fournitures et matériel	145 631	
		8 962 603
Services de vérification		
Services	1 532 561	
		1 532 561
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé au ministre sans *portefeuille en evertu de la Loi sur le Conseil exécutif*		0
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 667
		65 968
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**35 792 942**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1202				**ENTREPRISES PUBLIQUES, POLITIQUES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ DU REVENU ET DE RÉGIMES DE RETRAITE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
6	6 241 100	532 500	6 773 600	Politiques en matière de sécurité du revenu et de régimes de retraite	5 994 133
7	100 734 900	(555 500)	100 179 400	Bureau des entreprises publiques et des initiatives stratégiques	97 412 330
	106 976 000	**(23 000)**	**106 953 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ENTREPRISES PUBLIQUES, POLITIQUES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ DU REVENU ET DE RÉGIMES DE RETRAITE**	**103 406 463**

Description du programme :

Ce programme englobe l'analyse, l'élaboration de politiques et la législation dans les domaines des régimes de retraite et de la sécurité du revenu. Il est chargé de suivre l'évolution et les nouvelles tendances, d'établir les répercussions économiques et budgétaires des politiques relatives aux régimes de retraite et à la sécurité du revenu, et de conseiller et d'aider le ministre et le sous-ministre des Finances et le gouvernement à préparer des documents de premier plan de nature économique, budgétaire et stratégique.

Ce programme dirige aussi la mise en oeuvre et la surveillance continue des recommandations du Conseil consultatif de la première ministre pour la gestion des biens provinciaux. Il s'agit notamment des recommandations relatives à la surveillance financière d'Hydro One, d'Ontario Power Generation et du secteur de l'électricité, ainsi qu'à la modernisation du secteur des boissons alcoolisées. De plus, le programme soutient la coordination de l'élaboration horizontale de politiques liées à diverses initiatives de transformation s'étendant à plusieurs ministères, selon les besoins. Le programme est également responsable de faciliter la surveillance par le ministre de la Régie des alcools de l'Ontario et de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario (y compris le secteur des courses hippiques) ainsi que de la reddition des comptes qui s'y rattache, et de gérer le Programme de consignation de l'Ontario mis en place pour les contenants boissons alcoolisées.

MINISTÈRE DES FINANCES
PROGRAMME DES POLITIQUES RELATIVES AUX ENTREPRISES PUBLIQUES, À LA SÉCURITÉ DU REVENU ET AUX RÉGIMES DE RETRAITE – CRÉDIT 1202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques en matière de sécurité du revenu et de régimes de retraite (Poste 6)		
Traitements et salaires	4 669 411	
Avantages sociaux	660 149	
Transports et communications	41 850	
Services	607 711	
Fournitures et matériel	15 012	
Paiements de transfert		
Fonds de transition	0	
	5 994 133	
Bureau des entreprises publiques et des initiatives stratégiques (Poste 7)		
Traitements et salaires	3 570 086	
Avantages sociaux	462 726	
Transports et communications	71 172	
Services	1 878 620	
Fournitures et matériel	10 446	
Paiements de transfert		
Programme de financement du partenariat pour l'industrie des courses de chevaux	91 646 800	
	97 639 850	
Moins : Recouvrements	227 520	
	97 412 330	
Investissements et gouvernance (Init. stratégiques)		
Traitements et salaires	288 505	
Avantages sociaux	28 678	
Transports et communications	359	
Services	53 150	
		370 692
Politiques en matière de jeux (Investissements pour le secteur de l'électricité)		
Traitements et salaires	542 773	
Avantages sociaux	56 934	
Transports et communications	3 928	
Services	498 141	
Fournitures et matériel	281	
		1 102 057
Politiques en matière d'alcool et de cannabis (Surveillance des organismes générateurs de revenus)		
Traitements et salaires	2 738 808	
Avantages sociaux	377 114	
Transports et communications	66 885	
Services	1 327 329	
Fournitures et matériel	10 165	
Paiements de transfert		
Programme de financement du partenariat pour l'industrie des courses de chevaux	91 646 800	
	96 167 101	
Moins : Recouvrements	227 520	
		95 939 581
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE POLITIQUES RELATIVES AUX ENTREPRISES PUBLIQUES, À LA SÉCURITÉ DU REVENU ET AUX RÉGIMES DE RETRAITE		**103 406 463**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1203				**PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	12 719 300	(273 200)	12 446 100	Politiques économiques	11 779 566
4	5 077 700	1 041 800	6 119 500	Division des politiques en matière de services financiers	5 660 677
5	25 409 100	(1 647 600)	23 761 500	Relations provinciales-municipales en matière de finances	22 185 305
6	527 155 100	340 300	527 495 400	Programmes de soutien aux municipalités	527 303 150
8	6 542 600	(2 849 400)	3 693 200	Bureau du budget	3 197 015
23	10 460 000	(1 299 000)	9 161 000	Politiques fiscales	8 498 624
12	524 818 300	305 000 000	829 818 300	Revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	829 500 000
L	1,000		1,000	Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario, *Loi de 1998 sur l'électricité*	531 450 818
L	1 000		1 000	Garanties et indemnités, *Loi sur l'administration financière*	0
L	1 000		1 000	Paiements en vertu de la *Loi de 2006 sur le financement par surcroît d'impôts*	0
L	1,000		1 000	Hydro One Inc., provision pour l'impôt provincial sur les sociétés, *Loi de 1998 sur l'électricité*	23 700 000
	1 112 186 100	**300 312 900**	**1 412 499 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES**	**1 963 275 155**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
24	275 000 000	38 200 000	313 200 000	Biens stratégiques – Prêts et investissements	278 488 216
26	0	0	0	Prêts et investissements	17 388 000
	275 000 000	**38 200 000**	**313 200 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES**	**295 876 216**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1203				**PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
14	1 000		1 000	Programme des politiques économiques, budgétaires et financières.....	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière* ..	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES .....**	**0**
BIENS IMMOBILISÉS					
13	1 000		1 000	Programme des politiques économiques, budgétaires et financières.....	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES .....**	**0**

Description du programme :

Ce programme élabore et met en oeuvre des stratégies éclairées de nature économique, budgétaire et fiscale (notamment dans l'aspect intergouvernemental de la fiscalité) pour accroître les revenus et stimuler la croissance économique et la création d'emplois; il prévoit et surveille la performance économique de l'Ontario et rend compte des résultats obtenus; il offre son expertise et ses conseils sur l'élaboration d'initiatives gouvernementales économiquement saines, ainsi qu'un soutien des points de vue financier et de la mise en oeuvre de telles initiatives; il prépare les prévisions démographiques pour l'Ontario et ses 49 divisions de recensement; il élabore le cadre législatif et stratégique régissant les systèmes de taxation, d'avantages fiscaux et de prestations et l'industrie des services financiers de l'Ontario; il prépare et assure la surveillance stratégique et la prestation de conseils relativement au plan financier du gouvernement; il aide le ministre des Finances et le gouvernement à formuler les politiques et les stratégies financières de l'Ontario qui se rattachent aux accords fiscaux fédéraux-provinciaux; il fournit des analyses et des conseils concernant les intérêts de l'Ontario dans le secteur des services financiers et les organismes de réglementation provinciaux ainsi que la réglementation connexe, par exemple pour les assurances, l'acceptation des dépôts et les marchés financiers, y compris le projet de regime coopératif de réglementation des marchés des capitaux; il offre des conseils stratégiques aux clients, responsables et décideurs sur les questions de gestion budgétaire et financière. Le programme dirige l'initiative d'optimisation des services des statistiques pour améliorer les méthodes gouvernementales de collecte, d'utilisation et de diffusion des données, et il a la charge de diriger la politique sur la statistique. Le programme assure la surveillance et la fourniture de conseils sur les questions provincialesmunicipales dans le contexte du plan budgétaire de la province, en collaborant étroitement avec d'autres ministères et les intervenants municipaux. Le programme fournit également des conseils sur les politiques d'imposition des entreprises touchant les Ontariens et Ontariennes et encadre le système d'évaluation foncière et le principal paiement de transfert de la province aux municipalités. Il reflète par ailleurs le transfert du gouvernement provincial à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario des revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société.

Ce programme aide le ministre, le sous-ministre des Finances et le gouvernement à préparer le plan budgétaire et à rendre compte des résultats de la province par la publication du Budget de l'Ontario, des rapports trimestriels des finances de l'Ontario, des Comptes économiques de l'Ontario, du document intitulé Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario et des Comptes publics de l'Ontario. Le programme réalise des projections démographiques annuelles qui servent à la planification et l'affectation des ressources, dirige la préparation du Rapport sur les perspectives économiques à long terme de l'Ontario et contribue à l'élaboration du Rapport préélectoral sur les finances de l'Ontario imposé par la *Loi de 2004 sur la transparence et la responsabilité financières*.

MINISTÈRE DES FINANCES
PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES – CRÉDIT 1203

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques économiques (Poste 1)		
Traitements et salaires		8 099 861
Avantages sociaux		972 582
Transports et communications		85 500
Services		1 500 608
Fournitures et matériel		336 015
Paiements de transfert		
Subventions pour la recherche dans le domaine des politiques en matière de services financiers et économiques		500 000
Autres avantages postérieurs à l'emploi conditions privilégiées de prêts		285 000
		11 779 566
Division des politiques en matière de services financiers (Poste 4)		
Traitements et salaires		3 860 736
Avantages sociaux		455 792
Transports et communications		97 826
Services		1 199 051
Fournitures et matériel		47 272
		5 660 677
Relations provinciales-municipales en matière de finances (Poste 5)		
Traitements et salaires		5 798 735
Avantages sociaux		805 921
Transports et communications		87 777
Services		15 414 820
Fournitures et matériel		78 052
		22 185 305
Programmes de soutien aux municipalités (Poste 6)		
Paiements de transfert		
Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario	506 250 000	
Paiements spéciaux aux municipalités	16 695 878	
Transitional mitigation payment	4 314 272	
Aide unique aux municipalités	43 000	
		527 303 150
		527 303 150
Bureau du budget (Poste 8)		
Traitements et salaires		2 466 772
Avantages sociaux		345 480
Transports et communications		48 884
Services		294 958
Fournitures et matériel		40 921
		3 197 015
Politiques fiscales (Poste 23)		
Traitements et salaires		5 551 709
Avantages sociaux		693 617
Transports et communications		66 990
Services		2 046 609
Fournitures et matériel		139 699
		8 498 624
Revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (Poste 12)		
Autres opérations		
Revenus réservés du secteur de l'électricité		829 500 000
		829 500 000
Crédits législatifs		
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario, *Loi de 1998 sur l'électricité*		
Avantage financier – optimisation des actifs		531 450 818
Hydro One Inc – provision pour l'impôt provincial sur les sociétés		23 700 000
		555 150 818
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES		**1 963 275 155**

MINISTÈRE DES FINANCES
PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES – CRÉDIT 1203

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Biens stratégiques – Prêts et investissements (Poste 1)	
Biens stratégiques – Prêts et investissements	278 488 216
	278 488 216
Prêts et investissements (Poste 26)	
Prêts et investissements	17 388 000
	17 388 000
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES	**295 876 216**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Prévisions	Crédits autorisés par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1204				**PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	2 437 600	2 861 900	5 299 500	Commission des services financiers de l'Ontario	2 119 861
2	1 000		1 000	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	0
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	85 968
	2 439 600	**2 861 900**	**5 301 500**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS**	**2 205 829**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
5	1 000		1 000	Programme de réglementation de l'industrie des services financiers	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS**	**0**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1204				**PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	1 000		1 000	Programme de réglementation de l'industrie des services financiers.....	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS .....**	**0**
BIENS IMMOBILISÉS					
3	7 708 600		7 708 600	Programme de réglementation de l'industrie des services financiers.....	798 226
	7 708 600		**7 708 600**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS .....**	**798 226**

Description du programme :

La Commission des services financiers de l'Ontario (CSFO) assure la réglementation du secteur des services financiers de la province, en particulier les compagnies d'assurance, les fournisseurs de services de santé liés à l'assurance-automobile, les régimes de retraite, les credits unions, les caisses populaires, les courtiers et agents en hypothèques et les administrateurs d'hypothèques, les compagnies de prêt et de fiducie et les coopératives. La CSFO fait aussi des recommandations au ministre des Finances sur les questions touchant ces secteurs. Par ailleurs, elle est responsable de l'administration du Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (FIVAVA), qui indemnise les personnes blessées, en Ontario, dans un accident d'automobile lorsqu'il n'existe aucune autre assurance pour prendre en charge la demande d'indemnisation. La CSFO est aussi responsable de l'administration du Fonds de garantie des prestations de retraite (FGPR). Le Fonds verse un niveau minimal de prestations de retraite dans l'éventualité de la liquidation d'un régime de retraite qui ne possède pas suffisamment d'avoirs.

La CSFO travaille avec le ministère des Finances, les consommateurs et les intervenants de l'industrie afin de protéger l'intérêt public et d'accroître la confiance du public dans les secteurs réglementés.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS – CRÉDIT 1204

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Commission des services financiers de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires	30 570 745
Avantages sociaux	7 334 447
Transports et communications	495 001
Services	18 484 480
Fournitures et matériel	310 832
	57 195 505
Moins : Recouvrements	55 075 644
	2 119 861
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 905 234
Avantages sociaux	288 766
Transports et communications	18 614
Services	8 273 548
Fournitures et matériel	8 622
	10 494 784
Moins : Recouvrements	10 494 784
	0
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	85 968
	85 968
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS	**2 205 829**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	729 468
Moins : Recouvrements	729 468
	0
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS	**0**
BIENS IMMOBILISÉS	
Programme de réglementation de l'industrie des services financiers (Poste 3)	
Matériel de technologie de l'information	711 769
Logiciels d'application de gestion – Intérêts	86 457
	798 226
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS	**798 226**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1208				**PROGRAMME INVESTIR DANS L'ONTARIO**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
1	1 000		1 000	Investir dans l'Ontario.....	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME INVESTIR DANS L'ONTARIO .....**	**0**

Description du programme :

Le programme Investir dans l'Ontario a la responsabilité de l'allocation (totale ou partielle) de l'excédent consolidé correspondant à un exercice (réduit par toute affectation à la réduction du déficit accumulé pouvant être prescrite par la réglementation) aux bénéficiaires admissibles pour les besoins et de la manière énoncés dans la réglementation. Les bénéficiaires admissibles doivent également être prescrits par la réglementation et être des entités, autres que des particuliers, dont les activités n'ont pas pour objet le gain ou le profit.

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1209				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TAXES ET DES AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	411 082 400	(63 475 300)	347 607 100	Administration des taxes, des avantages fiscaux et des prestations	343 572 493
L	45 215 900		45 215 900	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	78 601 839
L	5 500 000		5 500 000	Paiements versés à des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la *Loi sur l'administration financière*	5 511 254
	461 798 300	**(63 475 300)**	**398 323 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TAXES ET DES AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS**	**427 685 586**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	400 000		400 000	Actifs	381 862
L	19 300 000		19 300 000	Avances, *Loi sur l'éducation*	19 065 883
L	4 500 000		4 500 000	Avances, *Loi sur les régies des services publics du Nord*	5 052 470
L	5 200 000		5 200 000	Avances, *Loi sur les régies des routes locales*	5 406 341
	29 400 000		**29 400 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TAXES ET DES AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS**	**29 906 556**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1209				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TAXES ET DES AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000		1 000	Taxes, avantages fiscaux et prestations.....	0
L	2 637 600		2 637 600	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*...	2 637 609
	2 638 600		**2 638 600**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TAXES ET DES AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS.....**	**2 637 609**
BIENS IMMOBILISÉS					
4	1 000		1 000	Taxes, avantages fiscaux et prestations.....	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TAXES ET DES AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS.....**	**0**

Description du programme :

Ce programme est chargé de l'administration efficace et efficiente des lois fiscales de l'Ontario et de divers programmes d'avantages fiscaux, ainsi que du maintien de l'intégrité du système fiscal de l'Ontario. Il mène des activités axées sur l'observation des règles fiscales (vérification, inspection, enquête et recouvrements, etc.) et exécute des programmes d'avantages fiscaux essentiels à l'intention des aînés et des familles à faible revenu. Au cœur de ce mandat, le programme assure la prestation à la clientèle de services de haute qualité, notamment des services d'information et de conseil. Il a également la responsabilité de la gestion des relations avec l'Agence du revenu du Canada, qui perçoit la majorité des taxes et impôts de la province en son nom. Le programme dirige les efforts de la province pour lutter contre l'économie souterraine, la contrebande du tabac et l'évitement fiscal pratiqué par les entreprises ainsi que d'autres mesures visant à renforcer l'intégrité des revenus. De plus, le programme soutient la mise en œuvre d'initiatives d'ordre général comme la perception des revenus non fiscaux et la transformation des avantages sociaux, et notamment la prestation de services automatisés de vérification du revenu et d'administration connexes pour divers programmes comme le Service des aliments pour enfants du ministère du Procureur général. Il collabore avec les Premières Nations sur des questions diverses, dont le tabac. Dans certaines circonstances limitées, le programme verse des subventions à des organismes sans but lucratif et à certaines collectivités des Premières Nations relativement à l'administration des impôts et taxes.

MINISTÈRE DES FINANCES
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TAXES ET DES AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS – CRÉDIT 1209

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration des taxes, des avantages fiscaux et des prestations (Poste 1)		
Traitements et salaires		64 150 515
Avantages sociaux		10 351 087
Transports et communications		3 199 623
Services		132 582 785
Fournitures et matériel		1 414 334
Paiements de transfert		
Régime de revenu annuel garanti	134 018 892	
Accords de partenariat relatifs à l'observation fiscale	4 000	
		134 022 892
		345 721 237
Moins : Recouvrements		2 148 744
		343 572 493
Stratégies, gestion des services et politiques relatives aux programmes		
Traitements et salaires	9 497 335	
Avantages sociaux	1 295 890	
Transports et communications	179 572	
Services	113 858 470	
Fournitures et matériel	58 415	
Paiements de transfert		
Accords de partenariat relatifs à l'observation fiscale	4 000	
		124 893 682
		124 893 682
Observation fiscale et avantages fiscaux		
Traitements et salaires	54 653 180	
Avantages sociaux	9 055 197	
Transports et communications	3 020 051	
Services	18 724 315	
Fournitures et matériel	1 355 920	
Paiements de transfert		
Régime de revenu annuel garanti	134 018 892	
	220 827 555	
Moins : Recouvrements	2 148 744	
		218 678 811
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		78 601 839
Services		
Paiements à des agences de recouvrement privées, *Loi sur l'administration financière*....		5 511 254
		84 113 093
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DES TAXES ET DES AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS		**427 685 586**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Actifs (Poste 2)		
Avances et montants récupérables		
Régime de revenue annuel garanti		381 862
		381 862
Crédits législatifs		
Avances et montants récupérables		
Avances, *Loi sur l'éducation*	19 065 883	
Avances, *Loi sur les régies des services publics du Nord*	5 052 470	
Avances, *Loi sur les régies des routes locales*	5 406 341	
		29 524 694
		29 524 694
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DES TAXES ET DES AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS		**29 906 556**

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TAXES ET DES AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS – CRÉDIT 1209

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – *Loi sur l'administration financière...*	2 637 609
	2 637 609
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DES TAXES ET DES AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS	**2 637 609**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
L				**PROGRAMME DU TRÉSOR**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
L	11 298 251 700		11 298 251 700	Intérêts sur la dette, *Loi sur l'administration financière*	10 845 562 968
L	0		0	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	11 298 251 700		**11 298 251 700**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU TRÉSOR .....**	**10 845 562 968**

Description du programme :

Ce programme assure l'élaboration, la formulation, l'orientation, l'application et l'exécution des politiques de gestion de la dette de la province, de ses investissements, de ses cotes de crédit, de ses relations avec les investisseurs et des activités de gestion financière connexes. Pour ce faire, il émet et gère des titres de créance, y compris les Obligations vertes de l'Ontario et les Obligations d'épargne de l'Ontario, pour exécuter le programme d'emprunt annuel de la province; il assure la liaison avec les agences de cotation concernant l'établissement de la cote de crédit de la province; il fournit au gouvernement provincial des services centralisés pour les opérations bancaires et la gestion des liquidités; il se charge d'informer les investisseurs et le public de la situation financière de la province afin d'encourager l'emprunt; il est responsable de l'analyse financière du secteur de l'électricité, du soutien de tout passif réel et éventuel de la province ainsi que de la surveillance des retombées budgétaires; il gère conjointement avec l'Ontario Power Generation les activités d'investissement relevant de l'Ontario Nuclear Funds Agreement; il conseille le gouvernement et le secteur parapublic sur leurs politiques et initiatives financières; il gère les garanties accordées et les prêts consentis par la province et fournit de l'aide dans le domaine des investissements aux sociétés de la Couronne et aux organismes gouvernementaux; il aide les organismes de la Couronne et d'autres organismes publics relativement aux politiques et aux projets financiers et il réalise des investissements au nom de certains organismes publics; il gère des services de garde et d'agent financier pour le gouvernement provincial et certains organismes. L'Office ontarien de financement fournit un vaste éventail de services financiers à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario et à la Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier (Infrastructure Ontario).

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DU TRÉSOR – CRÉDIT LÉGISLATIFS

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Crédits législatifs		
Intérêts sur la dette, *Loi sur l'administration financière*		
Intérêts sur les valeurs mobilières de l'Ontario		
À des fins générales	10 667 947 897	
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	504 050 081	
Société canadienne d'hypothèques et de logement	2 940 182	
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants	2 337 243	
		11 177 275 403
Moins : Autres paiements à titre d'intérêts, de déports, d'escomptes et de commissions		53 145 307
Moins: Intérêts capitalisés dans les crédits des ministériels		47 636 563
Moins: Intérêts sur les investissements		684 780 363
		10 391 713 170
Intérêts sur la dette payable à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario		453 849 798
		10 845 562 968
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU TRÉSOR		**10 845 562 968**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
L				**PROGRAMME DU FONDS TRILLIUM**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
L	288 790 600		288 790 600	Dépenses liées à l'infrastructure, *Loi de 2014 sur le fonds Trillium*.....	218 379 667
	288 790 600		**288 790 600**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DU FONDS TRILLIUM ....**	**218 379 667**
BIENS IMMOBILSÉS					
L	118 850 000		118 850 000	Dépenses liées à l'infrastructure, *Loi de 2014 sur le fonds Trillium*.....	20 552 190
	118 850 000		**118 850 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISES) – PROGRAMME DU FONDS TRILLIUM ....**	**20 552 190**

Description du programme :

Le Fonds Trillium permet d'affecter les gains liés aux revenus nets prescrits et les avantages fiscaux issus de la vente de biens désignés pour soutenir des investissements dans l'infrastructure (routes, ponts, transports en commun et autres infrastructures prioritaires).

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DU FONDS TRILLIUM – CRÉDIT LÉGISLATIFS

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Crédits législatifs		
Dépenses liées à l'infrastructure, *Loi de 2014 sur le fonds Trillium*		
Autres opérations		
Transferts du Fonds Trillium	218 379 667	
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DU FONDS TRLLIUM	**218 379 667**	
BIENS IMMOBILISÉS		
Crédits législatifs		
Dépenses liées à l'infrastructure, *Loi de 2014 sur le fonds Trillium*		
Investissements dans des immobilisations corporelles	20 552 190	
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DU FONDS TRILLIUM	**20 552 190**	

*****Le sommaire des activités du Fonds Trillium se trouve à la page 2-465.

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	2018 $	2017 $
RECETTES FISCALES		
Impôt sur le revenu des particuliers	32 902 104 155	30 677 611 514
Taxe de vente harmonisée	23 259 749 903	22 203 575 028
Impôt sur les sociétés	15 611 610 196	14 871 809 565
Impôt-santé des employeurs	6 205 171 918	5 908 191 460
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires	5 883 143 831	5 868 148 185
Contributions – santé de l'Ontario	3 672 453 155	3 575 016 709
Droits de cession immobilière	3 174 106 614	2 727 892 187
Taxe de vente au détail	2 662 630 240	2 546 452 281
Taxe sur l'essence	2 343 838 200	2 291 111 395
Taxe sur le tabac	1 243 925 149	1 230 443 838
Taxe sur les carburants	759 970 971	742 234 805
Taxe sur la bière et le vin	600 785 772	588 519 952
Impôt sur les dividendes privilégiés des sociétés	245 378 074	205 785 929
Impôt sur l'administration des successions	194 890 421	181 473 765
Impôt sur les bénéfices miniers	76 148 591	37 263 192
Impôt foncier provincial	22 580 369	17 460 705
Redevance sur le revenue brut – composante de l'impôt foncier	5 763 799	4 886 165
Taxe sur le pari mutuel	4 278 407	4 459 444
Revenus tirés de la taxe sur les spiritueux	2 289 207	0
Crédits d'impôt de l'Ontario	462 006	(1 734 745)
Crédits d'impôt administrés par le gouvernement fédéral	(2 801 421)	(5 217 966)
	98 868 479 557	93 675 383 408
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Transfert canadien en matière de santé	14 359 348 000	13 910 300 000
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	5 314 120 000	5 145 950 000
Paiement de péréquation	1 423 627 000	2 304 190 000
Services de soins à domicile et soins de santé mentale	115 605 084	0
Subvention annuelle par personne – *Loi de 1907 sur l'Amérique du Nord Britannique*	8 824 387	8 824 387
Intérêts sur les Fonds des écoles communes	83 479	83 479
Incitatif fiscal – taxe sur le capital	0	0
	21 221 607 950	21 369 347 866
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Société des loteries et des jeux de l'Ontario – Bénéfices des loteries	2 808 979 000	2 431 864 426
Régie des alcools de l'Ontario – Bénéfices	2 120 000 000	2 306 215 325
	4 928 979 000	4 738 079 751
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Évaluation des coûts du système de santé – subrogation de l'Assurance-santé de l'Ontario – Commission des assurances de l'Ontario	142 327 944	142 327 944
Évaluations – de base et recouvrements	796 858	433 756
Généraux	1 694 938	1 984 236
	144 819 740	144 745 936

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	2018 $	2017 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits de garantie – Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	102 006 827	121 670 047
Droits de garantie – Ontario Power Generation Inc re :		
Canadian Nuclear Safety Commission	5 816 250	7 755 000
Droits d'administration	799 899	1 160 284
Droits de garantie – autres	320 682	321 238
Autres	1 162 024	870 595
	110 105 682	131 777 164
AMENDES ET PÉNALITÉS	1 636 007	1 277 225
VENDES ET LOCATIONS		
Autres	0	0
	0	0
REDEVANCES		
Redevances - Teranet Polaris	46 737 937	33 004 877
Autres	0	0
	46 737 937	33 004 877
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Autres	118 093 872	50 785 488
	118 093 872	50 785 488
DIVERS		
Autre revenu – Oshawa	15 062 729	10 856 290
Réserve pour le transfert des chèques en circulation	13 498 596	8 638 631
Autre revenu – Toronto	79 638	2 086 046
Dons – Fonds ontarien d'initiative	131 397	122 928
	28 772 360	21 703 895
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**125 469 232 105**	**120 166 105 610**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	2018 $	2017 $
Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier-		
Facilité de crédit renouvelable à court terme	903 000 000	1 840 000 000
OSIFA	0	520 000 000
Office ontarien de financement – Prêts	1 796 804 380	394 520 387
Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier – Prêts à long terme	300 000 000	40 000 000
Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier – Prêts amortissables	78 459 665	35 846 584
Fonds de garantie des prestations de retraite	11 000 000	11 000 000
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	**3 089 264 045**	**2 841 366 971**

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

EXERCICE 2017 – 2018

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-210

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-211

POLITIQUES ET PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES 2-213

PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT 2-215

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-212, 2-217

ÉTAT DES RECETTES 2-218

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 2-219

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

2016 – 2017 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2017 – 2018 Crédits autorisés	2017 – 2018 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	16 419 314	16 046 578
7 168 025	Politiques et planification infrastructurelles	16 764 500	15 060 972
68 317 197	Projets d'infrastructure du gouvernement	77 698 600	75 756 947
75 485 222	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**110 882 414**	**106 864 497**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
7 500 000	Politiques et planification infrastructurelles	491 803 000	263 528 295
102 391 812	Projets d'infrastructure du gouvernement	139 325 100	138 289 154
109 891 812	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**631 128 100**	**401 817 449**
	BIENS IMMOBILISÉS		
11 402 072	Projets d'infrastructure du gouvernement	71 158 100	20 562 212
11 402 072	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**71 158 100**	**20 562 212**

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
4001				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU MINISTÈRE**	
1	10 935 900	5 419 400	16 355 300	Administration du ministère	15 986 838
L	47 841		47 841	Traitements versés aux ministres en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	10 439
	10 999 914	**5 419 400**	**16 419 314**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**16 046 578**

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère procure des conseils stratégiques et des services de soutien pour aider le ministère à respecter les objectifs et les priorités budgétaires du gouvernement.

Le programme offre des services généraux (financiers, juridiques, ressources humaines, communications et autres) aux programmes opérationnels du ministère et à certains de ses organismes.

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 4001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		2 873 440
Avantages sociaux		328 402
Transports et communications		65 880
Services		12 565 526
Fournitures et matériel		153 590
		15 986 838
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 832 479	
Avantages sociaux	200 859	
Transports et communications	59 686	
Services	61 364	
Fournitures et matériel	10 123	
		2 164 511
Planification et finances		
Traitements et salaires	123 366	
Avantages sociaux	14 180	
Services	5 575 083	
Fournitures et matériel	142 330	
		5 854 959
Services de communication		
Traitements et salaires	917 595	
Avantages sociaux	113 363	
Transports et communications	6 069	
Services	5 408 089	
Fournitures et matériel	157	
		6 445 273
Services juridiques		
Transports et communications	125	
Services	1 040 588	
Fournitures et matériel	980	
		1 041 693
Services de vérification		
Services	480 402	
		480 402
Crédits législatifs		
Traitements versés aux ministres en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		10 439
		59 740
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**16 046 578**

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
4003				**POLITIQUES ET PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	11 564 500		11 564 500	Politiques et planification infrastructurelles	10 255 964
4	8 200 000	(3 000 000)	5 200 000	Politiques en matière de carrefours communautaires	4 805 008
	19 764 500	**(3 000 000)**	**16 764 500**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES**	**15 060 972**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	696 171 600	(228 219 600)	467 952 000	Programmes d'infrastructure	248 313 295
6	1 000	23 850 000	23 851 000	Politiques en matière de carrefours communautaires	15 215 000
	696 172 600	**(204 369 600)**	**491 803 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES**	**263 528 295**

Description du programme :

Le secteur des politiques et de la planification infrastructurelles est responsable de l'orientation et des politiques globales afin de moderniser l'infrastructure de la province (routes, chemins, ponts, transport en commun, hôpitaux, collèges, écoles, tribunaux, établissements correctionnels et autres édifices gouvernementaux). Ce secteur fournit aussi à la province des conseils stratégiques concernant l'élaboration des programmes, la législation et la réglementation en appliquant des critères fondés sur des données probantes, des modélisations et des analyses pour veiller à ce que les investissements dans l'infrastructure publique aient les meilleurs rendements économiques. Le secteur élabore des normes de reddition des comptes permettant de mieux suivre les investissements dans l'infrastructure à l'échelle du gouvernement et il gère les relations de ce dernier avec Infrastructure Canada en collaborant avec les administrations fédérale et municipales pour négocier et mettre en oeuvre des programmes fédéraux de financement de l'infrastructure.

Le secteur a aussi pour responsabilité de gérer la mise en oeuvre de la *Loi de 2015 sur l'infrastructure au service de l'emploi et de la prospérité*, qui impose l'élaboration du plan d'infrastructure à long terme du gouvernement, ainsi que l'élaboration de règlements concernant les plans de gestion des biens pour les municipalités et certaines entités du secteur parapublic.

Le secteur élabore et conçoit des politiques et programmes d'infrastructure municipale et surveille leur mise en oeuvre pour s'assurer de leur conformité avec les politiques d'infrastructure à l'échelle de la province. Le secteur élabore également des politiques et surveille des programmes pour le financement de l'infrastructure (y compris la diversification des modes de financement et de l'approvisionnement).

Le programme inclut aussi la Division des politiques en matière de carrefours communautaires, qui assure la gestion de projet, la surveillance stratégique et le suivi des progrès concernant la mise en oeuvre du cadre stratégique et du plan d'action relatifs aux carrefours communautaires. La Division des politiques en matière de carrefours communautaires sert de guichet unique relativement à ces carrefours tout en élaborant des politiques horizontales et en dirigeant leur mise en oeuvre dans tout le gouvernement

Note : Les recouvrements dans le cadre des charges d'immobilisations liées au poste Programmes d'infrastructure – immobilisations comprennent des recouvrements de 121 777 $ du Fonds Trillium, qui reposent sur les prévisions des revenus escomptés, sous réserve d'un solde suffisant du Fonds Trillium.

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES– CRÉDIT 4003

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques et planification infrastructurelles (Poste 1)		
Traitements et salaires		6 088 894
Avantages sociaux		884 986
Transports et communications		68 963
Services		3 165 228
Fournitures et matériel		47 893
		10 255 964
		10 255 964
Politiques infrastructurelles		
Traitements et salaires	3 493 405	
Avantages sociaux	579 595	
Transports et communications	48 775	
Services	2 984 011	
Fournitures et matériel	27 965	
		7 133 751
Recherche et financement en matière d'infrastructure		
Traitements et salaires	2 595 489	
Avantages sociaux	305 391	
Transports et communications	20 188	
Services	181 217	
Fournitures et matériel	19 928	
	3 122 213	3 122 213
Politiques en matière de carrefours communautaires (Poste 4)		
Traitements et salaires		1 662 448
Avantages sociaux		208 959
Transports et communications		64 547
Services		1 700 262
Fournitures et matériel		12 876
Paiements de transfert		
Réseau de ressources		1 155 916
		4 805 008
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES		**15 060 972**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Programmes d'infrastructure (Poste 2)	
Paiements de transfert	
Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées – contributions fédérales	165 753 900
Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées – contributions provinciaux	82 380 200
Accès au gaz naturel	243 553
Investissements stratégiques	57 419
	248 435 072
Moins : Recouvrements	121 777
	248 313 295
Politiques en matière de carrefours communautaires (Poste 6)	
Paiements de transfert	
Community Hubs Capital Transfer Payment	15 215 000
	15 215 000
	15 215 000
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES	**263 528 295**

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
4004				**PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	79 354 600	(1 800 000)	77 554 600	Projets d'infrastructure du gouvernement	75 632 686
L	144 000		144 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	124 261
	79 498 600	**(1 800 000)**	**77 698 600**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT**	**75 756 947**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	103 422 100	35 900 000	139 322 100	Projets d'infrastructure du gouvernement	138 289 154
3	1 000		1 000	Projets d'infrastructure du gouvernement, charges liées aux biens immobilisés	0
5	1 000		1 000	Infrastructures de recharge des véhicules électriques	0
L	1 000		1 000	Amortissement, Loi sur l'administration *financière*	0
	103 425 100	**35 900 000**	**139 325 100**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT**	**138 289 154**

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
4004					
BIENS IMMOBILISÉS					
4	71 158 100		71 158 100	Projets d'infrastructure du gouvernement.....	20 562 212
	71 158 100		**71 158 100**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT .....**	**20 562 212**

Description du programme :

Le programme des biens immobiliers est responsable de la gestion d'une grande partie du portefeuille immobilier public de l'Ontario, qui est par sa taille le deuxième du genre au Canada. Le programme est responsable de l'élaboration des politiques, de la legislation et des programmes relatifs aux biens immobiliers publics et contribue à la prestation de services publics de calibre mondial. Le programme surveille la réussite continue d'Infrastructure Ontario (IO) et de Waterfront Toronto, qui sont deux des principaux partenaires de l'Ontario en matière d'exécution des projets d'infrastructure. Le programme conçoit et met en oeuvre des strategies immobilières, la planification du portefeuille, l'acquisition et l'aliénation des biens, la gestion de l'espace, les améliorations locatives et la gestion des biens saisis auprès d'entreprises.

La reconstruction du complexe Macdonald (à savoir le podium de l'édifice Macdonald et les tours Hearst, Hepburn, Mowat et Ferguson) fait partie du Projet de réfection des bureaux de Queen's Park, qui est exécuté par IO sur une période de huit ans. Le programme est responsable de la surveillance et de la gouvernance générales du Projet de réfection des bureaux de Queen's Park dans les six domaines suivants : participation des intervenants et gouvernance, gestion du changement, communications, surveillance financière, gestion des risques d'entreprise et vérification, gestion de projet.

Note : Les recouvrements dans le cadre des charges d'immobilisations liées au poste Projets d'infrastructure du gouvernement comprennent des recouvrements de 4 451 840 $ du Compte de réduction des gaz à effet de serre, qui reposent sur les prévisions des revenus escomptés, sous réserve d'un solde suffisant du Compte de réduction des gaz à effet de serre.

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

PROGRAMME DES PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT– CRÉDIT 4004

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Projets d'infrastructure du gouvernement (Poste 1)		
Traitements et salaires		4 559 217
Avantages sociaux		489 735
Transports et communications		58 072
Services		66 113 436
Fournitures et matériel		21 266
Autres opérations		4 390 960
		75 632 686
Crédits législatifs		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		124 261
		124 261
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT		**75 756 947**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Projets d'infrastructure du gouvernement (Poste 2)		
Services		92 362 735
Paiements de transfert		
Transactions immobilières		45 926 419
		138 289 154

	$
Infrastructures de recharge des véhicules électriques (Poste 5)	
Services	4 451 841
Moins : Recouvrements	4 451 841
	0
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT	**138 289 154**
BIENS IMMOBILISÉS	
Projets d'infrastructure du gouvernement (Poste 4)	
Immeubles – coûts relatifs aux immobilisations	7 881 271
Terrains	12 680 941
	20 562 212
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT	**20 562 212**

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	2018 $	2017 $
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Paiement du gouvernement fédéral	165 997 658	0
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	20 500	3 768
REMBOURSEMENT ET DÉPENSES	162 872	469 793
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes, locations – Projet Prov..	201 954 862	39 408 293
Ventes, locations – biens locatifs et autres	36 649 093	32 046 899
Gain	29 329 881	7 844 152
Ventes - autres	291 690	2 188 023
	268 225 526	81 487 367
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrement lié aux radiations	4 449 167	0
Recouvrements de dépenses des années précédentes – autres	1 088 366	3 687 524
	5 537 533	3 687 524
DIVERS		
Intêrêt	2 774 858	2 636 904
Paiments por services rendus	261 930	0
	3 036 788	2 636 904
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**442 980 877**	**88 285 356**

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	2018 $	2017 $
Société foncière de l'Ontario	237 000	175 500
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	**237 000**	**175 500**

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

EXERCICE 2017 – 2018

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS
SOMMAIRE 2-222
AFFAIRES FRANCOPHONES 2-223
ÉTAT DES RECETTES 2-225

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

2016 – 2017 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2017 – 2018 Crédits autorisés	2017 – 2018 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
4 981 644	Programme des affaires francophones	6 084 000	6 040 509
4 981 644	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES**	**6 084 000**	**6 040 509**
	CHARGES D'IMOBILISATIONS		
42 500	Programme des affaires francophones	672 500	381 350
42 500	**TOTAL (CHARGES D'IMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES**	**672 500**	**381 350**

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1301				**PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	4 665 100	1 418 900	6 084 000	Coordination des affaires francophones.....	6 040 509
	4 665 100	**1 418 900**	**6 084 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES .....**	**6 040 509**
CHARGES D'IMOBILISATIONS					
2	672 500		672 500	Programme des affaires francophones	381 350
	672 500		**672 500**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES .....**	**381 350**

Description du programme :

L'Office des affaires francophones (OAF) conseille le gouvernement de l'Ontario sur les questions liées aux affaires francophones et à la prestation des services en français. Le principal programme de l'Office comprend les activités suivantes : la collaboration avec les ministères, les organismes et le commissaire aux services en français pour assurer une prestation efficace des services en français dans toute la province; la conception d'outils comme la Lentille francophone pour faire en sorte que les services en français soient pris en compte et planifiés dès les premières étapes de l'élaboration des politiques et des programmes; la formulation de recommandations concernant la désignation de nouvelles régions et de nouveaux organismes en vertu de la Loi sur les services en français et la coordination de la mise en œuvre des services dans les régions nouvellement désignées; l'analyse des données du recensement et la production de profils statistiques sur la population franco-ontarienne de la province; la coordination du transfert des fonds fédéraux aux autres ministères et organismes pour les initiatives et les projets financés en vertu de l'Entente CanadaOntario sur les services en français; la gestion de la construction d'un monument pour rendre hommage à la communauté francophone, dans le cadre de la commémoration des 400 ans de présence française en Ontario; la supervision de la participation de l'Ontario à des organismes nationaux et internationaux, notamment la Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES – CRÉDIT 1301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Coordination des affaires francophones (Poste 1)	
Traitements et salaires	1 967 864
Avantages sociaux	226 655
Transports et communications	88 748
Services	2 584 296
Fournitures et matériel	20 924
Paiements de transfert	
Programme pour la culture francophone	225 000
Programme d'appui à la francophonie ontarienne	927 022
	6 040 509
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES	**6 040 509**
CHARGES D'IMOBILISATIONS	
Programme des affairs francophones (Poste 2)	
Autres opérations	
Autre bien matérial	381 350
	381 350
TOTAL (CHARGES D'IMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES	**381 350**

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	2018 $	2017 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Mise en œuvre de la *Loi sur les services en français*	1 460 000	1 665 000
DROTS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits liés à l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*	0	17
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Fournitures et matériel – Recouvrement des DAP	5 000	0
TOTAL DES RECETTES POUR L'OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES	**1 465 000**	**1 665 017**

OMBUDSMAN ONTARIO

EXERCICE 2017 – 2018

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS
SOMMAIRE 2-228
OMBUDSMAN ONTARIO 2-229
ÉTAT DES RECETTES 2-231

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

2016 – 2017 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2017 – 2018 Crédits autorisés	2017 – 2018 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
13 622 091	Ombudsman Ontario	18 995 400	14 184 549
13 622 091	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR OMBUDSMAN ONTARIO**	**18 995 400**	**14 184 549**

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2301				**PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	18 995 400		18 995 400	Ombudsman.....	14 184 549
	18 995 400		**18 995 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO .....**	**14 184 549**

Description du programme:

L'Ombudsman enquête sur des plaintes concernant l'administration des organismes du gouvernement provincial de l'Ontario ainsi que des municipalités, des universités et des conseils scolaires. Il présente des recommandations en vue d'améliorer les politiques, les programmes et les services publics. L'Ombudsman enquête sur les plaintes individuelles et les plaintes systémiques présentées par des membres du public, des députés provinciaux, ainsi que de son propre chef. Il enquête aussi sur les plaintes des citoyens à propos des réunions municipales tenues à huis clos, en vertu de la *Loi sur les municipalités*, si la municipalité n'a pas nommé d'enquêteur. Les services de l'Ombudsman sont gratuits.

En décembre 2014, la *Loi de 2014 sur la responsabilisation et la transparence du secteur public et des députés*, connue sous le nom de « projet de loi 8 », a été adoptée. Ce texte de loi a élargi le champ de compétence de l'Ombudsman aux 82 conseils scolaires et administrations scolaires de la province (à compter du 1er septembre 2015) ainsi qu'aux 444 municipalités et 21 universités financées par des fonds publics (à compter du 1er janvier 2016). Pendant l'exercice 2016-2017, le Bureau de l'Ombudsman a reçu 21 328 plaintes.

En 2015-2016, l'Ombudsman a reçu de la Commission de régie interne l'autorisation d'ajouter 57 ETP à son effectif pour soutenir ses nouvelles compétences, ce qui porte cet effectif à 143 ETP. Le recrutement se poursuit afin de pourvoir ces postes.

OMBUDSMAN ONTARIO

PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO – CRÉDIT 2301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Ombudsman (Poste 1)	
Traitements et salaires	8 925 607
Avantages sociaux	1 982 899
Transports et communications	297 950
Services	2 220 364
Fournitures et matériel	757 729
	14 184 549
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO	**14 184 549**

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	2018 $	2017 $
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	35 982	68 811
DIVERS	32 719	34 624
TOTAL DES RECETTES POUR OMBUDSMAN ONTARIO	**68 701**	**103 435**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2017 – 2018

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-234

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-236

POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS 2-239

POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES 2-241

SERVICES JURIDIQUES 2-246

SERVICES AUX TRIBUNAUX 2-248

SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES 2-251

CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES 2-253

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-238, 2-240, 2-245, 2-247, 2-250

ÉTAT DES RECETTES 2-255

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

2016 – 2017 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2017 – 2018 Crédits autorisés	2017 – 2018 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
207 229 877	Administration du ministère	218 703 014	218 057 373
266 299 525	Poursuites contre les criminels	270 512 200	270 168 070
622 708 858	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	683 426 500	681 786 311
64 347 477	Services juridiques	37 612 200	78 322 476
444 426 105	Services aux tribunaux	439 947 700	452 069 970
168 420 211	Services aux victimes et aux personnes vulnérables	174 491 800	172 990 238
6 038 400	Crédit d'impôt pour contributions politiques	10 110 100	10 110 100
1 779 470 453	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**1 834 803 514**	**1 883 504 538**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
24 508	Administration du ministère	38 800	22 922
1 299 958	Poursuites contre les criminels	1 573 200	1 508 409
103 709	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	126 600	118 620
216 831	Services juridiques	257 700	254 605
63 647	Services aux tribunaux	90 100	78 452
92 961	Services aux victimes et aux personnes vulnérables	108 300	101 947
1 801 614	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**2 194 700**	**2 084 955**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

2016 – 2017		2017 – 2018	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
40 104 874	Administration du ministère	67 584 100	66 097 595
370 120	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	325 100	386 548
1 222	Services juridiques	0	0
45 390 816	Services aux tribunaux	45 344 700	45 298 171
11 302	Services aux victimes et aux personnes vulnérables	0	0
85 878 334	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**113 253 900**	**111 782 314**
	BIENS IMMOBILISÉS		
6 113 825	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	5 137 500	5 134 089
7 470 200	Services aux tribunaux	57 587 900	25 981 700
13 584 025	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**62 725 400**	**31 115 789**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
301				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU MINISTÈRE**	
1	201 065 600	1 022 200	202 087 800	Administration du ministère	201 763 502
6	13 882 800	2 668 400	16 551 200	Division de la modernisation	16 227 903
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
	215 012 414	**3 690 600**	**218 703 014**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**218 057 373**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
5	1 000	37 800	38 800	Paiement anticipé des cotisations au Barreau	22 922
	1 000	**37 800**	**38 800**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**22 922**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	48 584 100	19 000 000	67 584 100	Renouvellement des installations	66 097 595
	48 584 100	**19 000 000**	**67 584 100**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**66 097 595**

Description du programme :

Ce programme est chargé de l'administration générale du ministère. La Division de la gestion des services ministériels (DGSM) offre son appui et ses conseils stratégiques dans les domaines suivants : planification des activités et des finances, ressources humaines, diversité, inclusion et accessibilité, gestion des urgences, gestion des installations et surveillance du portefeuille d'immobilisations, de locaux et de baux du ministère. La DGSM fournit aussi au secteur de la justice des services communs, notamment en matière de soutien à la sécurité, d'accès à l'information et de services en français. De plus, la DGSM se charge de la gestion des services de vérification et d'assurance dispensés centralement.

La Division de la modernisation dirige le changement transformationnel et travaille en collaboration avec toutes les divisions pour aider le ministère à moderniser ses services, au public et internes. Elle fournit des services d'élaboration, de mise en œuvre et d'intégration stratégiques d'initiatives essentielles soutenant la vision du ministère, et centre ses activités sur la modernisation de la prestation des services ministériels.

De plus, le programme d'administration du ministère inclut la Direction des communications, le Bureau du procureur général, le Bureau de l'adjoint parlementaire et le Bureau du sous-procureur général.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		17 468 005
Avantages sociaux		2 302 499
Transports et communications		451 935
Services		181 475 237
Fournitures et matériel		169 258
		201 866 934
Moins : Recouvrements		103 432
		201 763 502
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 944 597	
Avantages sociaux	330 964	
Transports et communications	117 085	
Services	278 649	
Fournitures et matériel	15 012	
		3 686 307
Services de communication		
Traitements et salaires	2 397 870	
Avantages sociaux	301 047	
Transports et communications	42 341	
Services	438 847	
Fournitures et matériel	56 642	
		3 236 747
Services de vérification		
Services	1 896 225	
		1 896 225
Services des installations		
Traitements et salaires	2 787 340	
Avantages sociaux	356 270	
Transports et communications	100 033	
Services	242 341	
Fournitures et matériel	11 190	
		3 497 174
Locaux – Frais de location		
Services	175 579 915	
		175 579 915
Planification opérationnelle		
Traitements et salaires	5 245 520	
Avantages sociaux	674 574	
Transports et communications	63 853	
Services	2 463 114	
Fournitures et matériel	64 485	
		8 511 546
Services en français		
Traitements et salaires	339 413	
Avantages sociaux	49 371	
Transports et communications	24 274	
Services	333 563	
Fournitures et matériel	8 881	
	755 502	
Moins : Recouvrements	103 432	
		652 070
Accès à l'information et protection de la vie privée		
Traitements et salaires	283 237	
Avantages sociaux	49 920	
Transports et communications	371	
Services	1 657	
Fournitures et matériel	3 880	
		339 065
Ressources humaines		
Traitements et salaires	3 470 028	
Avantages sociaux	540 353	
Transports et communications	103 978	
Services	240 926	
Fournitures et matériel	9 168	
		4 364 453

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
Division de la modernisation (Poste 6)		
Traitements et salaires	7 286 965	
Avantages sociaux	851 924	
Transports et communications	224 428	
Services	7 259 199	
Fournitures et matériel	61 103	
Paiements de transfert		
Projets liés à l'innovation	544 283	
	16 227 902	
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667	
	65 968	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**218 057 373**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 5)		
Dépôts et charges payées d'avance	22 922	
	22 922	
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**22 922**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Renouvellement des installations (Poste 2)		
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations – renouvellement des actifs	60 383 175	
Investissements dans les immobilisations – charges de renouvellement	5 714 420	
		66 097 595
		66 097 595
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**66 097 595**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
302				**PROGRAMME DE POURSUITES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**CONTRE LES CRIMINELS**	
2	275 953 000	(5 441 800)	270 511 200	Droit criminel	269 960 438
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la *Loi sur l'administration financière*	207 632
	275 954 000	**(5 441 800)**	**270 512 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS**	**270 168 070**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
7	1 000	1 572 200	1 573 200	Paiement anticipé des cotisations au Barreau	1 508 409
	1 000	**1 572 200**	**1 573 200**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS**	**1 508 409**

Description du programme:

Ce programme est responsable des poursuites relatives à toutes les infractions criminelles en vertu du Code criminel et d'autres lois fédérales et provinciales de manière à inspirer la confiance du public et à faire respecter la primauté du droit. Ce programme assure également la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario dans toutes les affaires criminelles, y compris les poursuites dans les affaires criminelles devant tous les types de tribunaux de la province, la représentation de la Couronne en appel et la prestation de conseils juridiques au procureur général et au procureur général adjoint dans toutes les affaires relevant du droit criminel ainsi qu'aux services de police sur demande.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS – CRÉDIT 302

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Droit criminel (Poste 2)		
Traitements et salaires		210 330 214
Avantages sociaux		21 469 912
Transports et communications		3 463 849
Services		23 976 977
Fournitures et matériel		3 355 691
Paiements de transfert		
Programme de sécurité en matière de mise en liberté sous caution	1 430 000	
Comités de justice pour la jeunesse	1 773 835	
Programmes de responsabilisation directe	3 593 733	
Indemnisation des victimes à partir de la confiscation des actifs criminels	566 227	
		7 363 795
		269 960 438
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Paiements effectués en vertu de la *Loi sur l'administration financière*		207 632
		207 632
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS		**270 168 070**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 7)		
Dépôts et charges payées d'avance		1 508 409
		1 508 409
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS		**1 508 409**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
303				**PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2	413 035 800	15 085 100	428 120 900	Aide juridique Ontario	428 107 030
4	191 156 700	17 949 200	209 105 900	Relations avec les organismes et les tribunaux	208 357 899
8	10 842 700	2 590 600	13 433 300	Politiques	12 627 857
13	33 638 700	(875 300)	32 763 400	Division de la justice pour les Autochtones	30 849 870
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrable, *Loi sur l'administration financière*	36 579
L	1 000		1 000	Audiences tenues en vertu de la *Loi sur les services policiers*	523 976
L	1 000		1 000	Délimitation des circonscriptions électorales du Grand Nord, *Loi sur la représentation électorale*	1 283 100
	648 676 900	**34 749 600**	**683 426 500**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES**	**681 786 311**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
12	3 000	123 600	126 600	Paiement anticipé des cotisations au Barreau	118 620
	3 000	**123 600**	**126 600**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES**	**118 620**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES**	
5	1 000		1 000	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	0
L	324 100		324 100	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	386 548
	325 100		**325 100**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES**	**386 548**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
303					
BIENS IMMOBILISÉS					
6	278 800	4 858 700	5 137 500	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	5 134 089
	278 800	**4 858 700**	**5 137 500**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES.....**	**5 134 089**

Description du programme :

La Division des politiques est responsable du programme de politiques et de législation du ministère, en centrant notamment son travail sur les questions juridiques et stratégiques touchant le droit civil, le droit de la famille et le droit public. Elle fournit des conseils stratégiques, juridiques et organisationnels sur les politiques, supervise les initiatives stratégiques et fournit du soutien et de l'expertise à d'autres divisions du ministère. La Division sert également de principal point de contact ministériel avec le Bureau du Conseil des ministres. Parmi ses autres responsabilités figurent l'établissement et la surveillance des renseignements au public et l'élaboration des stratégies fédérales-provinciales-territoriales, en liaison avec la Commission du droit de l'Ontario, ainsi que la supervision de quatre professions autoréglementées – avocats, comptables, ingénieurs et architectes.

La Division des relations avec les organismes et les tribunaux gère les relations de responsabilisation avec les organismes, tribunaux et programmes décisionnels, réglementaires et opérationnels du ministère, notamment : Aide juridique Ontario, Commission des alcools et des jeux de l'Ontario, Commission ontarienne des droits de la personne, Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne, Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police, Unité des enquêtes spéciales, Conseil des experts-comptables, Programme de vérification et de supervision des mises en liberté sous caution, Tribunaux de l'environnement et de l'aménagement du territoire Ontario Tribunaux de justice sociale Ontario et Tribunaux de la sécurité, des appels en matière de permis et des normes Ontario La Division des relations avec les organismes et les tribunaux surveille les priorités en matière de modernisation et le soutien stratégique aux organismes et tribunaux, établit les cadres des modifications aux politiques opérationnelles de tous les ministères qui influent sur les organismes et les tribunaux et contribuent à ces modifications, tout en assurant la reddition des comptes et l'harmonisation avec l'orientation gouvernementale. De plus, la Division administre les nominations par décret aux regroupements des organismes et des tribunaux ainsi que les processus de nominations judiciaires et juridiques.

La Division de la justice pour les Autochtones se consacre au règlement des questions dans ce domaine et est déterminée à tisser des liens solides, constructifs et respectueux avec les collectivités autochtones en Ontario afin de renforcer la compréhension du système de justice et la confiance envers ce système. La Division fournit au procureur général et au sous-procureur général des conseils sur des questions relatives à la justice, y compris des questions juridiques. En partenariat avec d'autres divisions et d'autres ministères du secteur de la justice et avec le ministère des Affaires autochtones, elle procure du leadership et des conseils stratégiques sur un vaste éventail de questions relatives à la justice pour les Autochtones. La Division offre un soutien stratégique au Groupe consultatif de la justice pour les Autochtones et au comité Debwewin et collabore avec ses homologues de tout le ministère pour faire en sorte que les programmes ministériels répondent aux besoins des Autochtones.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES – CRÉDIT 303

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Aide juridique Ontario (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Certificats délivrés dans le cadre du Fonds d'aide juridique – Services aux clients	359 197 211	
Certificats délivrés dans le cadre du Fonds d'aide juridique – Administration	24 118 436	
Cliniques juridiques communautaires financées dans le cadre du Fonds d'aide juridique	44 791 383	
		428 107 030
		428 107 030
Relations avec les organismes (Poste 4)		
Traitements et salaires		141 194 926
Avantages sociaux		24 493 599
Transports et communications		7 695 459
Services		32 220 981
Fournitures et matériel		2 388 700
Paiements de transfert		
Indemnisation des victimes d'actes criminels	36 930 117	
Vérification et supervision des libérations sous caution	12 892 265	
Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne	5 936 200	
		55 758 582
		263 752 247
Moins : Recouvrements		55 394 348
		208 357 899
Relations avec les organismes et gestion des programmes		
Traitements et salaires	4 782 187	
Avantages sociaux	584 311	
Transports et communications	217 804	
Services	2 367 458	
Fournitures et matériel	124 241	
		8 076 001
Moins : Recouvrements		180 000
		7 896 001

	$	$
Vérification et supervision des libérations sous caution		
Paiements de transfert		
Vérification et supervision des libérations sous caution	12 892 265	
		12 892 265
Commission ontarienne des droits de la personne		
Traitements et salaires	3 876 835	
Avantages sociaux	488 034	
Transports et communications	179 877	
Services	609 991	
Fournitures et matériel	109 610	
		5 264 347
Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne		
Paiements de transfert		
Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne	5 936 200	
		5 936 200
Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police		
Traitements et salaires	5 702 170	
Avantages sociaux	656 923	
Transports et communications	214 052	
Services	884 323	
Fournitures et matériel	109 703	
		7 567 171
Unité des enquêtes spéciales		
Traitements et salaires	8 530 644	
Avantages sociaux	917 496	
Transports et communications	555 898	
Services	877 489	
Fournitures et matériel	150 480	
		11 032 006

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES – CRÉDIT 303

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
Commission des alcools et des jeux de l'Ontario		
Traitements et salaires	58 261 161	
Avantages sociaux	13 500 251	
Transports et communications	2 465 847	
Services	10 235 840	
Fournitures et matériel	1 009 707	
	85 472 806	
Moins : Recouvrements	54 900 397	
		30 572 409
Tribunaux de justice sociale		
Traitements et salaires		33 765 875
Avantages sociaux		4 765 394
Transports et communications		2 482 286
Services		9 295 475
Fournitures et matériel		593 644
Paiements de transfert		
Indemnisation des victimes d'actes criminels		36 930 117
		87 832 791
Tribunaux de l'environnement et de l'aménagement du territoire Ontario		
Traitements et salaires		12 307 413
Avantages sociaux		1 594 910
Transports et communications		687 438
Services		2 263 868
Fournitures et matériel		131 734
		16 985 363
Tribunaux de la sécurité, des appels en matière de permis et des normes Ontario		
Traitements et salaires		13 968 641
Avantages sociaux		1 986 281
Transports et communications		892 257
Services		5 686 537
Fournitures et matériel		159 581
		22 693 297
Moins : Recouvrements		313 951
		22 379 346

	$	$
Politiques (Poste 8)		
Traitements et salaires		5 757 624
Avantages sociaux		553 390
Transports et communications		354 554
Services		5 595 845
Fournitures et matériel		116 444
Paiements de transfert		
Commission du droit de l'Ontario		250 000
		12 627 857
Politiques		
Traitements et salaires	4 965 902	
Avantages sociaux	487 842	
Transports et communications	199 321	
Services	1 592 450	
Fournitures et matériel	56 284	
		7 301 799
Renseignements au public		
Traitements et salaires	791 722	
Avantages sociaux	65 548	
Transports et communications	155 233	
Services	4 003 395	
Fournitures et matériel	60 160	
		5 076 058
Commission du droit de l'Ontario		
Paiements de transfert		
Commission du droit de l'Ontario	250 000	
		250 000

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES – CRÉDIT 303

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
Division de la justice pour les Autochtones (Poste 13)		
Traitements et salaires		3 014 166
Avantages sociaux		294 337
Transports et communications		375 420
Services		690 383
Fournitures et matériel		96 732
Paiements de transfert		
Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones de l'Ontario	4 387 499	
Projets de la justice applicable aux Autochtones	14 353 882	
Services aux victimes autochtones	7 544 951	
Liste des jurés	92 500	
		26 378 832
		30 849 870
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		36 579
Délimitation des circonscriptions électorales du Grand Nord, *Loi sur la représentation électorale*		1 283 100
Audiences tenues en vertu de la *Loi sur les services policiers*		523 976
		1 843 655
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES		**681 786 311**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 12)		
Dépôts et charges payées d'avance		118 620
		118 620
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES		**118 620**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*		386 548
		386 548
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES		**386 548**
BIENS IMMOBILISÉS		
Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes (Poste 6)		
Matériel de technologie de l'information		503 410
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations		4 630 679
		5 134 089
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES		**5 134 089**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
304				**PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2	31 978 000	1 102 700	33 080 700	Droit civil	32 854 235
3	5 620 500	(1 090 000)	4 530 500	Services des conseillers législatifs	3 814 213
L	1 000		1 000	*Loi sur les actions contre la Couronne*	41 654 028
	37 599 500	**12 700**	**37 612 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES**	**78 322 476**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
6	1 000	256 700	257 700	Paiement anticipé des cotisations au Barreau	254 605
	1 000	**256 700**	**257 700**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES**	**254 605**

Description du programme:

La Division du droit civil procure au procureur général, au sous-procureur général, à tous les ministères et à de nombreux organismes de la fonction publique de l'Ontario des services juridiques dans toutes les affaires de droit civil. La Division appuie le procureur général dans ses fonctions de premier conseiller juridique de la Couronne, qui incluent le déroulement des litiges pour et contre la Couronne, en veillant à ce que la primauté du droit soit respectée et à ce que les décisions du Conseil des ministres soient valides des points de vue juridique et constitutionnel, et en fournissant des conseils sur les questions de droit liées aux activités et priorités du gouvernement.

Ce programme comprend le travail du Bureau des conseillers législatifs, qui est chargé des services de rédaction législative en français et en anglais. Cela comprend la préparation des projets de loi pour le gouvernement et les députés à l'Assemblée legislative et la rédaction des règlements. Le Bureau fournit également des conseils juridiques et des services de révision et de publication connexes, notamment l'apport du contenu pour le site Web Lois-en-ligne.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES – CRÉDIT 304

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Droit civil (Poste 2)		
Traitements et salaires		134 762 844
Avantages sociaux		13 579 980
Transports et communications		733 599
Services		8 650 943
Fournitures et matériel		1 017 888
Paiements de transfert		
Recours civils à l'égard d'activités illicites – *Loi sur les recours civils* – Indemnisation des victimes	69 758	
Recours civils à l'égard d'activités illicites – *Loi sur les recours civils* – Subventions	1 583 230	
		1 652 988
		160 398 242
Moins : Recouvrements		127 544 007
		32 854 235
Droit civil et constitutionnel		
Traitements et salaires	33 069 168	
Avantages sociaux	3 882 807	
Transports et communications	733 599	
Services	8 650 943	
Fournitures et matériel	1 017 888	
Paiements de transfert		
Recours civils à l'égard d'activités illicites – *Loi sur les recours civils* – Indemnisation des victimes	69 758	
Recours civils à l'égard d'activités illicites – *Loi sur les recours civils* – Subventions	1 583 230	
	49 007 393	
Moins : Recouvrements	16 154 047	
		32 853 346
Services juridiques détachés		
Traitements et salaires	101 693 676	
Avantages sociaux	9 697 173	
	111 390 849	
Moins : Recouvrements	111 389 960	
		889
Services des conseillers législatifs (Poste 3)		
Traitements et salaires		5 949 621
Avantages sociaux		682 412
Transports et communications		43 847
Services		347 975
Fournitures et matériel		34 276
		7 058 131
Moins : Recouvrements		3 243 918
		3 814 213
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Loi sur les actions contre la Couronne		41 654 028
		41 654 028
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES		**78 322 476**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 6)		
Dépôts et charges payées d'avance		254 605
		254 605
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES		**254 605**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
305				**PROGRAMME DES SERVICES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**AUX TRIBUNAUX**	
1	255 462 900	3 398 800	258 861 700	Administration de la justice	258 469 297
2	175 964 000	(178 000)	175 786 000	Services judiciaires	175 635 802
L	5 300 000		5 300 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	17 964 871
	436 726 900	**3 220 800**	**439 947 700**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX**	**452 069 970**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
6	1 000	89 100	90 100	Paiement anticipé des cotisations au Barreau	78 452
	1 000	**89 100**	**90 100**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX**	**78 452**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
305				**PROGRAMME DES SERVICES**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**AUX TRIBUNAUX**	
3	51 502 800	(6 704 500)	44 798 300	Construction de tribunaux	44 760 570
4	1 000		1 000	Services aux tribunaux	0
L	545 400		545 400	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	537 601
	52 049 200	**(6 704 500)**	**45 344 700**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX**	**45 298 171**
BIENS IMMOBILISÉS					
5	59 774 600	(2 186 700)	57 587 900	Services aux tribunaux	25 981 700
	59 774 600	**(2 186 700)**	**57 587 900**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX**	**25 981 700**

Description du programme :

Ce programme est responsable de l'administration et du fonctionnement des tribunaux criminels, civils, de la famille et des petites créances de l'Ontario. Ces services se composent de trois volets principaux : Administration des tribunaux; Services judiciaires; Construction de tribunaux. Les volets Administration des tribunaux et Services judiciaires apportent un soutien judiciaire, dans les salles d'audience et pour l'administration des tribunaux, et sont divisés en trois secteurs de programme clés : services à la clientele et aux tribunaux, services de soutien du programme et services judiciaires. Le volet Construction de tribunaux, qui est exécuté par la Division de la gestion des services ministériels (Direction de la gestion des installations), gère le financement de l'aménagement de nouveaux palais de justice et les rénovations de grande envergure de tribunaux existants afin de soutenir un système de justice moderne, sûr et accessible.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX – CRÉDIT 305

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration de la justice (Poste 1)		
Traitements et salaires	154 575 936	
Avantages sociaux	26 282 113	
Transports et communications	9 753 061	
Services	60 359 807	
Fournitures et matériel	6 214 296	
Paiements de transfert		
Loi fédérale sur les contraventions - soutien aux services en français	1 284 084	
	258 469 297	
Services judiciaires (Poste 2)		
Traitements et salaires	142 839 649	
Avantages sociaux	10 875 415	
Transports et communications	2 919 029	
Services	18 153 076	
Fournitures et matériel	616 682	
Paiements de transfert		
Subventions – Institut national de la magistrature/Conférence des juges	231 951	
	175 635 802	
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	17 964 871	
	17 964 871	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX	**452 069 970**	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 6)		
Dépôts et charges payées d'avance	78 452	
	78 452	
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX	**78 452**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Construction de tribunaux (Poste 3)		
Autres opérations		
Projets d'infrastructure de grande envergure		44 760 570
		44 760 570
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*		537 601
		537 601
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX		**537 601**
BIENS IMMOBILISÉS		
Services aux tribunaux (Poste 5)		
Immeubles - diversification des modes de financement et de l'approvisionnement		25 981 700
		25 981 700
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX		**25 981 700**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
306				**PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	72 685 300	(1 876 700)	70 808 600	Services aux victimes	69 742 346
2	21 783 800	(378 300)	21 405 500	Programme d'aide aux victimes et aux témoins	21 362 225
6	83 289 500	(1 011 800)	82 277 700	Personnes vulnérables	81 885 667
	177 758 600	**(3 266 800)**	**174 491 800**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES**	**172 990 238**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
7	1 000	107 300	108 300	Paiement anticipé des cotisations au Barreau	101 947
	1 000	**107 300**	**108 300**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES**	**101 947**

Description du programme:

Ce programme offre des services essentiels aux victimes d'actes criminels et à leurs familles, aux enfants et aux personnes vulnérables. Les victimes d'actes criminels et les membres de leurs familles sont soutenus par la direction des Services aux victims – Ontario, qui propose un vaste éventail de services de soutien, directement ou par l'intermédiaire d'organismes communautaires financés par le ministère. Les adultes mentalement incapables reçoivent des services de tutelle à la personne et aux biens du Bureau du Tuteur et curateur public, et le Bureau de l'avocat des enfants protège les droits d'ordre personnel et patrimonial des enfants devant les cours et les tribunaux. L'Office des affaires des victimes d'actes criminels, un organisme consultatif établi en vertu de la loi, relève également de ce programme.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES – CRÉDIT 306

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Services aux victimes (Poste 1)		
Traitements et salaires		6 588 324
Avantages sociaux		1 217 144
Transports et communications		364 147
Services		4 764 830
Fournitures et matériel		102 557
Paiements de transfert		
Tribunaux de traitement de la toxicomanie	1 000 000	
Subventions pour les Programmes d'intervention auprès des partenaires violents	10 637 880	
Projets spéciaux d'aide aux victimes	5 921 150	
Subventions pour les initiatives de lutte contre l'agression sexuelle	14 824 291	
Programme d'aide aux enfants victimes	1 600 000	
Services spécialisés	600 000	
Programme d'aide aux victimes d'actes criminels	14 182 323	
Visites surveillées	7 939 700	
		56 705 344
		69 742 346
Programme d'aide aux victimes et aux témoins (Poste 2)		
Traitements et salaires		16 518 454
Avantages sociaux		2 745 665
Transports et communications		909 783
Services		973 841
Fournitures et matériel		214 482
		21 362 225
Personnes vulnérables (Poste 6)		
Traitements et salaires		40 162 205
Avantages sociaux		5 353 884
Transports et communications		1 111 837
Services		35 021 181
Fournitures et matériel		344 124
		81 993 231
Moins : Recouvrements		107 564
		81 885 667

	$	$
Avocat des enfants		
Traitements et salaires	8 500 969	
Avantages sociaux	961 997	
Transports et communications	187 801	
Services	31 743 715	
Fournitures et matériel	118 307	
	41 512 789	
Moins : Recouvrements	107 564	
		41 405 225
Tuteur et curateur public/Comptable de la Cour de l'Ontario (Division générale)		
Traitements et salaires	31 661 236	
Avantages sociaux	4 391 887	
Transports et communications	924 036	
Services	3 277 466	
Fournitures et matériel	225 817	
		40 480 442
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES		**172 990 238**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 7)		
Dépôts et charges payées d'avance		101 947
		101 947
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES		**101 947**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
307				**PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	8 632 100	1 478 000	10 110 100	Crédit d'impôt pour contributions politiques.....	10 110 100
	8 632 100	**1 478 000**	**10 110 100**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES.....**	**10 110 100**

Description du programme:

Le crédit d'impôt pour contributions politiques est un crédit pour les contributions versées à un parti de l'Ontario, à une association de circonscription ou à un candidat inscrit en vertu de la Loi sur le financement des élections de l'Ontario.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES – CRÉDIT 307

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Crédit d'impôt pour contributions politiques (Poste 1)	
Paiements de transfert	
Crédit d'impôt pour contributions politiques.....	10 110 100
	10 110 100
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES.....	**10 110 100**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	2018 $	2017 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Aide juridique – Criminel	64 105 873	59 212 989
Gouvernement du Canada – Fonds de soutien des familles	4 115 429	4 115 400
Travailleurs judiciares autochtones	1 837 900	1 837 909
Loi sur les contraventions fédérale	1 693 200	1 222 690
Travailleurs judiciaires autochtones	1 000 000	1 006 163
Langue française	207 528	182 623
Autres	1 613 100	886 331
	74 573 030	68 464 105
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Tuteur et curateur public de l'Ontario	22 000 000	21 750 928
Remboursement par les municipalités qui n'administrent pas la *Loi sur les infractions provinciales*	19 492 797	21 216 890
Service d'aide relative aux indemnités d'accident automobile	14 929 831	10 542 910
Avocat des enfants	130 795	103 667
Autres	365 210	0
	56 918 633	53 614 395
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Registraires locaux	58 713 103	56 912 039
Frais judiciaires	19 702 348	13 194 715
Droits liés à la Commission de la location immobilière	12 950 820	12 324 169
Procédure/Recherche/Shérifs	8 437 889	8 548 122
Jeux – Droits d'inscription	7 650 428	6 893 017
Jeux – Droits du programme provincial des billets à fenêtres	4 732 488	5 038 705
Permis de vente d'alcool	4 179 362	4 134 088
Jeux – Licences des loterie	3 621 772	3 692 791
Permis pour occasions spéciales	3 511 617	3 007 608
Autorisations relatives à l'alcool – épiceries	1 835 388	609 815
Droits liés à la Commission de révision de l'évaluation foncière	1 595 342	5 575 310
Droits de cession de permis	1 486 340	1 468 260
Droits du Tribunal d'appel en matière de permis	1 015 301	672 500
Droits à payer pour la Commission des affaires municipales de l'Ontario	628 785	610 850
Permis – Brasseurs provinciaux	327 206	398 735
Permis – Vineries ontariennes	150 075	293 585
Permis – Fabricants de spiritueux	68 250	52 920
Droits d'enregistrement – Agents/Représentants	11 530	13 980
Frais pour chèques refusés	10 268	15 205
Autres	7 133	248 953
	130 635 445	123 705 367

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	2018 $	2017 $
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Amendes provinciales/coûts/frais d'administration	43 852 363	50 953 319
Cautionnement certifié confisqué/Cautionnement non réglé/Restitution	983 766	994 969
Amendes – Paiements en trop	3 305	7 932
	44 839 434	51 956 220
VENTES ET LOCATIONS	385 576	358 289
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	3 671 948	4 778 879
DIVERS		
Fonds d'aide aux victimes	48 475 917	49 028 700
Division du droit civil – Règlements	23 662 900	13 482 169
CRIA – *Loi sur les recours civils*	3 312 797	2 394 936
Confiscations – Produits de la criminalité	2 942 187	1 515 225
Tuteur et curateur public de l'Ontario – biens en déshérence	649 987	5 669 233
Autres	353 747	608 117
	79 397 535	72 698 380
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**390 421 601**	**375 575 635**

MINISÈRE DES RELATIONS AVEC LES AUTOCHTONES ET DE LA RÉCONCILIATION

EXERCICE 2017 – 2018

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-258

RELATIONS AVEC LES AUTOCHTONES ET RÉCONCILIATION……..2-259

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-260

ÉTAT DES RECETTES..... 2-261

MINISTÈRE DES RELATIONS AVEC LES AUTOCHTONES ET DE LA RÉCONCILIATION

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

2016 – 2017		2017 – 2018	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
120 570 618	Ministère des Relations avec les Autochtones et de la Réconciliation	1 207 092 114	1 207 005 654
120 570 618	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**1 207 092 114**	**1 207 005 654**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
7 141 045	Ministère des Relations avec les Autochtones et de la Réconciliation	3 401 000	3 394 207
7 141 045	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**3 401 000**	**3 394 207**

MINISTÈRE DES RELATIONS AVEC LES AUTOCHTONES ET DE LA RÉCONCILIATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2001				**PROGRAMME DU MINISTÈRE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DES AFFAIRES AUTOCHTONES**	
4	12 216 700	308 200	12 524 900	Administration du ministère	12 345 172
1	70 076 400	14 013 400	84 089 800	Relations avec les Autochtones et Réconciliation	84 089 741
2	5 002 000	1 105 410 400	1 110 412 400	Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale	1 110 411 833
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	109 607
	87 360 114	**1 119 732 000**	**1 207 092 114**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) PROGRAMME DES RELATIONS AVEC LES AUTOCHTONES ET DE LA RÉCONCILIATION**	**1 207 005 654**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	3 401 000		3 401 000	Programme d'immobilisations, Relations avec les Autochtones	3 394 207
	3 401 000		**3 401 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) PROGRAMME DES RELATIONS AVEC LES AUTOCHTONES ET DE LA RÉCONCILIATION**	**3 394 207**

Description du programme :

Le mandat du ministère des Relations avec les autochtones et de la Réconciliation consiste à établir des partenariats plus vastes et plus solides avec les Autochtones, à diriger la planification des priorités et des politiques stratégiques, à régler les revendications territoriales et s'occuper des questions liées aux droits, à aider les Autochtones à accéder aux programmes et services gouvernementaux et à l'information connexe et à sensibiliser davantage le gouvernement aux questions liées aux Autochtones et aux pratiques exemplaires permettant de consulter et de mobiliser les Autochtones.

MINISTÈRE DES RELATIONS AVEC LES AUTOCHTONES ET DE LA RÉCONCILIATION

PROGRAMME DU MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES – CRÉDIT 2001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 4)		
Traitements et salaires		4 316 113
Avantages sociaux		554 279
Transports et communications		389 757
Services		6 995 067
Fournitures et matériel		89 956
		12 345 172
Relations avec les Autochtones et Réconciliation (Poste 1)		
Traitements et salaires		11 426 038
Avantages sociaux		1 479 562
Transports et communications		903 037
Services		6 198 039
Fournitures et matériel		141 597
Paiements de transfert		
Fonds de développement Économique pour les Autochtones	9 958 975	
Fonds de participation	6 885 167	
Soutien au fonds de négociations Communautaires	6 246 944	
Soutien au fonds de négociations avec les Algonquins	1 935 170	
Fonds pour les Six Nations	216 442	
Fonds pour les organisations autochtones représentatives de l'Ontario	1 924 900	
Fonds pour cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes de Grassy Narrows et d'Islington	15 358 643	
Fonds pour la participation à l'élaboration des politiques	4 919 812	
Fonds pour les nouvelles relations	13 495 435	
Fonds de développement économique des Métis	3 000 000	
		63 941 468
		84 089 741
Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Règlements négociés		102 500 000
Règlements des revendications territoriales		1 007 911 833
		1 110 411 833
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		109 607
		158 908
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) PROGRAMME DES RELATIONS AVEC LES AUTOCHTONES ET DE LA RÉCONCILIATION		**1 207 005 654**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Affaires autochtones (Poste 3)		
Paiements de transfert		
Programme de subventions d'immobilisations de la communauté autochtone		2 994 207
Règlements négociés		400 000
		3 394 207
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) PROGRAMME DES RELATIONS AVEC LES AUTOCHTONES ET DE LA RÉCONCILIATION		**3 394 207**

MINISTÈRE DES RELATIONS AVEC LES AUTOCHTONES ET DE LA RÉCONCILIATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	2018 $	2017 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits de demande – Accès à l'information	482	120
VENTES ET LOCATIONS	0	3 728 300
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	3 565 103	(958 626)*
DIVERS	11	270
TOTAL RECETTES DU MINISTÈRE	**3 565 596**	**2 770 064**

*Redressement en 2016-2017 pour le recouvrement des dépenses des exercices précédents.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

EXERCICE 2017 – 2018

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-264

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-265

GESTION DES RICHESSES NATURELLES 2-267

PROTECTION DU PUBLIC 2-274

INFORMATION ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES 2-276

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-266, 2-271, 2-272, 2-275

ÉTAT DES RECETTES 2-278

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

2016 – 2017		2017 – 2018	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
43 774 864	Administration du ministère	49 003 914	48 266 645
351 618 118	Gestion des richesses naturelles	354 718 900	371 332 062
138 589 790	Protection du public	149 692 300	149 313 597
29 575 479	Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources	29 142 900	29 124 211
563 558 251	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**582 558 014**	**598 036 515**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
717 200	Gestion des richesses naturelles	4 087 300	3 995 573
38 983	Protection du public	40 000	39 968
756 183	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**4 127 300**	**4 035 541**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
55 608 823	Gestion des richesses naturelles	51 209 900	48 815 281
9 185 596	Protection du public	11 652 200	10 433 804
64 794 419	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**62 862 100**	**59 249 085**
	BIENS IMMOBILISÉS		
29 304 593	Gestion des richesses naturelles	34 938 100	33 024 076
31 607 687	Protection du public	28 174 500	10 652 547
60 912 280	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**63 112 600**	**43 676 623**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2101 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	41 673 900	7 265 000	48 938 900	Administration du ministère	48 217 344
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	0
	41 738 914	**7 265 000**	**49 003 914**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**48 266 645**

Description du programme:

Le programme d'administration offre aux secteurs d'activités son leadership en matière de gestion stratégique ainsi que des conseils, des avis juridiques, des services de communications et des services administratifs.

Il offre aussi son leadership et ses conseils pour la planification opérationnelle, la gestion financière, le contrôle financier et la gestion des ressources humaines.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		22 838 843
Avantages sociaux		6 048 322
Transports et communications		587 512
Services		21 973 711
Fournitures et matériel		533 689
Paiements de transfert		
Programmes d'emploi des jeunes	724 290	724 290
		52 706 367
Moins : Recouvrements		4 489 023
		48 217 344
Bureau principal		
Traitements et salaires	4 111 894	
Avantages sociaux	503 648	
Transports et communications	195 484	
Services	5 102 230	
Fournitures et matériel	36 635	9 949 891
Finances et administration		
Traitements et salaires	3 680 474	
Avantages sociaux	488 915	
Transports et communications	66 125	
Services	7 503 863	
Fournitures et matériel	36 035	11 775 412
Ressources humaines		
Traitements et salaires	9 766 446	
Avantages sociaux	4 314 974	
Transports et communications	129 800	
Services	610 795	
Fournitures et matériel	287 755	
Paiements de transfert		
Programmes d'emploi des jeunes	724 290	
	15 834 060	
Moins : Recouvrements	4 489 022	11 345 038
Services de communication		
Traitements et salaires	3 394 103	
Avantages sociaux	485 780	
Transports et communications	85 250	
Services	620 494	
Fournitures et matériel	104 156	4 689 783
Services juridiques		
Traitements et salaires	51 743	
Transports et communications	43 410	
Services	7 384 078	
Fournitures et matériel	37 491	7 516 722
Services de vérification		
Services	463 200	463 200
Commission de l'escarpement du Niagara		
Traitements et salaires	1 834 183	
Avantages sociaux	255 005	
Transports et communications	67 443	
Services	289 051	
Fournitures et matériel	31 617	2 477 299
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
		49 301
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**48 266 645**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2103 **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**				**PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES**	
1	316 095 100	24 008 900	340 104 000	Gestion durable des ressources	339 443 073
2	9 590 300	(68 400)	9 521 900	Parcs Ontario	9 519 400
7	1 000		1 000	Initiatives de réduction des gaz à effet de serre	0
L	5 091 000		5 091 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	22 369 589
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	330 778 400	**23 940 500**	**354 718 900**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES**	**371 332 062**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
5	1 603 000	2 484 300	4 087 300	Gestion des richesses naturelles – actif de fonctionnement	3 995 573
	1 603 000	**2 484 300**	**4 087 300**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES**	**3 995 573**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2103				**PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	41 975 700	(7 080 300)	34 895 400	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles	34 309 180
6	1 000	(1 000)	0	Assainissement de l'environnement	0
L	16 314 500		16 314 500	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*	14 506 101
	58 291 200	**(7 081 300)**	**51 209 900**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES**	**48 815 281**
BIENS IMMOBILISÉS					
4	34 938 100		34 938 100	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles – biens immobilisés	33 024 076
	34 938 100		**34 938 100**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES**	**33 024 076**

Description du programme:

Le Programme de gestion des richesses naturelles dirige et supervise la gestion des forêts, des terres de la Couronne, de l'eau, de l'énergie renouvelable et des ressources en agrégats et en pétrole de l'Ontario par l'élaboration, la mise en œuvre et l'amélioration des lois, politiques, programmes, systèmes d'information et normes.

Le Programme s'attache à veiller à la vigueur et la viabilité de l'industrie forestière en Ontario et à favoriser un environnement d'affaires compétitif en faisant la promotion des emplois et des investissements dans le secteur forestier.

Le Programme dirige et supervise également la gestion des ressources fauniques et en poissons, des parcs et des zones protégées de l'Ontario, notamment la protection et la gestion des attractions naturelles, culturelles et récréatives importantes pour la province afin de promouvoir des écosystèmes sains et durables, de préserver la biodiversité et d'élargir les possibilités de loisirs de plein air.

De plus, le Programme dirige et supervise la gestion des biens d'infrastructure tels les installations piscicoles, des parcs, des terres de la Couronne, de l'eau et d'autres investissements dans l'infrastructure comme l'élaboration et l'application de l'information géographique et terrestre et l'infrastructure nécessaire pour partager cette information aux fins de l'exécution des programmes du ministère.

Note : Les recouvrements dans le cadre des charges de fonctionnement liées aux initiatives sur la réduction des gaz à effet de serre comprennent des recouvrements de 5 541 953 $ et les recouvrements dans le cadre des charges de fonctionnement liées au poste Gestion durable des ressources comprennent des recouvrements de 380 000 $ du Compte de réduction des gaz à effet de serre, qui reposent sur les prévisions des revenus escomptés, sous réserve d'un solde suffisant du Compte de réduction des gaz à effet de serre.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Gestion durable de ressources (Poste 1)		
Traitements et salaires		175 143 183
Avantages sociaux		27 052 270
Transports et communications		12 655 509
Services		151 818 752
Fournitures et matériel		12 812 521
Paiements de transfert		
Intendance des espèces en péril en Ontario	4 542 732	
Centre de gestion des espèces Envahissantes	850 000	
Institut de la fourrure	40 000	
Rentes et primes versées aux Indiens en vertu du Traité numéro 9	118 645	
Politiques – intendance des ressources	3 771 172	
Programme Promotion du bois de l'Ontario	923 291	
Développement économique des communautés autochtones	248 000	
Attraction des investissements en bioéconomie	8 400 000	
Soutien à l'exploitation de la région des lacs expérimentaux	2 000 000	
Services provinciaux – intendance des ressources	375 000	
Partenaires pour la prestation des programmes de reboisement des terres privées et en milieu urbain dans le Sud de l'Ontario	4 915 000	
CRGES – 50 millions d'arbres	380 000	
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	7 033 696	
Impôts acquittés sur les biens-fonds provinciaux occupés par des locataires	3 593 384	
Subventions aux offices de protection de la nature - Fonctionnement des programmes	7 448 000	
Programme du Grand Nord	1 745 168	
Mise en valeur des ressources des Premières nations	928 234	
Opérations régionales – intendance des ressources	2 452 269	
Protection du poisson et de la faune – intendance des ressources	875 000	
		50 639 591
		430 121 826
Moins : Recouvrements		90 678 753
		339 443 073

	$	$	$
Cartographie et information géographique			
Traitements et salaires		8 476 762	
Avantages sociaux		1 257 797	
Transports et communications		209 041	
Services		3 477 626	
Fournitures et matériel		245 978	
		13 667 204	
Moins : Recouvrements		4 535 848	
			9 131 356
Politiques et planification			
Traitements et salaires		20 159 830	
Avantages sociaux		2 732 093	
Transports et communications		1 464 344	
Services		5 196 087	
Fournitures et matériel		287 377	
Paiements de transfert			
Intendance des espèces en péril en Ontario	4 542 732		
Centre de gestion des Espèces Envahissantes	850 000		
Institut de la fourrure	40 000		
Rentes et primes versées aux Indiens . en vertu du Traité numéro 9	118 645		
Politiques – intendance des ressources	3 771 172		
		9 322 549	
		39 162 280	
Industrie forestière			
Traitements et salaires		8 083 980	
Avantages sociaux		1 199 850	
Transports et communications		896 485	
Services		73 962 325	
Fournitures et matériel		308 317	
Paiements de transfert			
Programme Promotion du bois de l'Ontario	923 291		
Développement économique des communautés autochtones	248 000		
Attraction des investissements en bioéconomie	8 400 000		
		9 571 291	
			94 022 248

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
Services provinciaux - sciences et recherche		
Traitements et salaires	34 118 875	
Avantages sociaux	5 058 172	
Transports et communications	2 144 591	
Services	9 420 077	
Fournitures et matériel	4 708 801	
Paiements de transfert		
Soutien à l'exploitation de la région des lacs expérimentaux 2 000 000		
Services provinciaux – intendance des ressources 375 000		
	2 375 000	
	57 825 516	
Moins : Recouvrements	6 685 047	
		51 140 469
Opérations régionales		
Traitements et salaires	64 309 171	
Avantages sociaux	10 636 903	
Transports et communications	4 460 517	
Services	20 237 871	
Fournitures et matériel	2 516 589	
Paiements de transfert		
Partenaires pour la prestation des programmes de reboisement des terres privées et en milieu urbain dans le Sud de l'Ontario	4 915 000	
CRGES – 50 millions d'arbres	380 000	
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	7 033 696	
Impôts acquittés sur les biens-fonds provinciaux occupés par des locataires	3 593 384	
Subventions aux offices de protection de la nature - Fonctionnement des programmes	7 448 000	
Programme du Grand Nord	1 745 168	
Mise en valeur des ressources des Premières nations	928 234	
Opérations régionales – intendance des ressources	2 452 269	
	130 656 802	
Moins : Recouvrements	2 871 891	
		127 784 911

	$	$
Fonds spéciaux pour la protection du poisson et de la faune		
Traitements et salaires	39 994 565	
Avantages sociaux	6 167 455	
Transports et communications	3 480 531	
Services	21 322 957	
Fournitures et matériel	4 745 459	
Paiements de transfert		
Protection du poisson et de la faune - intendance des ressources	875 000	
	76 585 967	
Moins : Recouvrements	76 585 967	
		0
Administration du programme		
Services	18 201 809	
		18 201 809
Parcs Ontario (Poste 2)		
Traitements et salaires		47 367 621
Avantages sociaux		6 808 860
Transports et communications		2 318 834
Services		25 104 982
Fournitures et matériel		17 192 301
Paiements de transfert		
Programme de bourses des partenaires de Parcs Ontario	20 000	
Parcs Ontario - intendance des ressources	50 000	
		70 000
		98 862 598
Moins : Recouvrements		89 343 198
		9 519 400

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$
Initiatives de réduction des gaz à effet de serre (Poste 7)	
Traitements et salaires	306 317
Avantages sociaux	64 572
Transports et communications	50 716
Services	635 112
Fournitures et matériel	2 980
Paiements de transfert	
CRGES – Projet relatif à la construction massive en bois	4 482 256
	5 541 953
Moins : Recouvrements	5 541 953
	0

	$
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	22 369 589
	22 369 58
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES	**371 332 062**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Gestion des richesses naturelles – actif de fonctionnement (Poste 5)		
Inventaire détenu à des fins de revente		3 995 573
		3 995 573
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES		**3 995 573**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles (Poste 3)		
Transports et communications		206 005
Services		25 092 215
Fournitures et matériel		6 272 114
Paiements de transfert		
Infrastructure des offices de protection de la nature		4 822 021
Investissement dans l'infrastructure partagée		519 825
		36 912 180
Moins : Recouvrements		2 603 000
		34 309 180
Services provinciaux - sciences et recherche		
Transports et communications	21,999	
Services	692 981	
Fournitures et matériel	2 406 443	
		3 121 423
Opérations régionales		
Transports et communications	56 272	
Services	11 204 832	
Fournitures et matériel	767 198	
Paiements de transfert		
Infrastructure des offices de protection de la nature	4 822 021	
	16 850 323	
Moins : Recouvrements	2 603 000	
		14 247 323
Industrie forestière		
Services	144 396	
		144 396
Infrastructure de soutien ministériel		
Transports et communications	97 895	
Services	4 073 367	
Fournitures et matériel	431 645	
		4 602 907
Infrastructure de Parcs Ontario		
Transports et communications	29 839	
Services	8 976 639	
Fournitures et matériel	2 666 828	
Paiements de transfert		
Investissement dans l'infrastructure partagée	519 825	
		12 193 131
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissment, *Loi sur l'administration financière*		14 506 101
		14 506 101
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES		**48 815 281**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
BIENS IMMOBILISÉS		
Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles – actifs d'immobilisations (Poste 4)		
Immeubles - coûts relatifs aux immobilisations		8 466 273
Infrastructure des transports – coûts relatifs aux immobilisations		7 790 088
Améliorations locatives		4 463 561
Barrages et ouvrages d'art – coûts relatifs aux immobilisations		8 203 660
Machines et équipement – coûts relatifs aux immobilisations		837 803
Parc automobile et flotte de bateaux – coûts relatifs aux immobilisations		3 262 691
		33 024 076
Services provinciaux - sciences et recherche		
Immeubles – coûts relatifs aux immobilisations	41 909	
Barrages et ouvrages d'art – coûts relatifs aux immobilisations	1 730 658	
Machines et équipement – coûts relatifs aux immobilisations	502 094	
Parc automobile et flotte de bateaux – coûts relatifs aux immobilisations	2 387 273	
		4 661 934
Parcs Ontario		
Immeubles - coûts relatifs aux immobilisations	8 398 056	
Infrastructure des transports – coûts relatifs aux immobilisations	1 640 088	
Barrages et ouvrages d'art – coûts relatifs aux immobilisations	3 581 358	
Parc automobile et flotte de bateaux – coûts relatifs aux immobilisations	875 418	
		14 494 920
Opérations régionales		
Barrages et ouvrages d'art – coûts relatifs aux immobilisations	2 891 644	
		2 891 644
Industrie forestière		
Infrastructure des transports – coûts relatifs aux immobilisations	6 150 000	
Machines et équipement – coûts relatifs aux immobilisations	335 709	
		6 485 709
Infrastructure de soutien ministériel		
Immeubles - coûts relatifs aux immobilisations	26 308	
Améliorations locatives	4 463 561	
		4 489 869
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES		**33 024 076**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2104				**PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	100 240 500	49 441 800	149 682 300	Protection du public	149 313 597
L	10 000		10 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	100 250 500	49 441 800	149 692 300	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC**	**149 313 597**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
3	36 500	3 500	40 000	Sécurité publique et intervention en cas d'urgence – actifs de fonctionnement	39 968
	36 500	**3 500**	**40 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC**	**39 968**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
5	7 985 000	(694 800)	7 290 200	Infrastructure pour la sécurité publique et l'intervention en cas d'urgence	6 636 473
L	4 362 000		4 362 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	3 797 331
	12 347 000	**(694 800)**	**11 652 200**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC**	**10 433 804**
BIENS IMMOBILISÉS					
4	30 662 300	(2 487 800)	28 174 500	Sécurité publique et intervention en cas d'urgence – biens immobilisés	10 652 547
	30 662 300	**(2 487 800)**	**28 174 500**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC**	**10 652 547**

Description du programme :

Le programme de protection du public administre le Programme de gestion des situations d'urgence du ministère dont le rôle est d'assurer la protection du public et des biens dans les circonstances suivantes : incendies de forêt; inondations; sécheresse; érosion; instabilité du sol et de l'assise rocheuse; prospection de pétrole brut et de gaz naturel (y compris l'entreposage souterrain de gaz naturel et d'hydrocarbures); situations d'urgence résultant de l'extraction de soluté salin; autres catastrophes survenant dans la province auxquelles il faut faire face.

Le programme assure également la planification et la prestation, directe et indirecte, des services de transport aériens non réguliers pour le compte du gouvernement de l'Ontario.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC – CRÉDIT 2104

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Protection du public (Poste 1)		
Traitements et salaires		71 507 682
Avantages sociaux		9 537 833
Transports et communications		5 743 909
Services		90 763 618
Fournitures et matériel		13 028 494
Paiements de transfert		
Initiative ontarienne Collectivés Intelli-feu		52 500
		190 634 036
Moins : Recouvrements		41 320 439
		149 313 597
Sécurité publique et intervention en cas d'urgence		
Traitements et salaires	28 997 263	
Avantages sociaux	4 525 001	
Transports et communications	2 507 544	
Services	26 870 119	
Fournitures et matériel	4 598 298	
Paiements de transfert		
Initiative ontarienne Collectivés Intelli-feu	52 500	
	67 550 725	
Moins : Recouvrements	35 525 900	
		32 024 825
Lutte d'urgence contre les incendies		
Traitements et salaires	42 510 419	
Avantages sociaux	5 012 832	
Transports et communications	3 236 365	
Services	63 893 499	
Fournitures et matériel	8 430 196	
	123 083 311	
Moins : Recouvrements	5 794 539	
		117 288 772
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC		**149 313 597**

	$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Sécurité publique et intervention en cas d'urgence – actifs de fonctionnement (Poste 3)	
Dépôts et charges payées d'avance	39 968
	39 968
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC	**39 968**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Infrastructure pour la sécurité publique et l'intervention en cas d'urgence (Poste 5)	
Transports et communications	360 270
Services	4 147 201
Fournitures et matériel	2 129 002
	6 636 473
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	3 797 331
	3 797 331
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC	**10 433 804**
BIENS IMMOBILISÉS	
Sécurité publique et intervention en cas d'urgence – actifs d'immobilisations (Poste 4)	
Immeubles - coûts relatifs aux immobilisations	4 956 135
Barrages et ouvrages d'art – coûts relatifs aux immobilisations	659 557
Machines et équipement - coûts relatifs aux immobilisations	395 000
Parc automobile et flotte de bateaux – coûts relatifs aux immobilisations	2 113 297
Avions – coûts relatifs aux immobilisations	2 355 901
Infrastructure des transports – coûts relatifs aux immobilisations	172 657
	10 652 547
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC	**10 652 547**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2105				**PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	29 118 200	24 700	29 142 900	Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources ...	29 124 211
	29 118 200	**24 700**	**29 142 900**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES.....**	**29 124 211**

Description du programme:

Le Groupement pour les terres et les ressources assure la prestation des programmes et offre son leadership pour l'élaboration et l'application de la technologie de l'information et de la gestion de l'information aux ministères qui sont ses clients, à savoir : Richesses naturelles et Forêts, Relations avec les Autochtones et Réconciliation, Environnement et Action en matière de changement climatique, Agriculture, Alimentation et Affaires rurales et Développement du Nord et des Mines. Il est chargé de metre en place une infrastructure de technologie de l'information intégrée pour faciliter et rationaliser les activités du gouvernement grâce à la prestation électronique des services et d'améliorer les services publics grâce aux affaires électroniques et aux services gouvernementaux en direct.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES – CRÉDIT 2105

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources (Poste 1)	
Traitements et salaires	19 952 616
Avantages sociaux	2 655 978
Transports et communications	1 095 377
Services	51 473 984
Fournitures et matériel	141 806
	75 319 761
Moins : Recouvrements	46 195 550
	29 124 211
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES ...	**29 124 211**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	2018 $	2017 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	2 836 616	3 052 075
Accord sur le bois d'œuvre résineux	7 646	1 579 028
Stations radars abandonnées du réseau Mid-Canada	325 000	500 000
Programme d'infrastructures Canada-Ontario	226 452	168 969
	3 395 714	5 300 072
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	10 485 859	13 277 717
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Permis - Agréats	6 171 344	6 324 971
Autres	789 037	750 924
	6 960 381	7 075 895
AMENDES ET PÉNALITÉS	542 527	487 827
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes d'immobilisations	1 151 207	581 709
Autres	10 144 833	10 810 835
	11 296 040	11 392 544
REDEVANCES		
Énergie hydrqulique	122 819 822	118 167 941
Droits de la Couronne	48 305 526	42 271 613
Ressources pétrolières en mer	1 916 365	1 877 681
Agrégats	1 672 173	1 853 811
Autres	1 134	9 031
	174 715 020	164 180 077
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	23 460 442	23 578 553
DIVERS	1 061 773	734 709
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**231 917 756**	**226 027 394**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

EXERCICE 2017 – 2018

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-280

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-282

POLITIQUES DE SANTÉ ET RECHERCHE 2-284

CYBERSANTÉ ET GESTION DE L'INFORMATION 2-286

ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO 2-288

SANTÉ DE LA POPULATION ET SANTÉ PUBLIQUE 2-291

RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT 2-293

PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE 2-301

SYSTÈMES INFORMATIQUES 2-303

IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ 2-305

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-283, 2-287, 2-304

ÉTAT DES RECETTES 2-307

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

2016 – 2017 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2017 – 2018 Crédits autorisés	2017 – 2018 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
122 848 997	Administration du ministère	109 617 960	128 053 091
791 258 518	Politiques de santé et recherche	777 029 900	777 027 336
420 042 260	Cybersanté et gestion de l'information	436 453 400	436 451 264
18 567 590 672	Assurance-santé de l'Ontario	20 141 787 400	20 141 744 888
1 213 279 787	Santé de la Population et santé publique	1 233 857 900	1 233 857 802
26 221 048 970	Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant	27 157 119 300	27 156 868 474
3 981 227 707	Programmes provinciaux et intendance	4 205 090 000	4 199 286 811
142 340 824	Systèmes informatiques	137 238 000	137 237 094
51 459 637 735	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**54 198 193 860**	**54 210 526 760**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
4 500 000	Politiques de santé et recherche	4 500 000	4 500 000
7 500 000	Assurance-santé de l'Ontario	13 000 000	13 000 000
0	Santé de la Population et santé publique	750 000	453 102
56 233 659	Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant	58 537 600	58 537 559
6 125 028	Programmes provinciaux et intendance	5 729 400	5 606 068
74 358 687	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**82 517 000**	**82 096 729**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

2016 – 2017 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2017 – 2018 Crédits autorisés	2017 – 2018 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
39 358 316	Cybersanté et gestion de l'information	37 158 100	21 602 415
11 462 326	Systèmes informatiques	14 151 800	14 130 776
1 282 879 489	Immobilisations dans le domaine de la santé	1 392 494 800	1 389 340 201
1 333 700 131	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**1 443 804 700**	**1 425 073 392**
	BIENS IMMOBILISÉS		
13 125 177	Systèmes informatiques	30 583 000	12 153 351
13 125 177	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**30 583 000**	**12 153 351**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1401					
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	113 726,500	(11 017 000)	102 709 500	Administration du ministère	102 706 926
2	7 375 400	(563 300)	6 812 100	Commission ontarienne d'examen	6 809 995
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	48 519		48 519	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
L	-		-	Service d'approvisionnement médicopharmaceutique, du gouvernement de l'Ontario	18 470 202
	121 198 260	**(11 580 300)**	**109 617 960**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**128 053 091**

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère apporte son soutien au ministre de la Santé et des Soins de longue durée pour lui permettre de remplir les exigences de son portefeuille et des cadres ministériels de gestion, de reddition des comptes, de contrôle financier et de gestion des fraudes et du risque de manière à assurer l'utilisation rationnelle et efficiente des ressources et d'atteindre ainsi les objectifs opérationnels visés.

Le programme offre une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels pour faciliter l'exécution efficace de tous les programmes et services du ministère : planification des activités, du budget et des immobilisations dans le domaine de la santé; politiques et décisions en matière d'investissement et de financement du système de santé; vérification; installations et chaîne d'approvisionnement, gestion des contrats; Service d'approvisionnement médicopharmaceutique du gouvernement de l'Ontario; subrogation; ressources humaines stratégiques, y compris la gestion du talent, du rendement et de la relève; planification de l'effectif et gestion des ressources; participation et inclusion des employés; stratégies de santé, de sécurité et de mieux - être; relations de travail stratégiques et planification d'urgence; capacité organisationnelle et engagement; gestion des documents, accès à l'information, protection de la vie privée et protection des renseignements personnels sur la santé; processus de nominations; conformité avec les obligations en matière de services en français et liaison avec les organismes et supervision; services juridiques; communications et marketing; innovation organisationnelle et refonte des programmes en vue d'une amélioration de la qualité, de l'efficience et de l'efficacité; gestion financière, notamment les paiements, l'analyse financière, les prévisions, la présentation de rapports, les règlements ainsi que les exigences nécessaires en matière de contrôle financier.

Le Bureau du médecin hygiéniste en chef (MHC) assure le leadership et l'orientation stratégique pour le secteur de la santé publique, alimente et influence les priorités et les décisions stratégiques ministérielles et offre des conseils aux trois paliers de gouvernement. Le Bureau a des responsabilités législatives précises énoncées dans la Loi sur la protection et la promotion de la santé.

De plus, des fonds sont prévus pour le soutien administratif à la Commission ontarienne d'examen, à la Commission du consentement et de la capacité, à la Commission d'appel et de révision des services de santé, à la Commission d'appel et de révision des professions de la santé, à la Commission de révision des paiements effectués aux médecins, au Comité d'admissibilité médicale et au Comité de révision pour le Programme ontarien d'aide aux victimes de l'hépatite C.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		50 450 480
Avantages sociaux		12 202 966
Transports et communications		2 847 919
Services		36 790 136
Fournitures et matériel		433 425
		102 724 926
Moins : Recouvrements		18 000
		102 706 926
Bureau principal		
Traitements et salaires	6 289 836	
Avantages sociaux	783 327	
Transports et communications	230 536	
Services	1 034 676	
Fournitures et matériel	17 267	
		8 355 642
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	32 868 037	
Avantages sociaux	9 843 576	
Transports et communications	2 351 793	
Services	26 116 283	
Fournitures et matériel	288 825	
	71 468 514	
Moins : Recouvrements	18 000	
		71 450 514
Ressources humaines		
Traitements et salaires	2 863 860	
Avantages sociaux	393 202	
Transports et communications	39 180	
Services	613 592	
Fournitures et matériel	35 539	
		3 945 373
Services de communication		
Traitements et salaires	8 393 106	
Avantages sociaux	1 182 861	
Transports et communications	165 006	
Services	2 908 928	
Fournitures et matériel	36 387	
		12 686 288
Services juridiques		
Traitements et salaires	35 640	
Transports et communications	61 405	
Services	2 791 764	
Fournitures et matériel	55 407	
		2 944 216
Services de vérification		
Services	3 324 893	
		3 324 893
Commission ontarienne d'examen (Poste 2)		
Traitements et salaires		1 271 432
Avantages sociaux		191 369
Transports et communications		639 585
Services		4 670 954
Fournitures et matériel		36 655
		6 809 995
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 667
Autres opérations		
Service d'approvisionnement médicopharmaceutique du gouvernement de l'Ontario		18 470 202
		18 536 170
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**128 053 091**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1402				**PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	820 924 600	(43 894 700)	777 029 900	Politiques de santé et recherche	777 027 336
L	-		-	Créances irrécouvrables *Loi sur l'administration financière*.....	0
	820 924 600	**(43 894 700)**	**777 029 900**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE .....**	**777 027 336**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	4 500 000		4 500 000	Politiques de santé et recherche	4 500 000
	4 500 000		**4 500 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE .....**	**4 500 000**

Description du programme:

Le Programme des politiques de santé et de la recherche intègre les données de recherche probantes sur le système de santé ainsi que les politiques stratégiques et celles relatives aux programmes afin d'offrir des orientations stratégiques concernant la planification de la main-d'œuvre dans le domaine de la santé, la surveillance réglementaire de cette main-d'œuvre et l'innovation au sein du système de santé de l'Ontario. La planification à l'échelle du système permet au ministère de soutenir l'élaboration des lois et des politiques, de surveiller l'alignement sur les orientations stratégiques et de sélectionner et gérer les portefeuilles, la stratégie et d'autres initiatives au sein du ministère pour faire avancer les objectifs et les priorités en santé en ce qui concerne la main-d'œuvre du système de santé de l'Ontario et le cadre de réglementation provincial régissant cette main-d'œuvre (les professions réglementées de la santé et les autres fournisseurs du système) de même que l'innovation. Ce travail comprend l'investissement ciblé, l'administration des programmes de financement, la surveillance et la synthèse de la recherche sur la santé de la population et les services de santé, les politiques stratégiques et la planification relatives à la disponibilité, à la mixité, à la répartition, au recrutement, au maintien en poste, à la détermination du champ d'exercice et à l'éducation et la formation des fournisseurs de soins de santé.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE – CRÉDIT 1402

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques de santé et recherche (Poste 1)		
Traitements et salaires		19 495 291
Avantages sociaux		2 590 115
Transports et communications		491 863
Services		6 474 920
Fournitures et matériel		105 490
Paiements de transfert		
Formation clinique	712 962 847	
Fonds de recherche sur le système de santé	34 906 810	
		747 869 657
		777 027 336
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE		**777 027 336**

	$	$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Politiques de santé et recherche (Poste 2)		
Avances et montants récupérables		
Formation clinique	2 000 000	
Soins infirmiers	2 500 000	
		4 500 000
		4 500 000
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE		**4 500 000**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1403				**PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DE GESTION DE L'INFORMATION**	
1	483 459 500	(47 006 100)	436 453 400	Cybersanté et gestion de l'information	436 451 264
	483 459 500	**(47 006 100)**	**436 453 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION**	**436 451 264**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	36 745 100		36 745 100	Cybersanté et gestion de l'information	21 244 100
L	413 000		413 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	358 315
	37 158 100		**37 158 100**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION**	**21 602 415**

Description du programme :

Le programme de cybersanté et de gestion de l'information est un instrument incontournable de Priorité aux patients : Plan d'action en matière de soins de santé; il permet de transformer progressivement le système de santé de l'Ontario en un système plus moderne, intégré et réellement axé sur le patient. La stratégie de santé numérique s'appuie sur les actifs numériques de santé que la province possède déjà et élargit l'accès aux services d'information et de soins de santé de manières nouvelles et novatrices, tout en renforçant la qualité, l'efficacité et la responsabilisation de notre système de santé. La stratégie reconnaît la multiplicité des partenaires assurant la prestation de services et se concentre sur la collaboration pour soutenir un système de santé plus intégré axé sur le patient.

Le Bureau de la gestion de l'information, des données et de l'analytique soutient l'élaboration des politiques, la conception des programmes, l'amélioration de la qualité et la responsabilisation en régissant et recueillant les données pour les transformer en perspectives, et les perspectives en orientation stratégique afin de préserver notre système de santé et d'assurer la santé des plus de 13 millions d'Ontariennes et d'Ontariens.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION – CRÉDIT 1403

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Cybersanté et gestion de l'information (Poste 1)		
Traitements et salaires		16 852 401
Avantages sociaux		2 155 157
Transports et communications		287 547
Services		26 217 999
Fournitures et matériel		98 379
Paiements de transfert		
Cybersanté Ontario	251 355 900	
Programmes de technologie de l'information	125 617 948	
Gestion de l'information sur le système de santé	13 865 933	
		390 839 781
		436 451 264
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION		**436 451 264**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Cybersanté et gestion de l'information (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Cybersanté Ontario – immobilisations		21 244 100
		21 244 100
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*		358 315
		358 315
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION		**21 602 415**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1405				**PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DE L'ONTARIO**	
1	14 755 929 000	633 829 700	15 389 758 700	Assurance-santé de l'Ontario	15 389 757 782
2	4 202 458 100	31 006 700	4 233 464 800	Programmes de médicaments	4 233 464 719
4	478 693 200	39 868 700	518 561 900	Programme d'appareils et accessoires fonctionnels	518 522 387
L	2 000		2 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	19 437 082 300	**704 705 100**	**20 141 787 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO**	**20 141 744 888**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
5	7 500 000	5 500 000	13 000 000	Programme d'assurance-santé de l'Ontario	13 000 000
	7 500 000	**5 500 000**	**13 000 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO .....**	**13 000 000**

Description du programme:

Le programme d'assurance - santé de l'Ontario vise des volets essentiels du système de santé ontarien : les politiques relatives à l'admissibilité des clients et aux cartes de santé, la rémunération des médecins pour les services pris en charge en vertu de la Loi sur l'assurance maladie, la rémunération des autres praticiens, le remboursement des services hors province ou hors pays, la Loi sur les établissements de santé autonomes, les Équipes de santé familiale, les centres d'accès aux services de santé pour les Autochtones, les cliniques dirigées par du personnel infirmier praticien, les services de sages - femmes, les services aux régions insuffisamment desservies, les subventions aux résidents du Nord pour frais de transport à des fins médicales, les services de télétriage, la prévention des maladies, la qualité des services de santé, les programmes de médicaments, les laboratoires communautaires, l'intervention en faveur des patients des établissements psychiatriques et les conseils sur leurs droits, la protection contre la fraude liée aux services de santé ainsi que les appareils et accessoires fonctionnels (p. ex., l'oxygénothérapie à domicile).

Les services de santé financés par les deniers publics sont dispensés par des professionnels de la santé exerçant dans divers cadres, depuis les cabinets de généralistes jusqu'aux centres hospitaliers universitaires et aux hôpitaux, en passant par Télésanté Ontario et le Service téléphonique d'aide médicale (STAM), où sont offerts des conseils permettant le triage et des renseignements sur la santé. Les services financés par le gouvernement sont offerts aux Ontariens et Ontariennes qui sont inscrits, et admissibles, au Régime d'assurance - santé de l'Ontario. Le Programme des services aux régions insuffisamment desservies aide les collectivités des régions rurales, éloignées et du Nord à recruter et retenir des professionnels de santé et à garantir l'accès aux services de santé dans ces collectivités. Le Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales aide à payer les coûts de transport engagés à des fins médicales par des résidents du Nord de l'Ontario pour accéder aux services d'un spécialiste médical ou d'un établissement de soins de santé auxquels ils n'ont pas accès dans leur collectivité.

En matière de prévention des maladies, la priorité est accordée à l'amélioration de la santé et des soins de santé pour les Ontariens et les Ontariennes qui ont le diabète, une insuffisance cardiaque congestive, une maladie pulmonaire obstructive chronique ou de l'hypertension, ou qui présentent un risque élevé dans l'un de ces domaines. Les programmes de lutte contre le diabète de l'Ontario renforcent l'accès aux services pour personnes diabétiques et la qualité de ces services de manière à améliorer la santé des personnes diabétiques ou à risque de le devenir et l'évolution de leur état.

Qualité des services de santé Ontario est l'infrastructure provinciale visant à accélérer la prestation de soins de santé de haute qualité fondés sur des preuves afin de contribuer à un système de santé durable.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO – CRÉDIT 1405

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Assurance-santé de l'Ontario (Poste 1)		
Traitements et salaires		51 338 101
Avantages sociaux		8 245 570
Transports et communications		2 992 247
Services		22 838 074
Fournitures et matériel		496 398
Paiements de transfert		
Paiements effectués au titre des services et soins fournis par des médecins et autres praticiens	14 939 701 478	
Établissements de santé autonomes	49 295 978	
Programme des services aux régions insuffisamment desservies	29 147 063	
Programme de subventions aux résidents du Nord pour frais de transport à des fins médicales	54 015 747	
Services de télétriage	26 812 700	
Programme de gestion de la qualité – Services de laboratoire	4 748 900	
Services de sages-femmes	141 093 318	
Stratégie de prévention des maladies	7 089 830	
Qualité des services de santé Ontario	48 990 922	
Initiatives pour la qualité des services de santé	2 951 456	
		15 303 847 392
		15 389 757 782
Programmes de médicaments (Poste 2)		
Traitements et salaires		11 058 757
Avantages sociaux		1 586 780
Transports et communications		824 155
Services		22 443 090
Fournitures et matériel		96,879
Paiements de transfert		
Assurance-médicaments pour les enfants et les jeunes	143 274 100	
Programmes de médicaments de l'Ontario	4 054 180 958	
		4 197 455 058
		4 233 464 719
Programme d'appareils et accessoires fonctionnels (Poste 4)		
Traitements et salaires		2 948 741
Avantages sociaux		410 984
Transports et communications		267 914
Services		1 332 623
Fournitures et matériel		46 274
Paiements de transfert		
Programme d'appareils et accessoires fonctionnels	513 515 851	
		513 515 851
		518 522 387
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO		**20 141 744 888**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Programme d'assurance-santé de l'Ontario (Poste 5)		
Avances et montants récupérables		
Paiements effectués au titre des services et soins fournis par les médecins et autres praticiens	9 900 000	
Services de sages-femmes	3 000 000	
Sciences de la santé universitaires	100 000	
		13 000 000
		13 000 000
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO		**13 000 000**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1406				**PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
4	1 230 440 300	3 417 600	1 233 857 900	Santé de la population et santé publique	1 233 857 802
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE……	**1 233 857 802**
	1 230 440 300	**3 417 600**	**1 233 857 900**		
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
6	750 000		750 000	Santé de la population et santé publique	453 102
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE…….	**453 102**
	750 000		**750 000**		

Description du programme :

Le programme de santé de la population et de santé publique a pour mandat de procurer de l'orientation et du leadership afin de soutenir le plan et l'engagement du ministère en matière de santé de la population et de santé publique d'améliorer les résultats relatifs à la santé de la population et d'assurer la prestation de services de santé de qualité par une meilleure coordination dans l'ensemble du système de santé et des secteurs connexes de l'Ontario.

Le programme soutient la priorité du gouvernement de maintenir la population ontarienne en santé en planifiant et en élaborant des textes législatifs et réglementaires ainsi que des normes et des mesures de rendement, en préparant, en mettant en œuvre et en évaluant des politiques et programmes à l'appui de la prévention des maladies, de la protection de la santé et de la vie saine et en dirigeant et en mobilisant nos partenaires à tous les échelons (tout en collaborant avec eux) pour veiller à l'efficacité de l'exécution des programmes, de la gestion budgétaire, de la responsabilisation et de la transparence et pour promouvoir un système de santé prêt, disposé et apte à répondre aux problèmes et aux situations d'urgence.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 1406

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Santé publique (Poste 4)		
Traitements et salaires		13 621 422
Avantages sociaux		1 903 480
Transports et communications		479 912
Services		22 884 669
Fournitures et matériel		102 852
Paiements de transfert		
Organismes de santé locaux officiels	743 158 826	
Épidémies	164 849 749	
Prévention de la tuberculose	8 783 871	
Lutte contre les maladies transmissibles sexuellement	17 437 264	
Prévention des infections	19 598 287	
Agence ontarienne de protection et de promotion de la santé	153 617 900	
Fonds pour les communautés en santé	1 341 300	
Développement de la capacité locale et coordination	1 074 000	
Nutrition et alimentation saine	24 521 625	
Prévention des maladies, des traumatismes et des dépendances	14 410 466	
Ontario sans fumée	46 072 179	
		1 194 865 467
		1 233 857 802
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE		**1 233 857 802**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1411				**PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	27 130 722 000	26 147 300	27 156 869 300	Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant	27 156 868 474
L	250 000		250 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	27 130 972 000	**26 147 300**	**27 157 119 300**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT ...**	**27 156 868 474**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	58 537 600		58 537 600	Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant	58 537 559
	58 537 600		**58 537 600**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT ...**	**58 537 559**

Description du programme:

En tant que protecteur de la viabilité à long terme du système de soins de santé de l'Ontario, le ministère collabore avec 14 réseaux locaux d'intégration des services de santé (RLISS) afin de promouvoir un système de soins de santé intégré, coordonné, axé sur les patients et inspiré par des valeurs. Le ministère se charge de l'orientation et des conseils stratégiques, tandis que les RLISS sont responsables de la planification, de l'intégration et du financement des fournisseurs de services de santé dans leurs systèmes de santé locaux. Les RLISS exercent leurs pouvoirs en vertu de la Loi de 2006 sur l'intégration du système de santé local. Des responsabilités supplémentaires et des attentes en matière de rendement sont définies dans le protocole d'entente et l'entente de responsabilité conclus entre chaque RLISS et le ministère de la Santé et des Soins de longue durée. Ces réseaux ont la souplesse nécessaire pour répondre aux priorités et aux besoins locaux uniques en matière de santé par la gestion des services offerts par les hôpitaux publics, privés et psychiatriques spécialisés, les centres d'accès aux soins communautaires, les foyers de soins de longue durée, les centres de santé communautaire, les services communautaires de soutien, les services communautaires aux victimes de traumatismes crâniens, les logements avec services de soutien et les organismes de toxicomanie et de santé mentale. En vertu de la *Loi de 2016 donnant la priorité aux patients*, les RLISS assumeront en 2017 la responsabilité directe des soins à domicile (qui relevaient jusque-là des 14 centres d'accès aux soins communautaires de l'Ontario) et de la planification des soins primaires pour que les patients bénéficient de meilleurs soins coordonnés et que le système de santé soit plus intégré et réponde mieux aux besoins locaux. Associé aux RLISS, le ministère veille à la prestation de soins de santé accessibles, sensibles aux besoins de la collectivité et de haute qualité pour toute la population ontarienne.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Érié St-Clair	1 199 826 200	
Sud-Ouest	2 378 339 614	
Waterloo Wellington	1 130 659 647	
Hamilton Niagara Haldimand Brant	3 123 176 984	
Centre-Ouest	975 469 986	
Mississauga Halton	1 613 747 341	
Centre-Toronto	5 058 307 004	
Centre	2 229 040 897	
Centre-Est	2 360 255 256	
Sud-Est	1 180 168 219	
Champlain	2 688 983 210	
Simcoe-Nord Muskoka	927 772 582	
Nord-Est	1 534 514 585	
Nord-Ouest	708 076 741	
Réseaux locaux d'intégration des services de santé - Agence de services généraux	48 530 208	
		27 156 868 474
		27 156 868 474
Érié St-Clair		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	691 273 889	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	156 975	
Foyers de soins de longue durée	225 297 014	
Centres d'accès aux soins communautaires	1 522 703	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS	135 538 386	
Services communautaires de soutien	23 561 758	
Logement avec services de soutien	13 041 797	
Centres de santé communautaire	36 829 731	
Services communautaires de santé mentale	42 719 523	
Programme de lutte contre les dépendances	11 828 387	
RLISS – Fonctionnement	18 056 037	
		1 199 826 200
Sud-Ouest		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 617 584 447	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	385 575	
Foyers de soins de longue durée	347 494 521	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS	210 070 405	
Services communautaires de soutien	41 937 340	
Logement avec services de soutien	26 882 147	
Centres de santé communautaire	22 806 643	
Services communautaires de santé mentale	61 102 833	
Programme de lutte contre les dépendances	13 564 976	
Solutions numériques pour la santé	2 040 000	
Traumatismes crâniens	8 780 344	
RLISS – Fonctionnement	25 690 383	
		2 378 339 614
Waterloo Wellington		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	615 899 494	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	159 225	
Foyers de soins de longue durée	202 575 811	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS	141 911 547	
Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés	32 161 350	
Services communautaires de soutien	26 606 401	
Logement avec services de soutien	6 467 204	
Centres de santé communautaire	24 012 276	
Services communautaires de santé mentale	43 186 251	
Programme de lutte contre les dépendances	12 818 411	
Traumatismes crâniens	2 939 034	
RLISS – Fonctionnement	21 922 643	
		1 130 659 647

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
Hamilton Niagara Haldimand Brant		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	2 046 206 057	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	462 750	
Foyers de soins de longue durée	509 103 172	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS	320 323 521	
Services communautaires de soutien	56 637 697	
Logement avec services de soutien	37 170 301	
Centres de santé communautaire	30 380 767	
Services communautaires de santé mentale	67 535 226	
Programme de lutte contre les dépendances	20 793 962	
Traumatismes crâniens	7 744 138	
RLISS – Fonctionnement	26 819 393	
		3 123 176 984
Centre-Ouest		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	584 895 080	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	96 975	
Foyers de soins de longue durée	170 185 526	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS	121 011 440	
Services communautaires de soutien	15 166 565	
Logement avec services de soutien	11 203 007	
Centres de santé communautaire	13 202 963	
Services communautaires de santé mentale	34 110 029	
Programme de lutte contre les dépendances	6 848 323	
Solutions numériques pour la santé	2 988 000	
RLISS – Fonctionnement	15 762 078	
		975 469 986
Mississauga Halton		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 064 777 935	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	163 200	
Foyers de soins de longue durée	207 351 393	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS	172 634 646	
Services communautaires de soutien	49 209 059	
Logement avec services de soutien	40 768 737	
Centres de santé communautaire	3 121 195	
Services communautaires de santé mentale	36 013 279	
Programme de lutte contre les dépendances	8 875 001	
Traumatismes crâniens	6 303 432	
RLISS – Fonctionnement	24 529 464	
		1 613 747 341
Centre-Toronto		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	3 755 028 504	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	715 050	
Foyers de soins de longue durée	285 605 945	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS	243 667 648	
Services communautaires de soutien	120 945 247	
Logement avec services de soutien	60 622 803	
Centres de santé communautaire	100 907 189	
Services communautaires de santé mentale	145 542 982	
Programme de lutte contre les dépendances	39 418 507	
Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés	275 686 593	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux psychiatriques	49 050	
Traumatismes crâniens	3 016 418	
RLISS – Fonctionnement	27 101 068	
		5 058 307 004

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
Centre		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 326 504 067	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	275 250	
Foyers de soins de longue durée	355 313 627	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS	328 955 352	
Services communautaires de soutien	48 032 848	
Logement avec services de soutien	36 211 537	
Centres de santé communautaire	13 397 510	
Services communautaires de santé mentale	76 377 047	
Programme de lutte contre les dépendances	8 545 678	
Traumatismes crâniens	11 256 676	
RLISS – Fonctionnement	24 171 305	
		2 229 040 897
Centre-Est		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 270 342 127	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	280 275	
Foyers de soins de longue durée	462 151 199	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS	294 426 851	
Services communautaires de soutien	58 961 189	
Logement avec services de soutien	15 967 680	
Centres de santé communautaire	32 181 932	
Services communautaires de santé mentale	56 598 477	
Programme de lutte contre les dépendances	11 513 324	
Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés	125 275 626	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux psychiatriques	26 325	
Traumatismes crâniens	1 698 848	
RLISS – Fonctionnement	30 831 403	
		2 360 255 256
Sud-Est		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	698 804 380	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	190 725	
Foyers de soins de longue durée	193 576 238	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS	120 230 035	
Services communautaires de soutien	33 799 245	
Logement avec services de soutien	2 236 697	
Centres de santé communautaire	31 876 657	
Services communautaires de santé mentale	68 856 219	
Programme de lutte contre les dépendances	8 438 649	
Traumatismes crâniens	6 509 846	
RLISS – Fonctionnement	14 649 528	
		1 180 168 219
Champlain		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 710 129 636	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	355 650	
Foyers de soins de longue durée	363 641 729	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS	239 053 925	
Services communautaires de soutien	48 542 996	
Logement avec services de soutien	24 783 086	
Centres de santé communautaire	66 733 068	
Services communautaires de santé mentale	73 573 836	
Programme de lutte contre les dépendances	27 051 298	
Solutions numériques pour la santé	2 040 000	
Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés	104 557 912	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux psychiatriques	27 975	
Traumatismes crâniens	2 722 047	
RLISS – Fonctionnement	22 770 052	
		2 688 983 210

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
Simcoe-Nord Muskoka		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	464 964 508	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	77 625	
Foyers de soins de longue durée	150 009 179	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS	96 582 905	
Services communautaires de soutien	15 276 253	
Logement avec services de soutien	9 670 159	
Centres de santé communautaire	12 684 592	
Services communautaires de santé mentale	29 137 955	
Programme de lutte contre les dépendances	6 153 542	
Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés	126 887 428	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux psychiatriques	23 400	
Traumatismes crâniens	1 210 124	
RLISS – Fonctionnement	15 094 912	
		927 772 582
Nord-Est		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	971 053 177	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	211 725	
Foyers de soins de longue durée	229 327 349	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS	135 224 557	
Services communautaires de soutien	41 056 412	
Logement avec services de soutien	24 293 447	
Centres de santé communautaire	19 955 007	
Services communautaires de santé mentale	64 734 049	
Programme de lutte contre les dépendances	25 150 079	
Traumatismes crâniens	3 779 279	
RLISS – Fonctionnement	19 729 504	
		1 534 514 585
Nord-Ouest		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	469 498 439	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	105 375	
Foyers de soins de longue durée	79 951 837	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS	51 913 992	
Services communautaires de soutien	16 869 446	
Logement avec services de soutien	13 761 572	
Centres de santé communautaire	10 640 263	
Services communautaires de santé mentale	33 855 467	
Programme de lutte contre les dépendances	18 087 269	
Traumatismes crâniens	1 039 811	
RLISS – Fonctionnement	12 353 270	
		708 076 741
Organisme des services généraux		
Services communs pour la santé Ontario	48 530 208	
		48 530 208
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT		**27 156 868 474**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Érié St-Clair	2 422 200	
Sud-Ouest	5 061 500	
Waterloo Wellington	2 658 600	
Hamilton Niagara Haldimand Brant	6 067 363	
Centre-Ouest	2 609 199	
Mississauga Halton	2 273 500	
Centre-Toronto	12 517 600	
Centre	3 721 200	
Centre-Est	5 685 200	
Sud-Est	3 016 500	
Champlain	5 683 300	
Simcoe-Nord Muskoka	1 525 700	
Nord-Est	3 987 100	
Nord-Ouest	1 308 597	
		58 537 559
		58 537 559
Érié St-Clair		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	723 600	
Foyers de soins de longue durée	1 140 000	
Services communautaires de soutien	116,900	
Centres de santé communautaire	206 100	
Services communautaires de santé mentale	192 500	
Programme de lutte contre les dépendances	14 100	
Logement avec services de soutien	29 000	
		2 422 200
Sud-Ouest		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	2 332 600	
Foyers de soins de longue durée	1 790 000	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS	93 800	
Services communautaires de soutien	509 900	
Centres de santé communautaire	107 500	
Services communautaires de santé mentale	180 400	
Programme de lutte contre les dépendances	47 300	
		5 061 500
Waterloo Wellington		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 297 600	
Foyers de soins de longue durée	980 000	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS	97 800	
Services communautaires de soutien	20 800	
Services communautaires de santé mentale	31 100	
Programme de lutte contre les dépendances	29 300	
Centres de santé communautaire	198 200	
Logement avec services de soutien	3 800	
		2 658 600
Hamilton Niagara Haldimand Brant		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 999 700	
Foyers de soins de longue durée	2 759 963	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS	77 000	
Logement avec services de soutien	39 800	
Centres de santé communautaire	214 000	
Services communautaires de santé mentale	145 200	
Programme de lutte contre les dépendances	56 900	
Traumatismes crâniens	165 900	
Services communautaires de soutien	608 900	
		6 067 363

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
Centre-Ouest		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	588,900	
Foyers de soins de longue durée	999 999	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS	330 200	
Centres de santé communautaire	40 500	
Services communautaires de santé mentale	646 600	
Programme de lutte contre les dépendances	3 000	
		2 609 199
Mississauga Halton		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	626 200	
Foyers de soins de longue durée	1 200 000	
Services communautaires de soutien	149 300	
Logement avec services de soutien	43 200	
Services communautaires de santé mentale	92 900	
Programme de lutte contre les dépendances	117 400	
Centres de santé communautaire	44 500	
		2 273 500
Centre-Toronto		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	7 914 000	
Foyers de soins de longue durée	1 740 000	
Services communautaires de soutien	274 300	
Logement avec services de soutien	673 900	
Centres de santé communautaire	1 061 300	
Services communautaires de santé mentale	526 600	
Programme de lutte contre les dépendances	247 100	
Traumatismes crâniens	80 400	
		12 517 600
Centre		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 260 200	
Foyers de soins de longue durée	2 001 000	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS	1 000	
Services communautaires de soutien	44,800	
Centres de santé communautaire	54 900	
Services communautaires de santé mentale	353 400	
Programme de lutte contre les dépendances	5 900	
		3 721 200
Centre-Est		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 137 500	
Foyers de soins de longue durée	2 600 000	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS	7 500	
Services communautaires de soutien	141 400	
Centres de santé communautaire	524 800	
Services communautaires de santé mentale	1 268 600	
Programme de lutte contre les dépendances	5 400	
		5 685 200
Sud-Est		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	903 400	
Foyers de soins de longue durée	1 000 000	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS	48 200	
Services communautaires de soutien	58 400	
Centres de santé communautaire	181 800	
Services communautaires de santé mentale	748,300	
Programme de lutte contre les dépendances	76 400	
		3 016 500

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
Champlain		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	2 582 100	
Foyers de soins de longue durée	1 900 000	
Services communautaires de soutien	245 500	
Services communautaires de santé mentale	706 400	
Programme de lutte contre les dépendances	53 700	
Centres de santé communautaire	195 600	
		5 683 300
Simcoe-Nord Muskoka		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	354 600	
Foyers de soins de longue durée	710 000	
Services communautaires de soutien	338 400	
Centres de santé communautaire	56 800	
Services communautaires de santé mentale	65 900	
		1 525 700
Nord-Est		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 912 400	
Foyers de soins de longue durée	1 200 000	
Services communautaires de soutien	302 700	
Logement avec services de soutien	3 800	
Centres de santé communautaire	126 300	
Services communautaires de santé mentale	299 300	
Programme de lutte contre les dépendances	142 600	
		3 987 100
Nord-Ouest		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	367 200	
Foyers de soins de longue durée	409 997	
Services communautaires de soutien	155 500	
Centres de santé communautaire	32 200	
Services communautaires de santé mentale	242 800	
Programme de lutte contre les dépendances	100 900	
		1 308 597
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT		**58 537 559**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1412				**PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	2 895 735 300	254 023 600	3 149 758 900	Programmes provinciaux	3 144 119 284
2	984 344 600	4 586 800	988 931 400	Services de santé d'urgence	988 930 264
4	81 206 300	(14 967 600)	66 238 700	Intendance	66 237 263
L	161 000		161 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	3 961 447 200	**243 642 800**	**4 205 090 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE**	**4 199 286 811**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
5	11 229 400	(5 500 000)	5 729 400	Programmes provinciaux et intendance	5 606 068
	11 229 400	**(5 500 000)**	**5 729 400**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE**	**5 606 068**

Description du programme :

Ce crédit englobe les programmes provinciaux, les services de santé d'urgence et l'intendance. Ce programme est responsable de la reddition des comptes à l'égard des paiements de transfert et de l'élaboration des politiques opérationnelles, y compris la planification et le financement d'un large éventail de programmes spécialisés. Parmi ces programmes de paiements de transfert, mentionnons Action Cancer Ontario, les programmes de dépistage du cancer, les services communautaires et prioritaires, le fonctionnement des établissements connexes et les programmes de lutte contre le VIH/sida et l'hépatite C. Le programme verse la part de financement de l'Ontario à la Société canadienne du sang et soutient une stratégie de gestion de l'utilisation du sang pour l'Ontario.

Outre les activités liées aux paiements de transfert, les programmes provinciaux et l'intendance comprennent aussi les dépenses de fonctionnement directes correspondant à la gestion et à la prestation des paiements de transfert à l'intérieur du crédit ainsi qu'à l'administration de la supervision (l'intendance) des réseaux locaux d'intégration des services de santé.

Les services de santé d'urgence garantissent l'existence d'un système équilibré et intégré de services de santé d'urgence partout en Ontario. Le système se compose d'une série de programmes et services interreliés, y compris les services d'ambulance terrestre contractuels ou exploités au niveau municipal, l'organisme à but non lucratif d'ambulance aérienne appelé Ornge, et les services de répartition d'ambulances.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE – CRÉDIT 1412

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Programmes provinciaux (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Programmes de dépistage du cancer	93 171 500	
Fonctionnement des établissements connexes	83 491 142	
Action Cancer Ontario	1 639 756 000	
Société canadienne du sang	607 865 241	
Programmes de lutte contre le sida et l'hépatite C	77 246 146	
Services communautaires et prioritaires	648 226 687	
Crédit d'impôt pour l'aménagement du logement axé sur le bien-être	(5 637 432)	
		3 144 119 284
		3 144 119 284
Services de santé d'urgence (Poste 2)		
Traitements et salaires		45 764 579
Avantages sociaux		8 284 822
Transports et communications		2 447 442
Services		10 106 144
Fournitures et matériel		382 374
Paiements de transfert		
Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes – Services d'ambulance municipaux	678 525 756	
Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes – Autres	68 593 127	
Ambulances aériennes	174 826 020	
		921 944 903
		988 930 264
Intendance (Poste 4)		
Traitements et salaires		43 925 867
Avantages sociaux		6 274 470
Transports et communications		2 604 778
Services		13 200 813
Fournitures et matériel		254 788
		66 260 716
Moins : Recouvrements		23 453
		66 237 263
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE		**4 199 286 811**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Programmes provinciaux et intendance (Poste 5)		
Avances et montants récupérables		
Programme de lutte contre le sida et l'hépatite C	175 000	
Services communautaires et prioritaires	4 470 068	
Municipal Ambulance Operations	500 000	
Other Ambulance Operations	461 000	
		5 606 068
		5 606 068
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE		**5 606 068**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1413				**PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	139 521 200	(2 283 200)	137 238 000	Services de technologie de l'information – Groupement pour les services de santé	137 237 094
	139 521 200	**(2 283 200)**	**137 238 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES .....**	**137 237 094**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000		1 000	Systèmes informatiques	0
L	14 150 800		14 150 800	Amortissement - *Loi sur l'administration financière* .	14 130 776
	14 151 800		**14 151 800**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES .....**	**14 130 776**
BIENS IMMOBILISÉS					
4	30 583 000		30 583 000	Systèmes informatiques	12 153 351
	30 583 000		**30 583 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES .....**	**12 153 351**

Description du programme :

Systèmes informatiques apporte du soutien au ministère de la Santé et des Soins de longue durée pour assurer l'utilisation rationnelle et efficiente des ressources d'information et de technologie de l'information afin d'atteindre les objectifs opérationnels visés.

Le programme offre une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels essentiels à la prestation et au soutien efficaces des programmes du ministère.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES – CRÉDIT 1413

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Services de technologie de l'information – Groupement pour les services de santé (Poste 1)	
Traitements et salaires	47 092 466
Avantages sociaux	6 386 539
Transports et communications	2 650 845
Services	79 977 900
Fournitures et matériel	1 129 344
	137 237 094
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES	**137 237 094**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	14 130 776
	14 130 776
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES	**14 130 776**

	$
BIENS IMMOBILISÉS	
Systèmes informatiques (Poste 4)	
Matériel de technologie de l'information	4 173 303
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations	7 980 047
	12 153 351
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES	**12 153 351**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1407				**PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ**	
1	1 638 630 200	(246 135 400)	1 392 494 800	Immobilisations dans le domaine de la santé.....	1 389 340 201
	1 638 630 200	**(246 135 400)**	**1 392 494 800**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ .....**	**1 389 340 201**

Description du programme:

Le programme d'immobilisations en matière de santé est responsable de l'octroi de fonds pour les immobilisations aux établissements de santé, y compris les hôpitaux publics, les centres régionaux de cancérologie et les centres de santé communautaire.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ – CRÉDIT 1407

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Immobilisations dans le domaine de la santé (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Projets visant les grands hôpitaux	1 020 396 953	
Fonds pour le réaménagement de l'infrastructure du système de santé	174 988 396	
Projets visant les petits hôpitaux	63 210 347	
Fonds pour l'équipement médical et diagnostique	34 500 000	
Programmes de santé communautaire	70 593 662	
Programmes d'optimisation du rendement énergétique des hôpitaux	63 564 925	
		1 427 254 283
Autres opérations		
Dessaisissement des hôpitaux psychiatriques provinciaux	22 470 605	
Programme d'évaluation de l'état des installations	3 180 238	
		25 650 843
		1 452 905 126
Moins : Recouvrements		63 564 925
		1 389 340 201
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ		**1 389 340 201**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	2018 $	2017 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Logement en milieu de soutien	5 872 846	6 478 189
Services sociaux dispensés aux Indiens	8 646 148	6 271 415
Entente sur l'accès prioritaire des anciens combattants aux lits d'hôpitaux	4 695 409	4 897 221
Programme d'amélioration des logements sociaux	0	4 740 000
Système d'information de laboratoire de l'Ontario	0	2 537 930
Programme de soutien au financement du traitement de la toxicomanie	0	1 924 599
Numéros sans frais d'aide au renoncement – Initiative relative à l'emballage des produits du tabac	0	129 480
Programme de contributions pour les politiques en matière de soins de santé	(862 055)	81 211
Projet des dossiers de santé électroniques interopérables	(2 123 449)	0
Paiement du gouvernement fédéral	114 358	0
	16 343 257	27 060 045
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Assurance-santé de l'Ontario – Subrogation	31 094 468	28 458 465
Autres	0	7
	31 094 468	28 458 472
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Services d'avocats – enquêtes	3 923 312	3 866 249
Quote-part des usagers des services d'ambulance	2 053 556	2 295 950
Vérification de la qualité des services des laboratoires	1 017 396	1 084 250
Frais d'administration de la Commission des accidents du travail	400 000	400 000
Octroi de permis aux laboratoires	250 037	273 830
Droits de permis – Centres de prélèvement	251 251	260 451
Droits d'examen – Préposés aux soins médicaux d'urgence	260 760	258 238
Inspection des installations radiologiques	557 290	232 920
Droits pour effectuer le paiement des réclamations	135 517	166 083
Droits de permis – maisons de soins infirmiers	207 975	53 710
Frais de permis pour les ensembles d'établissements de santé mixtes	25 500	24 440
Autres	148 448	154 370
	9 231 042	9 070 491
AMENDES ET PÉNALITÉS	7 500	60 000
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	508 016 781	230 192 477
DIVERS		
Pénalités – intérêt	239 441	361 831
Autres	2 802 727	8 620 139
	3 042 168	8 981 970
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**567 735 216**	**303 823 455**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

EXERCICE 2017 – 2018

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-310

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-312

RELATIONS DE TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION 2-314

AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR) 2-316

SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR 2-318

GOUVERNANCE, DE SURVEILLANCE DES ORGANISMES, DE LEADERSHIP ORGANISATIONNEL ET D'APPRENTISSAGE 2-320

VÉRIFICATION 2-322

SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION 2-324

GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX 2-328

ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS 2-330

ACHAT GROUPÉ DE SERVICES MÉDIATIQUES 2-332

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-313, 2-319, 2-326, 2-327

ÉTAT DES RECETTES 2-333

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

2016 – 2017 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2017 – 2018 Crédits autorisés	2017 – 2018 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
24 494 985	Administration du ministère	24 619 314	23 855 009
22 511 615	Relations de travail et rémunération	24 219 000	24 218 642
1 128 365 764	Avantages sociaux et prestations de retraite (Part prise en charge par l'employeur)	1 365 390 700	1 486 918 171
46 959 382	Soutien au conseil du trésor	49 762 600	48 036 528
33 845 795	Gouvernance, de surveillance des organismes, de leadership organisationnel et d'apprentissage	36 519 800	35 970 982
4 983 200	Vérification	4 462 000	4 460 163
36 007 102	Services organisationnels de technologie de l'information	28 117 000	27 729 150
53 049 432	Groupement des organismes centraux	50 760 300	50 403 726
837 567	Organismes, conseils et commissions	986 800	962 930
0	Achat groupé de services médiatiques	1 487 800	0
1 351 054 842	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**1 586 325 314**	**1 702 555 301**
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
726 058 503	Soutien au conseil du trésor	1 000	659 156 187
10 999 790	Services organisationnels de technologie de l'information	15 875 400	13 389 875
737 058 293	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**15 876 400**	**672 546 062**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

2016 – 2017 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2017 – 2018 Crédits autorisés	2017 – 2018 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1 111 719	Administration du ministère	657 500	656 500
0	Soutien au conseil du trésor	99 527 300	0
9 935 918	Services organisationnels de technologie de l'information	10 292 400	9 956 553
0	Groupement des organismes centraux	2 000	0
11 047 637	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**110 479 200**	**10 613 053**
	BIENS IMMOBILISÉS		
0	Administration du ministère	1 000	0
48 780 032	Services organisationnels de technologie de l'information	54 514 000	54 383 914
0	Groupement des organismes centraux	1 000	0
48 780 032	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**54 516 000**	**54 383 914**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3401				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	28 354 700	(3 800 400)	24 554 300	Administration du ministère	23 805 708
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu *de la Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	0
	28 419 714	**(3 800 400)**	**24 619 314**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**23 855 009**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	1 322 500	(666 000)	656 500	Administration du ministère	656 500
L	1 000		1 000	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*	0
	1 323 500	**(666 000)**	**657 500**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**656 500**
BIENS IMMOBILISÉS					
3	1 000		1 000	Administration du ministère	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**

Description du programme:

Le programme d'administration du ministère assure les services administratifs et de soutien qui permettent au ministère d'obtenir des résultats soutenant les objectifs et les priorités budgétaires du gouvernement. Ses fonctions comprennent la gestion des finances et des ressources humaines ainsi que la gestion des locaux et des installations. Le programme fournit également des services juridiques et de communication, de planification et de surveillance des résultats. Il aide et soutient les secteurs de programmes du ministère dans l'atteinte de leurs objectifs opérationnels.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitments et salaries		13 949 667
Avantages sociaux		1 864 128
Transports et communications		329 095
Services		9 865 643
Fornitures et matériel		190 658
		26 199 191
Moints: Recouvrements		2 393 483
		23 805 708
Bureau principal		
Traitments et salaries	2 548 931	
Avantages sociaux	343 906	
Transports et communications	90 703	
Services	271 714	
Fornitures et matériel	22 863	
		3 278 117
Services financiers et administratifs		
Traitments et salaries	6 212 979	
Avantages sociaux	847 786	
Transports et communications	96 146	
Services	1 524 050	
Fornitures et matériel	45 776	
		8 726 737
Services juridiques		
Traitments et salaries	0	
Avantages sociaux	83	
Transports et communications	75 458	
Services	5 486 979	
Fornitures et matériel	51 756	
		5 614 276
Services de vérification		
Services	468 100	
		468 100
Services de communication		
Traitments et salaries	3 281 353	
Avantages sociaux	440 861	
Transports et communications	48 195	
Services	2 001 174	
Fornitures et matériel	61 080	
	5 832 663	
Moints: Recouvrements	2 393 483	
		3 439 180
Ressources humaines		
Traitments et salaries	1 906 404	
Avantages sociaux	231 492	
Transports et communications	18 593	
Services	113 626	
Fornitures et matériel	9 183	
		2 279 298
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif		49 301
		49 301
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**23 855 009**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Administration du ministère (Poste 2)		
Services		656 500
		656 500
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**656 500**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3402				**PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL ET DE LA DE LA RÉMUNÉRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	62 255 700	(38 036 700)	24 219 000	Relations de travail et rémunération	24 218 642
	62 255 700	**(38 036 700)**	**24 219 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL ET DE LA DE LA RÉMUNÉRATION .....**	**24 218 642**

Description du programme:

Le Programme des relations de travail et de la rémunération soutient l'engagement du gouvernement à l'égard de relations de travail constructives au sein de la fonction publique de l'Ontario (FPO) et du secteur parapublic. Le programme représente la Couronne entant qu'employeur dans toutes les négociations collectives et les questions de relations de travail touchant la FPO, fournit des conseils consultatifs sur les relations de travail et avec le personnel, soutient les relations patronales-syndicales régulières et gère les stratégies et les programmes de rémunération de la FPO. Le programme analyse les facteurs internes et externes qui influent sur les résultats des négociations collectives dans le secteur parapublic afin de formuler et d'offrir au gouvernement, aux ministères et aux employeurs du secteur parapublic des orientations et des avis stratégiques fondés sur des éléments probants relativement aux questions courantes liées aux négociations collectives et aux relations de travail. Le programme fournit aussi un soutien et des conseils stratégiques concernant les initiatives gouvernementales ayant une incidence sur la rémunération des cadres de direction dans le secteur parapublic.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL ET DE LA RÉMUNÉRATION - CRÉDIT 3402

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$		$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Relations de travail et rémunération (Poste 1)					
Traitments et salaries		14 004 308			
Avantages sociaux		1 938 841			
Transports et communications		304 973			
Services		9 203 250			
Fournitures et matériel		128 377			
		25 579 749			
Moints: Recouvrements		1 361 107			
		24 218 642			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL ET DE LA RÉMUNÉRATION		**24 218 642**			

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3403				**PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	925 538 000	38 386 700	963 924 700	Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur)	958 742 592
L	401 466 000		401 466 000	Redressements actuariels et obligations de l'exercice précédent, Loi sur l'administration financière	528 175 579
	1 327 004 000	**38 386 700**	**1 365 390 700**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR) .....**	**1 486 918 171**

Description du programme:

Le Programme des avantages sociaux et des prestations de retraite (partie prise en charge par l'employeur) prend en charge les dépenses que le gouvernement effectue en qualité d'employeur au chapitre des services assurés, des programmes prévus par la loi, des services non assurés et de certains régimes de retraite de la fonction publique, notamment les coûts d'arbitrage et d'administration par des tiers. Les charges dépendent de l'évolution des charges à payer du gouvernement à titre de répondant ou de co-répondant de certains régimes de services assurés, régimes de retraite et droits aux indemnités de cessation d'emploi.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR) - CRÉDIT 3403

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur) (Poste 1)		
Avantages sociaux		
Régime de pensions du Canada	176 820 466	
Régime de retraite complémentaire des protonotaires chargés de la gestion des causes	636 992	
Régime de soins dentaires	55 985 412	
Impôt-santé des employeurs	113 069 663	
Assurance-emploi	72 244 997	
Assurance-vie collective	9 072 608	
Régime de retraite complémentaire des juges de paix	807 478	
Indemnités légales de cessation d'emploi	52 195 515	
Protection du revenu à long terme	95 978 519	
Avantages sociaux - Association de la Police provinciale de l'Ontario	36 404 749	
Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	208 704 935	
Fonds de prestations des juges provinciaux	45 106 313	
Régime de retraite des fonctionnaires	404 788 497	
Compte des avantages sociaux supplémentaires des fonctionnaires	12 129 039	
Prestations aux employés retraités	225 946 273	
Régime d'assurance complémentaire maladie et hospitalisation	152 925 703	
Autre avantages	13 378 101	
		1 676 195 260
		1 676 195 260
Moins : Recouvrements		717 452 668
		958 742 592
Crédits législatifs Redressements actuariels et obligations de l'exercice précédent, *Loi sur l'administration financière*		
Avantages sociaux		
Régime de retraite complémentaire des prontonotaires chargés de la gestion des causes	360 086	
Continuation des prestations pour la CSPAAT et la protection du revenu à long terme	1 400 000	
Assurance-vie collective*	(15 389 000)	
Régime de retraite complémentaire des juges de paix	1 194 893	
Indemnités légales de cessation d'emploi	776 894	
Protection du revenu à long terme	80 300 000	
Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	32 710 261	
Fonds de prestations des juges provinciaux*	(3 380 711)	
Régime de retraite des fonctionnaires	170 674 071	
Compte des avantages sociaux supplémentaires des fonctionnaires	19 339 184	
Prestations aux employés retraités	84 767 708	
Absences et congés rémunérés	13 398 060	
Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT)	126 835 419	
Autre avantages	15 188 714	
		528 175 579
		528 175 579
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)		**1 486 918 171**

*Le crédit est attribuable au rajustement de fin d'exercice découlant d'une nouvelle évaluation actuarielle, qui a révélé une hausse moins importante que prévu du passif non capitalisé par rapport aux projections antérieures.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3404				**PROGRAMME DE SOUTIEN AU**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**CONSEIL DU TRÉSOR**	
1	55 132 000	(5 369 400)	49 762 600	Conseil du Trésor – Soutien et planification financière	48 036 528
2	515 000 000	(515 000 000)	0	Fonds de prévoyance	0
	570 132 000	**(520 369 400)**	**49 762 600**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR**	**48 036 528**
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
L	1 000		1 000	Taxe de vente harmonisée, *Loi sur l'administration financière*	659 156 187
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR**	**659 156 187**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	100 000 000	(472 700)	99 527 300	Fonds de prévoyance pour les immobilisations	0
	100 000 000	**(472 700)**	**99 527 300**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR**	**0**

Description du programme:

Le programme de soutien au Conseil du Trésor procure du leadership et des services consultatifs qui étayent une prise de decision fondée sur des données probantes, une gestion financière prudente et une reddition des comptes transparente dans toute la fonction publique de l'Ontario.

Le programme favorise la responsabilité et l'intégrité budgétaire en offrant son expertise et ses conseils sur l'élaboration et la mise en oeuvre de cadres pour la gestion budgétaire et financière, la mesure du rendement et l'infrastructure. Il veille à l'utilisation judicieuse des ressources publiques pour réaliser les priorités du gouvernement en soutenant le Conseil du Trésor et le Conseil de gestion du gouvernement et en offrant des conseils sur les plans pluriannuels d'activités, d'infrastructure et de technologie d'information des ministères, la gestion des dépenses pour l'exercice en cours et la conception des programmes. De plus, le programme aide le président du Conseil du Trésor, le sous-ministre et secrétaire du Conseil du Trésor et du Conseil de gestion du gouvernement ainsi que le gouvernement à rendre compte à la population des plans et des résultats en publiant par exemple le Budget des dépenses et les Comptes publics. Le programme fournit également à la fonction publique de l'Ontario et au secteur parapublic des conseils en matière de contrôle financier, de politiques de gestion financière et de comptabilité.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR - CRÉDIT 3404

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Conseil du Trésor – Soutien et planification financière (Poste 1)		
Traitments et salaries		26 134 449
Avantages sociaux		3 193 099
Transports et communications		324 777
Services		18 297 218
Fournitures et matériel		279 329
		48 228 872
Moins : Recouvrements		192 344
		48 036 528
Planification et gestion des dépenses		
Traitments et salaries	13 357 195	
Avantages sociaux	1 548 604	
Transports et communications	154 869	
Services	3 936 410	
Fournitures et matériel	131 941	
	19 129 019	
Moins : Recouvrements	192 344	
		18 936 675
Planification des immobilisations		
Traitments et salaries	4 117 112	
Avantages sociaux	548 904	
Transports et communications	58 258	
Services	937 461	
Fournitures et matériel	29 537	
		5 691 272
Bureau du contrôleur provincial		
Traitments et salaries	8 660 142	
Avantages sociaux	1 095 591	
Transports et communications	111 650	
Services	13 423 347	
Fournitures et matériel	117 851	
		23 408 581
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR		**48 036 528**
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
Crédits législatifs		
Avances et montants récupérables		
Taxe de vente harmonisée, *Loi sur l'administration financière*		659 156 187
		659 156 187
TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR		**659 156 187**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3405				**PROGRAMME DE GOUVERNANCE, DE SURVEILLANCE DES ORGANISMES, DE LEADERSHIP ORGANISATIONNEL ET D'APPRENTISSAGE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	37 001 200	(481 400)	36 519 800	Gouvernance, de surveillance des organismes, de leadership organisationnel et d'apprentissage	35 970 982
	37 001 200	**(**481 400)	36 519 800	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GOUVERNANCE, DE SURVEILLANCE DES ORGANISMES, DE LEADERSHIP ORGANISATIONNEL ET D'APPRENTISSAGE .....**	**35 970 982**

Description du programme:

Le Programme de gouvernance, de surveillance des organismes et du Centre du leadership et de l'apprentissage offre du leadership aux ministères et aux organismes provinciaux par la prestation de politiques, directives et conseils stratégiques visant à promouvoir l'excellence dans la fonction publique et à améliorer la surveillance et la reddition des comptes des organismes provinciaux.

Le programme inclut l'Initiative pour un gouvernement ouvert afin de renforcer la transparence, la reddition des comptes et la collaboration en donnant aux Ontariens et Ontariennes davantage d'occasions de contribuer à la prise de décisions gouvernementales et en partageant en ligne avec le public plus de données et de renseignements du gouvernement; il soutient également le Projet de modernisation de l'administration des paiements de transfert afin d'améliorer les résultats du programme en réduisant le fardeau administratif imposé aux bénéficiaires des paiements de transfert et à la FPO et en rendant possibles des prises de décisions se fondant davantage sur des données probantes.

En tant que programme général soutenant des stratégies liées à la main-d'oeuvre, le programme propose également des services de recrutement et de soutien de cadres de direction, d'apprentissage et de développement du leadership et de gestion du talent, des stages, des stratégies de participation des employés et des analyses de la main-d'oeuvre; il dirige les politiques gouvernementales de gestion des ressources humaines et étudie et élabore des stratégies en réponse aux tendances constatées et émergentes en matière de main-d'oeuvre.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DE GOUVERNANCE, DE SURVEILLANCE DES ORGANISMES, DE LEADERSHIP ORGANISATIONNEL ET D'APPRENTISSAGE - CRÉDIT 3405

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Gouvernance, de surveillance des organismes, de leadership organisationnel et d'apprentissage (Poste 1)		
Traitements et salaires		24 548 522
Avantages sociaux		3 574 911
Transports et communications		353 507
Services		7 009 066
Fournitures et matériel		174 319
Paiements de transfert		
Club du quart de siècle	210 657	
Subventions pour l'Institut d'administration publique du Canada	100 000	
		310 657
		35 970 982
Politiques générales et coordination relative aux organismes		
Traitements et salaires	5 084 938	
Avantages sociaux	705 252	
Transports et communications	60 461	
Services	877 588	
Fournitures et matériel	14 828	
		6 743 067
Gouvernement ouvert		
Traitements et salaires	1 369 244	
Avantages sociaux	178 990	
Transports et communications	38 841	
Services	724 867	
Fournitures et matériel	17 989	
		2 329 931
Centre du leadership et de l'apprentissage		
Traitements et salaires	18 094 340	
Avantages sociaux	2 690 669	
Transports et communications	254 205	
Services	5 406 611	
Fournitures et matériel	141 502	
Paiements de transfert		
Club du quart de siècle	210 657	
Subventions pour l'Institut d'administration publique du Canada	100 000	
		26 897 984
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GOUVERNANCE, DE SURVEILLANCE DES ORGANISMES, DE LEADERSHIP ORGANISATIONNEL ET D'APPRENTISSAGE		**35 970 982**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3406				**PROGRAMME DE VÉRIFICATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	4 754 900	(292 900)	4 462 000	Division de la vérification interne de l'Ontario.....	4 460 163
	4 754 900	**(292 900)**	**4 462 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE VÉRIFICATION .....**	**4 460 163**

Description du programme:

Le programme de vérification fournit des services de certification et de conseils aux ministères et organismes essentiels du gouvernement de l'Ontario. Il procure des services de vérification qui aident les clients à atteindre leurs objectifs opérationnels en réalisant des évaluations et en présentant des recommandations pour renforcer les processus de gouvernance, de gestion du risque, de contrôle, de reddition des comptes et de conformité et pour améliorer l'efficacité, l'efficience et l'économie des activités des ministères et des organismes provinciaux.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DE VÉRIFICATION - CRÉDIT 3406

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Division de la vérification interne de l'Ontario (Poste 1)		
Traitments et salaries		24 043 493
Avantages sociaux		2 932 759
Transports et communications		297 840
Services		3 596 836
Fournitures et matériel		140 786
		31 011 714
Moins : Recouvrements		26 551 551
		4 460 163
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE VÉRIFICATION		**4 460 163**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses
	$	$	$		$
3408				**PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION**	
1	26 809 600	1 306 400	28 116 000	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	27 726 134
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	3 016
	26 810 600	**1 306 400**	**28 117 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION.....**	**27 729 150**
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	15 875 400		15 875 400	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	13 389 875
	15 875 400		**15 875 400**	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION.....**	**13 389 875**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses
	$	$	$		$
3408				**PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION**	
3	10 291 400		10 291 400	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	9 955 553
L	1 000		1 000	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*	1 000
	10 292 400		**10 292 400**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION.....**	**9 956 553**
BIENS IMMOBILISÉS					
4	51 514 000	3 000 000	54 514 000	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	54 383 914
	51 514 000	**3,000 000**	**54 514 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION.....**	**54 383 914**

Description du programme:

Le programme des services organisationnels de technologie de l'information assume le leadership de l'établissement de services modernes de l'information et de la technologie de l'information (ITI) pour répondre aux besoins des Ontariens et Ontariennes et de la fonction publique de l'Ontario. À cet effet, il formule et met en oeuvre la stratégie de TI, en veillant à la sécurité des systèmes et des données et à la mise en oeuvre d'une infrastructure, d'une gouvernance et d'une responsabilité communes. Le programme offer également des services communs à l'échelle de la FPO, tels que les services d'hébergement, la gestion des services et les fonctions réseau.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION - CRÉDIT 3408

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Services organisationnels d'information et de technologie de l'information (Poste 1)		
Traitements et salaires		113 343 479
Avantages sociaux		15 126 641
Transports et communications		37 313 961
Services		229 558 558
Fournitures et matériel		7 950 976
		403 293 615
Moins : Recouvrements		375 567 481
		27 726 134
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, Loi sur *l'administration financière*		3 016
		3 016
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION		**27 729 150**
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
Services organisationnels d'information et de technologie de l'informatio (Poste 2)		
Dépôts et charges payées d'avance		13 389 875
		13 389 875
TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION		**13 389 875**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION - CRÉDIT 3408

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Services Services organisationnels d'information et de technologie de l'information (Poste 3)	9 955 553
	9 955 553
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement, Loi sur *l'administration financière*	45 010 193
Moins : Recouvrements	45 009 193
	1 000
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION	**9 956 553**

	$
BIENS IMMOBILISÉS	
Services organisationnels d'information et de technologie de l'information (Poste 4)	
Matériel de technologie de l'information	54 383 914
	54 383 914
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION	**54 383 914**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CREDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3409				**PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	53 290 200	(2 529 900)	50 760 300	Groupement des organismes centraux	50 403 726
	53 290 200	**(2 529 900)**	**50 760 300**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX.....**	**50 403 726**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000		1 000	Groupement des organismes centraux	0
L	1 000		1 000	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX.....**	**0**
BIENS IMMOBILISÉS					
4	1 000		1 000	Groupement des organismes centraux	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX.....**	**0**

Description du programme:

Le programme du Groupement des organismes centraux fournit à ses clients du leadership et un soutien efficient en technologie de l'information (TI) afin de renforcer la capacité du gouvernement à offrir des services centrés sur le citoyen. Le Groupement élabore et maintient les solutions sous-jacentes en TI nécessaires au soutien d'un gouvernement plus moderne, ouvert, transparent et accessible numériquement et aide ses clients de toute la FPO à optimiser la valeur de leurs services aux contribuables.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX - CRÉDIT 3409

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Groupement des organismes centraux (Poste 1)	
Traitments et salaries	54 188 629
Avantages sociaux	7 460 620
Transports et communications	1 044 597
Services	238 317 595
Fournitures et matériel	185 833
	301 197 274
Moins : Recouvrements	250 793 548
	50 403 726
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX	**50 403 726**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CREDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3410				**PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	857 500	129 300	986 800	Commissaire aux conflits d'intérêts	962 930
	857 500	**129 300**	**986 800**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS .....**	**962 930**

Description du programme:

Le programme des organismes, conseils et commissions assure la surveillance afin de veiller à l'efficacité de la gouvernance, de la responsabilité et de la gestion des relations.

Le commissaire aux conflits d'intérêts a des responsabilités à l'égard de certaines questions touchant les conflits d'intérêts et l'activité politique lorsqu'elles concernent les présidents et les dirigeants désignés responsables de la déontologie des organismes publics et certains employés des ministères et des organismes publics concernant leurs déclarations financières. Le commissaire fournit des conseils ou des décisions relativement à des questions précises touchant les conflits d'intérêts et l'activité politique, donne des conseils sur les déclarations financières, approuve les règles relatives aux conflits d'intérêts présentées par des organismes publics et étudie et approuve les plans des tribunaux décisionnels en matière de déontologie.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS - CRÉDIT 3410

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Commissaire aux conflits d'intérêts (Poste 1)	
Traitments et salaries	523 494
Avantages sociaux	46 499
Transports et communications	5 977
Services	385 438
Fournitures et matériel	1 522
	962 930
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS	**962 930**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3411				**PROGRAMME ACHAT GROUPÉ DE SERVICES MÉDIATIQUES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	56 681 500	(55 193 700)	1 487 800	Achat groupé de services	0
	56 681 500	**(55 193 700)**	**1 487 800**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME ACHAT GROUPÉ DE SERVICES MÉDIATIQUES ..... **	**0**

Description du programme:

Le programme Achat groupé de services médiatiques soutient l'achat de temps médiatique pour les campagnes publicitaires du gouvernement. Les fonds portent également sur les frais d'agence s'y rattachant, les coûts de production créative, les coûts des études de marché et l'élaboration de matériel publicitaire connexe en vue de soutenir des campagnes intégrées relatives aux initiatives gouvernementales. La publicité payée du gouvernement est régie par la *Loi de 2004 sur la publicité gouvernementale* et est examinée par le vérificateur général, qui en rend compte.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	2018 $	2017 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Loi sur l'administration financière (Frais pour chèques refusés)	0	70
Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée	699	1 210
	699	1 280
VENTES ET LOCATIONS	3 040 200	3 106 350
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	1 074 741	5 808 040
DIVERS	576	7 441
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**4 116 216**	**8 923 111**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

EXERCICE 2017 – 2018

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-336
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-338
DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE 2-341
POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO 2-344
SERVICES CORRECTIONNELS 2-348
SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE 2-352
ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS 2-354
PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE 2-356
POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION 2-359
FORMATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE 2-361
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-340, 2-343, 2-346, 2-347, 2-351, 2-353, 2-358

ÉTAT DES RECETTES 2-363

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

2016 – 2017 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2017 – 2018 Crédits autorisés	2017 – 2018 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
160 138 649	Administration du ministère	150 300 387	168 000 346
274 467 827	Division de la sécurité publique	282 815 100	282 309 066
1 113 166 111	Police provinciale de l'Ontario	1 128 157 800	1 128 518 806
848 759 265	Services correctionnels	917 465 600	915 838 118
98 661 856	Services technologiques pour la justice	90 576 900	88 219 753
904 256	Organismes, conseils et commissions	971 200	944 621
75 631 947	Planification et gestion des situations d'urgence	77 819 400	76 964 566
4 022 054	Politiques stratégiques, recherche et innovation	6 454 400	6 306 325
19 932 762	Formation en matière de sécurité publique	22 898 600	21 390 251
2 595 684 727	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**2 677 459 387**	**2 688 491 852**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	2 000	0
0	Division de la sécurité publique	2 000	0
0	Police provinciale de l'Ontario	2 000	0
0	Services correctionnels	2 000	0
0	Services technologiques pour la justice	2 000	0
0	Organismes, conseils et commissions	2 000	0
0	Planification et gestion des situations d'urgence	2 000	0
0	Politiques stratégiques, recherche et innovation	2 000	0
0	Formation en matière de sécurité publique	2 000	0
0	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**18 000**	**0**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

2016 – 2017 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2017 – 2018 Crédits autorisés	2017 – 2018 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
520 542	Administration du ministère	1 480 600	1 025 225
18 430 453	Division de la sécurité publique	18 934 300	18 033 787
29 057 231	Police provinciale de l'Ontario	35 199 100	33 658 807
54 981 198	Services correctionnels	60 021 800	60 161 107
1 737 004	Services technologiques pour la justice	1 520 000	1 786 695
4 289	Planification et gestion des situations d'urgence	150 500	83 459
0	Politiques stratégiques, recherche et innovation	2 000	0
1 585 318	Formation en matière de sécurité publique	3 721 100	3 645 265
106 316 035	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**121 029 400**	**118 394 345**
	BIENS IMMOBILISÉS		
0	Administration du ministère	1 000	0
1 143 694	Division de la sécurité publique	1 323 000	1 216 996
12 553 335	Police provinciale de l'Ontario	20 691 200	20 416 999
5 462 886	Services correctionnels	17 011 600	10 666 358
948 569	Services technologiques pour la justice	1 898 000	1 864 309
0	Planification et gestion des situations d'urgence	3 290 000	1 719 512
0	Politiques stratégiques, recherche et innovation	1 000	0
0	Formation en matière de sécurité publique	1 000	0
20 108 484	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**44 216 800**	**35 884 174**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2601				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU MINISTÈRE**	
1	138 605 800	11 563 400	150 169 200	Administration du ministère	150 108 664
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	32 346		32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	0
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la *Loi sur l'administration financière*	17 792 381
L	50 000		50 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	50 000
	138 736 987	**11 563 400**	**150 300 387**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**168 000 346**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
3	2 000		2 000	Administration du ministère	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2601				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**DU MINISTÈRE**	
2	11 357 500	(9 878 900)	1 478 600	Renouvellement des installations	1 025 225
5	1 000		1 000	Administration du ministère – autres charges liées aux immobilisations	0
L	1 000		1 000	Amortissement - *Loi ur l'administration financière*.....	0
	11 359 500	**(9 878 900)**	**1 480 600**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....**	**1 025 225**
BIENS IMMOBILISÉS					
4	1 000		1 000	Administration du ministère	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (BIENS D'IMMOBILISATIONS) - ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....**	**0**

Program Description

Le programme offre une grande variété de services de gestion relatifs à l'administration générale du ministère : ressources humaines, planification financière et opérationnelle, approvisionnement et amélioration opérationnelle, contrôle financier, communications, services juridiques et gestion des installations. Le programme partage les services du secteur de la justice en matière d'accès à l'information, de services en français et de vérification.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		21 153 096
Avantages sociaux		2 709 444
Transports et communications		1 170 707
Services		124 429 805
Fournitures et matériel		645 612
		150 108 664
Bureau principal		
Traitements et salaires	3 457 556	
Avantages sociaux	473 154	
Transports et communications	298 241	
Services	297 711	
Fournitures et matériel	21 885	
		4 548 547
Services ministériels		
Traitements et salaires	13 793 346	
Avantages sociaux	1 700 492	
Transports et communications	601 606	
Services	2 943 884	
Fournitures et matériel	542 534	
		19 581 862
Services de communication		
Traitements et salaires	2 814 144	
Avantages sociaux	405 069	
Transports et communications	81 933	
Services	320 418	
Fournitures et matériel	16 982	
		3 638 546
Services juridiques		
Traitements et salaires	35 972	
Avantages sociaux	1 829	
Transports et communications	133 405	
Services	6 164 411	
Fournitures et matériel	45 749	
		6 381 366
Locaux – Frais de location		
Services	114 449 776	
		114 449 776
Modernization		
Traitements et salaires	1 052 078	
Avantages sociaux	128 900	
Transports et communications	55 522	
Services	253 605	
Fournitures et matériel	18 462	
		1 508 567
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Autres opérations		
Paiements effectués en vertu de la *Loi sur l'administration financière*	17 792 381	
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	50 000	
		17 842 381
		17,891,682
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**168 000 346**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Renouvellement des installations (Poste 2)		
Services		820 488
Autre Transactions		
Investissements dans les immobilisations		204 737
		1 025 225
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**1 025 225**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2603				**DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	593 500		593 500	Division de la sécurité publique – Bureau du sous-ministre adjoint	571 565
5	252 460 500	(539 900)	251 920 600	Direction des relations extérieures	251 910 745
6	2 672 300	(502 100)	2 170 200	Services privés de sécurité et d'enquête	1 695 969
7	27 272 600	858 200	28 130 800	Centre des sciences judiciaires	28 130 787
	282 998 900	**(183 800)**	**282 815 100**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**	**282 309 066**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
4	2 000		2 000	Division des programmes de sécurité publique et des politiques	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**	**0**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2603				**DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
9	24 004 400	(5 831 000)	18 173 400	Division de la sécurité publique	17 354 184
L	760 900		760 900	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	679 603
	24 765 300	**(5 831 000)**	**18 934 300**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ....**	**18 033 787**
BIENS IMMOBILISÉS					
8	1 203 000	120 000	1 323 000	Division de la sécurité publique	1 216 996
	1 203 000	**120 000**	**1 323 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ....**	**1 216 996**

Description du programme:

La Division de la sécurité publique travaille avec ses partenaires des services de police et des collectivités afin de promouvoir la sécurité communautaire et le bien-être. Elle a notamment les activités suivantes : analyse scientifique au Centre des sciences judiciaires; surveillance de l'industrie des services privés de sécurité; élaboration de normes et de lignes directrices sur les services de police; surveillance et inspection des services de police; administration des subventions pour la sécurité communautaire; soutien aux opérations axées sur le renseignement; gestion des nominations provinciales et du Système de sélection des agents de police; mise en œuvre du système de gestion des enquêtes importantes; administration de la Loi sur la Société de protection des animaux de l'Ontario, notamment par la promotion du bien-être des animaux; soutien aux services policiers des Premières Nations en négociant les ententes sur les services policiers des Premières Nations avec le gouvernement fédéral et les collectivités des Premières Nations.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 2603

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Division de la sécurité publique – Bureau du sous-ministre adjoint (Poste 1)		
Traitements et salaires		406 802
Avantages sociaux		68 292
Transports et communications		38 186
Services		53 864
Fournitures et matériel		4 421
		571 565
Direction des relations extérieures (Poste 5)		
Traitements et salaires		5 636 466
Avantages sociaux		785 670
Transports et communications		899 663
Services		5 300 379
Fournitures et matériel		342 007
Paiements de transfert		
Programme de recrutement de 1 000 agents - partenariat pour des collectivités plus sûres	20 684 439	
Subventions pour les services de police communautaire et les programmes de prévention du crime	15 476 593	
Subvention pour la sécurité et le bien-être dans les collectivité	37 773 928	
Subventions pour les programmes municipaux RIDE	2 268 495	
Subventions diverses – Services policiers	13 543 137	
Subvention pour des collectivités sûres et dynamiques	845 411	
Entente fédérale-provinciale sur les services policiers des Premières nations	41 626 022	
Financement des enquêtes municipales sur les crimes haineux et l'extrémisme	214 511	
Ontario Association of Crime Stoppers	225 000	
Subventions pour la sécurité publique	5 750 000	
Sécurité des tribunaux	111 597 810	
		250 005 346
Moins : Recouvrements		11 058 786
		251 910 745
Services privés de sécurité et d'enquête (Poste 6)		
Traitements et salaires		1 233 714
Avantages sociaux		170 980
Transports et communications		45 414
Services		238 121
Fournitures et matériel		7 740
		1 695 969
Centre des sciences judiciaires (Poste 7)		
Traitements et salaires		18 922 980
Avantages sociaux		2 896 174
Transports et communications		512 808
Services		2 854 281
Fournitures et matériel		2 944 544
		28 130 787
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE		**282 309 066**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Division de la sécurité publique (Poste 9)		
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations		16 572 398
Paiements de transfert		
Ententes fédérales-provinciales sur les services policiers des Premières nations	781 786	781 786
		17 354 184
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*		679 603
		679 603
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE		**18 033 787**
BIENS IMMOBILISÉS		
Division de la sécurité publique (Poste 8)		
Machines et équipement- coûts relatifs aux immobilisations		1 216 996
		1 216 996
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE		**1 216 996**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2604				**POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	179 543 500	15 725 500	195 269 000	Services ministériels et stratégiques	195 266 796
2	7 122 800	(789 500)	6 333 300	Bureau du contrôleur des armes à feu	6 332 885
3	125 151 400	2 449 900	127 601 300	Enquêtes et crime organisé	127 594 117
4	762 231 300	(24 785 400)	737 445 900	Services régionaux et circulation	737 439 872
5	55 084 900	6 422 400	61 507 300	Gestion du parc automobile	61 503 643
L	1 000		1 000	Paiements en vertu de la *Loi sur les services policiers*	381 493
	1 129 134 900	**(977 100)**	**1 128 157 800**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO**	**1 128 518 806**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
6	2 000		2 000	Police provinciale de l'Ontario	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO**	**0**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2604				**POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
8	33 788 600	(9 471 300)	24 317 300	Police provinciale de l'Ontario	24 268 198
L	10 881 800		10 881 800	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	9 390 609
	44 670 400	**(9 471 300)**	**35 199 100**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO .....**	**33 658 807**
BIENS IMMOBILISÉS					
7	20 691 200		20 691 200	Police provinciale de l'Ontario	20 416 999
	20 691 200		**20 691 200**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO .....**	**20 416 999**

Description du programme :

Relevant du commissaire de la Police provinciale de l'Ontario, la Police provinciale offre directement des services de police de première ligne dans des centaines de municipalités et de collectivités des Premières nations de toute la province, en appliquant le Modèle ontarien de mobilisation et de participation. La Police provinciale enquête sur les crimes concernant l'ensemble de la province et plusieurs paliers de gouvernement, en particulier des affaires de fraude complexes et des activités criminelles organisées. De plus, elle patrouille sur les routes provinciales et est responsable d'un grand nombre des voies d'eau et des réseaux de sentiers dans la province. La Police provinciale gère des registres provinciaux spécialisés comme le Système d'analyse des liens entre les crimes de violence (SALCV) et le Registre des délinquants sexuels de l'Ontario. Elle se charge de la surveillance de stratégies provinciales comme celles touchant l'exploitation des enfants et la lutte contre les bandes de motards. De plus, conformément à son mandat provincial, la Police provinciale réalise des enquêtes dans le cadre de la lutte anti-terrorisme, fournit un soutien en matière de services d'urgence, est responsable de la sécurité pour les événements internationaux très médiatisés, et offre des services spécialisés de sécurité et de protection pour le gouvernement de l'Ontario dans toute la province.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Services ministériels et stratégiques (Poste 1)	
Traitements et salaires	124 518 713
Avantages sociaux	11 436 659
Transports et communications	15 822 608
Services	29 496 750
Fournitures et matériel	15 226 430
	196 501 160
Moins : Recouvrements	1 234 364
	195 266 796
Bureau du contrôleur des armes à feu (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 589 486
Avantages sociaux	376,631
Transports et communications	108 784
Services	2 202 611
Fournitures et matériel	55 373
	6 332 885
Enquêtes et crime organisé (Poste 3)	
Traitements et salaires	105 025 022
Avantages sociaux	7 084 496
Transports et communications	5 223 306
Services	10 193 838
Fournitures et matériel	2 690 527
	130 217 189
Moins : Recouvrements	2 623 072
	127 594 117

	$
Services régionaux et circulation (Poste 4)	
Traitements et salaires	625 187 657
Avantages sociaux	107 553 690
Transports et communications	7 562 553
Services	22 603 218
Fournitures et matériel	7 512 042
	770 419 160
Moins : Recouvrements	32 979 288
	737 439 872
Gestion du parc automobile (Poste 5)	
Transports et communications	55 644
Services	21 765 118
Fournitures et matériel	42 629 060
	64 449 822
Moins : Recouvrements	2 946 179
	61 503 643
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Paiements en vertu de la *Loi sur les services policiers*	381 493
	381 493
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO	**1 128 518 806**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Police provinciale de l'Ontario (Poste 8)		
Services		5 619 314
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations	18 214 577	
Perte due à l'aliénation des actifs	434 307	
		18 648 884
		24 268 198
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*		9 390 609
		9 390 609
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO		**33 658 807**
BIENS IMMOBILISÉS		
Police provinciale de l'Ontario (Poste 7)		
Immeubles - coûts relatifs aux immobilisations		1 648 200
Matériel de technologie de l'information		1 647 760
Parc automobile et flotte de bateaux – coûts relatifs aux immobilisations		10 451 692
Machines et équipement – coûts relatifs aux immobilisations		6 669 347
		20 416 999
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO		**20 416 999**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2605				**PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	26 998 900	(142 600)	26 856 300	Soutien opérationnel	26 142 563
2	10 332 400	1 250 400	11 582 800	Formation du personnel	11 289 435
3	737 512 400	17 316 500	754 828 900	Services en établissement	754 716 265
4	126 312 200	(5 677 600)	120 634 600	Services communautaires	120 229 899
5	3 620 800	(57 200)	3 563 000	Serveillance et enquêtes pour les services correctionnels	3 459 956
	904 776 100	**12 689 500**	**917 465 600**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS**	**915 838 118**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
7	2 000		2 000	Services correctionnels	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS**	**0**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2605				**PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
6	56 294 800	2 458 600	58 753 400	Établissements correctionnels.....	58 709 908
10	1 000		1 000	Services en établissement – autres charges liées aux immobilisations	0
11	1 000		1 000	Services communautaires – autres charges liées aux immobilisations	0
L	1 266 400		1 266 400	Amortissement – Services en établissement – *Loi sur l'administration financière*	1 451 199
	57 563 200	**2 458 600**	**60 021 800**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS .....**	**60 161 107**
BIENS IMMOBILISÉS					
8	17 011 600		17 011 600	Services en établissement.....	10 666 358
	17 011 600		**17 011 600**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS .....**	**10 666 358**

Description du programme:

Les Services correctionnels sont déterminés à renforcer la sécurité communautaire en assurant le soin, la garde et le contrôle par une supervision efficace des détenus incarcérés et des contrevenants qui purgent leur peine dans la collectivité en vertu d'une libération conditionnelle, d'un sursis ou d'une probation accordée par l'Ontario. Les principaux programmes comprennent la formation, les traitements de réadaptation et les services visant à créer un environnement où les contrevenants pourront modifier leur attitude et leur comportement afin de bénéficier de possibilités de réinsertion réussie dans la communauté et d'être des membres productifs de la société

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS – CRÉDIT 2605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

		$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Soutien opérationnel (Poste 1)		
Traitements et salaires		18 276 741
Avantages sociaux		2 582 581
Transports et communications		1 431 887
Services		3 592 786
Fournitures et matériel		6 264 945
Paiements de transfert		
Programme de travail communautaire	884 254	
		884 254
		33 033 194
Moins : Recouvrements		6 890 631
		26 142 563
Formation du personnel (poste 2)		
Traitements et salaires		6 705 013
Avantages sociaux		1 001 375
Transports et communications		449 648
Services		2 447 740
Fournitures et matériel		685 659
		11 289 435
Services en établissement (Poste 3)		
Traitements et salaires		515 191 323
Avantages sociaux		88 310 580
Transports et communications		5 933 777
Services		74 642 022
Fournitures et matériel		67 337 087
Paiements de transfert		
Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités	634 350	
Allocation exceptionnelle aux détenus atteints d'un handicap permanent	9 444	
Programme de sensibilisation à la violence	109 149	
Programmes de réadaptation des délinquants	2 548 533	
		3 301 476
		754 716 265
Services communautaires (Poste 4)		
Traitements et salaires		87 337 979
Avantages sociaux		14 356 512
Transports et communications		2 298 400
Services		11 108 506
Fournitures et matériel		813 216
Paiements de transfert		
Services à la clientèle en résidences communautaires ou résidences externes	4 315 286	
		4 315 286
		120 229 899
Surveillance et enquêtes pour les services correctionnels (Poste 5)		
Traitements et salaires		2 782 839
Avantages sociaux		337 970
Transports et communications		92 713
Services		228 933
Fournitures et matériel		17 501
		3 459 956
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS		**915 838 118**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS – CRÉDIT 2605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Établissements correctionnels (Poste 6)	
Services	26 875 425
Autres opérations	
Investissements dans les immobilisations	31 834 483
	58 709 908
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – Services en établissement – *Loi sur l'administration financière*	1 451 199
	1 451 199
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS	**60 161 107**
BIENS IMMOBILISÉS	
Services en établissement (Poste 8)	
Immeubles – diversification des modes de financement et d'approvisionnement	2 252 357
Machines et équipement – coûts relatifs aux immobilisations	8 414 001
	10 666 358
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS	**10 666 358**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2606				**PROGRAMME DES SERVICES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE**	
1	102 821 600	(12 244 700)	90 576 900	Services technologiques pour la justice	88 219 753
	102 821 600	**(12 244 700)**	**90 576 900**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE.....**	**88 219 753**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
3	2 000		2 000	Services technologiques pour la justice	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE.....**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
5	0		0	Services technologiques pour la justice – autres charges liées aux immobilisations	0
L	1 520 000		1 520 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	1 786 695
	1 520 000		**1 520 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE.....**	**1 786 695**
BIENS IMMOBILISÉS					
4	1 898 000		1 898 000	Services technologiques pour la justice	1 864 309
	1 898 000		**1 898 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE.....**	**1 864 309**

Description du programme :

Le Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour la justice a pour mandat de fournir des solutions et des services technologiques hautement intégrés et complexes, ainsi qu'un soutien opérationnel fiable et efficace. Il agit ainsi conformément au plan stratégique général pour l'information et la technologie de l'information, qui exécute et soutient les priorités et les objectifs opérationnels dans tous les ministères du secteur de la justice. Un soutien essentiel est offert relativement aux solutions technologiques, à la planification et la gestion de l'information, à la gestion des services, à la sécurité, à la gestion des projets et aux services de communications mobiles gouvernementaux de la FPO.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE – CRÉDIT 2606

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$		$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		**BIENS IMMOBILISÉS**	
Services technologiques pour la justice (Poste 1)		Services technologiques pour la justice (Poste 4)	
Traitements et salaires	30 285 723	Barrages et ouvrages d'art	1 864 309
Avantages sociaux	4 007 324		1 864 309
Transports et communications	43 441 118		
Services	102 774 824		
Fournitures et matériel	248 631		
	180 757 620		
Moins : Recouvrements	92 537 867		
	88 219 753		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE	**88 219 753**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE**	**1 864 309**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
Crédits législatifs			
Autres opérations			
Amortissement, *Loi sur l'administration financière*	1 786 695		
	1 786 695		
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE	**1 786 695**		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2607				**PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	905 800	65 400	971 200	Organismes, conseils et commissions	944 621
	905 800	**65 400**	**971 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS .....**	**944 621**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	2 000		2 000	Organismes, conseils et commissions	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS .....**	**0**

Description du programme:

Ce programme assure le fonctionnement des organismes relevant du ministère, comme la Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario et le Conseil de surveillance des enquêtes sur les décès.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS – CRÉDIT 2607

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Organismes, conseils et commissions (Poste 1)		
Traitements et salaires		510 414
Avantages sociaux		68 749
Transports et communications		67 419
Services		272 308
Fournitures et matériel		25 731
		944 621
Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario		
Traitements et salaires	169 993	
Avantages sociaux	23 845	
Transports et communications	47 892	
Services	194 618	
Fournitures et matériel	8 244	
		444 592
Conseil de surveillance des enquêtes sur les décès		
Traitements et salaires	340 421	
Avantages sociaux	44 904	
Transports et communications	19 527	
Services	77 690	
Fournitures et matériel	17 487	
		500 029
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS		**944 621**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2609				**PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
5	39 885 400	7 182 100	47 067 500	Bureau du coroner en chef et Service de médecine légale de l'Ontario	46 923 469
8	31 245 700	(493 800)	30 751 900	Bureau du commissaire des incendies et de la gestion des situations d'urgence.....	30 041 097
	71 131 100	**6 688 300**	**77 819 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE.....**	**76 964 566**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
3	2 000		2 000	Planification et gestion des situations d'urgence..	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE.....**	**0**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2609				**PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE**	
7	1 000		1 000	Planification et gestion des situations d'urgence – autres charges liées aux immobilisations	0
L	149 500		149 500	Amortissement – *Loi sur l'administration financière* ..	83 459
	150 500		**150 500**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE .....**	**83 459**
BIENS IMMOBILISÉS					
6	3 410 000	(120 000)	3 290 000	Planification et gestion des situations d'urgence	1 719 512
	3 410 000	**(120 000)**	**3 290 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE .....**	**1 719 512**

Description du programme:

Le programme Planification et gestion des situations d'urgence est consacré à la prestation de services de qualité relatifs à la sûreté, la sécurité publique et les enquêtes sur les décès. Pour ce faire, elle s'appuie sur les efforts du Bureau du coroner, du Service de médecine légale de l'Ontario et du Bureau du commissaire des incendies et de la gestion des situations d'urgence. Toutes les activités visent la détection rapide des problèmes et leur résolution par des initiatives efficaces d'atténuation, de prévention, de préparation, de réponse, de rétablissement, à caractère scientifique, d'enquête, de continuité des opérations et d'éducation du public. La section s'attache à être un chef de file dans les efforts déployés pour assurer la sûreté et la sécurité dans toutes les collectivités diverses de l'Ontario, aidant ainsi le gouvernement à atteindre sa priorité de créer des communautés plus fortes et plus sûres.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE – CRÉDIT 2609

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Bureau du coroner en chef et Service de médecine légale de l'Ontario (Poste 5)		
Traitements et salaires		16 832 132
Avantages sociaux		2 046 682
Transports et communications		845 451
Services		24 510 662
Fournitures et matériel		518 542
Paiements de transfert		
Subventions pour les services judiciaires		2 170 000
		46 923 469
Bureau du commissaire des incendies et de la gestion des situations d'urgence (Poste 8)		
Traitements et salaires		18 138 902
Avantages sociaux		2 979 029
Transports et communications		1 610 031
Services		5 015 190
Fournitures et matériel		1 697 945
Paiements de transfert		
Subventions pour la sécurité-incendie	600 000	
		600 000
		30 041 097
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE		**76 964 566**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement, *Loi sur l'administration financière*		83 459
		83 459
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE		**83 459**
BIENS IMMOBILISÉS		
Planification et gestion des situations d'urgence (Poste 6)		
Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux immobilisations		1 719 512
		1 719 512
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE		**1 719 512**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2610				**POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	4 599 300	1 855 100	6 454 400	Politiques stratégiques, recherche et innovation	6 306 325
	4 599 300	**1 855 100**	**6 454 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION**	**6 306 325**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	2 000		2 000	Politiques stratégiques, recherche et innovation	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	1 000		1 000	Politiques stratégiques, recherche et innovation – autres charges liées aux immobilisations	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION**	**0**
BIENS IMMOBILISÉS					
3	1 000		1 000	Politiques stratégiques, recherche et innovation	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION**	**0**

Description du programme :

Cette division est chargée de diriger l'élaboration de politiques ainsi que l'analyse des données, la recherche et l'évaluation à l'appui des priorités du ministère et du gouvernement. Ses principales fonctions comprennent l'élaboration de textes législatifs et de politiques fondés sur des données probantes, l'analyse, la recherche et l'évaluation et la coordination des activités intergouvernementales dans le secteur de la justice.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE – CRÉDIT 2610

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Politiques stratégiques, recherche et innovation (Poste 1)	
Traitements et salaires	4 813 560
Avantages sociaux	614 932
Transports et communications	137 440
Services	704 285
Fournitures et matériel	36 108
	6 306 325
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION	**6 306 325**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2611				**PROGRAMME DE FORMATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	22 282 700	615 900	22 898 600	Formation en matière de sécurité publique	21 390 251
	22 282 700	**615 900**	**22 898 600**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE FORMATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE.....**	**21 390 251**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
5	2 000		2 000	Formation en matière de sécurité publique	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE FORMATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE.....**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
7	1 002 000	2 718 100	3 720 100	Formation en matière de sécurité publique	3 645 265
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	1 003 000	**2 718 100**	**3 721 100**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE FORMATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE.....**	**3 645 265**
BIENS IMMOBILISÉS					
6	1 000		1 000	Formation en matière de sécurité publique	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE FORMATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE.....**	**0**

Description du programme :

Le programme de formation en matière de sécurité publique a pour mission de soutenir la formation spécialisée aux services de police, aux services de protection contre les incendies et aux travailleurs des services correctionnels (agents des services correctionnels et agents de probation et de libération conditionnelle) afin de satisfaire aux besoins de toutes les collectivités de la province en matière de services de police, de protection contre les incendies et de services correctionnels, et ce, de manière durable.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DE FORMATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 2611

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Formation en matière de sécurité publique (Poste 1)		
Traitements et salaires		10 548 802
Avantages sociaux		1 125 803
Transports et communications		935 104
Services		7 368 851
Fournitures et matériel		1 411 691
		21 390 251
Soutien aux entreprises		
Traitements et salaires	914 227	
Avantages sociaux	104 226	
Transports et communications	48 654	
Services	43 157	
Fournitures et matériel	22 410	
		1 132 674
Collège de police de l'Ontario		
Traitements et salaires	9 634 575	
Avantages sociaux	1 021 577	
Transports et communications	886 450	
Services	7 325 694	
Fournitures et matériel	1 389 281	
		20 257 577
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE FORMATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE		**21 390 251**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Formation en matière de sécurité publique (Poste 7)	
Services	1 624 017
Autre Transactions	
Investissements dans les immobilisations	2 021 248
	3 645 265
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE FORMATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE	**3 645 265**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	2018 $	2017 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente sur la surveillance des immigrants	12 608 980	13 722 551
Contrôle des armes à feu	6 150 000	6 121 549
Les services policiers des Premières nations	5 527 776	5 511 443
Entente de placement dans un établissement pénitencier	5 636 902	5 389 774
Entente relative aux services de biologie – SCF	3 450 000	3 450 000
Planification des mesures d'urgence pour les communautés autochtones	249 750	131 747
Autres	1 171 889	620 396
	34 795 297	34 947 460
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Maintien de l'ordre dans les municipalités	268 851 133	268 072 198
Remaniement des services locaux	137 957 883	135 134 902
Acqittement – Compte Bell	5 553 405	5 539 228
Coopérative d'automatisation des services de police provinciaux et municipaux de l'Ontario	1 970 799	3 181 574
Programme d'intervention en cas d'urgence nucléaire	1 125 000	1 125 000
Autres	1 256 973	3 278 742
	416 715 193	416 331 644
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits, permis et autorisations	17 034 619	17 467 391
Frais pour chèques refusés	260	496
	17 034 879	17 467 887
AMENDES ET PÉNALITÉS	0	309
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations	1 257 673	649 588
Les Industries Trilcor	255 675	159 467
	1 513 348	809 055
REDEVANCES		
Systèmes de sélection d'agents – Association des chefs de police de l'Ontario	187 635	193 973
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	3 052 467	3 224 062
DIVERS	551 397	949 968
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**473 850 216**	**473 924 358**

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

EXERCICE 2017 – 2018

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-366

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-367

SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE 2-369

INFRASTRUCTURE 2-373

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-368, 2-372

ÉTAT DES RECETTES 2-375

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

2016 – 2017 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2017 – 2018 Crédits autorisés	2017 – 2018 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
14 780 409	Administration du ministère	16 497 114	15 994 734
4 437 210 909	Services à l'enfance et à la jeunesse	4 519 723 200	4 506 348 484
4 451 991 318	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**4 536 220 314**	**4 522 343 218**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
2 188	Services à l'enfance et à la jeunesse	3 000	0
2 188	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**3 000**	**0**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
10 322 653	Services à l'enfance et à la jeunesse	10 323 300	10 322 653
91 262 132	Programme d'infrastructure	48 318 000	46 831 715
101 584 785	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**58 641 300**	**57 154 368**
	BIENS IMMOBILISÉS		
1 673 091	Services à l'enfance et à la jeunesse	8 840 000	4 699 259
2 558 105	Programme d'infrastructure	5 382 400	2 953 338
4 231 196	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**14 222 400**	**7 652 597**

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3701				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	15 378 900	1 054 200	16 433 100	Administration du ministère	15 928 766
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
	15 442 914	**1 054 200**	**16 497 114**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**15 994 734**

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère appuie l'élaboration et la mise en œuvre des priorités du MSEJ. Il offre à la haute direction, aux bureaux du ministère et au personnel sur le terrain de l'orientation concernant les politiques et les programmes, des conseils stratégiques en gestion des ressources et des finances et des services d'aide administrative et opérationnelle.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		8 972 380
Avantages sociaux		1 356 943
Transports et communications		366 457
Services		5 165 936
Fournitures et matériel		67 050
		15 928 766
Bureau de la direction (Bureau du ministre, Bureau du sous-ministre)		
Traitements et salaires	2 138 696	
Avantages sociaux	286 743	
Transports et communications	92 287	
Services	269 538	
Fournitures et matériel	14 308	
		2 801 572
Services opérationnels		
Traitements et salaires	3 874 184	
Avantages sociaux	590 171	
Transports et communications	154 920	
Services	676 789	
Fournitures et matériel	12 752	
		5 308 816
Services juridiques		
Transports et communications	13 800	
Services	3 165 596	
Fournitures et matériel	8 501	
		3 187 897
Communications et marketing		
Traitements et salaires	2 454 400	
Avantages sociaux	335 929	
Transports et communications	44 644	
Services	544 550	
Fournitures et matériel	31 489	
		3 411 012
Ressources humaines		
Traitements et salaires	505 100	
Avantages sociaux	144 100	
Transports et communications	60 806	
Services	3 083	
		713 089
Services de vérification		
Services	506 380	
		506 380
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 667
		65 968
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**15 994 734**

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3702				**PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
3	334 794 200	(4 744 600)	330 049 600	Santé et développement des enfants	328 173 776
7	2 464 085 100	57 749 200	2 521 834 300	Enfants et jeunes à risque	2 517 121 238
5	524 078 400	25 043 700	549 122 100	Services spécialisés	546 231 210
8	1 140 416 200	(21 700 000)	1 118 716 200	Prestation ontarienne pour enfants	1 114 822 260
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables– *Loi sur l'administration financière*	0
	4 463 374 900	**56 348 300**	**4 519 723 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE**	**4 506 348 484**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
6	3 000		3 000	Services à l'enfance et à la jeunesse	0
	3 000		**3 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
9	1 000		1 000	Services à l'enfance et à la jeunesse	0
L	10 381 300		10 381 300	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	10 322 653
	10 382 300		**10 382 300**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE**	**10 322 653**

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3702				**PROGRAMME DES SERVICES À**	
BIENS IMMOBILISÉS				**L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE**	
10	8 840 000		8 840 000	Services à l'enfance et à la jeunesse	4 699 259
	8 840 000		**8 840 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE .....**	**4 699 259**

Description du programme :

Les programmes offerts par le ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse comprennent le programme Santé et développement des enfants, le programme Enfants et jeunes à risque, les Services spécialisés et la Prestation ontarienne pour enfants. Le programme Santé et développement des enfants fournit des soutiens aux enfants en bas âge qui ont ou sont à risque d'avoir un retard de développement. Les programmes fournissent des services de dépistage, d'évaluation et d'intervention et visent à prévenir les risques pour le développement sain, et comprennent : Bébés en santé, enfants en santé, le Programme de dépistage néonatal des troubles auditifs et d'intervention précoce, les Services de rééducation de la parole et du langage pour les enfants d'âge préscolaire et le Programme d'alimentation saine pour les élèves. Les programmes sont fournis par des organismes de paiements de transfert, dont les centres de traitement pour enfants, les hôpitaux, les bureaux de santé publique et d'autres organismes communautaires. Le programme Enfants et jeunes à risque comprend la protection de l'enfance, les services de santé mentale pour les enfants et les jeunes, et les Services de justice pour la jeunesse. Les services de protection de l'enfance sont fournis par les sociétés d'aide à l'enfance (les SAE) et les sociétés autochtones de bien-être de l'enfance. Le financement des services de santé mentale pour les enfants et les jeunes soutient les programmes et les services communautaires ainsi que la promotion de la vie et la prévention du suicide chez les jeunes. En outre, les programmes de santé mentale pour les enfants et les jeunes comprennent le Plan d'action pour l'avancement de la santé mentale visant la transformation du système. Les Services de justice pour la jeunesse comprennent les services offerts aux jeunes qui ont des démêlés avec la justice ou qui risquent d'en avoir. Les Services spécialisés soutiennent les enfants et les jeunes ayant des besoins particuliers divers, notamment par des services en autisme, des services de réadaptation (orthophonie, ergothérapie et physiothérapie), des programmes de services de relève, une planification coordonnée des services, et d'autres soutiens aux enfants et aux jeunes ayant des besoins particuliers multiples ou complexes. La Prestation ontarienne pour enfants fournit une aide financière non imposable aux familles à revenu faible ou modeste. La Subvention équivalant à la Prestation ontarienne pour enfants fournit aux enfants et aux jeunes pris en charge par les SAE et recevant des soins conformes aux traditions un accès accru à des possibilités sociales, éducatives et récréatives et à un programme d'épargne à l'intention des jeunes plus âgés pris en charge. Le MSEJ fournit également des services communautaires intégrés et adaptés à la culture autochtone qui sont spécialement axés sur les besoins des enfants et des jeunes des Premières Nations, des Métis, des Inuits et des collectivités urbaines autochtones. Ces services sont intégrés à tout le programme des Services à l'enfance et à la jeunesse.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE – CRÉDIT 3702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Santé et développement des enfants (Poste 3)		
Traitements et salaires		13 580 085
Avantages sociaux		1 790 527
Transports et communications		617 301
Services		2 978 566
Fournitures et matériel		177 995
Paiements de transfert		
Bébés en santé, enfants en santé	88 382 796	
Soutien communautaire pour le développement de la petite enfance	219 646 506	
		309 029 302
		328 173 776
Enfants et jeunes à risque (Poste 7)		
Traitements et salaires		166 217 233
Avantages sociaux		27 718 045
Transports et communications		6 294 781
Services		80 072 529
Fournitures et matériel		4 883 001
Paiements de transfert		
Services de protection de l'enfance	1 537 618 077	
Fonds de renouvellement des services de protection de l'enfance	30 252 166	
Santé mentale des enfants et des jeunes	470 775 018	
Santé mentale des enfants et des jeunes – Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	4 425	
Services de justice pour la jeunesse	193 257 613	
Services de justice pour la jeunesse – Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	28 350	
		2 231 935 649
		2 517 121 238
Services de protection de l'enfance		
Traitements et salaires		20 996 554
Avantages sociaux		2 769 911
Transports et communications		1 690 419
Services		28 518 284
Fournitures et matériel		216 368
Paiements de transfert		
Services de protection de l'enfance	1 537 618 077	
Fonds de renouvellement des services de protection de l'enfance	30 252 166	
		1 567 870 243
		1 622 061 779
Santé mentale des enfants et des jeunes		
Traitements et salaires		38 266 982
Avantages sociaux		7 011 225
Transports et communications		1 123 007
Services		14 285 171
Fournitures et matériel		1 353 716
Paiements de transfert		
Santé mentale des enfants et des jeunes	470 775 018	
Santé mentale des enfants et des jeunes – Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	4 425	
		470 779 443
		532 819 544
Services de justice pour la jeunesse		
Traitements et salaires		106 953 697
Avantages sociaux		17 936 908
Transports et communications		3 481 356
Services		37 269 073
Fournitures et matériel		3 312 917
Paiements de transfert		
Services de justice pour la jeunesse	193 257 613	
Services de justice pour la jeunesse – Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	28 350	
		193 285 963
		362 239 914

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE – CRÉDIT 3702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
Services spécialisés (Poste 5)		
Traitements et salaires		3 804 298
Avantages sociaux		585 884
Transports et communications		205 872
Services		1 683 871
Fournitures et matériel		31 947
Paiements de transfert		
Services de traitement et de réadaptation pour enfants	118 611 209	
Autisme	317 801 400	
Besoins particuliers complexes	97 263 084	
Planification coordonnée des services	6 243 645	
		539 919 338
		546 231 210
Prestation ontarienne pour enfants (Poste 8)		
Paiements de transfert		
Prestation ontarienne pour enfants	1 102 241 157	
Subvention équivalent à la Prestation ontarienne pour enfants	12 581 103	
		1 114 822 260
		1 114 822 260
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE		**4 506 348 484**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Services à l'enfance et à la jeunesse (Poste 9)		
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*		10 322 653
		10 322 653
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE		**10 322 653**
BIENS IMMOBILISÉS		
Services à l'enfance et à la jeunesse – immobilisations (Poste 10)		
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations		4 654 659
Logiciels d'application de gestion - traitements et salaires		38 800
Logiciels d'application de gestion - avantages sociaux		5 800
		4 699 259
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE		**4 699 259**

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3703				**PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
1	58 142 500	(9 824 500)	48 318 000	Services à l'enfance et à la jeunesse – immobilisations	46 831 715
	58 142 500	**(9 824 500)**	**48 318 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE**	**46 831 715**
BIENS IMMOBILISÉS					
2	5 382 400		5 382 400	Services à l'enfance et à la jeunesse – immobilisations	2 953 338
	5 382 400		**5 382 400**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE**	**2 953 338**

Description du programme :

Le financement de l'infrastructure est fourni aux organismes qui reçoivent des paiements de transfert dans les collectivités et au bénéfice d'installations exploitées directement par le ministère pour l'acquisition, la construction et la rénovation d'immobilisations, et ce, afin de faciliter la prestation efficace des programmes du ministère et la gestion des activités de base du ministère.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE – CRÉDIT 3703

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Services à l'enfance et à la jeunesse – immobilisations (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Renouvellement des installations des partenaires...	18 467 879	
Subventions d'immobilisations	25 221 453	
		43 689 332
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations		3 142 383
		46 831 715
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE		**46 831 715**
BIENS IMMOBILISÉS		
Services à l'enfance et à la jeunesse – immobilisations (Poste 2)		
Immeubles - coûts relatifs aux immobilisations		2 953 338
		2 953 338
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE		**2 953 338**

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	2018 $	2017 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens	126 990 362	132 369 320
Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents	52 372 438	51 922 305
Autres	0	745*
	179 362 800	184 292 370
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Maison pour groupe d'enfants	9,100	12 500
Adoption internationale	9,000	10 800
Justice pour les jeunes – Droits de permis	1 800	0
Droits d'adoption	1 400	3 200
Autres	(998)**	3 543
	20 302	30 043
VENTES ET LOCATIONS	315	401
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions de fonctionnement	184 459 804	15 743 724
Frais de fonctionnement	544 061	133 557
Subventions	1 166 084	790 790
	186 169 949	16 668 071
DIVERS		
Redressement découlant de la provision pour restructuration	0	297 642
Intérêts bancaires – non précisés	14 379	7 440
Autres	41 443	61 241
	55 822	366 323
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**365 609 188**	**201 357 208**

*Représente un redressement pour les revenus liés à la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents.*

**Sous autres droits, licences et permis, le montant de crédit représente un redressement des remboursements au titre de l'accès à l'information.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

EXERCICE 2017 – 2018

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-378
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-380
INFORMATION, PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES 2-382
SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO 2-384
COMISSION DE RÉVISION DE LA PUBLICITÉ 2-387
SERVICEONTARIO 2-389
SERVICES AUX CONSOMMATEURS 2-391
GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOVERNEMENTAUX 2-393
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-381, 2-386, 2-390, 2-395

ÉTAT DES RECETTES 2-396

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

2016 – 2017		2017 – 2018	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
29 383 203	Administration du ministère	30 234 314	29 424 404
17 220 517	Information, protection de la vie privée et archives publiques	17 078 400	16 945 333
210 259 355	Services communs de l'Ontario	228 383 700	235 961 292
1 157 373	Commission de révision de la publicité	1 169 200	1 167 076
252 467 392	ServiceOntario	264 941 000	257 632 493
17 811 661	Services aux consommateurs	16 495 000	16 438 082
51 335 657	Groupement pour l'integration des services governementaux	48 652 900	48 651 679
579 635 158	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**606 954 514**	**606 220 359**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Services communs de l'Ontario	1 000	0
3 500 000	Services aux consommateurs	3 001 000	2 000 000
146 425	Groupement pour l'integration des services governementaux	1 914 500	82 500
3 646 425	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**4 916 500**	**2 082 500**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

2016 – 2017		2017 – 2018	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
	$	$	$
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du ministère	1 000	0
3 495 253	Information, protection de la vie privée et archives publiques	3 415 600	3 415 542
4 462 271	Services communs de l'Ontario	4 436 000	5 720 684
10 497 867	ServiceOntario	7 810 400	6 353 713
0	Services aux consommateurs	1 000	0
101 438	Groupement pour l'integration des services governementaux	576 900	317 091
18 556 829	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**16 240 900**	**15 807 030**
	BIENS IMMOBILISÉS		
7 594 183	Services communs de l'Ontario	22 267 800	19 587 415
233 083	ServiceOntario	18 689 700	17 445 896
0	Services aux consommateurs	1 000	0
5 855 739	Groupement pour l'integration des services governementaux	5 007 300	4 993 025
13 683 005	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**45 965 800**	**42 026 336**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1801				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	30 636 200	(465 900)	30 170 300	Administration du ministère	29 358 436
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
	30 700 214	**(465 900)**	**30 234 314**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**29 424 404**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	1 000	(1 000)	0	Administration du ministère	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	2 000	**(1 000)**	**1 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**

Description du programme:

Le programme d'administration du ministère assure les services administratifs et de soutien qui aident le ministère à réaliser des résultats conformes aux objectifs et priorités budgétaires du gouvernement. Ses fonctions comprennent la gestion des finances et des ressources humaines, la coordination des initiatives de politiques et ministérielles et la gestion des locaux et des installations. Le programme fournit également des services juridiques et de communication, de planification et de surveillance des résultats. Il aide et soutient les programmes du ministère dans l'atteinte de leurs objectifs opérationnels et de développement organisationnel.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÈDIT 1801

Dètails des dèpenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		14 584 469
Avantages sociaux		2 099 338
Transports et communications		367 377
Services		53 390 457
Fournitures et matériel		496,363
		70 938 004
Moins : recouvrements		41 579 568
		29 358 436
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 212 684	
Avantages sociaux	273 919	
Transports et communications	60 082	
Services	223 875	
Fournitures et matériel	28 832	
		2 799 392
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	7 081 021	
Avantages sociaux	953 136	
Transports et communications	123 370	
Services	42 540 083	
Fournitures et matériel	383 844	
Moins : recouvrements	41 579 568	
		9 501 886
Services juridiques		
Traitements et salaires	4 974	
Transports et communications	43 550	
Services	6 654 238	
Fournitures et matériel	46 955	
		6 749 717

	$	$
Services de vérification		
Services	979 358	
		979 358
Services de communication		
Traitements et salaires	3 458 955	
Avantages sociaux	482 976	
Transports et communications	117 382	
Services	2 658 483	
Fournitures et matériel	31 323	
		6 749 119
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 826 835	
Avantages sociaux	389 306	
Transports et communications	22 994	
Services	334 420	
Fournitures et matériel	5 410	
		2 578 965
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 667
		65 968
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**29 424 404**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1809				**PROGRAMME DES INFORMATION, PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
7	17 407 500	(329 100)	17 078 400	Information, protection de la vie privée et Archives publiques	16 945 333
	17 407 500	**(329 100)**	**17 078 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES INFORMATION, PROTECTION DE LA PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES**	**16 945 333**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES**	
8	3 415 600		3 415 600	Information, protection de la vie privée et Archives publiques	3 415 542
	3 415 600		**3 415 600**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES INFORMATION, PROTECTION DE LA PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES**	**3 415 542**

Description du programme :

Information, protection de la vie privée et Archives publiques fournit de l'orientation et des politiques gouvernementales sur les bonnes pratiques liées à la gestion des documents et de l'information, à l'accès à l'information et à la protection de la vie privée. Elle collecte, préserve et promeut la mémoire documentaire de la province pour les générations actuelles et futures, et en facilite l'accès.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

PROGRAMME DES INFORMATION, PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES – CRÉDIT 1809

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Information, protection de la vie privée et archives publiques (Poste 7)		
Traitements et salaires		8 364 624
Avantages sociaux		1 210 606
Transports et communications		982 137
Services		14 112 444
Fournitures et matériel		248 696
Paiements de transfert		
Subventions à l'appui des Archives publiques de l'Ontario…..	45 700	
		45 700
		24 964 207
Moins : Recouvrements		8 018 874
		16 945 333
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES INFORMATION, PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES		**16 945 333**

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Information, protection de la vie privée et archives publiques (Poste 8)		
Services		3 415 542
		3 415 542
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES INFORMATION, PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES		**3 415 542**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1811				**PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DE L'ONTARIO**	
5	214 337 700	546 000	214 883 700	Services communs de l'Ontario	214 422 527
27	1 000	(1 000)	0	Services centralisés de la FPO – Commission de la sécurité professionnelle et de l' assurance contre les accidents du travail	0
L	13 500 000		13 500 000	Loi sur les actions contre la Couronne	21 538 765
	227 838 700	**545 000**	**228 383 700**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO**	**235 961 292**
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
6	1 000		1 000	Services communs de l'Ontario	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO**	**0**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1811				**PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
12	2,000	(2,000)	0	Services communs de l'Ontario.....	0
L	4 436 000		4 436 000	Amortissement – Services communs de l'Ontario, *Loi sur l'administration financière*	5 720 684
	4 438 000	**(2 000)**	**4 436 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO.....**	**5 720 684**
BIENS IMMOBILISÉS					
14	23 564 300	(1 296 500)	22 267 800	Services communs de l'Ontario.....	19 587 415
	23 564 300	**(1 296 500)**	**22 267 800**	**TOTAL (BIEN IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO.....**	**19 587 415**

Description du programme:

Les Services communs de l'Ontario offrent aux ministères et aux fonctionnaires un éventail de services administratifs touchant l'approvisionnement, les finances, les ressources humaines, la paie et les avantages sociaux ainsi que des services opérationnels de la FPO. Ils soutiennent également la transformation de la gestion de la chaîne d'approvisionnement dans le secteur parapublic.

*Nota : Les dépenses liées à la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) pour la fonction publique de l'Ontario (FPO) sont administrées centralement par le ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs (MSGSC) selon le modèle de recouvrement intégral des coûts, à l'exception des réclamations faites à l'encontre du ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels (MSCSC) et payées par ce ministère. Les réclamations payées par le MSCSC sont constatées séparément dans le volume 1 sous MSCSC. Les dépenses totales de la CSPAAT pour toute la FPO en 2017-2018 sont de 57 487 611 $ [soit 38 251 235 $ (MSGCS) + 19 053 025 $ (MSCSC – programme de la Police provinciale de l'Ontario 2604- 4) + 183 351 $ (MSCSC – programme Planification et gestion des situations d'urgence 2609 08)].

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO – CRÉDIT 1811

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Services communs de l'Ontario (Poste 5)		
Traitements et salaires		128 485 307
Avantages sociaux		19 621 643
Transports et communications		10 919 032
Services		68 709 962
Fournitures et matériel		2 130 748
Paiements de transfert		
Projets liés à la gestion de la chaine d'approvisionnement et à l'innovation dans le secteur parapublic	13 881 262	
		13 881 262
Autre opérations		
Autre opérations	218 352	
Autre emplois d'eté	9 916 492	
		10 134 844
		253 882 798
Moins : Recouvrements		39 460 271
		214 422 527
Services centralisés de la FPO – Commission de la sécurité professionnelle et de l' assurance contre les accidents du travail (Poste 27)		
Services		38 251 235*
		38 251 235
Moins : Recouvrements		38 251 235
		0
Crédits législatifs		
Autre opérations		
Loi sur les actions contre la Couronne		21 538 765
		21 538 765
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTAIRO		**235 961 292**

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Crédits législatifs		
Autre opérations		
Amortissement – Services communs de l'Ontario, *Loi sur l'administration financière*		5 792 184
Moins : recouvrements		71 500
		5 720 684
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTAIRO		**5 720 684**
BIENS IMMOBILISÉS		
Services communs de l'Ontario (Poste 14)		
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immoblisations		19 587 415
		19 587 415
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTAIRO		**19 587 415**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1812				**PROGRAMME DES COMMISSION DE RÉVISION DE LA PUBLICITÉ**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
4	1 169 300	(100)	1 169 200	Comission de révision de la publicité	1 167 076
	1 169 300	**(100)**	**1 169 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME SERVICEONTARIO .....**	**1 167 076**

Description du programme:

La Commission de révision de la publicité est désignée comme un service central obligatoire pour l'achat de publicité, les relations avec le public et les médias et les services de communications créatives au nom de la FPO. Cela garantit que les ministères et les organismes gouvernementaux acquièrent ces services de manière équitable, ouverte, transparente et accessible aux fournisseurs qualifiés.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

PROGRAMME DES COMISSION DE RÉVISION DE LA PUBLICITÉ – CRÉDIT 1812

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Révision de la Publicité (Poste 4)	
Traitements et salaires	549 093
Avantages sociaux	58 387
Transports et communications	12 048
Services	540 763
Fournitures et matériel	6 785
	1 167 076
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES COMISSION DE RÉVISION DE LA PUBLICITÉ	**1 167 076**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1814				**PROGRAMME SERVICEONTARIO**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	227 891 500	31 747 500	259 639 000	ServiceOntario	257 625 173
L	5 001 000		5 001 000	Demandes d'indemnisation adressées à la Caisse d'assurance des droits immobiliers, *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers*.....	0
L	301 000		301 000	Créances irrécouvérables, *Loi sur l'administration financi*ére	7 320
	233 193 500	**31 747 500**	**264 941 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME SERVICEONTARIO.....**	**257 632 493**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	2 000 000		2 000 000	ServiceOntario.....	1 999 999
L	5 810 400		5 810 400	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	4 353 714
	7 810 400		**7 810 400**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME SERVICEONTARIO.....**	**6 353 713**
BIENS IMMOBILISÉS					
3	14 527 900	4 161 800	18 689 700	ServiceOntario.....	17 445 896
	14 527 900	**4 161 800**	**18 689 700**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME SERVICEONTARIO.....**	**17 445 896**

Description du programme:

ServiceOntario est pour les particuliers et les entreprises la voie d'accès aux services du gouvernement – carte Santé, conducteur et véhicule, permis d'activités de plein air (pêche et chasse), événements de la vie, enregistrement des biens fonciers et mobiliers personnels, service aux entreprises, information et réception des demandes.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

PROGRAM SERVICEONTARIO – CRÉDIT 1814

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
ServiceOntario (Poste 1)		
Traitements et salaires	114 899 831	
Avantages sociaux	19 667 025	
Transports et communications	16 931 169	
Services	106 544 134	
Fournitures et matériel	13 591 867	
	271 634 026	
Moins : Recouvrements	14 008 853	
	257 625 173	
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Demandes d'indemnisation adressées à la Caisse d'assurance des droits immobiliers, *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers*	0	
Créances irrécouvrables, *Loi sur L'administration financi*ère	7 320	
	7 320	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME SERVICEONTARIO	**257 632 493**	
CHARGES D'IMMOBLISATIONS		
ServiceOntario (Poste 2)		
Services	1 999 999	
	1 999 999	
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – *Loi sur l'administation financiére*		4 353 714
		4 353 714
TOTAL (CHARGES D'IMMOBLISATIONS) – PROGRAMME SERVICEONTARIO		**6 353 713**
BIENS IMMOBILISÉS		
ServiceOntario (Poste 3)		
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immoblisations		17 445 896
		17 445 896
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) PROGRAM SERVICEONTARIO		**17 445 896**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1816					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS**	
1	16 969 800	(476 800)	16 493 000	Services aux consommateurs	16 438 082
L	2 000		2 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financi*ére	0
	16 971 800	**(476 800)**	**16 495 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS .....**	**16 438 082**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
3	3 001 000		3 001 000	Services aux consommateurs	2 000 000
	3 001 000		**3 001 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS .....**	**2 000 000**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	1 000	(1 000)	0	Services aux consommateurs	0
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financi*ére	0
	2 000	**(1 000)**	**1 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS .....**	**0**
BIENS IMMOBILISÉS					
6	1 000		1 000	Services aux consommateurs	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS .....**	**0**

Description du programme:

En tant qu'autorité de réglementation moderne, Protection du consommateur de l'Ontario (PCO) fournit des services directement et indirectement par l'entremise d'autorités administratives indépendantes dans les domaines de la protection des consommateurs, de la sécurité du public et du droit des entreprises. PCO mène la voie vers un marché équitable, protégé et bien informé par des mesures d'éducation, des partenariats, la législation et l'application de la loi.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS – CRÉDIT 1816

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Services aux consommateurs (Poste 1)	
Traitements et salaires	10 838 482
Avantages sociaux	1 592 209
Transports et communications	346 893
Services	3 035 679
Fournitures et matériel	86 819
Paiements de transfert	
Subventions pour les services aux consommateurs	538 000
	16 438 082
Moins : Recouvrements	0
	16 438 082
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS	**16 438 082**
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	
Services aux consommateurs (Poste 3)	
Prêts et investissements	2 000 000
	2 000 000
TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS	**2 000 000**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1817				**GROUPÉMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOVERNEMENTAUX**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	49 743 100	(1 090 200)	48 652 900	Groupement pour l'integration des services governementaux.....	48 651 679
	49 743 100	**(1 090 200)**	**48 652 900**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOVERNEMENTAUX ..**	**48 651 679**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
7	1 914 500		1 914 500	Groupement pour l'integration des services governementaux.....	82 500
	1 914 500		**1 914 500**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOVERNEMENTAUX .**	**82 500**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1817				**GROUPÉMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOVERNEMENTAUX**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	3 000	(3 000)	0	Groupement pour l'integration des services governementaux.....	0
L	576 900		576 900	Amortissement – *Loi sur l'administation financiére*	317 091
	579 900	**(3 000)**	**576 900**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOVERNEMENTAUX.**	**317 091**
BIENS IMMOBILISES					
6	7 872 600	(2 865 300)	5 007 300	Groupement pour l'integration des services governementaux.....	4 993 025
	7 872 600	**(2 865 300)**	**5 007 300**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISES) – GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOVERNEMENTAUX.**	**4 993 025**

Description du programme:

Le Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux (GISC) fournit des conseils stratégiques et des solutions technologiques rentables à certains ministères (Développement économique et Croissance, Énergie, Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs, Infrastructure, Commerce international, Recherche, Innovation et Sciences, Affaires des personnes âgées) et à la Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario.

Le GISC soutient et met en oeuvre la technologie de l'information dont les ministères et organismes qu'il appuie ont besoin pour réaliser, moderniser et transformer leurs activités.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

GROUPÉMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOVERNEMENTAUX – CRÉDIT 1817

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Groupement pour l'integration des services governementaux (Poste 1)	
Traitements et salaires	26 586 711
Avantages sociaux	3 294 513
Transports et communications	2 429 068
Services	86 006 001
Fournitures et matériel	113 073
	118 429 366
Moins : Recouvrements	69 777 687
	48 651 679
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOVERNEMENTAUX	**48 651 679**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Groupement pour l'integration des services governementaux (Poste 7)	
Dépôts et charges payées d'avance	82 500
	82 500
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOVERNEMENTAUX	**82 500**

	$
CHARGES D'IMMOBLISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – *Loi sur l'administation financiére*	484 776
Moins : Recouvrements	167 685
	317 091
TOTAL (CHARGES D'IMMOBLISATIONS) – – GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOVERNEMENTAUX	**317 091**
BIENS IMMOBILIES	
Groupement pour l'integration des services governementaux (Poste 6)	
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immoblisations	4 993 025
	4 993 025
TOTAL (BIENS IMMOBILIES) – GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOVERNEMENTAUX	**4 993 025**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	2018 $	2017 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Travaux statistiques	818 313	32 986
Divers	436 300	0
	1 254 613	32 986
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	11 392 454	2 433 901
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Loi sur les sûretés mobilières	58 997 796	50 667 456
Constitutions en sociétes	25 153 921	25 917 039
Loi sur les statistiques de l'état civil	19 380 311	19 345 252
Loi sur les noms commerciaux	9 309 607	9 247 139
Recherches et certificats	7 425 863	7 038 714
Loi sur le mariage	2 909 315	3 210 676
Loi sur les organismes d'application délégataires	2 757 795	2 683 785
Loi sur le changement de nom	1 728 011	1 724 844
Loi sur les sociétés en commandite	915 930	781 210
Certificat d'authenticité	770 592	670 876
Loi de concernant les prêts sur salaire	751 059	745 875
Loi sur les services de recouvrement et de règlement de dette	409 210	538 851
Commissaire aux affidavits	417 796	468 508
Permis extraprovinciaux	137 509	137 698
Déclarations annuelles obligatoires	3 595	3 710
Autres	251 619	(1 343 878)
	131 319 929	121 837 754
AMENDES ET PÉNALITÉS	8 500	3 035
VENTES ET LOCATIONS		
Publications Ontario – Ventes	2 255 481	1 871 255
Autres	36 818	34,343
	2 292 299	1 905 598
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	765 248	1 060 487
DIVERS		
Intérêt	6 470	3 497
Autres	2 807 504	2 164 237
	2 813 974	2 167 734
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**149 847 017**	**129 441 495**

non vérifié

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

EXERCICE 2017 – 2018

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-398

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-399

SERVICES AUX ADULTES 2-401

BUREAU DE LA STRATÉGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ 2-405

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-400, 2-403, 2-404

ÉTAT DES RECETTES 2-407

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

2016 – 2017		2017 – 2018	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
36 625 997	Administration du ministère	39 572 914	38 895 509
11 523 120 490	Services aux adultes	12 253 200 100	12 203 329 933
10 233 346	Programme de la Stratégie de réduction de la pauvreté	37 451 300	34 798 205
11 569 979 833	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**12 330 224 314**	**12 277 023 647**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
38 339 059	Services aux adultes	35 636 000	35 023 192
38 339 059	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**35 636 000**	**35 023 192**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
87 536 517	Services aux adultes	77 645 900	77 196 060
87 536 517	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**77 645 900**	**77 196 060**
	BIENS IMMOBILISÉS		
1 098 370	Services aux adultes	3 310 000	1 662 435
1 098 370	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**3 310 000**	**1 662 435**

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
701				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU MINISTÈRE**	
1	38 464 900	1 043 000	39 507 900	Administration du ministère	38 833 943
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	44 899
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	38 529 914	**1 043 000**	**39 572 914**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**38 895 509**

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère appuie l'élaboration et la mise en œuvre des priorités du ministère en offrant à la haute direction, aux bureaux du ministère et au personnel sur le terrain de l'orientation concernant les politiques et les programmes, des conseils stratégiques en gestion des ressources et des finances et des services de soutien administratif et opérationnel.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		20 317 769
Avantages sociaux		2 871 694
Transports et communications		570 903
Services		14 858 910
Fournitures et matériel		214 667
		38 833 943
Bureau de la direction		
Traitements et salaires	1 743 243	
Avantages sociaux	223 691	
Transports et communications	72 922	
Services	165 464	
Fournitures et matériel	7 351	
		2 212 671
Soutien aux activités		
Traitements et salaires	7 284 209	
Avantages sociaux	1 070 513	
Transports et communications	195 856	
Services	1 192 417	
Fournitures et matériel	53 244	
		9 796 239
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 731 531	
Avantages sociaux	390 341	
Transports et communications	6 470	
Services	177 799	
Fournitures et matériel	7 930	
		2 314 071
Services de communication		
Traitements et salaires	1 745 597	
Avantages sociaux	223 952	
Transports et communications	42 435	
Services	584 001	
Fournitures et matériel	39 385	
		2 635 370
Services juridiques		
Traitements et salaires	31 857	
Transports et communications	56 580	
Services	4 587 192	
Fournitures et matériel	57 379	
		4 733 008
	4 080 825	
Services de vérification		
Services	867 916	
		867 916
Services informatiques		
Traitements et salaires	7 781 332	
Avantages sociaux	963 197	
Transports et communications	196 640	
Services	7 284 121	
Fournitures et matériel	49 378	
		16 274 668
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		44 899
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 667
		61 566
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**38 895 509**

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
702				**PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
3	9 592 399 200	(22 559 400)	9 569 839 800	Soutien financier et soutien à l'emploi	9 527 698 248
6	2 586 271 100	13 395 100	2 599 666 200	Services à la collectivité et aux personnes ayant une déficience intellectuelle	2 586 056 215
7	53 632 200	2 031 000	55 663 200	Bureau des obligations familiales	55 043 426
L	28 030 900		28 030 900	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	34 532 044
	12 260 333 400	**(7 133 300)**	**12 253 200 100**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES**	**12 203 329 933**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
9	32 636 000	3 000 000	35 636 000	Services aux adultes	35 023 192
	32 636 000	**3 000 000**	**35 636 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES**	**35 023 192**

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
702				**PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
8	46 124 900	5 075 000	51 199 900	Services aux adultes	50 956 071
L	26 446 000		26 446 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	26 239 989
	72 570 900	**5 075 000**	**77 645 900**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES**	**77 196 060**
BIENS IMMOBILISÉS					
11	3 310 000		3 310 000	Services aux adultes	1 662 435
	3 310 000		**3 310 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES**	**1 662 435**

Description du programme:

Par le Programme des services aux adultes, des services communautaires efficaces et responsables sont offerts aux plus démunis. Les programmes d'aide sociale de l'Ontario fournissent des aides à l'emploi et au revenu aux personnes admissibles dans le besoin, y compris les personnes handicapées et leurs familles.

Les Services à la collectivité et aux personnes ayant une déficience intellectuelle incluent les Services à la collectivité, les Services aux personnes ayant une déficience intellectuelle et la Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones. Les programmes des Services à la collectivité offrent du financement pour des services et soutiens communautaires aux femmes victimes de violence et à leurs enfants, aux victimes et aux survivants de la traite des personnes et aux personnes sourdes, devenues sourdes, malentendantes ou sourdes et aveugles. Les programmes de Services aux personnes ayant une déficience intellectuelle proposent un éventail de services et de soutiens à l'intention d'adultes ayant une déficience intellectuelle et d'enfants ayant des déficiences intellectuelles ou physiques par l'entremise de fournisseurs de services établis au sein des collectivités, ainsi que par un financement direct assuré dans le cadre du programme Passeport et du Programme de services particuliers à domicile. Ces programmes favorisent un élargissement de l'inclusion sociale, de l'autonomie et des choix des adultes ayant une déficience intellectuelle et de leurs familles en les aidant à vivre et participer à un vaste éventail d'activités dans leur collectivité. Les programmes de la Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones sont adaptés à la culture autochtone et conçus et exécutés par des Autochtones et à leur intention pour améliorer les résultats sur le plan du ressourcement, de la santé et du mieux-être.

Le Dépositaire des renseignements ayant trait aux adoptions fournit des services de divulgation de l'information aux adultes adoptés, aux parents adoptifs et aux familles de naissance. Le Bureau des obligations familiales travaille pour améliorer la sécurité financière des familles en percevant et en distribuant les pensions alimentaires pour enfant et pour conjoint en vertu des ordonnances judiciaires et des contrats familiaux déposés auprès des tribunaux.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES – CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Soutien financier et soutien à l'emploi (Poste 3)		
Traitements et salaires		170 218 869
Avantages sociaux		28 258 134
Transports et communications		11 279 601
Services		87 371 047
Fournitures et matériel		2 939 833
Paiements de transfert		
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées – Soutien financier	5 070 152 117	
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées – Soutien à l'emploi	50 030 198	
Programme Ontario au travail – Soutien financier	2 765 530 674	
Programme Ontario au travail – Soutien à l'emploi	209 914 337	
Programme de médicaments de l'Ontario	1 132 003 438	
		9 227 630 764
		9 527 698 248
Services à la collectivité et aux personnes ayant une déficience intellectuelle (Poste 6)		
Traitements et salaires		33 627 247
Avantages sociaux		6 778 836
Transports et communications		2 089 399
Services		9 472 644
Fournitures et matériel		298 988
Paiements de transfert		
Services en établissement	1 464 037 057	
Services de soutien	822 859 646	
Violence faite aux femmes	150 751 137	
Soutiens pour l'intégration communautaire	60 597 826	
Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones	35 543 435	
		2 533 789 101
		2 586 056 215
Bureau des obligations familiales (Poste 7)		
Traitements et salaires		30 732 369
Avantages sociaux		5 178 518
Transports et communications		1 053 045
Services		17 783 702
Fournitures et matériel		295 792
		55 043 426
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		34 532 044
		34 532 044
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES		**12 203 329 933**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Services aux adultes (Poste 9)		
Avances et montants récupérables		
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées – Soutien financier	35 023 192	
		35 023 192
		35 023 192
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES		**35 023 192**

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES – CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Services aux adultes (Poste 8)		
Paiements de transfert		
Subventions d'immobilisations	20 798 329	
Renouvellement des installations des partenaires	24 676 941	
		45 475 270
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations		5 480 801
		50 956 071
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – Loi sur l'administration financière		26 239 989
		26 239 989
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES		**77 196 060**
BIENS IMMOBILISÉS		
Services aux adultes (Poste 11)		
Logiciels d'application de gestion – traitements et salaires		424 871
Logiciels d'application de gestion – avantages sociaux		53 109
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations		1 184 455
		1 662 435
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES		**1 662 435**

INISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
703				**PROGRAMME DE LA STRATEGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	66 426 300	(28 975 000)	37 451 300	Bureau De La Stratégie De Réduction De La Pauvreté	34 798 205
	66 426 300	**(28 975 000)**	**37 451 300**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA STRATEGIE DE REDUCTION DE LA PAUVRETE .....**	**34 798 205**

Description du programme

La Stratégie de réduction de la pauvreté, surveillée par le ministre responsable de la Stratégie de réduction de la pauvreté/le ministre du Logement, a été établie pour soutenir la priorité pluriannuelle de l'Ontario qui consiste à réduire la pauvreté, l'inégalité et l'exclusion. Le Bureau de la Stratégie de réduction de la pauvreté (BSRP) soutient des initiatives visant à continuer de libérer des gens de la pauvreté, notamment en élaborant un Projet pilote portant sur le revenu de base et une stratégie de sécurité alimentaire. Le Fonds pour les initiatives locales de réduction de la pauvreté soutient, met de l'avant et évalue les projets d'action communautaire visant à apporter des solutions locales à la pauvreté.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DE LA STRATEGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ – CRÉDIT 703

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Bureau De La Stratégie De Réduction De La Pauvreté (Poste 1)		
Traitements et salaires		3 413 577
Avantages sociaux		401 470
Transports et communications		347 656
Services		4 654 792
Fournitures et matériel		132 725
Paiements de transfert		
Projet pilote portant sur le revenu de base	11 147 985	
Fonds pour les initiatives locales de réduction de la pauvreté	14 700 000	
		25 847 985
		34 798 205
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA STRATEGIE DE REDUCTION DE LA PAUVRETE		**34 798 205**

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	2018 $	2017 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens	127 330 699	127 262 787
Entente sur le marché du travail pour les personnes handicapées	62 526 225	62 526 225
Entente concernant le logement abordable	9 517 616	23 028 600
Logement en milieu de soutien	2 307 034	2 356 196
Gouvernement/Canada – Fonds pour initiative familiale	1 028 858	1 028 858
	202 710 432	216 202 666
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Cas attribués (BOF) – POSPH	0	6 469 548
Autres	1 001 100	7 812
	1 001 100	6 477 360
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais d'administration – BOF	1 382 600	1 572 926
Accès à l'information - Droits	77 218	91 055
	1 459 818	1 663 981
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions de fonctionnement	155 613 396	24 708 090
Frais de fonctionnement	6 889 417	668 219
Subventions	1 019 815	869 042
	163 522 627	26 245 351
DIVERS		
Comptes de subrogation	1 043 044	1 914 136
Autres	16 006	3 297 992
Redressement découlant de la provision pour restructuration	0	427 729
Pénalités – intérêt	7 794	5 362
Indemnités de service judiciaire et de témoin	61	0
	1 066 905	5 645 219
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**369 760 882**	**256 234 577**

non vérifié

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

EXERCICE 2017 – 2018

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

- SOMMAIRE 2-410
- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-411
- TOURISME 2-413
- SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES 2-415
- IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES 2-417
- CULTURE 2-419
- FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO 2-421
- CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS 2-423
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-412

ÉTAT DES RECETTES 2-425

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

2016 – 2017		2017 – 2018	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
10 603 425	Administration du ministère	11 894 287	11 190 422
156 858 881	Tourisme	147 260 100	145 769 957
64 352 871	Sports, loisirs et programmes communautaires	60 628 800	60 459 836
245 706 134	Culture	258 202 600	257 753 000
90 000 000	Fondation Trillium de l'Ontario	115 001 000	115 000 000
578 513 645	Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels	654 195 700	654 195 621
1 146 034 956	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**1 247 182 487**	**1 244 368 836**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du ministère	4 000	0
0	Tourisme	2 000	0
86 208 644	Sports, losirs, et communautaires	0	0
40 000 586	Immobilisations touristiques et culturelles	109 644 000	82 324 526
0	Culture	2 000	0
25 000 000	Fondation Trillium de l'Ontario	0	0
151 209 230	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**109 652 000**	**82 324 526**
	BIENS IMMOBILISÉS		
0	Administration du ministère	2 000	0
11 644 795	Tourisme	37 304 300	4 296 444
973 805	Sports, losirs, et communautaires	0	0
0	Culture	1 000	0
12 618 600	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**37 307 300**	**4 296 444**

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3801				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU MINISTÈRE**	
1	11 214 100	600 000	11 814 100	Administration du ministère	11 125 037
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	32 346		32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 084
	11 294 287	**600 000**	**11 894 287**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**11 190 422**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	2 000		2 000	Administration du ministère	0
L	2 000		2 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	4 000	**0**	**4 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**
BIENS IMMOBILISÉS					
2	2 000		2 000	Administration du ministère	0
	2 000	**0**	**2 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire, le Bureau du sous-ministre et la Direction des communications. Le programme assure l'orientation et la direction générale du ministère et il est aussi responsable de l'administration interne.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3801

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		4 962 166
Avantages sociaux		741 556
Transports et communications		122 133
Services		5 195 474
Fournitures et matériel		103 708
		11 125 037
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 290 072	
Avantages sociaux	391 657	
Transports et communications	78 042	
Services	568 604	
Fournitures et matériel	33 349	
		3 361 724
Services de communication		
Traitements et salaires	2 672 094	
Avantages sociaux	349 898	
Transports et communications	33 460	
Services	590 911	
Fournitures et matériel	43 645	
		3 690 008
Technologie de l'information		
Services	1 782 260	
		1 782 260
Services juridiques		
Transports et communications	10 631	
Services	2 253 699	
Fournitures et matériel	26 714	
		2 291 044
Crédits législatifs		
Traitements versés aux ministres en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 084
		65 385
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**11 190 422**

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3802				**PROGRAMME DU TOURISME**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	156 854 100	(9 595 000)	147 259 100	Tourisme	145 769 957
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	156 855 100	**(9 595 000)**	**147 260 100**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU TOURISME**	**145 769 957**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000		1 000	Tourisme	0
L	1,000		1,000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DU TOURISME**	**0**
BIENS IMMOBILISÉS					
2	37 304 300		37 304 300	Tourisme	4 296 444
	37 304 300		**37 304 300**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DU TOURISME**	**4 296 444**

Description du programme:

Le Programme du tourisme a pour objectif d'appuyer et de stimuler la compétitivité de l'industrie touristique de l'Ontario.

Le ministère travaille en collaboration avec les associations et partenaires touristiques pour développer et renforcer l'industrie touristique de la province et pour promouvoir l'Ontario dans le monde entier comme destination de choix offrant des activités toute l'année. En particulier, il soutient les treize organismes de tourisme régionaux et les festivals et autres manifestations dans toute la province, définit les possibilités de développement et d'investissements touristiques et offre de la recherche stratégique afin que les intervenants du secteur touristique demeurent bien informés sur les tendances, les enjeux et les attentes des visiteurs.

Le ministère supervise les activités et les responsabilités de six organismes et deux attractions qui favorisent le tourisme, la croissance économique et la création d'emplois. Les attractions et les organismes à vocation touristique du ministère sont les intendants des lieux historiques, des espaces verts et des parcs dans les régions de tout l'Ontario, et offrent une large gamme de programmes d'éducation, de loisirs, de culture et de divertissement à l'intention des résidents et des visiteurs.

Le ministère dirige les efforts déployés dans tout le gouvernement pour faire participer la population ontarienne à la commémoration et la célébration du 150e anniversaire de l'Ontario et du Canada en 2017.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

PROGRAMME DU TOURISME – CRÉDIT 3802

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Tourisme (Poste 1)		
Traitements et salaires		13 483 779
Avantages sociaux		1 935 079
Transports et communications		310 560
Services		10 858 167
Fournitures et matériel		1 139 769
Paiements de transfert		
Subventions à l'appui du développement des investissements touristiques	7 137 342	
Subventions à l'appui du Programme de sollicitation et de soutien pour les événements et les festivals	22 067 301	
Subventions pour les régions touristiques	37 296 388	
Société du Partenariat ontarien de marketing touristique	36 965 850	
Société d'exploitation de la Place l'Ontario	2 070 000	
Commission des parcs du Saint-Laurent	6 623 000	
Ontario 150	5 882 722	
		118 042 603
		145 769 957
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU TOURISME		**145 769 957**

	$	$
BIENS IMMOBILISÉS		
Tourisme (Poste 2)		
Terrain		4 296 444
		4 296 444
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DU TOURISME		**4 296 444**

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3803				**SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	52 881 700	7 746 100	60 627 800	Sports, loisirs et programmes communautaires.....	60 459 836
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financi*ère.....	0
	52 882 700	**7 746 100**	**60 628 800**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES.....**	**60 459 836**

Description du programme:

Les programmes des sports et des loisirs et les programmes communautaires du ministère œuvrent à accroître la pratique des sports et l'activité physique en Ontario et à former des athlètes de haut niveau dont les réalisations sont une source d'inspiration pour les gens de tout l'Ontario et du Canada.

Le soutien du ministère au « sport amateur » est axé sur la participation, la formation et l'excellence d'athlètes de tous âges et de tous niveaux. Les retombées sportives des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 se poursuivent et le ministère se prépare à accueillir en Ontario des manifestations sportives prestigieuses comme les Jeux autochtones de l'Amérique du Nord et les Jeux Invictus.

Le ministère gouverne les intérêts de l'Ontario en matière de loisirs par les activités suivantes : financer des partenaires clés pour l'exécution de projets qui accroissent la pratique de l'activité physique, avec des soutiens ciblés vers la mobilisation des collectivités autochtones, et offrent des programmes après l'école aux enfants et aux jeunes; coordonner les intérêts provinciaux relatifs aux sentiers, aux parcs, aux espaces ouverts et aux ressources récréatives aquatiques.

Le ministère harmonise également son soutien aux programmes de loisirs et communautaires avec les objectifs et les priorités du Cadre stratégique 2015 pour le loisir au Canada.

Le ministère assume également la surveillance et la responsabilité des sports de combat professionnels, ce qui englobe le Bureau du commissaire aux sports professionnels et la Loi sur le contrôle des sports de 1990.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES – CRÉDIT 3803

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Sports, loisirs et programmes communautaires (Poste 1)		
Traitements et salaires		4 193 594
Avantages sociaux		737 374
Transports et communications		360 345
Services		1 211 261
Fournitures et matériel		118 331
Paiements de transfert		
Sport et perfectionnement des athlètes	31 550 392	
Programmes pour les jeunes	13 750 030	
Fonds ontarien d'action communautaire pour les sports et les loisirs	6 465 210	
Programmes pour les Autochtones	2 770 654	
		54 536 286
		61 157 191
Moins : Recouvrements		697 355
		60 459 836
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES		**60 459 836**

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3804				**PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**TOURISTIQUES ET CULTURELLES**	
1	113 969 000	(4 325 000)	109 644 000	Immobilisations touristiques et culturelles.....	82 324 526
	113 969 000	**(4 325 000)**	**109 644 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES .....**	**82 324 526**

Description du programme:

Le Programme d'immobilisations touristiques et culturelles veille à la préservation et à la promotion des fonds investis par l'Ontario dans l'infrastructure touristique et culturelle. Le ministère finance la réparation et la réfection des immobilisations de 13 de ses 20 attractions et organismes culturels et touristiques. Ce financement permet aux organismes et attractions relevant du ministère d'entreprendre des réparations et des réfections de l'infrastructure existante (rénovations, aménagements requis par le Code du bâtiment, améliorations liées à la santé et la sécurité, conformité aux lois et règlements) afin de les aider à demeurer concurrentiels et à enrichir l'expérience vécue par les visiteurs. Le ministère gère également les investissements ponctuels dans les immobilisations.

En partenariat avec la Société d'exploitation de la Place de l'Ontario, le ministère continue de travailler à la revitalisation de la Place de l'Ontario.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES – CRÉDIT 3804

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Immobilisations touristiques et culturelles (Poste 1)		
Services		4 006 928
Fournitures et matériel		480 625
Paiements de transfert		
Subventions pour le tourisme	350 000	
Réparations et rénovations des organismes touristiques	7 252 577	
Réparations et rénovations des organismes culturels	16 165 603	
Subventions pour la culture	15 205 212	
Subventions pour le développement de l'infrastructure des organismes et des attractions	999 602	
Revitalisation de la Place de l'Ontario	38 852 661	
		78 825 655
		83 313 208
Moins : Recouvrements		988 682
		82 324 526
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES		**82 324 526**

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3805				**PROGRAMME DE LA CULTURE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	258 496 600	(295 000)	258 201 600	Culture	257 753 000
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	258 497 600	**(295 000)**	**258 202 600**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA CULTURE**	**257 753 000**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000		1 000	Programme de la culture	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière.*	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS – PROGRAMME DE LA CULTURE**	**0**
BIENS IMMOBILISÉS					
2	1 000		1 000	Programme de la culture	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE LA CULTURE**	**0**

Description du programme :

Le programme de la culture encourage et soutient l'industrie des arts et de la culture, protège le patrimoine de l'Ontario, veille au développement du réseau de bibliothèques publiques et aide les organismes culturels afin d'optimiser leur contribution au bien-être social, culturel et économique de l'Ontario. Le ministère fournit du soutien et des conseils aux municipalités, aux Premières nations, aux comités municipaux du patrimoine et à d'autres groupes participant aux efforts de conservation et de protection du patrimoine ou à la planification culturelle.

Par des investissements stratégiques dans les industries de la culture faisant partie du groupement de la création et du divertissement, le ministère soutient l'innovation, encourage la création d'emplois hautement qualifiés et contribue au renforcement de l'avantage concurrentiel de l'Ontario dans l'économie du savoir.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

PROGRAMME DE LA CULTURE – CRÉDIT 3805

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Culture (Poste 1)		
Traitements et salaires		9 104 321
Avantages sociaux		1 521 752
Transports et communications		116 048
Services		2 336 806
Fournitures et matériel		63 905
Paiements de transfert		
Musée des beaux -arts de l'Ontario	20 572 300	
Soutien au secteur des arts	13 636 550	
Soutien au secteur du patrimoine	5 929 293	
Soutien au secteur des bibliothèques	26 425 924	
Collection McMichael d'art canadien	3 328 800	
Conseil des arts de l'Ontario	64 937 400	
Fiducie du patrimoine ontarien	3 094 700	
Services des bibliothèques de l'Ontario – Nord	1 579 201	
Société de développement de l'industrie des médias de l'Ontario	29 950 300	
Fonds ontarien de promotion de la musique	15 000 000	
Centre des sciences de l'Ontario.	19 364 100	
Jardins botaniques royaux	4 036 000	
Musée royal de l'Ontario	26 780 900	
Science Nord	6 828 900	
Services des bibliothèques de l'Ontario – Sud	3 145 800	
	----------	244 610 168
		257 753 000
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA CULTURE		**257 753 000**

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3806 **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**				**PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO**	
1	115 001 000		115 001 000	Fondation Trillium de l'Ontario.....	115 000 000
	115 001 000		**115 001 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO.....**	**115 000 000**

Description du programme :

La Fondation Trillium de l'Ontario est l'une des plus importantes fondations subventionnaires de bienfaisance au Canada. Elle aide à bâtir des communautés saines et dynamiques par un soutien financier aux organismes de bienfaisance à but non lucratif dans les domaines des arts et de la culture, des sports et des loisirs, de l'environnement et des services humains et sociaux.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO – CRÉDIT 3806

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Fondation Trillium de l'Ontario (Poste 1)	
Paiements de transfert	
Fondation Trillium de l'Ontario	115 000 000
	115 000 000
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO	**115 000 000**

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3808				**PROGRAMME DES CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	484 450 900	169 744 800	654 195 700	Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels	654 195 621
	484 450 900	**169 744 800**	**654 195 700**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS**	**654 195 621**

Description du programme :

Les crédits d'impôt pour les médias culturels de l'Ontario procurent des incitatifs et du soutien aux entreprises établies en Ontario pour la production de films, de programmes télévisuels et de produits multimédias interactifs numériques ou de livres en Ontario. Ces crédits d'impôt aident à stimuler la création et l'investissement dans les industries créatives de la province.

L'Agence du revenu du Canada administre le programme au nom de l'Ontario par l'entremise du système d'imposition fédéral.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

PROGRAMME DES CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS – CRÉDIT 3808

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les maisons d'édition	4 341 000	
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les effets spéciaux et l'animation informatiques	41 851 756	
Crédits d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle ontarienne	221 197 365	
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les produits multimédias interactifs numériques	99 572 700	
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les services de production	286 719 700	
Crédits d'impôt de l'Ontario pour l'enregistrement sonore	513 100	
		654 195 621
		654 195 621
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS		**654 195 621**

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	2018 $	2017 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Programme d'infrastructures Canada-Ontario – quote-part du gouvernement fédéral..	0	912 228
	0	912 228
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	0	10 919
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Vieux Fort William	623 572	647 286
Autre	74 618	122 328
	698 190	769 614
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes d'immobilisations	0	71 195 729
Parcs historiques de la Huronia	916 487	857 473
Vieux Fort William	242 485	326 586
	1 158 972	72 379 788
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	935 535	704 892
DIVERS	1 379 476	6 580 219
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**4 172 173**	**81 357 660**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

EXERCICE 2017 – 2018

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-428

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-429

POLITIQUES ET PLANIFICATION 2-432

SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE 2-435

GESTION DES ROUTES PROVINCIALES 2-438

GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS 2-444

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-430, 2-431, 2-434, 2-437, 2-441, 2-443

ÉTAT DES RECETTES 2-446

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

2016 – 2017		2017 – 2018	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
45 277 199	Administration du ministère	47 221 314	45 344 577
335 103 426	Politiques et planification	439 287 200	379 868 679
110 725 906	Sécurité des usagers de la route	130 667 400	124 421 980
447 812 164	Gestion des routes provinciales	523 073 200	489 820 846
60 706 370	Groupement du travail et des transports	65 304 000	63 963 144
999 625 065	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**1 205 553 114**	**1 103 419 226**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Politiques et planification	1 000	0
0	Sécurité des usagers de la route	1 000	0
0	Gestion des routes provinciales	1 000	0
0	Groupement du travail et des transports	1 000	0
0	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**5 000**	**0**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
417 310	Administration du ministère	601 000	263 046
2 853 743 501	Politiques et planification	3 599 687 400	3 489 795 014
9 239 311	Sécurité des usagers de la route	20 622 400	19 138 170
927 241 593	Gestion des routes provinciales	982 968 900	957 646 232
3 790 641 715	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**4 603 879 700**	**4 466 842 462**
	BIENS IMMOBILISÉS		
15 845 523	Administration du ministère	19 887 400	16 138 347
29 514 929	Sécurité des usagers de la route	23 648 000	14 758 404
1 820 296 666	Gestion des routes provinciales	1 984 379 200	1 953 351 183
1 865 657 118	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**2 027 914 600**	**1 984 247 934**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2701 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	45 656 300	1 500 000	47 156 300	Soutien opérationnel	45 282 059
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	13 217
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	45 721 314	**1 500 000**	**47 221 314**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**45 344 577**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	1 000		1 000	Soutien opérationnel	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	1 000		1 000	Administration du ministère	0
L	600 000		600 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	263 046
	601 000		**601 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**263 046**
BIENS IMMOBILISÉS					
3	19 887 400		19 887 400	Administration du ministère	16 138 347
	19 887 400		**19 887 400**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**16 138 347**

Description du programme :

Le Programme d'administration du ministère offre de l'orientation et aide le ministère dans l'atteinte de ses objectifs opérationnels. De l'apport de connaissances spécialisées sur la gestion des dépenses à l'appui fourni au ministère dans l'optimisation de ses ressources humaines, ce programme donne au ministère le soutien professionnel nécessaire à la réalisation de ses objectifs généraux.

Le programme fournit un éventail complet de services, notamment dans les domaines suivants : ressources financières et humaines, planification et gestion, contrôle financier, approvisionnement, communications, gestion des locaux, planification de l'accessibilité et de la diversité, gestion des situations d'urgence et autres fonctions ministérielles. Il administre également le parc de véhicules du gouvernement au nom de l'ensemble de la fonction publique de l'Ontario.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Soutien opérationnel (Poste 1)		
Traitements et salaires		19 375 743
Avantages sociaux		2 651 946
Transports et communications		1 637 278
Services		33 553 044
Fournitures et matériel		11 825 817
		69 043 828
Moins : Recouvrements		23 761 769
		45 282 059
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 784 871	
Avantages sociaux	203 206	
Transports et communications	80 194	
Services	47 165	
Fournitures et matériel	18 704	
		2 134 140
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	4 248 378	
Avantages sociaux	555 844	
Transports et communications	124 117	
Services	778 092	
Fournitures et matériel	166 056	
		5 872 487
Installations et services opérationnels		
Traitements et salaires	6 368 247	
Avantages sociaux	1 015 375	
Transports et communications	1 265 984	
Services	27 686 078	
Fournitures et matériel	11 518 508	
	47 854 192	
Moins : Recouvrements	23 761 769	
		24 092 423
Services de communication		
Traitements et salaires	3 377 840	
Avantages sociaux	427 297	
Transports et communications	58 158	
Services	440 974	
Fournitures et matériel	41 474	
		4 345 743
Ressources humaines		
Traitements et salaires	3 596 407	
Avantages sociaux	450 224	
Transports et communications	82 452	
Services	509 016	
Fournitures et matériel	58 503	
		4 696 602
Services de vérification		
Services	1 618 900	
		1 618 900
Services juridiques		
Transports et communications	26 375	
Services	2 472 817	
Fournitures et matériel	22 572	
	2 521 764	
		2 521 764
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		13 217
		62 518
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**45 344 577**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	16 916 310
Moins : Recouvrements	16 653 264
	263 046
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	**263 046**

	$
BIENS IMMOBILISÉS	
Administration du ministère (Poste 3)	
Parc automobile et flotte de bateaux – coûts relatifs aux immobilisations	16 138 347
	16 138 347
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	**16 138 347**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2702				**PROGRAMME DES POLITIQUES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**ET DE LA PLANIFICATION**	
1	38 033 000		38 033 000	Politiques et planification	29 580 843
2	393 452 200	7 800 000	401 252 200	Transports urbains et régionaux	350 287 836
L	1 000		1 000	Financement des transports en commun municipaux, *Loi réservant des fonds aux transports en commun*	0
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	431 487 200	**7 800 000**	**439 287 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION**	**379 868 679**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
4	1 000		1 000	Transports urbains et régionaux	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION**	**0**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	5 960 196 900	(2 360 509 500)	3 599 687 400	Transports urbains et régionaux	3 489 795 014
	5 960 196 900	**(2 360 509 500)**	**3 599 687 400**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION .....**	**3 489 795 014**

Description du programme:

Le Programme des politiques et de la planification a la responsabilité d'établir les intérêts stratégiques à long terme de la province relativement aux réseaux de transport de l'Ontario, y compris pour le transport en commun. De plus, il élabore et met en oeuvre les politiques, plans, programmes et investissements nécessaires pour que ses intérêts se concrétisent.

Le Programme dirige l'analyse économique et la recherche stratégique pour soutenir la circulation durable et efficiente des biens et des personnes dans tout le réseau de transport multimodal de l'Ontario. Il soutient Faire progresser l'Ontario, une initiative gouvernementale essentielle pour améliorer les infrastructures primordiales du transport en commun, des transports et autres en Ontario, et est également responsable de gérer les relations de la province avec des organismes de la Couronne comme Metrolinx, qui inclut le Réseau GO et PRESTO.

Le programme soutient également les objectifs provinciaux relatifs au changement climatique par des initiatives stratégiques et liées aux programmes comme le soutien à l'adoption de véhicules électriques et la promotion de l'usage du vélo. Il soutient aussi l'innovation dans le secteur des transports par la planification et l'élaboration de politiques touchant des tendances émergentes comme les véhicules connectés ou automatisés, le service de train à grande vitesse et l'économie de partage.

De plus, le programme s'attache à faire avancer les priorités et les intérêts de l'Ontario en matière de transport par l'établissement de politiques environnementales liées au transport et par le maintien de liens solides avec le gouvernement fédéral, d'autres provinces, les municipalités et les collectivités autochtones

Note : Les recouvrements dans le cadre des charges d'immobilisations liées au poste Transports urbains et régionaux comprennent des recouvrements de 78 595 351 $ du Fonds Trillium, sous réserve d'un solde suffisant du Fonds Trillium.

Note : Les recouvrements relevant du poste Transports urbains et régionaux comprennent des recouvrements de 419 954 705 $ en charges d'immobilisations et de 100 881 770 $ en charges de fonctionnement du Compte de réduction des gaz à effet de serre, qui reposent sur les prévisions des revenus escomptés, sous réserve d'un solde suffisant du Compte de réduction des gaz à effet de serre.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION – CRÉDIT 2702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques et planification (Poste 1)		
Traitements et salaires		16 886 537
Avantages sociaux		2 522 298
Transports et communications		364 578
Services		9 640 122
Fournitures et matériel		167 308
		29 580 843
Transports urbains et régionaux (Poste 2)		
Traitements et salaires		2 089 875
Avantages sociaux		154 960
Transports et communications		111 624
Services		1 005 713
Fournitures et matériel		57 387
Paiements de transfert		
Subventions de fonctionnement de Metrolinx	341 308 842	
Programme d'encouragement pour les véhicules électriques et les infrastructures	98 151 835	
Crédit d'impôt de l'Ontario aux personnes âgées pour le transport en commun	7 500 000	
Subventions pour la participation et la sensibilisation	381 400	
CRGES – Programme de promotion Des véhicules utilitaires écologiques	407 970	
		447 750 047
		451 169 606
Moins : Recouvrements		100 881 770
		350 287 836
Crédits législatifs		
Paiements de transfert		
Financement des transports en commun municipaux, *Loi de 2015 réservant des fonds aux transports en commun*		354 422 584
Moins : Recouvrements		354 422 584
		0
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION		**379 868 679**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Transports urbains et régionaux (Poste 3)		
Paiements de transfert		
Transports en commun	3 563 526 665	
Infrastructure municipale relative à la navigation	4 863 700	
CRGES – infrastructure cyclable	94 041 707	
CRGES – véhicules électriques et infrastructure publique de rechargement	2 155 598	
CRGES – service régional express	323 757 400	
		3 988 345 070
Moins : Recouvrements		498 550 056
		3 489 795 014
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION		**3 489 795 014**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2703 **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**				**PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE**	
1	110 367 400	20 000 000	130 367 400	Sécurité des usagers de la route	124 421 980
L	300 000		300 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	110 667 400	**20 000 000**	**130 667 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE**	**124 421 980**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	1 000		1 000	Sécurité des usagers de la route	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE**	**0**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2703				**PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	1 000		1 000	Sécurité des usagers de la route.....	0
L	20 621 400		20 621 400	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	19 138 170
	20 622 400		**20 622 400**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE .....**	**19 138 170**
BIENS IMMOBILISÉS					
3	23 648 000		23 648 000	Sécurité des usagers de la route.....	14 758 404
	23 648 000		**23 648 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE .....**	**14 758 404**

Description du programme :

Le Programme de la sécurité des usagers de la route élabore et met en œuvre des stratégies destinées à renforcer la sécurité routière et la circulation par la promotion d'un comportement sécuritaire et responsable des conducteurs et de la sécurité des véhicules.

L'Ontario a un excellent bilan à long terme en matière de sécurité routière et est l'un des territoires de compétence les plus sûrs d'Amérique du Nord année après année. Le Programme de la sécurité des usagers de la route du ministère des Transports collabore activement à des projets (qu'il dirige dans certains cas) avec d'autres administrations au Canada et aux États - Unis pour élaborer, promouvoir et évaluer des pratiques exemplaires et des initiatives de sécurité routière. Le programme travaille avec de nombreux partenaires (partenaires chargés de l'application de la loi, groupes communautaires, organismes voués à la sécurité, milieu médical, établissements de recherche et chercheurs de renommée internationale, bureaux de santé publique, professionnels de la prévention des blessures, industrie des assurances, secteur privé, etc.) pour réduire le nombre de collisions, d'accidents mortels et de blessures sur les routes de l'Ontario.

Les principales responsabilités du programme sont les suivantes : établir les normes de sécurité et élaborer les politiques, programmes, lois et règlements visant les usagers de la route, les transporteurs commerciaux et les véhicules automobiles; inspecter, surveiller et faire appliquer ces normes; gérer et exécuter les programmes d'amélioration de la conduite et de sécurité des véhicules commerciaux; réaliser des recherches de pointe pour alimenter l'élaboration de politiques et orienter les campagnes d'éducation du public et de sécurité routière; renforcer la sensibilisation du public et promouvoir la sécurité routière; gérer les revenus tirés des produits et services liés aux permis de conduire et aux véhicules; se centrer sur la clientèle en créant des produits et services plus rapides, plus intelligents et plus efficients; gérer et protéger les renseignements personnels et l'identité. Le programme soutient aussi l'exécution de programmes d'autres ministères.

Le programme établit des politiques et des normes et encadre la prestation des services de délivrance des permis de conduire, d'immatriculation des véhicules et autres fournis par notre administration et nos partenaires du secteur privé.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE – CRÉDIT 2703

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Sécurité des usagers de la route (Poste 1)		
Traitements et salaires		62 070 067
Avantages sociaux		9 919 859
Transports et communications		2 445 262
Services		54 235 123
Fournitures et matériel		1 428 059
Paiements de transfert		
Subventions pour la sécurité publique	952 156	
Subventions de recherche	150 000	
		1 102 156
		131 200 526
Moins : Recouvrements		6 778 546
		124 421 980
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE		**124 421 980**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement - *Loi sur l'administration financière*		19 138 170
		19 138 170
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE		**19 138 170**
BIENS IMMOBILISÉS		
Sécurité des usagers de la route (Poste 3)		
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations		8 569 959
Logiciels d'application de gestion – traitements et salaires		5 512 889
Logiciels d'application de gestion – avantages sociaux		675 556
		14 758 404
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE		**14 758 404**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2704				**PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	482 072 200	41 000 000	523 072 200	Opérations et entretien	489 743 446
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	77 400
	482 073 200	**41 000 000**	**523 073 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES**	**489 820 846**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
5	1 000		1 000	Gestion des routes provinciales	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES**	**0**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2704 CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES**	
2	83 238 700	(20 845 000)	62 393 700	Génie des transports et construction	44 522 469
4	1 000		1 000	Travaux routiers en cours	0
6	1,000	3 400 000	3 401 000	Assainissement de l'environnement	3 250 000
L	917 173 200		917 173 200	Amortissement, Génie et construction, *Loi sur l'administration financière*	909 873 763
	1 000 413 900	**(17 445 000)**	**982 968 900**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES**	**957 646 232**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
BIENS IMMOBILISÉS					
3	2 209 987 200	(225 608 000)	1 984 379 200	Infrastructure de transport – actifs.....	1 953 351 183
	2 209 987 200	**(225 608 000)**	**1 984 379 200**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES .....**	**1 953 351 183**

Description du programme:

Le Programme de gestion des routes provinciales supervise le réseau routier de la province et les services de transport connexes (y compris l'entretien routier toute l'année) et protège les investissements publics dans l'infrastructure routière. Des stratégies de gestion des programmes sont élaborées et mises en œuvre pour optimiser l'efficacité des investissements dans cette infrastructure.

Le réseau routier provincial permet la circulation des personnes et des marchandises, et fait la promotion de la durabilité économique, environnementale et sociale. Le programme réalise ces activités en recourant aux ressources internes, à des partenariats et à des fournisseurs de services du secteur privé.

Les activités comprennent notamment les évaluations environnementales, la planification des investissements, le génie, la conception, l'acquisition de propriétés, la réfection et le renouvellement des immobilisations, la construction de nouveaux aménagements, la surveillance des contrats, la gestion des couloirs (p. ex., la gestion de l'aménagement aux abords des routes), l'entretien en été et en hiver (p. ex., le nivellement des accotements, le déneigement et le déverglaçage) pour le réseau routier de la province, et la prestation de services d'information aux voyageurs motorisés. Le programme est aussi responsable des aéroports éloignés dans le Grand Nord ontarien, des services de traversiers à divers endroits partout dans la province, du financement des routes des Premières nations, de l'amélioration des routes dans les territoires non érigés en municipalité, des aires de service autoroutières (ONroute) et de la production de la carte routière de l'Ontario.

Note : Les recouvrements dans le cadre des charges d'immobilisations liées au poste Génie des transports et construction comprennent des recouvrements de 10 822 057 $ du Fonds Trillium, qui reposent sur les prévisions des revenus escomptés, sous réserve d'un solde suffisant du Fonds Trillium.

Note : Les recouvrements dans le cadre des biens immobilisés liés au poste Infrastructure de transport – actifs comprennent des recouvrements de 15 998 757 $ du Fonds Trillium, qui reposent sur les prévisions des revenus escomptés, sous réserve d'un solde suffisant du Fonds Trillium.

Note : Les recouvrements dans le cadre des charges de fonctionnement liées au poste Exploitation et entretien des routes comprennent des recouvrements de 300 000 $ du Compte de réduction des gaz à effet de serre, qui reposent sur les prévisions des revenus escomptés, sous réserve d'un solde suffisant du Compte de réduction des gaz à effet de serre.

Note : Les recouvrements dans le cadre des biens immobilisés liés au poste Infrastructure de transport – actifs comprennent des recouvrements de 4 440 331 $ du Compte de réduction des gaz à effet de serre, qui reposent sur les prévisions des revenus escomptés, sous réserve d'un solde suffisant du Compte de réduction des gaz à effet de serre.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES – CRÉDIT 2704

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Opérations et entretien (Poste 1)			
Traitements et salaires			70 256 999
Avantages sociaux			13 437 198
Transports et communications			5 162 561
Services			391 425 011
Fournitures et matériel			41 606 829
Paiements de transfert			
Traversiers municipaux		4 378 880	
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités		6 625 251	
			11 004 131
			532 892 729
Moins : Recouvrements			43 149 283
			489 743 446
Exploitation et entretien des routes			
Traitements et salaires			66 114 567
Avantages sociaux			12 815 576
Transports et communications			4 400 515
Services			388 120 351
Fournitures et matériel			39 089 342
Paiements de transfert			
Traversiers municipaux	4 378 880		
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	6 625 251		
			11 004 131
			521 544 482
Moins : Recouvrements			43 061 061
			478 483 421
Transport aérien dans les régions éloignées			
Traitements et salaires		4 142 432	
Avantages sociaux		621 622	
Transports et communications		762 046	
Services		3 304 660	
Fournitures et matériel		2 517 487	
		11 348 247	
Moins : Recouvrements		88 222	
			11 260 025
Crédits législatifs			
Autres opérations			
Créances irrécouvrables - *Loi sur l'administration financière*			77 400
			77 400
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES			**489 820 846**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES – CRÉDIT 2704

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Génie des transports et construction (Poste 2)		
Transports et communications		35 365
Services		6 132 826
Fournitures et matériel		1 124 793
Paiements de transfert		
Routes de raccordement	21 644 112	
Premières nations	3 021 757	
Fonds de transition	76 008	
Améliorations municipales et environnementales	200 000	
Routes et cession immobilière	3 225 000	
		28 166 877
Autres opérations		19 884 665
		55 344 526
Moins : Recouvrements		10 822 057
		44 522 469
Paiements de transfert et autres dépenses pour les routes		
Services		5 873 342
Paiements de transfert		
Routes de raccordement	21 644 112	
Premières nations	3 021 757	
Fonds de transition	76 008	
Améliorations municipales et environnementales	200 000	
Routes et cession immobilière	3 225 000	
		28 166 877
Autres opérations		19 884 665
		53 924 884
Moins : Recouvrements		10 822 057
		43 102 827
Transport aérien dans les régions éloignées		
Transports et communications	35 365	
Services	259 484	
Fournitures et matériel	1 124 793	
		1 419 642
Travaux routiers en cours (Poste 4)		
Traitements et salaires		85 220 123
Avantages sociaux		13 111 059
Transports et communications		2 342 348
Services		10 423 437
Fournitures et matériel		1 086 550
		112 183 517
Moins : Recouvrements		112 183 517
		0
Travaux routiers en cours		
Traitements et salaires	85 074 727	
Avantages sociaux	13 097 043	
Transports et communications	2 339 284	
Services	10 422 649	
Fournitures et matériel	1 086 550	
	112 020 253	
Moins : Recouvrements	112 020 253	
		0

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES – CRÉDIT 2704

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
Groupe de mise en œuvre des initiatives frontalières de Windsor		
Traitements et salaires	145 396	
Avantages sociaux	14 016	
Transports et communications	3 064	
Services	788	
	163 264	
Moins : Recouvrements	163 264	
		0
Assainissement de l'environnement (Poste 6)		
Services		3 250 000
		3 250 000
43 102 82		000000
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissements, Génie et construction, *Loi sur l'administration financière*		909 873 763
		909 873 763
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES		**957 646 232**

	$	$
BIENS IMMOBILISÉS		
Infrastructure de transport – actifs (Poste 3)		
Terrains		398 669 967
Immeubles - coûts relatifs aux immobilisations		5 360 326
Infrastructure des transports – coûts relatifs aux immobilisations		2 098 049 078
Machines et équipement – coûts relatifs aux immobilisations		2 482 075
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations		6 593 555
Parc automobile et flotte de bateaux – coûts relatifs aux immobilisations		50 938 153
Améliorations locatives		82 787
		2 562 175 941
Moins : Recouvrements		608 824 758
		1 953 351 183
Infrastructure de transport – actifs		
Terrains	370 616 840	
Immeubles - coûts relatifs aux immobilisations	5 360 326	
Infrastructure des transports – coûts relatifs aux immobilisations	2 091 326 310	
Machines et équipement – coûts relatifs aux immobilisations	2 482 075	
Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux immobilisations	6 593 555	
Parc automobile et flotte de bateaux – coûts relatifs aux immobilisations	50 938 153	
Améliorations locatives	82 787	
	2 527 400 046	
Moins : Recouvrements	608 824 758	
		1 918 575 288
Groupe de mise en œuvre des initiatives frontalières de Windsor		
Terrains	28 053 127	
Infrastructure des transports – coûts relatifs aux immobilisations	6 722 768	
		34 775 895
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES		**1 953 351 183**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2705				**PROGRAMME DU GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	58 205 500	7 000 000	65 205 500	Services d'information et de technologie de l'information	63 884 696
3	97 500		97 500	Recouvrements d'autres ministères	78 448
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	58 304 000	**7 000 000**	**65 304 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS**	**63 963 144**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	1 000		1 000	Information et technologie de l'information	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS**	**0**

Description du programme :

Le Groupement du travail et des transports offre aux ministères du Travail et des Transports son leadership relativement à l'utilisation de l'information et de la technologie de l'information (ITI). Le Groupement est également le fournisseur central de solutions technologiques .NET dans toute la fonction publique de l'Ontario.

Le Groupement permet aux ministères de réaliser certains volets de leur mandat en soutenant une gestion efficace de leurs ressources en ITI. De plus, le Groupement planifie les investissements en ITI de manière à en optimiser la valeur et à aider les ministères à préserver de manière socialement responsable la confiance du public.

En soutenant la modernisation des pratiques des ministères en matière d'information, le Groupement du travail et des transports améliore la prestation des programmes, génère de nouveaux débouchés et améliore le service à la clientèle.

En tant que membre de la communauté de l'ITI au sein de la FPO, le groupement harmonise ses programmes et ses priorités avec la Stratégie de 2016-2020 en matière d'ITI pour la FPO, laquelle repose sur une vision d'un partenaire d'ITI moderne et axé sur la clientèle qui soutient la transformation par l'innovation et des activités inspirées par la valeur.

Le Groupement est structuré de manière à se conformer aux exigences ministérielles en matière de programmes et de services afin de fournir à nos clients des services modernes, de haute qualité, accessibles, économiques et durables, notamment des conseils et de la planification, et de soutenir leurs programmes opérationnels.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DU GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS – CRÉDIT 2705

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Services d'information et de technologie de l'information (Poste 1)	
Traitements et salaires	29 814 652
Avantages sociaux	3 707 670
Transports et communications	631 348
Services	64 269 892
Fournitures et matériel	219 633
	98 643 195
Moins : Recouvrements	34 758 499
	63 884 696
Recouvrements d'autres ministères (Poste 3)	
Traitements et salaires	875 538
Avantages sociaux	116 124
Transports et communications	13 785
Services	5 243 469
Fournitures et matériel	2 275
	6 251 191
Moins : Recouvrements	6 172 743
	78 448
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS	**63 963 144**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	2018 $	2017 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Fonds pour l'infrastructure de transport en commun	404 601 056	528 021
Fonds Chantiers Canada	16 075 980	15 754 150
Fonds pour l'infrastructure frontalière	8 157 668	8 089 628
Programme stratégique d'infrastructures routières	6 720 142	6 720 142
Autres Infrastructure	6 182 795	2 869 736
Fonds de stimulation de l'infrastructure	2 451 853	2 451 853
Validations des véhicules de défense	1 923 698	2 197 125
Code nationale de sécurité	1 123 233	1 098 184
Paiement du gouvernement fédéral	149 270	0
Autres	29 505 873	27 244 166
	476 891 568	66 953 005
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	3 600	3 600
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Certificat d'immatriculation et droits de transport de véhicules	1 912 260 612	1 726 640 988
Frais pour chèques refusés	10 815	9 275
Autres	58 805 208	15 172 958
	1 971 076 635	1 741 823 221
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Indemnités de non-exécution	4 938 885	3 110 387
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations – Immobilisations	8 234 900	42 357 650
Ventes et locations – Fonctionnement	11 891 363	7 815 626
	20 126 263	50 173 276
REDEVANCES	13 849	13 642
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	25 840 314	20 578 405
DIVERS		
Pénalités – intérêt	83 034	47 845
Autres	348 605	237 921
	431 639	285 766
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**2 499 322 753**	**1 882 941 302**

non vérifié

MINISTÈRE DU TRAVAIL

EXERCICE 2017 – 2018

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-448

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-449

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE 2-452

RELATIONS DE TRAVAIL 2-454

SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL 2-456

DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI 2-459

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-450

ÉTAT DES RECETTES 2-461

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

2016 – 2017 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2017 – 2018 Crédits autorisés	2017 – 2018 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
21 074 217	Administration du ministère	25 187 514	24 144 373
3 202 515	Commission de l'équité salariale	3 566 000	3 468 515
23 672 537	Relations de travail	25 996 400	24 524 066
219 594 870	Santé et sécurité au travail	224 611 100	222 573 365
39 609 694	Droits et responsabilités en matière d'emploi	43 344 700	42 412 698
307 153 833	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**322 705 714**	**317 123 017**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
649 963	Administration du ministère	902 000	876 639
490 000	Santé et sécurité au travail	492 000	489 945
0	Droits et responsabilités en matière d'emploi	2 000	0
1 139 963	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**1 396 000**	**1 366 584**
	BIENS IMMOBILISÉS		
0	Administration du ministère	0	0
0	Santé et sécurité au travail	1 000	0
0	Droits et responsabilités en matière d'emploi	2 063 200	1 622 127
0	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	2 064 200	**1 622 127**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1601				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	20 231 500	4 891 000	25 122 500	Administration du ministère	24 070 461
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	22 178
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	2 433
	20 296 514	**4 891 000**	**25 187 514**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**24 144 373**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	901 000		901 000	Administration du ministère	876 639
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	902 000		**902 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**876 639**
BIENS IMMOBILISÉS					
2	0		0	Administration du ministère	0
	0		**0**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**

Description du programme:

Ce programme coordonne les processus de prise de décisions du ministère et fournit les services techniques et professionnels nécessaires à la conception, la mise en œuvre et la prestation efficace des programmes du ministère. Il comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire et le Bureau du sous-ministre.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		8 545 583
Avantages sociaux		1 183 388
Transports et communications		554 619
Services		13 629 200
Fournitures et matériel		157 671
		24 070 461
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 222 394	
Avantages sociaux	295 218	
Transports et communications	83 235	
Services	472 019	
Fournitures et matériel	18 305	
		3 091 171
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	1 385 874	
Avantages sociaux	167 476	
Transports et communications	24 244	
Services	1 155 187	
Fournitures et matériel	39 467	
		2 772 248
Services ministériels		
Traitements et salaires	1 202 319	
Avantages sociaux	151 781	
Transports et communications	81 305	
Services	391 140	
Fournitures et matériel	350	
		1 826 895
Activités stratégiques des ressources humaines		
Traitements et salaires	1 262 817	
Avantages sociaux	206 311	
Transports et communications	20 705	
Services	375 225	
Fournitures et matériel	20 065	
		1 885 123
Services de communication		
Traitements et salaires	2 443 578	
Avantages sociaux	362 602	
Transports et communications	96 123	
Services	3 662 622	
Fournitures et matériel	36 137	
		6 601 062
Services juridiques		
Traitements et salaires	28 601	
Transports et communications	249 007	
Services	7 067 068	
Fournitures et matériel	43 347	
		7 388 023
Services de vérification		
Services	342 000	
		342 000
Systèmes informatiques		
Services	163 939	
		163 939
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		22 178
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		2 433
		73 912
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**24 144 373**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Administration du ministère (Poste 3)	
Autres opérations	876 639
	876 639
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	**876 639**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1602				**PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	3 097 700	70 000	3 167 700	Bureau de l'équité salariale	3 111 861
2	498 300	(100 000)	398 300	Tribunal de l'équité salariale	356 654
	3 596 000	**(30 000)**	**3 566 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**	**3 468 515**

Description du programme :

Le mandat du Bureau de l'équité salariale (BES) consiste à administrer et appliquer la Loi sur l'équité salariale de l'Ontario, dont l'objet est de corriger le problème de discrimination sexuelle systémique en matière de rémunération salariale pour le travail essentiellement accompli par les femmes. Afin de mener à bien son mandat, le Bureau fournit de la formation et des conseils aux employeurs, employés et agents de négociation des secteurs public et privé afin de mettre en place et de maintenir l'équité salariale sur leurs lieux de travail. Le Bureau enquête également sur les plaintes, exécute des programmes de surveillance, cherche à régler les différends liés à l'équité salariale opposant les parties et émet des ordonnances exécutoires, au besoin.

Le Tribunal de l'équité salariale, un tribunal administratif tripartite quasi-judiciaire, statue sur les litiges tombant sous le coup de la Loi sur l'équité salariale.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE – CRÉDIT 1602

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Bureau de l'équité salariale (Poste 1)	
Traitements et salaires	2 240 093
Avantages sociaux	310 790
Transports et communications	45 808
Services	453 549
Fournitures et matériel	20 124
Paiements de transfert	
Paiement de transfert relatif à la disparité salariale entre les sexes	41 497
	3 111 861
Tribunal de l'équité salariale (Poste 2)	
Traitements et salaires	208 626
Avantages sociaux	16 025
Transports et communications	6 274
Services	125 347
Fournitures et matériel	382
	356 654
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE	**3 468 515**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1603				**PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	12 596 200	537 000	13 133 200	Commission des relations de travail de l'Ontario...	13 053 760
2	1 482 100	1 188 300	2 670 400	Commission de règlement des griefs	2 079 187
3	10 192 800		10 192 800	Services de règlement des différends	9 391 119
	24 271 100	**1 725 300**	**25 996 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL.....**	**24 524 066**

Description du programme:

Le rôle des Relations de travail est de promouvoir un climat propice à des relations de travail stables et des rapports harmonieux sur les lieux de travail de la province par la prestation de services de conciliation et de médiation en matière de conventions collectives, la désignation d'arbitres, des services modernisés d'information sur les négociations collectives, le renforcement des relations et la formation. Le programme des relations de travail surveille également la Loi de 2009 sur l'Ordre des métiers de l'Ontario et l'apprentissage et apporte un soutien de secrétariat au Conseil des nominations et Registre du classement de l'Ordre des métiers.

La Commission des relations de travail de l'Ontario (CRTO) est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure, conformément à plusieurs lois de l'Ontario, la médiation et l'arbitrage de diverses questions touchant l'emploi et les relations de travail, notamment les appels de décisions rendues par les agents des normes d'emploi et les inspecteurs de la santé et sécurité au travail.

La Commission de règlement des griefs des employés de la Couronne (CRGEC) est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure la médiation et l'arbitrage des conflits de travail mettant en cause des employés de la Couronne de l'Ontario. Cette commission fournit également des services financiers et administratifs à la Commission des griefs de la fonction publique, un organisme du ministère du Travail.

Les Services de règlement des différends fournissent une aide neutre et indépendante aux syndicats et aux employeurs par la prestation de services de conciliation et de médiation en matière de conventions collectives, la désignation d'arbitres, la fourniture d'information sur les négociations collectives, l'établissement de relations et la formation.

MINISTÈRE DU TRAVAIL
PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL – CRÉDIT 1603

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Commission des relations de travail de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires	7 866 756
Avantages sociaux	994 388
Transports et communications	317 885
Services	3 798 706
Fournitures et matériel	76 025
	13 053 760
Commission de règlement des griefs (Poste 2)	
Traitements et salaires	419 137
Avantages sociaux	64 628
Transports et communications	102 957
Services	3 124 485
Fournitures et matériel	6,834
	3 718 041
Moins : Recouvrements	1 638 854
	2 079 187
Services de règlement des différends (Poste 3)	
Traitements et salaires	5 835 924
Avantages sociaux	839 322
Transports et communications	412 608
Services	2 267 631
Fournitures et matériel	35 634
--	
	9 391 119
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL	**24 524 066**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1604				**PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	89 046 300	529 000	89 575 300	Santé et sécurité au travail	88 936 167
2	606 300		606 300	Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail	605 300
3	11 390 000		11 390 000	Bureau des conseillers des travailleurs	11 302 669
4	3 783 800		3 783 800	Bureau des conseillers des employeurs	3 630 493
7	118 852 600	403 100	119 255 700	Bureau de la prévention	118 098 736
	223 679 000	**932 100**	**224 611 100**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL**	**222 573 365**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
6	1 000		1 000	Santé et sécurité au travail	0
8	490 000		490 000	Bureau de la prévention – Immobilisations	489 945
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	492 000		**492 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL**	**489 945**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1604				**PROGRAMME DE SANTÉ ET**	
BIENS IMMOBILISÉS				**SÉCURITÉ AU TRAVAIL**	
5	1 000		1 000	Santé et sécurité au travail.....	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL .....**	**0**

Description du programme :

Le programme de santé et sécurité au travail (SST) a pour principal rôle d'élaborer, de communiquer et de faire appliquer les lois et règlements en matière de santé et sécurité au travail et de coordonner le système ontarien de prévention des blessures et maladies liées au lieu de travail afin de réduire ou d'éliminer ces blessures ou ces maladies.

Grâce principalement à des inspections et des enquêtes sur les lieux de travail, le programme de SST veille au respect de la Loi sur la santé et la sécurité au travail (la Loi) et aide les parties à créer des lieux de travail sains et sécuritaires. Par l'administration et l'application de la Loi et de ses règlements, le programme encourage les employeurs et les travailleurs à identifier et prévenir ensemble les dangers pour la santé et la sécurité.

Le Bureau de la prévention est responsable d'initiatives visant à prévenir les blessures, les maladies et les décès liés au travail en Ontario. Ce rôle englobe l'élaboration d'une stratégie provinciale en matière de santé et de sécurité afin d'harmoniser les priorités de SST entre tous les partenaires du secteur, ainsi que les activités connexes de mise en œuvre, comme la formation obligatoire relative à la santé et la sécurité au travail, les normes, la recherche et la sensibilisation. Le Bureau établit des normes applicables aux fournisseurs et aux programmes de formation sur les risques élevés et définit les exigences pour l'agrément des membres des comités mixtes sur la santé et la sécurité. Il supervise également des programmes de subventions à l'innovation et à la recherche sur la prévention qui financent des bénéficiaires remplissant des critères d'admissibilité précis. Dans le cadre d'ententes de paiements de transfert, le Bureau désigne et encadre des associations en santé et sécurité qui proposent de la formation, des conseils et des services cliniques précis.

Le Bureau des conseillers des travailleurs offre des services de consultation, de représentation et d'éducation aux travailleurs non syndiqués victimes d'accident et aux survivants dans les affaires d'assurance contre les accidents du travail, notamment par une représentation devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail. Le Bureau fournit un même éventail de services aux travailleurs non syndiqués dans les affaires de plaintes touchant des représailles en vertu de l'article 50 de la Loi sur la santé et la sécurité au travail, avec notamment la représentation devant la Commission des relations de travail de l'Ontario.

Le Bureau des conseillers des employeurs offre des services de consultation et d'éducation à tous les employeurs ontariens ainsi que des services de représentation, principalement aux petites entreprises ayant moins de 100 employés, concernant des affaires liées à la sécurité professionnelle et à l'assurance devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail. Le Bureau fournit également aux employeurs comptant moins de 50 travailleurs des services de représentation à la Commission des relations de travail de l'Ontario dans les affaires de plaintes touchant des représailles en vertu de l'article 50 de la Loi sur la santé et la sécurité au travail.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL – CRÉDIT 1604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Santé et sécurité au travail (Poste 1)		
Traitements et salaires		59 985 517
Avantages sociaux		8 554 957
Transports et communications		3 220 171
Services		15 485 478
Fournitures et matériel		1 212 984
Paiements de transfert		
Subventions à l'Institut de radioprotection du Canada	40 000	
Subventions pour la promotion de l'amélioration des pratiques de santé et sécurité	437 060	
		477 060
		88 936 167
Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail (Poste 2)		
Traitements et salaires		505 200
Avantages sociaux		75 900
Transports et communications		8 200
Services		5 600
Fournitures et matériel		10 400
		605 300
Bureau des conseillers des travailleurs (Poste 3)		
Traitements et salaires		7 009 151
Avantages sociaux		2 073 576
Transports et communications		345 376
Services		1 790 028
Fournitures et matériel		84,538
		11 302 669
Bureau des conseillers des employeurs (Poste 4)		
Traitements et salaires		2 497 443
Avantages sociaux		628 504
Transports et communications		117 474
Services		363 184
Fournitures et matériel		23 888
		3 630 493
Bureau de la prévention (Poste 7)		
Traitements et salaires		7 298 642
Avantages sociaux		1 078 434
Transports et communications		234 050
Services		3 435 635
Fournitures et matériel		103 748
Paiements de transfert		
Associations en santé et sécurité	94 237 102	
Recherche en matière de prévention	8 463 027	
Subventions aux programmes de prévention	3 248 098	
		105 948 227
		118 098 736
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL		**222 573 365**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Bureau de la prévention – Immobilisations (Poste 8)		
Paiements de transfert		
Associations en santé et sécurité – Immobilisations		489 945
		489 945
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL		**489 945**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1605				**PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	38 564 600	4 780 100	43 344 700	Normes d'emploi	42 412 698
	38 564 600	**4 780 100**	**43 344 700**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI**	**42 412 698**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	1 000		1 000	Normes d'emploi	0
L	1 000		1 000	Amortissement - Loi sur l'administration financière	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI**	**0**
BIENS IMMOBILISÉS					
3	1 000	2 062 200	2 063 200	Normes d'emploi	1 622 127
	1 000	**2 062 200**	**2 063 200**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI**	**1 622 127**

Description du programme:

Le Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi assure l'administration et l'application de la Loi de 2000 sur les normes d'emploi et de ses règlements, ainsi que de la Loi de 2009 sur la protection des étrangers dans le cadre de l'emploi et de la Loi de 2015 sur la protection des enfants artistes.

Le Programme assure la protection des travailleurs de l'Ontario grâce à l'instauration de normes minimales d'emploi régissant les salaires et les conditions de travail. Il assure le respect de ces normes au moyen d'inspections, d'enquêtes et de mesures d'application et encourage l'autonomie par des initiatives d'éducation, de sensibilisation et de partenariat.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI – CRÉDIT 1605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Normes d'emploi (Poste 1)		
Traitements et salaires		26 499 612
Avantages sociaux		4 173 914
Transports et communications		1 358 563
Services		9 469 100
Fournitures et matériel		409 509
Paiements de transfert		
Pratiques d'emploi	502 000	
		502 000
		42 412 698
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI		**42 412 698**
BIENS IMMOBILISÉS		
Normes d'emploi (Poste 3)		
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations		1 622 127
		1 622 127
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI		**1 622 127**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	2018 $	2017 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente relative aux travailleurs du secteur nucléaire	16 948	10 258
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Loi sur la santé et la sécurité au travail - CSPAAT	222 214 960	212 816 153
Loi sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail – CSPAAT	15 538 462	15 528 965
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par le SEFPO	1 772 899	1 115 185
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par l'employeur	321 738	212 288
Recouvrement auprès des clients des coûts de médiation pour des griefs (services de règlement des différends)	33 333	77 046
Programme de protection des salaires des employés	0	10
	239 881 392	229 749 647
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Laboratoire de manipulation de matériaux	753 487	650 890
Demande de renseignements – *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*	12 522	7 328
Application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*	4 572	4 318
Programme de perfectionnement des arbitres	300	450
	770 881	662 986
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Loi sur les normes d'emploi – Frais administratifs (Ordonnance de versement)	545 518	395 665
Pénalité monétaire (Avis de contravention)	313 237	77 714
	858 755	473 379
VENTES ET LOCATIONS		
Publications, imprimés, photocopies etc.	14 619	45 094
Abonnements	2 800	8 805
	17 419	53 899
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	64 845	118 220

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES RECETTES
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	2018 $	2017 $
DIVERS		
Audiences de grief dans l'industrie de la construction	496 950	481 237
Autres	29 255	249 713
	526 205	730 950
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**242 136 445**	**231 799 339**

COMPTE DE RÉDUCTION DES GAZ À EFFET DE SERRE
Au 31 mars 2018

Autorisation d'engager des dépenses 1er avril 2017	Revenus*	Sortie de fonds: Charges admissibles 2016-2017[3]	Sortie de fonds: Charge d'immobilisations	Sortie de fonds: Charge de fonctionnement	Sortie de fonds: Immobilisations	Autorisation d'engager des dépenses 31 mars 2018	Fonds excédentaires du CRGES ne faisant pas partie du Trésor 31 mars 2018[4]	Produits du CRGES non déboursés (consolidés) 31 mars 2018
0	2 401 020 129	366 445 123	1 132 233 571	344 980 860	4 440 331	552 920 244	136 368 291	689 288 535

1. Un compte à fin désignée est un compte du Trésor pour lequel l'autorisation de financer des frais relève d'une loi autre que la *Loi de crédit* .

2. Les revenus, les charges et les investissements faits dans des immobilisations à partir du Compte de réduction des gaz à effet de serre figurent dans les états du ministère de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique.

3. Conformément à la *Loi de 2016 sur l'atténuation du changement climatique et une économie sobre en carbone* , L.O. 2016, chap. 7, par. 71 (6), au 31 mars 2018, des charges s'élevant à 336 445 123 $ en 2016-2017 étaient réputées imputées au Compte de réduction des gaz à effet de serre.

4. Les « Fonds excédentaires du CRGES ne faisant pas partie du Trésor » représentent les montants transférés aux organismes qui font partie du périmètre comptable du gouvernement, lorsque ces montants n'avaient pas été dépensés ni passés en charges à la date des états financiers.

*COMPTE DE RÉDUCTION DES GAZ À EFFET DE SERRE - Sommaire des revenus

Programme plafonnement et échange - Produits de la 1re mise aux enchères - 22 mars 2017	472 031 155 [1]
Programme plafonnement et échange - Produits de la 2e mise aux enchères - 6 juin 2017	504 182 190
Programme plafonnement et échange - Produits de la 3e mise aux enchères - 6 septembre 2017	525 694 673
Programme plafonnement et échange - Produits de la 4e mise aux enchères - 29 novembre 2017	422 081 703
Programme plafonnement et échange - Produits de la 5e mise aux enchères - 21 février 2018	477 030 408
Total des revenus tirés des produits du Programme de plafonnement et d'échange	**2 401 020 129**

1. Les revenus sont constatés lorsque les quotas d'émission sont placés dans les comptes des particpants au marché, non à la date de la mise aux enchères. De ce fait, les produits de la 1re mise aux enchères, tenue le 22 mars 2017, ont été constatés en 2017-2018.

FONDS TRILLIUM
Au 31 mars 2018

Autorisation d'engager des dépenses 1er avril 2017	Produit de disposition désigné*	Sorties de fonds: Charges d'immobilisations	Sorties de fonds: Immobilisations	Autorisation d'engager des dépenses 31 mars 2018
5 049 560 742	1 183 204 852	218 379 667	20 552 190	5 993 833 737

1. Un compte à fin désignée est un compte du Trésor pour lequel l'autorisation de financer des frais relève d'une loi autre que la Loi de crédit.
2. Les charges et les investissements dans les actifs du Fonds Trillium sont pris en compte dans les états du ministère des Finances.

***FONDS TRILLIUM**

Sommaire du produit de disposition désigné

Gains réalisés à partir du remboursement de prêts (Règl. de l'Ont. 295/16)	1 503 465
Produit de disposition désigné tiré de la vente d'actions de Hydro One Brampton (Règl. de l'Ont. 387/17)	107 895 399
Produit de disposition désigné tiré de la vente d'actions de Hydro One (Règl. de l'Ont. 295/16)	790 532 180
Produit de disposition désigné tiré de la vente des propriétés du siège social d'OPG (Règl. de l'Ont. 91/18)	283 273 808
	1 183 204 852

Section 3

Annexe – Dette

(non vérifié)

DETTE À LONG TERME

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2018

La présente annexe contient des renseignements sur les opérations d'emprunt effectuées pendant l'exercice qui ont eu pour effet d'augmenter l'encours de la dette de la province. On trouvera aux pages 3-13 à 3-35 le solde enregistré à la fin de l'exercice pour les comptes de passif, ainsi que des renseignements complémentaires.

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS			
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS			
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :			
OIIC189	2,015	23 juin 2022	149 819
			149 819
AUGMENTATION DE LA DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS – EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS			149 819

DETTE À LONG TERME – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2018

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS			
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS			
DMTN232	1,35	8 mars 2022	3 000 000 000
DMTN235	TCAB 3M + 0,15	27 juin 2022	1 601 500 000
DMTN237	2,60	8 septembre 2023	1 500 000 000
DMTN234	2,60	2 juin 2027	5 900 000 000
DMTN231	2,80	2 juin 2048	5 999 000 000
DMTN236	2,90	2 juin 2049	1 743 500 000
Obligations d'épargne de l'Ontario	Divers	21 juin 2020 – 21 juin 2027	64 426 100
AUGMENTATION DE LA DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS – EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS			19 808 426 100
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS			
G77	2,65	5 février 2025	1 000 000 000
			1 000 000 000
AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS			20 808 575 919

DETTE À LONG TERME – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2018

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite**)**			
PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS			
ADI5	3,50	27 janvier 2027	115 000 000
			115 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,00070 $			115 080 500
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS			
G78	2,55	12 février 2021	3 000 000 000
G76	2,25	18 mai 2022	2 000 000 000
G75	2,20	3 octobre 2022	2 000 000 000
			7 000 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE de 1,28179 $			8 972 509 000
PAYABLE EN EUROPE EN EUROS			
EMTN114	0,3750	14 juin 2024	1 500 000 000
			1 500 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,50349 $			2 255 236 650

DETTE À LONG TERME – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2018

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite**)**			
PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING			
EMTN113	TIOL GBP 3M + 0,09	10 novembre 2020	500 000 000
			500 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,76510 $			882 550 000
PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES			
EMTN115	0,25	28 juin 2029.....	400 000 000
			400 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE de 1,34810 $			539 238 484
AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DEVISES ÉTRANGÈRES			12 764 614 634

DETTE À LONG TERME – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2018

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
Écarts dus à la conversion en dollars canadiens de la dette contractée en devises étrangères			(1 082 624 815)
Redressement en fonction de l'Indice des prix à la consommation (IPC) pour les obligations à rendement réel			37 949 520
DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE			**32 528 515 259**
Dette contractée aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario			881 140 623
TOTAL - DETTE À LONG TERME			**33 409 655 882**

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2018

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS			
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS			
Société canadienne d'hypothèques et de logement :			
CMHC	7,625 - 15,75	1er avril 2017 – 1er mars 2018	14 509 104
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :			
OIIC 144	2,21	24 avril 2017	8 172 441
OIIC 145	2,04	25 janvier 2018	6 104 961
REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS			28 786 506

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME - Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2018

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS			
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS			
DMTN213	1,90	8 septembre 2017	6 350 000 000
DMTN219	TCAB 3M + 0,19	22 septembre 2017	1 119 500 000
DMTN217	TCAB 3M + 0,25	23 novembre 2017	750 000 000
JA	9,4688	10 juillet 2017 – 10 janvier 2018	109 870
DMTN183	4,20	8 mars 2018	1 560 000 000
			9 779 609 870

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME - Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2018

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO			
1995	Divers	1 mars 2000	45 700
1996	Divers	21 juin 2001	13 600
1997	Divers	21 juin 2000 – 21 juin 2004	56 600
1998	Divers	21 juin 2001 – 21 juin 2005	12 500
1999	Divers	21 juin 2002 – 21 juin 2006	190 000
2000	Divers	21 juin 2003 – 21 juin 2007	23 500
2001	Divers	21 juin 2004 – 21 juin 2008	192 600
2002	Divers	21 juin 2005 – 21 juin 2009	109 200
2003	Divers	21 juin 2006 – 21 juin 2010	347 700
2004	Divers	21 juin 2007 – 21 juin 2011	381 200
2005	Divers	21 juin 2008 – 21 juin 2012	253 400
2006	Divers	21 juin 2009 – 21 juin 2013	465 200
2007	Divers	21 juin 2010 – 21 juin 2014	383 500
2008	Divers	21 juin 2011 – 21 juin 2015	337 600
2009	Divers	21 juin 2012 – 21 juin 2016	906 200
2010	Divers	21 juin 2013 – 21 juin 2020	19 436 000
2011	Divers	21 juin 2014 – 21 juin 2021	1 342 700
2012	Divers	21 juin 2015 – 21 juin 2022	546 940 100
2013	Divers	21 juin 2016 – 21 juin 2023	2 723 700
2014	Divers	21 juin 2017 – 21 juin 2024	20 178 400
2015	Divers	21 juin 2018 – 21 juin 2025	7 759 200
2016	Divers	21 juin 2019 – 21 juin 2026	6 751 500
2017	Divers	21 juin 2020 – 21 juin 2027	19 285 900
			628 136 000

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME - Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2018

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS			
USMTN2	TIOL 3M + 0,25	24 novembre 2017	250 000 000
			250 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,01600 $			254 000 000

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME - Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2018

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS			
G60	1,10	25 octobre 2017	2 250 000 000
G52	3,15	15 décembre 2017	1 250 000 000
G62	1,20	14 février 2018	705 000 000
			4 205 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,08069 $			4 544 310 000
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN EUROS			
G39	EURIBOR 3M +1,39	9 janvier 2018	120 000 000
			120 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,71800 $			206 160 000

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME - Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2018

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
TOTAL – REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS EN DEVISES ÉTRANGÈRES			5 004 470 000
Contribution au fonds d'amortissement de la dette du trust des conseils scolaires et rendement			22 085 464
REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE			**15 463 087 840**
Redressement net de consolidation et autres redressements – Autres organismes gouvernementaux			186 392 082
REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS			15 649 479 922
Remboursement de la dette contractée aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario			2 119 340 000
TOTAL – REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME			**17 768 819 922**

VARIATION NETTE DE LA DETTE À COURT TERME

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2018

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
Aux fins de la province			
Bons du Trésor			1 511 499 000
Effets de commerce américains			(1 504 144 662)
			7 354 338
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario			
Bons du Trésor			1 113 000
Redressement net de consolidation et autres redressements – Autres organismes gouvernementaux			(105 474 492)
TOTAL – AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA DETTE À COURT TERME ...			**(97 007 154)**

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE

Au 31 mars 2018

	2018 $	2017 $
Dette contractée aux fins de la province :		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	10 002 740 000	10 002 740 000
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants	99 940 802	114 068 385
Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	21 947 566	36 456 670
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS	**10 124 628 368**	**10 153 265 055**
Investisseurs publics.....	296 097 015 005	278 400 765 569
Obligations d'épargne de l'Ontario	1 080 542 400	1 644 252 300
Bons du Trésor	17 315 570 000	15 804 071 000
Effets de commerce américains	3 865 009 549	5 369 154 211
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS	**318 358 136 954**	**301 218 243 080**
Dette de la School Board Trust	630 103 726	652 189 190
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE	**329 112 869 048**	**312 023 697 325**
Redressement net de consolidation et autres redressements ..	363 569 035	655 435 609
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS	**329 476 438 083**	**312 679 132 934**
Dette contractée aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) :		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	230 466 000	230 466 000
Investisseurs publics.....	11 988 014 549	13 228 514 480
Bons du Trésor	655 159 000	654 046 000
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA SFIEO ...	12 873 639 549	14 113 026 480
Dette directe de la SFIEO.....	6 309 619 000	6 309 619 000
TOTAL - DETTE DE LA SFIEO	**19 183 258 549**	**20 422 645 480**
TOTAL - DETTE CONSOLIDÉE.....	**348 659 696 632**	**333 101 778 414**
Dette contractée aux fins d'investissement* :		
Ontario Power Generation Inc.	5 126 000 000	5 126 000 000
Hydro One Inc.....	1 775 601 693	2 636 835 272
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT	**6 901 601 693**	**7 762 835 272**

*La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province, Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc. est éliminée au moment de la consolidation.

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE - Fin

Au 31 mars 2018

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (OIRPC) investit des fonds dans les titres non négociables de la province de l'Ontario. À compter du 1er juillet 2005, en vertu d'une lettre d'entente accessoire signée par l'OIRPC et la province, l'OIRPC a offert à la province, à l'échéance des débentures détenues au nom du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (FPRPC) et émises avant le 1er janvier 1998, l'option d'émettre de nouvelles débentures de remplacement pour le compte de l'OIRPC assorties d'un terme maximal de 30 ans (terme minimal de 5 ans avec options de reconduction sans dépasser le terme maximal de 30 ans à compter de la date d'émission de la première débenture de remplacement) à un taux reflétant ceux des marchés financiers au moment de la reconduction.

La Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants (SOGFII) est un organisme opérationnel du gouvernement de l'Ontario qui a été constitué en personne morale le 30 avril 1999 en vertu de la *Loi sur les sociétés de développement*. La Société a été créée dans le but de recevoir, pour le compte de la province, les fonds d'investisseurs immigrants dans le cadre du Programme Immigrants Investisseurs (PII) offert par le gouvernement fédéral. L'Office ontarien de financement administre ces fonds en vertu d'une entente de gestion des investissements conclue avec la SOGFII, et investit les fonds reçus du PII dans des obligations de l'Ontario.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) a accepté d'acheter des débentures en série émises par la province pour financer une grande partie des coûts liés à la construction des installations d'élimination des déchets appartenant à la province. Le taux d'intérêt de ces débentures est établi en fonction du taux qui, au moment où la Société a accepté de participer au projet, était applicable aux emprunts à long terme contractés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics nationaux.

La province de l'Ontario a émis pour les investisseurs publics qui transigent sur les marchés financiers des obligations en dollars canadiens, en dollars américains, en yens japonais, en dollars australiens, en euros, en francs suisses et en rands sud-africains.

Les Obligations d'épargne de l'Ontario (OEO) ont été émises pour la première fois en 1995. Les OEO sont vendues par la province aux résidents de l'Ontario. Elles sont émises une fois par an et peuvent être achetées dans la plupart des institutions financières. Il existe trois types d'obligations : à taux variable, à taux accélérateur et à taux fixe. Toutes les obligations sont offertes avec un choix d'intérêt annuel ou composé.

Des bons du Trésor ne portant pas intérêt, et ayant des dates d'échéance qui peuvent varier jusqu'à trois ans, sont vendus régulièrement par mise en adjudication dans le cadre du programme de financement par bons du Trésor.

Les effets de commerce américains ne portent pas intérêt et ont des dates d'échéance pouvant aller jusqu'à 270 jours.

La School Board Trust (une fiducie) a été créée en juin 2003 pour refinancer à long terme la dette contractée par 55 conseils scolaires. La fiducie a émis des débentures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars, 882 millions de dollars provenant du produit de ces débentures ont été versés aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres paiements de transfert de la province. Le ministère de l'Éducation verse au fonds d'amortissement de la fiducie un paiement de transfert annuel dans le cadre des Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires pour rembourser cette dette sur 30 ans.

Le redressement net de consolidation et les autres redressements comprennent la dette contractée par d'autres organismes gouvernementaux auprès de tiers et l'élimination de la dette provinciale détenue par ces organismes.

Dette contractée aux fins de la SFIEO : La province emprunte, au nom de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), des fonds à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada et émet sur les marchés publics des débentures et des bons du Trésor. Le produit de tous ces emprunts est avancé à la SFIEO en échange d'obligations et de billets à court terme assortis de conditions semblables.

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE - Fin - Suite

Au 31 mars 2018

Dette contractée aux fins d'investissement : Le 1er avril 1999, cinq sociétés et leurs filiales ont été créées en vertu de la *Loi sur la concurrence dans le secteur de l'énergie* pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro. Ontario Power Generation Inc. (OPG) et Hydro One Inc. sont deux de ces sociétés. OPG et Hydro One Inc. ont procédé, avec la province de l'Ontario, à un échange de créances contre actifs afin que leur structure financière soit concurrentielle avec celle des autres intervenants de l'industrie. La province a assumé la dette de 8 885 millions de dollars contractée par les deux sociétés en échange d'un droit sur l'actif d'OPG (5 126 millions de dollars) et d'Ontario Hydro One Inc. (3 759 millions de dollars). Le changement du montant de la dette contractée pour Hydro One Inc. est le résultat de produits issus de la vente des actions de Hydro One en 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018.

ENCOURS DE LA DETTE

Au 31 mars 2018

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	

DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE

DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

À l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada :

Exercice se terminant le 31 mars

2019	1999	CPP	5,81 - 5,84	45 270 000	
2020	2000	CPP	5,50 - 6,91	869 889 000	
2021	2001	CPP	6,33 - 6,67	609 834 000	
2022	2002	CPP	6,22 - 6,47	330 994 000	
2024	2004	CPP	5,26 - 5,97	688 007 000	
2025	2005	CPP	5,15 - 5,79	1 133 182 000	
2026	2006	CPP	4,67 - 5,19	574 612 000	
2031	2009	CPP	4,79.....	43 880 000	
2032	2009	CPP	4,75.....	52 000 000	
2036	2006-2014	CPP	3,41 - 4,73	725 953 000	
2037	2007	CPP	4,50 - 4,76	351 269 000	
2038	2008-2017	CPP	2,64 - 4,68	375 952 000	
2039	2009	CPP	4,70 - 5,48	493 439 000	
2040	2010-2012	CPP	4,36 - 5,03	1 179 395 000	
2041	2011	CPP	4,20 - 4,86	799 613 000	
2042	2012	CPP	4,23 - 4,56	954 179 000	
2043	2013	CPP	3,36 - 3,62	775 272 000	
				10 002 740 000	(3)

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2018

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2019	2014	OIIC146-156	2,02 - 2,53	57 095 610	
2020	2015	OIIC157-168	1,11 - 2,18	33 734 574	
2021	2016	OIIC169-180	1,30 - 1,62	6 992 917	
2021	2017	OIIC181	1,40	139 935	
2022	2017	OIIC182-188	1,212 - 1,709	1 827 947	
2023	2018	OIIC189	2,015	149 819	
				99 940 802	(4)
À la Société canadienne d'hypothèques et de logement :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2019	1977-1980	CMHC	7,625 - 15,25	3 541 581	
2020	1977-1980	CMHC	7,625 - 15,75	10 558 398	
2021	1979-1981	CMHC	9,50 - 15,75	7 455 668	
2022	1982	CMHC	9,75 - 15,75	391 919	
				21 947 566	(5)
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS				**10 124 628 368**	

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2018

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS					
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS					
30 mai 2018	30 mai 2013	DMTN221	TCAB 3M + 0,12.....	775 000 000	(6)
2 juin 2018	28 août 2003	DMTN79	5,50	605 000 000	(6)
28 août 2018	28 août 2013	DMTN222	TCAB 3M + 0,16.....	600 800 000	(6)
8 septembre 2018	15 janvier 2013	DMTN218	2,10	7 628 000 000	
3 décembre 2018	3 décembre 2013	DMTN224	TCAB 3M + 0,15.....	937 000 000	(6)
2 juin 2019	19 avril 2004	DMTN105	5,35	100 000 000	(6)
2 juin 2019	17 avril 2009	DMTN195	4,40	7 050 000 000	(6)
26 août 2019	26 août 2014	DMTN226	TCAB 3M + 0,09.....	1 921 000 000	(6)
8 septembre 2019	5 juin 2014	DMTN225	2,10	4 150 000 000	
2 juin 2020	22 février 2005	DMTN140	4,85	562 000 000	
2 juin 2020	23 février 2010	DMTN200	4,20	10 025 000 000	
4 septembre 2020	4 septembre 1998	LY	6,30	15 000 000	
16 mars 2021	16 mars 2016	DMTN230	TCAB 3M + 0,44.....	1 364 600 000	(6)
2 juin 2021	27 décembre 2007	DMTN180	4,50	75 000 000	(6)
2 juin 2021	12 janvier 2011	DMTN207	4,00	8 915 000 000	
27 octobre 2021	27 octobre 2016	DMTN233	TCAB 3M + 0,26.....	1 200 000 000	(6)
8 mars 2022	23 août 2016	DMTN232	1,35	5 000 000 000	
2 juin 2022	8 novembre 2011	DMTN212	3,15	11 771 700 000	
27 juin 2022	27 juin 2017	DMTN235	TCAB 3M + 0,15.....	1 601 500 000	(6)
13 juillet 2022	13 juillet 1992	HC	9,50	1 590 438 000	
2 juin 2023	6 novembre 2012	DMTN215	2,85	9 322 700 000	

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2018

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)					
8 septembre 2023	8 septembre 1993	HP	8,10	940 570 000	
8 septembre 2023	31 juillet 2007	DMTN177	4,95	75 000 000	
8 septembre 2023	8 février 2018	DMTN237	2,60	1 500 000 000	
2 juin 2024	25 novembre 2013	DMTN223	3,50	10 000 000 000	
2 juin 2025	20 décembre 1994	JE	9,50	460 000 000	
2 juin 2025	9 janvier 2015	DMTN227	2,60	12 550 000 000	
2 décembre 2025	5 octobre 1995	JQ	8,50	1 000 000 000	
6 février 2026	6 février 1996	JY	8,00	12 500 000	
2 juin 2026	21 décembre 1995	JU	8,00	1 000 000 000	
2 juin 2026	3 février 2016	DMTN229	2,40	7 500 000 000	
2 décembre 2026	13 février 1997	KR	8,00	386 500 000	
2 décembre 2026	20 janvier 1999	MH	7,00	124 584 000	(7)
3 février 2027	5 août 1997	KN	7,50	58 220 000	
3 février 2027	5 août 1997	KT	6,95	8 726 000	
3 février 2027	1er avril 1998	KY	7,50	11 549 000	
3 février 2027	4 décembre 1998	LA	7,50	5 507 000	
4 février 2027	4 février 1998	KQ	7,375	990 000	
2 juin 2027	9 février 2017	DMTN234	2,60	7 650 000 000	
2 juin 2027	17 octobre 1996	KJ	7,60	4 734 700 000	
25 août 2028	25 février 1998	LQ	6,25	2 020 000	
8 mars 2029	8 janvier 1998	LK	6,50	4 727 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2018

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)					
13 janvier 2031	8 septembre 1995	JN	9,50	125 000 000	
2 juin 2031	27 mars 2000	NF	6,20	3 000 000 000	
2 juin 2031	25 novembre 2010	DMTN206	5,20	133 300 000	
8 mars 2033	17 février 2003	DMTN61	5,85	4 674 610 000	
8 mars 2033	29 avril 2004	DMTN110	5,85	188 000 000	
8 mars 2033	23 juillet 2004	DMTN116	5,85	100 000 000	(6)
13 juillet 2034	21 septembre 2005	DMTN157	5,00	47 500 000	(8)
3 novembre 2034	3 novembre 1994	HY	9,75	248 800 000	
Du 10 janvier 1995 au					
10 janvier 2035	30 novembre 1994	HZ	9,4688	2 315 904	(9)
"	"	JA	9,4688	3 370 329	(9)
"	"	JB	9,4688	8 482 324	(9)
"	"	JC	9,4688	4 764 354	(9)
"	"	JD	9,4688	3 171 134	(9)
12 janvier 2035	12 janvier 2007	JG	9,50	110 950 000	
8 février 2035	8 février 1995	JJ	9,875	32 000 000	
2 juin 2035	25 août 2004	DMTN119	5,60	7 338 509 000	(6)
2 juin 2035	12 janvier 2005	DMTN133	5,35	150 000 000	
20 juin 2036	20 juin 1996	KC	8,25	98 984 000	
1er décembre 2036	8 mars 2006	DMTN158	2,00 Rendement réel.	2 633 818 241	(10)
2 juin 2037	22 février 2006	DMTN164	4,70	8 700 000 000	
2 décembre 2037	1er février 2005	DMTN138	5,20	100 000 000	
2 juin 2038	28 juillet 2004	DMTN117	10,00	75 000 000	(11)

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2018

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

20 juin 2038	16 septembre 1996	KG	8,10	120 000 000	
13 juillet 2038	29 juillet 1998	LS	5,75	50 000 000	
25 août 2038	17 août 1998	LT	6,00	86 500 000	
2 juin 2039	15 janvier 2008	DMTN182	4,60	9 600 000 000	
13 juillet 2039	2 février 1999	MK	5,65	223 858 000	
2 décembre 2039	25 février 2000	NE	5,70	1 489 000 000	
13 juillet 2040	18 avril 2002	DMTN44	6,20	100 000 000	
2 juin 2041	15 juin 2010	DMTN204	4,65	11 368 000 000	
2 décembre 2041	15 août 2001	DMTN10	6,20	340 000 000	
8 mars 2042	4 décembre 2001	DMTN29	6,00	41 000 000	
2 juin 2042	18 janvier 2002	DMTN33	6,00	240 000 000	
2 juin 2043	24 février 2003	DMTN62	5,75	75 000 000	
2 juin 2043	31 janvier 2012	DMTN214	3,50	11 000 000 000	
2 juin 2044	13 septembre 2006	DMTN169	4,60	27 000 000	
10 janvier 2045	25 mai 1995	JL	8,435	35 531 176	(12)
1er mars 2045	1er mars 1995	JK	9,50	150 000 000	
2 juin 2045	31 août 2005	DMTN153	4,50	175 000 000	
2 juin 2045	10 mai 2013	DMTN220	3,45	15 525 000 000	
2 juin 2046	24 mai 2006	DMTN166	4,85	154 700 000	
2 décembre 2046	2 février 2015	DMTN228	2,90	14 550 250 000	
2 juin 2047	28 février 2007	DMTN176	4,50	158 000 000	
2 juin 2048	6 mai 2008	DMTN184	4,70	50 000 000	
2 juin 2048	21 juin 2016	DMTN231	2,80	12 049 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2018

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

2 juin 2049	30 novembre 2017	DMTN236	2,90	1 743 500 000	
2 juin 2054	22 juillet 2008	DMTN185	4,60	40 000 000	
2 juin 2062	8 novembre 2012	DMTN216	3,25	475 000 000	
				235 602 518 462	
Rajustement des contrats d'échange à rendement réel en fonction de l'IPC				(65 266 614)	(10)
				235 537 251 848	

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2018

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO

21 juin 2018	21 juin 2011	Annuel	3,20	6 439 100
21 juin 2018	21 juin 2011	Composé	3,20	6 182 700
21 juin 2018	21 juin 2013	Annuel	Accélérateur	198 718 000
21 juin 2018	21 juin 2013	Composé	Accélérateur	76 773 200
21 juin 2018	21 juin 2015	Annuel	Variable	2 136 700
21 juin 2018	21 juin 2015	Composé	Variable	2 070 500
21 juin 2018	21 juin 2015	Annuel	0,90	2 062 400
21 juin 2018	21 juin 2015	Composé	0,90	1 184 900
21 juin 2019	21 juin 2014	Annuel	Accélérateur	291 525 200
21 juin 2019	21 juin 2014	Composé	Accélérateur	156 537 900
21 juin 2019	21 juin 2016	Annuel	Variable	2 453 400
21 juin 2019	21 juin 2016	Composé	Variable	2 577 600
21 juin 2019	21 juin 2016	Annuel	1,00	2 552 400
21 juin 2019	21 juin 2016	Composé	1,00	2 658 700
21 juin 2020	21 juin 2010	Annuel	4,25	40 999 000
21 juin 2020	21 juin 2010	Composé	4,25	30 404 800
21 juin 2020	21 juin 2015	Annuel	Accélérateur	22 921 000
21 juin 2020	21 juin 2015	Composé	Accélérateur	8 841 700
21 juin 2020	21 juin 2017	Annuel	Variable	450 900
21 juin 2020	21 juin 2017	Composé	Variable	3 472 000
21 juin 2020	21 juin 2017	Annuel	1,00	3 399 900
21 juin 2020	21 juin 2017	Composé	1,00	2 336 900
21 juin 2021	21 juin 2011	Annuel	3,80	11 361 500
21 juin 2021	21 juin 2011	Composé	3,80	12 824 100

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2018

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO (Suite)

21 juin 2021	21 juin 2016	Annuel	Accélérateur	17 064 000
21 juin 2021	21 juin 2016	Composé	Accélérateur	8 887 100
21 juin 2022	21 juin 2012	Annuel	2,80	3 843 600
21 juin 2022	21 juin 2012	Composé	2,80	5 025 100
21 juin 2022	21 juin 2017	Annuel	Accélérateur	18 678 500
21 juin 2022	21 juin 2017	Composé	Accélérateur	9 963 300
21 juin 2023	21 juin 2013	Annuel	3,10	10 496 100
21 juin 2023	21 juin 2013	Composé	3,10	7 061 200
21 juin 2024	21 juin 2014	Annuel	3,10	18 914 400
21 juin 2024	21 juin 2014	Composé	3,10	9 424 100
21 juin 2025	21 juin 2015	Annuel	2,35	3 941 600
21 juin 2025	21 juin 2015	Composé	2,35	2 912 500
21 juin 2026	21 juin 2016	Annuel	2,20	4 725 100
21 juin 2026	21 juin 2016	Composé	2,20	6 355 800
21 juin 2027	21 juin 2017	Annuel	2,15	4 014 900
21 juin 2027	21 juin 2017	Composé	2,15	2 823 800

Séries en circulation				1 025 015 600 (13)
Séries arrivées à échéance				55 526 800 (14)

TOTAL- OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO				1 080 542 400

TOTAL - PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS				236 617 794 248

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2018

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS

9 octobre 2018	9 octobre 2014	G68	1,75	500 000 000
27 janvier 2023	29 janvier 2016	G72	1,95	1 550 000 000
7 février 2024	7 février 1994	HS	7,50	1 106 700 000
5 février 2025	5 février 2018	G77	2,65	1 000 000 000
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS			.....	4 156 700 000

PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS

13 juillet 2034	13 juillet 1994	EMTN5	9,40	300 000 000
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS			.....	300 000 000

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2018

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
Dette en devises étrangères					(15)
PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS					
29 septembre 2020	29 septembre 2010	ADI2	6,25	500 000 000	
22 août 2024	22 août 2014	ADI3	4,25	350 000 000	
26 août 2025	26 février 2015	ADI4	3,10	365 000 000	
27 janvier 2027	27 janvier 2017	ADI5	3,50	315 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS				1 530 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,99432 $				1 521 310 720	(15a)
PAYABLE EN EUROPE EN EUROS					
23 avril 2019	23 avril 2009	EMTN97	4,75	1 500 000 000	
3 décembre 2019	3 décembre 2009	EMTN100	4,00	1 750 000 000	
28 septembre 2020	28 septembre 2010	EMTN107	3,00	1 250 000 000	
21 mai 2024	21 mai 2014	EMTN110	1,875	1 750 000 000	
14 juin 2024	14 juin 2017	EMTN114	0,375	1 500 000 000	
21 janvier 2025	21 janvier 2015	EMTN111	0,875	1 250 000 000	
28 juin 2041	29 janvier 2016	EMTN112	1,82	52 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN EUROS				9 052 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,49735 $				13 554 039 349	(15b)

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2018

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING					
10 novembre 2020	10 mai 2017	EMTN113	TIOL GBP 3M..... + 0,09	500 000 000	
PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING				500 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,76510 $				882 550 000	(15c)
PAYABLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS					
8 août 2018	8 août 2008	YL016	1,675	8 000 000 000	
TOTAL - PAYABLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS.....				8 000 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,009444 $				75 550 891	(15d)
PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS					
8 juin 2020	7 juin 2010	EMTN105	1,65	36 900 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS				36 900 000 000	(15d)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,012229 $				451 236 685	

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2018

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES

30 juillet 2018	30 juillet 2008	EMTN82	3,75	225 000 000
30 juillet 2018	14 août 2009	PY	2,525	100 000 000
14 décembre 2018	14 août 2009	PZ	2,59	100 000 000
29 avril 2019	29 avril 2009	EMTN95	3,375	225 000 000
4 décembre 2019	4 décembre 2009	EMTN99	2,50	275 000 000
7 mai 2020	7 mai 2010	EMTN101	2,375	400 000 000
29 juin 2029	28 juin 2017	EMTN115	0,25	400 000 000
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES				1 725 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,18361 $				2 041 727 446 (15e)

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2018

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS

16 juillet 2018	14 juillet 2011	G55	3,00	1 000 000 000
27 septembre 2018	27 septembre 2013	G63	2,00	1 750 000 000
18 janvier 2019	21 janvier 2016	G71	1,625	2 500 000 000
30 janvier 2019	30 janvier 2014	G65	2,00	2 000 000 000
17 juin 2019	17 juin 2016	G73	1,25	1 750 000 000
27 septembre 2019	27 septembre 2012	G59	1,65	1 250 000 000
7 octobre 2019	7 octobre 2009	G44	4,00	2 000 000 000
14 avril 2020	14 avril 2010	G48	4,40	2 000 000 000
21 mai 2020	21 mai 2015	G70	1,875	2 000 000 000
12 février 2021	12 février 2018	G78	2,55	3 000 000 000
10 septembre 2021	11 septembre 2014	G67	2,50	2 000 000 000
8 février 2022	8 février 2017	G74	2,40	2 500 000 000
18 mai 2022	18 mai 2017	G76	2,25	2 000 000 000
29 juin 2022	29 juin 2012	G58	2,45	1 000 000 000
3 octobre 2022	3 octobre 2017	G75	2,20	2 000 000 000
16 mai 2024	16 mai 2014	G66	3,20	1 250 000 000
27 avril 2026	27 avril 2016	G69	2,50	1 000 000 000

TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS			.....	31 000 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,21405				$ 37 635 640 250 (15f)

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2018

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
TOTAL - OBLIGATIONS				**297 236 549 589**	
GAINS/(PERTES) SUR CHANGE NON AMORTIS				(58 992 184)	
TOTAL – OBLIGATIONS NETTES DES GAINS/(PERTES) SUR CHANGE NON AMORTIS				**297 177 557 405**	
BONS DU TRÉSOR				**17 315 570 000**	
EFFETS DE COMMERCE AMÉRICAINS (en dollars américains)				**3 034 400 000**	(16)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,27373 $				3 865 009 549	
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS				**318 358 136 954**	
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS ET SUR LES MARCHÉS PUBLICS				**328 482 765 322**	
DETTE DE LA SCHOOL BOARD TRUST					
Exercice se terminant le 31 mars					
2034	2004		5,90	891 000 000	
Fonds d'amortissement				(260 896 274)	
				630 103 726	(17)

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2018

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE				**329 112 869 048**	
REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION – AUTRES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX					
DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS PAR LES ORGANISMES :					
Société ontarienne d'hypothèques et de logement				194 867 672	
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants				353 104 000	(4)
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS PAR LES ORGANISMES :					
Infrastructure Ontario				300 000 000	
Commission des parcs du Niagara				20 410 914	
ORNGE				265 129 926	
Centre des congrès d'Ottawa				1 532 801	
TITRES ONTARIENS DÉTENUS PAR LES ORGANISMES :					
Obligations				(328 086 802)	
Bons du Trésor				(443 389 476)	
TOTAL – REDRESSEMENT DE CONSOLIDATION				**363 569 035**	(18)
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT DE CONSOLIDATION				**329 476 438 083**	

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2018

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	

DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO (SFIEO)

DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

Office d'investissement du régime de pensions du Canada :

2021	2001	CPP	6,08	19 375 000
2022	2002	CPP	6,17 - 6,29	172 961 000
2023	2003	CPP	6,16	38 130 000
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS				**230 466 000** (3)

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

2 juin 2018	6 juin 2005	DMTN79	5,50	110 000 000
8 septembre 2018	22 juillet 2013	DMTN218	2,10	372 000 000
2 juin 2019	27 avril 2009	DMTN195	4,40	800 000 000
9 septembre 2019	5 juin 2014	DMTN225	2,10	100 000 000

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2018

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)					
2 juin 2020	22 février 2005	DMTN140	4,85	29 000 000	
2 juin 2020	22 avril 2010	DMTN200	4,20	775 000 000	
2 juin 2021	15 avril 2011	DMTN207	4,00	85 000 000	
2 juin 2022	3 mai 2012	DMTN212	3,15	478 300 000	
2 juin 2023	6 novembre 2012	DMTN215	2,85	2 777 300 000	
8 septembre 2023	29 novembre 2004	HP	8,10	50 000 000	
2 juin 2024	25 novembre 2013	DMTN223	3,50	1 550 000 000	
2 juin 2025	9 janvier 2015	DMTN227	2,60	1 050 000 000	
2 juin 2027	11 février 2000	KJ	7,60	100 500 000	
25 août 2028	13 avril 1999	LQ	6,25	78 600 000	
1er décembre 2036	4 octobre 2005	DMTN158	2,00 Rendement réel	859 922 000	(10)
2 juin 2037	1er septembre 2006	DMTN164	4,70	400 000 000	
2 juin 2039	10 juillet 2009	DMTN182	4,60	100 000 000	
2 juin 2041	9 mars 2011	DMTN204	4,65	282 000 000	
2 juin 2043	15 mai 2012	DMTN214	3,50	200 000 000	
2 juin 2045	1er octobre 2013	DMTN220	3,45	525 000 000	
2 décembre 2046	2 février 2015	DMTN228	2,90	149 750 000	
2 juin 2048	19 juin 2017	DMTN231	2,80	651 000 000	
2 juin 2049	25 janvier 2018	DMTN236	2,90	206 500 000	
TOTAL - PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS				11 729 872 000	

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2018

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
Dette en devises étrangères					(15)
PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES					
30 juillet 2018	29 décembre 2008	EMTN82	3,75	125 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES.....				125 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,32410 $				165 512 976	(15g)
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS					
18 décembre 2018	18 décembre 2008	EMTN93	4,28	60 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS.....				60 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,22750 $				73 650 000	(15g)
TOTAL - OBLIGATIONS				**11 969 034 976**	

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2018

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
GAINS/(PERTES) SUR CHANGE NON AMORTIS				18 979 573	
TOTAL – OBLIGATIONS NETTES DES GAINS/(PERTES) SUR CHANGE NON AMORTIS				**11 988 014 549**	
BONS DU TRÉSOR				**655 159 000**	
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS				**12 643 173 549**	
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE PAR LA PROVINCE AUX FINS DE LA SFIEO				**12 873 639 549**	
DETTE DIRECTE DE LA SFIEO				6 309 619 000	
TOTAL - DETTE DE LA SFIEO				**19 183 258 549**	
TOTAL - DETTE CONSOLIDÉE				**348 659 696 632**	

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2018

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	

DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT*

ONTARIO POWER GENERATION INC.	5 126 000 000
HYDRO ONE INC.	1 775 601 693
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT	**6 901 601 693**

*La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province, Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc., est éliminée au moment de la consolidation.

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2018

Références :

1. Aucune émission obligataire n'est remboursable, sauf dans les cas indiqués ci-dessous. La dette est remboursable à un taux fixe ou variable selon un indice préétabli, habituellement rajusté tous les trois mois (3M). Ces indices à taux variables sont les suivants : TCAB - taux canadien d'acceptations bancaires; TIBEUR - taux interbancaire offert en euros; et TIOL - taux interbancaire offert à Londres.
2. Les séries de dettes suivantes ont été contractées aux fins de la province et de la SFIEO : DMTN79, DMTN218, DMTN195, DMTN225, DMTN140, DMTN200, DMTN207, DMTN212, DMTN215, HP, DMTN223, DMTN227, KJ, LQ, DMTN158, DMTN164, DMTN182, DMTN204, DMTN214, DMTN220, DMTN228, DMTN231, DMTN236, et EMTN82.
3. L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (OIRPC) investit des fonds dans les titres non négociables de la province de l'Ontario. À compter du 1er juillet 2005, en vertu d'une lettre d'entente accessoire signée par l'OIRPC et la province, l'OIRPC a offert à la province, à l'échéance des débentures détenues au nom du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (FPRPC) et émises avant le 1er janvier 1998, l'option d'émettre de nouvelles débentures de remplacement pour le compte de l'OIRPC assorties d'un terme maximal de 30 ans (terme minimal de 5 ans avec options de reconduction sans dépasser le terme maximal de 30 ans à compter de la date d'émission de la première débenture de remplacement) à un taux reflétant ceux des marchés financiers au moment de la reconduction. Ces débentures ne sont ni négociables ni transférables et peuvent être cédées uniquement à une filiale appartenant en propriété exclusive à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada. Le 1er avril 2007, toutes les débentures détenues au nom du FPRPC ou achetées par le ministre des Finances du Canada en vertu de l'article 110 du Régime de pensions du Canada ont été transférées à l'OIRPC.
4. OIIC (SOGFII) : Le montant total de l'encours s'élève à 353 millions de dollars, il est directement investi dans la province de l'Ontario et Infrastructure Ontario.
5. CMHC : Selon les modalités de ces débentures, des versements égaux doivent être faits chaque année jusqu'à l'échéance, chacun consistant en un versement de principal et d'intérêt réunis.
6. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt pour certaines obligations canadiennes afin de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements conformément à sa stratégie de gestion des risques. Ces obligations et leurs taux d'intérêt respectifs sont les suivants : DMTN221 2,19 % (475 millions $), DMTN79 TCAB 3M – 0,07 % (125 millions $), DMTN222 2,52 % (531 millions $), DMTN224 2,14 %, DMTN105 TCAB 3M, DMTN195 TCAB 3M + 0,52 % (600 millions $), DMTN226 1,91 %, DMTN230 1,41 %, DMTN180 4,52 %, DMTN233 1,31 %, DMTN235 1,70 %, DMTN116 4,22 % et DMTN119 4,75 %.
7. MH : Selon les modalités de ces débentures, un paiement d'intérêt ponctuel spécial de 25 % du montant principal dû doit être versé à la date d'échéance.
8. DMTN157 : L'intérêt est payable semestriellement au taux de 15,0 % jusqu'au 13 janvier 2006 et au taux de 5,0 % par la suite.
9. Séries HZ, JA, JB, JC, JD : Il s'agit d'obligations à coupon zéro aux termes desquelles des versements inégaux, consistant en un versement de principal et d'intérêts réunis, doivent être effectués à intervalles irréguliers prédéterminés, le dernier versement devant être effectué le 10 janvier 2035. Au cours de l'exercice 2017-2018, le principal remboursé s'est élevé à 0,1 million de dollars. Le montant total du principal et des intérêts à payer sur la durée de ces obligations est de 1 092 millions de dollars.
10. DMTN158 : Cette obligation à rendement réel porte un intérêt sur le principal rajusté en fonction de l'Indice d'ensemble des prix à la consommation du Canada (« IPC »), qui comportait un indice de base de 127,54839 au 4 octobre 2005. Depuis que la Banque du Canada a changé l'année de référence de l'IPC (de 1992 à 2002), le 19 juin 2007, l'indice de base est passé à 107,18352. Le montant total de l'émission en principal s'élève à 2 844 millions de dollars, dont 700 millions de dollars ont été prêtés à la SFIEO, et 300 millions de dollars ont été convertis en une dette nominale à taux fixe de 4,22 %. L'encours représente la valeur indexée du principal.
11. DMTN117 : L'obligation a été émise avec une forte prime en 2004 et offre un rendement de 5,74 %.
12. JL : Selon les modalités de ces débentures, des versements inégaux, consistant en un versement de principal et d'intérêt réunis, doivent être effectués à intervalles irréguliers déterminés à l'avance, le dernier versement devant être effectué le 10 janvier 2045. Le montant total du principal et des intérêts à payer sur la durée des débentures s'élève à 1 325 millions de dollars.

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2018

13. OSB (OEO) : Les obligations d'épargne de l'Ontario sont rachetables au gré des porteurs le 21 juin et le 21 décembre et jusqu'au 14e jour civil suivant la date de rachat du 21 juin et du 21 décembre, à l'exception des obligations à taux fixe, qui sont rachetables à échéance seulement. Depuis 2009, les obligations à taux variable ne sont rachetables qu'une fois par an, le 21 juin. Toutes les OEO actuellement en circulation sont rachetables au décès du propriétaire bénéficiaire.

OEO – Taux fixe :

En 2009, la province a émis des obligations à taux fixe pour des termes de deux, trois et cinq ans. En 2010 et 2011, la province a émis des obligations à taux fixe pour des termes de trois, sept et dix ans. En 2012, 2013, 2014, 2015, 2016 et 2017, les obligations à taux fixe émises avaient uniquement des termes de trois et dix ans.

OEO – Taux accélérateur :

Série 2013 : l'intérêt est payable au taux de 1,25 %, 1,5 %, 1,75 %, 2,0 % et 2,25 %.
Série 2014 : l'intérêt est payable au taux de 1,25 %, 1,5 %, 2,0 %, 2,25 % et 2,5 %.
Série 2015 : l'intérêt est payable au taux de 0,75 %, 0,9 %, 1,05 %, 1,2 % et 1,35 %.
Série 2016 : l'intérêt est payable au taux de 0,60 %, 0,75 %, 1,0 %, 1,25 % et 1,5 %
Série 2017 : l'intérêt est payable au taux de 0,60 %, 0,8 %, 1,05 %, 1,3 % et 1,65 %.
les première, deuxième, troisième, quatrième et cinquième années respectivement.

OEO – Taux variable :

Depuis 2009, le taux d'intérêt sur ces obligations à taux variable n'est rajusté qu'une seule fois par an, le 21 juin.

14. OSB (OEO) : Le montant de l'encours représente les obligations arrivées à échéance dont le remboursement n'a pas encore été demandé. L'intérêt n'est payable sur ces obligations que jusqu'à la date d'échéance.

15. Le montant total de la dette en devises étrangères a été converti en dollars canadiens aux taux des contrats de change lorsque la dette était couverte, ou aux taux de change à la fin de l'exercice lorsqu'elle ne l'était pas. Au 31 mars 2018, 99,1 % de la dette en devises étrangères étaient couverts. Les taux de change des devises étrangères en dollars canadiens au 31 mars 2018 sont les suivants : dollar australien – 0,98953, euro – 1,58408, yen japonais – 0,01209, franc suisse – 1,34635, livre sterling – 1,80642, dollar américain – 1,28745.

La province a également conclu des ententes sur taux d'intérêt afin de convertir ces engagements en accord avec sa stratégie de gestion des risques. Ces obligations et leurs taux d'intérêt respectifs sont les suivants :

(a) en Australie en dollars australiens : 3,00 %
(b) EMTN en euros : 3,68 % (10 691 millions de dollars), TCAB 3M + 0,98 % (2 863 millions de dollars)
(c) EMTN en GBP : 1,77 %
d) au Japon en yens : 4,35 % (76 millions de dollars), EMTN en yens : 3,38 % (451 millions de dollars)
(e) EMTN en francs suisses : 4,45 % (955 millions de dollars), 539 millions de dollars non couverts au taux de 0,29 %, 4,42 % (548 millions de dollars)
(f) sur les marchés internationaux en dollars américains : 3,07 % (16 641 millions de dollars), 1,80 % (9 558 millions de dollars), 1,78 % (10 164 millions de dollars), 2,02 % (1 273 millions de dollars)

La SFIEO a également conclu des ententes sur taux d'intérêt afin de convertir ces engagements en accord avec sa stratégie de gestion des risques. Ces obligations et leurs taux d'intérêt respectifs sont les suivants :

(g) EMTN en francs suisses 0,67 %, EMTN en dollars américains 4,22 %

16. Les effets de commerce en dollars américains sont des billets à escompte ayant une échéance maximale de 270 jours.

17. SBT : La School Board Trust (une fiducie) a été créée en juin 2003 pour refinancer à long terme la dette contractée par 55 conseils scolaires. La fiducie a émis des débentures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars, 882 millions de dollars provenant du produit de ces débentures ont été versés aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres paiements de transfert de la province. Le ministère de l'Éducation verse au fonds d'amortissement de la fiducie un paiement de transfert annuel dans le cadre des Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires pour rembourser cette dette sur 30 ans.

18. Le montant total du redressement de consolidation comprend la dette contractée auprès de tiers par d'autres organismes gouvernementaux, et l'élimination de la dette provinciale détenue par ces organismes. Les titres de l'Ontario faisant partie de la dette provinciale détenue par ces organismes sont les suivants (en millions de dollars) :

Obligations d'épargne de l'Ontario :

Fonds de reboisement : DMTN207 – 3 millions de dollars; et DMTN215 – 3 millions de dollars.
Infrastructure Ontario : DMTN195 – 17 millions de dollars; DMTN218 – 62 millions de dollars; DMTN223 – 88 millions de dollars; DMTN225 – 6 millions de dollars.
Fondation Trillium de l'Ontario : DMTN200 – 6 millions de dollars; DMTN207 – 12 millions de dollars; DMTN218 – 12 millions de dollars; DMTN225 – 12 millions de dollars et DMTN226 – 8 millions de dollars.
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants : OIIC 146-189 – 100 millions de dollars.

Bons du Trésor :

Fonds de reboisement : 2 millions de dollars; Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario : 202 millions de dollars; Société ontarienne de financement de la croissance : 193 millions de dollars; Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants : 19 millions de dollars; et Fondation Trillium de l'Ontario : 27 millions de dollars.

OPÉRATIONS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO (SFIEO)

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2018

	2018 $	2017 $
Remboursement d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
à long terme	(2 119 340 000)	(2 977 547 195)
de titres émis hors des marchés publics		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada :	0	0
Produits d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme	881 140 623	20 481 228
Variation nette des emprunts à court terme	1 113 000	(975 578 000)
Augmentation/(diminution) nette en		
débentures et billets aux fins de la SFIEO	(1 237 086 377)	(3 932 643 967)
Intérêts sur titres provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme	465 240 098	584 163 934
À court terme	6 594 816	4 490 571
de titres émis hors des marchés publics		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	14 310 702	14 310 702
	486 145 616	602 965 207
Recouvrements de la SFIEO		
Remboursement d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme	2 119 340 000	2 977 547 195
de titres émis hors des marchés publics		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada :	0	0
Produits d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme	(881 140 623)	(20 481 228)
Variation nette des emprunts à court terme	(1 113 000)	975 578 000
Recouvrements/(avances) nets	1 237 086 377	3 932 643 967
Intérêts sur avances provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme	(465 240 098)	(584 163 934)
À court terme	(6 594 816)	(4 490 571)
de titres émis hors des marchés publics		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	(14 310 702)	(14 310 702)
	(486 145 616)	(602 965 207)

section 4

autres annexes

supplémentaires

(non vérifié)

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	Solde au 1er avril 2017 $	Prêts[1] $	Remboursements[2] $	Autres[3] $	Solde au 31 mars 2018 $
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation / Affaires rurales:					
• Débentures pour drainage au moyen de tuyaux	18 320 579	1 254 100	4 279 704	-	15 294 975
Débentures pour drainage au moyen de tuyaux – Intérêts à recevoir	1 099 235	-	-	(181 535)	917 700
	19 419 814	1 254 100	4 279 704	(181 535)	16 212 675
• Prêts pour drainage au moyen de tuyaux – territoires non érigés en municipalités	130 343	31 900	12 517	-	149 726
Prêts pour drainage au moyen de tuyaux – territoires non érigés en municipalités – Intérêts à recevoir	7 821	-	-	1 163	8 984
	138 164	31 900	12 517	1 163	158 710
Ministère du Développement économique, de l'Emploi et de l'Infrastructure / Recherche et de l'Innovation:					
• Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile	172 337 179	-	246 196	-	172 090 983
Moins : Escompte non amorti	(76 760 113)	-	-	49 150 447	(27 609 667)
	95 577 066	-	246 196	49 150 447	144 481 316
• Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe*	32 598 830	-	4 972 690	-	27 626 140
• Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques	54 011 474	-	20 045 403	-	33 966 072
Moins : Escompte non amorti	(648 943)	-	-	526 527	(122 416)
	53 362 531	-	20 045 403	526 527	33 843 655
• MaRS Phase 2*	89 638 803	-	2 375 271	1 979 970	89 243 502
• Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario	1 863 617	730 273	113 101	-	2 480 789
Moins : Escompte non amorti	(12 687)	-	-	(64 301)	(76 988)
	1 850 930	730 273	113 101	(64 301)	2 403 801
• Actif net de la Société foncière de l'Ontario	3 702 078	-	3 702 078	-	-
• Fonds pour l'emploi et la prospérité	1 400 000	3 000 000	-	-	4 400 000
Moins : Escompte non amorti	(91 760)	-	-	(210 984)	(302 745)
	1 308 240	3 000 000	-	(210 984)	4 097 255

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	Solde au 1er avril 2017 $	Prêts[1] $	Remboursements[2] $	Autres[3] $	Solde au 31 mars 2018 $
Ministère de l'Énergie					
• Hydro One	208 151 769	-	-	1 458 187 403	1 666 339 172
• Ontario Power Generation*	-	721 160 000	-	5 126 000 000	5 847 160 000
	208 151 769	721 160 000	-	6 584 187 403	7 513 499 172
Ministère des Finances :					
• Ontario Power Generation*	5 126 000 000	-	-	(5 126 000 000)	-
• Hydro One Inc.*	3 637 000 000	-	-	(3 637 000 000)	-
• Société ontarienne de travaux d'infrastructure*					
Prêt à long terme	2 894 680 827	-	300 000 000	-	2 594 680 827
Amortissement du prêt	2 040 243 464	924 321 065	78 459 665	-	2 886 104 864
Crédit renouvelable à court terme	370 000 000	703 000 000	903 000 000	-	170 000 000
• Gouvernement du Canada – Secteur de l'automobile	503 003 068	-	913 400	-	502 089 668
• Prêts de l'Office ontarien de financement :					
Conseils scolaires	5 473 074 519	-	218 578 878	-	5 254 495 641
Société des loteries et des jeux de l'Ontario*	33 769 122	3 953 451	5 069 123	-	32 653 450
Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité*	81 208 759	1 478 356 824	1 545 799 926	-	13 765 656
Musée royal de l'Ontario*	26 000 000	-	-	-	26 000 000
Corporation de la ville de Windsor	8 171 390	-	-	-	8 171 390
Commission de transport Ontario Northland*	2 564 245	-	406 347	-	2 157 899
Commission des parcs du Niagara*	4 553 429	-	339 106	-	4 214 322
Société ontarienne de vente du cannabis*	-	25 000 000	-	-	25 000 000
Centre des congrès d'Ottawa*	47 114 847	-	-	-	47 114 847
Institut universitaire de technologie de l'Ontario	5 501 179	-	5 501 179	-	-
Collèges d'arts appliqués et de technologie	320 627 460	28 500 121	20 196 422	-	328 931 159
	6 002 584 950	1 535 810 395	1 795 890 981	-	5 742 504 364
• Fonds de garantie des prestations de retraite (FGPR)*	187 000 000	-	11 000 000	-	176 000 000
Moins : Escompte non amorti	(91 579 340)	-	-	5 387 020	(86 192 320)
	95 420 660	-	11 000 000	5 387 020	89 807 680
• Hypothèques de la Société foncière de l'Ontario	195 273	-	-	-	195 273

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	Solde au 1er avril 2017 $	Prêts[1] $	Remboursements[2] $	Autres[3] $	Solde au 31 mars 2018 $
Ministère des Finances :					
• Power Workers' Union	72 342 668	-	2 037 270	-	70 305 398
• Society of United Professionals	35 200 606	-	647 895	-	34 552 711
• Legacy Lands LLP	-	1 250 000	-	55 203	1 305 203
• Fiducie de soins de santé au bénéfice d'employés – section locale 1005 et fiducie de soins de santé au bénéfice des retraités non membres des Métallos	-	7 700 000	-	(263 625)	7 436 375
• OFN Power Holdings LP	-	259 038 216	1 119 976	-	257 918 240
• Autorité ontarienne de réglementation des services financiers	-	17 388 000	-	28 639	17 416 639
Ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs :					
• Office du secteur des condominiums	3 510 074	2 000 000	-	-	5 510 074
• Office du secteur des condominiums – Intérêts à recevoir	-	-	-	66 143	66 143
	3 510 074	2 000 000	-	66 143	5 576 217
Ministère des Affaires municipales et du Logement :					
• Crédits d'impôt pour les mun. et les écoles	153 730	-	2 850	-	150 880
Ministère du Développement du Nord et des Mines:					
• Commission de transport Ontario Northland	35 207 935	-	-	-	35 207 935
• Développement économique	20 497 275	-	96 554	-	20 400 721
Développement économique– Intérêts à recevoir	84 709	-	-	30 111	114 820
	20 581 984	-	96 554	30 111	20 515 542
Ministère du Tourisme, de la Culture et du Sport:					
• Science Nord – Cinéma IMAX	75 837	-	-	-	75 837

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	Solde au 1er avril 2017 $	Prêts[1] $	Remboursements[2] $	Autres[3] $	Solde au 31 mars 2018 $
Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Formation professionnelle:					
• Prêts pour l'acquisition d'outils de travail.....	8 821 472	667 300	1 206 538	623 805	8 906 039
• Prêts étudiants non remboursés*	426 240 135	533 808	72 461 964	66 932 485	421 244 464
• Principal des prêts……	2 397 907 793	215 061 747	341 182 186	(67 237 811)	2 204 549 543
Principal des prêts – Intérêts à recevoir……..	2 524,630	-	-	4 818 285	7 342 915
	2 400 432 423	215 061 747	341 182 186	(62 419 526)	2 211 892 458

TOTAL DES PRÊTS ET INVESTISSEMENTS EN COURS AVANT LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES AU 31 MARS 2018.....	**22 909 452 840**
PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES AU 31 MARS 2018.....	**(1 208 200 429)**

1. Comprend les montants d'amortissement.
2. Les remboursements comprennent les provisions pour créances douteuses, les libérations de prêts et les ajustements d'évaluation.
3. Comprend l'intérêt couru à recevoir et les redressements aux escomptes non amortis.

Les prêts et investissements au moment de la consolidation ne sont pas inclus ci-dessus.

*Les états financiers de ces sociétés, conseils et commissions figurent dans le Volume 2 des Comptes publics de l'Ontario.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

En vertu de la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux*, le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales est autorisé à acheter, à acquérir et à détenir des débentures émises par les municipalités pour la construction afin de financer des prêts destinés aux propriétaires de terres agricoles pour l'installation d'ouvrages privés de drainage au moyen de tuyaux. Ces débentures sont remboursables dans les dix ans suivant leur date d'émission. Ces prêts, que les propriétaires remboursent à la municipalité, sont garantis par des privilèges prioritaires.

Les prêts au titre du drainage au moyen de tuyaux sont consentis directement aux particuliers habitant des territoires non érigés en municipalité. Ils sont régis par la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux* et sont garantis par des privilèges grevant les biens immobiliers.

Le Fonds de la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile consiste en un prêt conditionnel de 173 millions de dollars accordé à General Motors du Canada Limitée pour l'aider à réaliser son projet Beacon, évalué à 2,5 milliards de dollars. Ce projet vise à accroître la capacité de conception et de fabrication de véhicules de trois usines ontariennes et à appuyer un centre canadien de l'ingénierie. L'accent sera mis notamment sur les technologies de fabrication novatrices et la formation spécialisée.

La Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe a permis d'accorder des prêts afin d'encourager les entreprises à investir dans les procédés et les technologies de pointe en vue d'améliorer leur productivité et leur compétitivité. Le programme n'accepte plus de nouvelles demandes depuis le 5 février 2010.

Le Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques est un fonds pluriannuel, constitué de prêts conditionnels et de prêts remboursables visant à attirer des investissements stratégiques dans des projets innovateurs en vue de faciliter la transition de l'économie ontarienne et de favoriser sa compétitivité à l'échelle internationale et sa prospérité à long terme.

MaRS Phase 2 est un programme pluriannuel de prêts visant à appuyer le projet de construction d'une tour dans le cadre de MaRS Phase 2. En vertu du contrat de prêt signé avec MaRS Phase 2 Inc., la garantie du service de la dette précédente a pris fin et le ministère a assumé le prêt accordé par Infrastructure Ontario. Des fonds ont aussi été avancés pour l'acquisition de la participation de Alexandria Real Estate's (ARE) dans le projet MaRS Phase 2 et pour appuyer la transition du projet afin qu'il puisse être refinancé par un prêteur tiers. En janvier 2017, MaRS a conclu un accord de refinancement de 290 millions de dollars avec des prêteurs tiers privés. Cet accord a permis à MaRS de rembourser intégralement et avant la date prévue les deux prêts provinciaux contractés précédemment. Un nouveau prêt de 94 millions de dollars a été accordé en attendant que tout l'immeuble soit loué et pour aider à remplir les obligations imposées par les prêteurs tiers. Le nouveau prêt sera remboursé intégralement d'ici la fin de 2035.

Le Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario est un fonds pluriannuel qui offre des subventions et des prêts visant à favoriser la création d'emplois, l'investissement, l'innovation, la mise sur pied de grappes industrielles et la collaboration dans le Sud-Ouest de l'Ontario.

La Société d'hypothèques de l'Ontario a assumé les hypothèques de la Société foncière de l'Ontario lors de sa dissolution, le 31 mars 1987.

Le Fonds pour l'emploi et la prospérité est un fonds de 2,7 milliards de dollars sur 10 ans qui vise à favoriser un climat d'affaires dynamique et innovateur et à améliorer la productivité et l'accès au marché pour les entreprises et les secteurs de l'Ontario. Ce programme a été lancé officiellement le 7 janvier 2015 et offre un soutien aux principaux secteurs comme la fabrication de pointe, l'aérospatiale et la défense, l'automobile et la technologie de l'information et des communications.

Le 1er avril 1999, les cinq sociétés suivantes et leurs filiales ont été constituées, en vertu de la *Loi de 1998 sur la concurrence dans le secteur de l'énergie*, pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro : la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario, l'Ontario Power Generation Inc., Hydro One Inc., la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité et l'Office de la sécurité des installations électriques.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

L'OPG et Hydro One ont procédé, avec la province de l'Ontario (la province), à un échange de créances contre actifs pour que la structure de leur capital leur permette de livrer concurrence aux autres intervenants de l'industrie. La province s'est chargée de la dette de 8 885 millions de dollars des deux sociétés contractée à l'endroit de la SFIEO en échange d'un droit sur l'actif de l'OPG (5 126 millions de dollars) et de Hydro One (3 759 millions de dollars). De plus, la SFIEO était redevable à Hydro One pour un rajustement du fonds de roulement d'une valeur de 122 millions de dollars relativement au transfert initial des actifs à Hydro One le 1er avril 1999. En guise de règlement, Hydro One a diminué le compte de capital de ses actionnaires en 2004. En pratique, la province a acquitté la dette au nom de la SFIEO, ce qui s'est traduit par une baisse des capitaux propres dans Hydro One, qui sont passés à 3 637 millions de dollars. Ces investissements, qui étaient jusqu'à maintenant déclarés dans la section du ministère des Finances, le seront dans la section du ministère de l'Énergie à partir de 2017-2018.

En 2017-2018, la province a vendu des actions de Hydro One ayant une valeur comptable de 2 178,8 millions de dollars. La province a également acheté des actions d'OPG pour 721,2 millions de dollars.

Les soldes des placements, 5 126,0 millions de dollars pour l'intérêt dans OPG et 3 637,0 millions de dollars pour l'intérêt dans Hydro One, sont passés du ministère des Finances au ministère de l'Énergie pendant l'année.

La Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier (Infrastructure Ontario) a été établie en vertu de la *Loi de 2011 sur la Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier*. Au 31 mars 2018, il existe un billet à ordre de 279,8 millions de dollars (279,8 millions de dollars en 2017) qui arrive à échéance le 31 mars 2053. L'intérêt sur le billet, dont le taux est révisé chaque trimestre en fonction du taux d'intérêt des bons du Trésor de trois mois de la province, est payable chaque trimestre. Au 31 mars 2018, le solde était de 2 315 millions de dollars (2 615 millions de dollars en 2017). Ce programme a été remplacé par un nouveau programme de prêts qui correspond davantage au financement du programme de prêts d'Infrastructure Ontario. Au 31 mars 2018, le solde impayé relatif à ce programme était de 2 886,1 millions de dollars (2 040,2 millions de dollars en 2017).

Infrastructure Ontario a obtenu une facilité de crédit renouvelable à court terme pour un montant maximal de 900 millions de dollars. Au 31 mars 2018, le solde impayé du crédit était de 179,0 millions de dollars (370 millions en 2017) à des taux d'intérêt variant entre 1,22 % et 1,44 %.

Les gouvernements de l'Ontario et du Canada, par l'entremise d'Exportation et développement Canada, une société de la Couronne appartenant entièrement au gouvernement du Canada, ont pris des mesures concertées pour assurer la viabilité et la compétitivité à long terme du secteur canadien de l'automobile. L'investissement de la province a représenté le tiers de l'aide financière canadienne totale accordée à General Motors, General Motors du Canada Limitée, Chrysler LLC et Chrysler Canada Ltée pour la restructuration de leurs opérations. Au 1er avril 2017, l'investissement net de la province dans les fabricants d'automobiles se chiffrait à 503,0 millions de dollars. Au cours de l'exercice, l'investissement de la province a été réduit de 0,9 millions de dollars, ce qui a entraîné un solde de clôture de 502,1 millions de dollars au 31 mars 2018.

Pour le compte de la province et de divers organismes de la Couronne de l'Ontario et autres organismes publics, l'Office ontarien de financement (OOF) coordonne les activités d'emprunt et de gestion des risques financiers; offre des services de gestion des investissements à court terme; donne des conseils sur le financement de projets; et fournit des services centralisés de gestion des finances et de la trésorerie. Agissant à titre d'intermédiaire pour la province, l'OOF verse des fonds à plusieurs organismes publics. On s'attend à ce que les revenus de tierces parties servent au remboursement de ces fonds. Les sommes nécessaires à l'octroi de ces prêts sont empruntées auprès de la province. L'OOF continue à gérer les activités postérieures à la vente de l'ancienne Caisse d'épargne de l'Ontario.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

Des prêts sont accordés aux conseils scolaires dans le cadre de différents programmes depuis 2006. Au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 2018, les conseils scolaires ont fait deux paiements semestriels en principal et intérêts, réduisant l'encours total à 5 254,5 millions de dollars (5 473,1 millions de dollars en 2017). Ces prêts, qui portent intérêt à des taux se situant entre 2,43 % et 5,38 %, arrivent à échéance entre 2019 et 2042.

La Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG), un organisme provincial de la Couronne constitué aux termes de la Loi de 1999 sur la Société des loteries et des jeux de l'Ontario, a obtenu des prêts pour financer plusieurs projets. Ces prêts ont été convertis en un prêt à terme de 5 ans portant intérêt à un taux 2,65 % et arrivant à échéance en septembre 2022. Au 31 mars 2018, le solde impayé de ce prêt était de 32,7 millions de dollars.

La SIERE a reçu une facilité de crédit renouvelable à court terme pour financer le projet de variation relatif à la grille tarifaire réglementée jusqu'à concurrence de 975 millions de dollars, le projet de variation relatif au Programme de protection des tarifs d'électricité dans les régions rurales ou éloignées jusqu'à concurrence de 475 millions de dollars et le Plan ontarien pour des frais d'électricité équitables jusqu'à concurrence de 2 000 millions de dollars. Au 31 mars 2018, le solde impayé de cette facilité de crédit pour la grille tarifaire réglementée était de 0 dollar (81,2 millions de dollars en 2017), pour le Programme de protection des tarifs d'électricité dans les régions rurales ou éloignées, il était de 13,5 millions de dollars (0 $ en 2017) à un taux d'intérêt de 1,54 %, et pour le Plan ontarien pour des frais d'électricité équitables, il était de 0,3 million de dollars (0 $ en 2017) à un taux d'intérêt variant entre 1,51 % et 1,54 %.

Le Musée royal de l'Ontario est un organisme de la Couronne de la province en vertu d'une loi spéciale adoptée par l'Assemblée législative de l'Ontario, qui a emprunté 26,0 millions de dollars (26,0 millions de dollars en 2017) à taux variable taux actuel de 0,53 %. Les prêts en cours doivent être remboursés d'ici mars 2027.

La corporation de la ville de Windsor est une municipalité au sens de la *Loi sur les municipalités*. Des fonds ont été accordés pour l'achat, la conception et la construction du Complexe judiciaire de Windsor, qui comprend le palais de justice de la Division provinciale et le quartier général de la police municipale. Le prêt de 20 ans a un taux de 6,41 % et vient à échéance en mars 2021. Le montant impayé s'élevait à 8,2 millions de dollars (8,2 millions de dollars en 2017).

La Commission de transport Ontario Northland (CTON) est un organisme de la Couronne de la province créé sous le régime de la *Loi de 1990 sur la Commission de transport Ontario Northland*. Les emprunts totaux de la CTON de 2,2 millions de dollars (2,6 millions de dollars en mars 2017) arrivent à échéance entre 2020 et 2031 et ont des taux d'intérêt s'échelonnant entre 4,90 % et 5,22 %.

La Commission des parcs du Niagara, un organisme de la Couronne de la province exploité en vertu de la *Loi de 1990 sur les parcs du Niagara*, a obtenu un prêt de 4,2 millions de dollars (4,6 millions de dollars en 2017) pour financer des dépenses en immobilisations supplémentaires engagées pour le réaménagement de la phase I de Table Rock House dans le parc Queen Victoria à Niagara Falls. Ce prêt, dont le taux d'intérêt est de 5,07 %, arrive à échéance en avril 2027.

La Société ontarienne de vente du cannabis (SOVC), une filiale de la Régie des alcools de l'Ontario et un organisme provincial de la Couronne constitué aux termes de la *Loi de 2017 sur la Société ontarienne de vente du cannabis*, a reçu une facilité de prêt de 150 millions de dollars pour mettre en œuvre ses activités de vente au détail. La SOVC a reçu une avance de 25 millions de dollars qui arrive à échéance en 2020 et porte intérêt à un taux de 1,785 %.

Le Centre des congrès d'Ottawa (CCO) est un organisme de la Couronne de la province constitué aux termes de la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement*. L'Office ontarien de financement (OOF) lui a consenti un prêt de 40 millions de dollars le 11 août 2011 pour refinancer une dette qui avait été engagée pour réaménager l'établissement. Au cours de l'exercice 2016-2017, l'OOF a constitué une provision contre ce prêt, comprenant les intérêts accumulés. Le 7 mai 2018, le ministre des Finances a approuvé une entente de règlement entre l'OOF et le CCO dégageant le CCO de ses obligations relatives au prêt à la condition qu'il accepte de verser à l'OOF un montant minimal de 1 million de dollars par année et toute rentrée de fonds jugée excédentaire relativement aux activités du CCO.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

On a accordé des prêts à des collèges d'arts appliqués et de technologie d'une valeur de 328,9 millions de dollars (320,6 millions de dollars en 2017) pour divers projets relatifs aux campus, notamment pour la construction de nouvelles résidences d'étudiants ou l'agrandissement de résidences, du matériel informatique, des terrains de stationnement et un projet d'immobilisations visant les économies d'énergie. Ces prêts ont des taux d'intérêt s'échelonnant entre 1,32 % et 5,75 % et arrivent à échéance entre 2018 et 2042.

Conformément au paragraphe 82 (4) de la *Loi sur les régimes de retraite*, le ministre des Finances est autorisé à consentir des prêts sans intérêt au Fonds de garantie des prestations de retraite s'il arrive que le montant que le Fonds de garantie possède à son crédit est insuffisant pour payer des demandes de règlement, notamment celles qui découlent du régime non contributif touchant les employés de l'unité de négociation des travailleurs horaires d'Algoma Steel Inc. et du régime de retraite des salariés d'Algoma Steel Inc. au Canada. En 2003-2004, la province a consenti un prêt de 330 millions de dollars au Fonds de garantie, remboursable en trente paiements annuels égaux de 11 millions de dollars à compter du 1er décembre 2004. L'escompte non amorti représente la valeur de la concession d'intérêt s'appliquant au prêt.

La province a consenti, à certaines conditions, des prêts distincts à la fiducie du Syndicat des travailleurs et travailleuses du secteur énergétique et à la fiducie de la Society of Energy Professionals (Société) afin de financer leur achat respectif d'actions ordinaires d'Hydro One Limited et certaines dépenses connexes. Le montant total du principal des prêts accordés aux fiducies s'élevait à 111 millions de dollars : 75 millions de dollars à la fiducie du Syndicat des travailleurs et travailleuses du secteur énergétique et 36 millions de dollars à la fiducie de la Société. Chaque fiducie emprunteuse a utilisé son prêt pour acheter des actions ordinaires d'Hydro One Limited et payer certaines dépenses connexes.

Une remise partielle des prêts consentis à ces fiducies syndicales à l'appui de l'achat d'actions de Hydro One en 2015 s'est traduite par un gain réalisé de 1 168 288 $ pour 2017-2018.

Le 13 juin 2017, un plan de restructuration a été approuvé relativement à la société Stelco comprenant un financement provincial sous forme de trois prêts visant à aider la société à se dégager de la protection prévue par la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*. Ces prêts provinciaux, contractés le 30 juin 2017, comprennent : 1) un prêt sans intérêt pouvant atteindre 68 millions de dollars sur dix ans aux entités responsables des avantages postérieurs à l'emploi; 2) un prêt renouvelable pouvant atteindre 10 millions de dollars sur 10 ans pour soutenir les activités du Land Vehicle; 3) un prêt pouvant atteindre 22 millions de dollars assorti d'une échéance de 4 ans consenti à Stelco. Le 30 juin 2017, une avance de 10,5 millions de dollars sur ce dernier prêt a été consentie. Le montant impayé a été remboursé avec intérêts le 17 novembre 2017 et le prêt a été liquidé à cette date.

Les autres avantages postérieurs à l'emploi désignent les avantages postérieurs à l'emploi autres que les prestations de retraite comme, par exemple, les régimes d'assurance médicaments, dentaire et vie.

La province a consenti à OFN Power Holdings LP un prêt assorti de conditions pour aider les Premières Nations participantes à financer l'achat d'actions ordinaires de Hydro One Limited. Le principal du prêt était de 259 millions de dollars.

Le remboursement partiel du prêt consenti à l'emprunteur pour l'aider à acheter des actions de Hydro One en 2017 s'est traduit par un gain réalisé de 99 553 $ pour 2017-2018.

L'Autorité ontarienne de réglementation des services financiers (ARSF) est un nouvel organisme chargé de réglementer les services financiers et les régimes de retraite en Ontario. Pour financer ses coûts de démarrage en 2017-2018 et 2018-2019, le gouvernement a approuvé un prêt non renouvelable d'au plus 40 millions de dollars à l'ARSF, autorisé en vertu de la *Loi de 2016 sur l'Autorité ontarienne de réglementation des services financiers*.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Fin

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

Le gouvernement a émis des prêts totalisant 17,388 millions de dollars à l'ARSF au 31 mars 2018 pour assumer ses coûts administratifs et opérationnels initiaux. Tous les montants et les intérêts prévus dans la convention de prêt sont exigibles le 1er avril 2020. Un accord modificateur qui est entré en vigueur le 31 mars 2018 permet à l'ARSF de retirer des avances jusqu'au 31 mars 2019. Il prévoit également que des modifications seront nécessaires pour convertir la facilité de prêt non renouvelable en une facilité de prêt à long terme.

Les activités de démarrage de l'ARSF comprennent les approvisionnements, comme l'acquisition de services d'avocats externes et de recrutement, d'une expertise en ressources humaines et de conseils sur les systèmes d'information et de technologie de l'information. Les autres frais de démarrage comprennent les coûts liés à la rémunération du personnel et des cadres, à la location de locaux et aux charges d'ITI.

Ce montant représente un prêt du ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs (MSGSC) à l'Office ontarien du secteur des condominiums (OOSC) pour financer ses coûts de démarrage. Au 31 mars 2018, le MSGSC avait déboursé un total de 5,5 millions de dollars (3,5 millions de dollars en 2016-2017 et 2 millions de dollars en 2017-2018) du montant total du prêt approuvé, soit 6,5 millions de dollars. Aux termes de la convention de prêt, l'OOSC doit rembourser le prêt et les intérêts y afférents à compter du 1er avril 2019 sur une période de dix ans, selon un échéancier établi par le MSGSC. Les intérêts courus quotidiennement sont calculés en fonction du taux d'intérêt annuel égal au taux des bons du Trésor de 90 jours de l'Ontario plus 50 points de base.

Les prêts au titre des crédits d'impôt aux municipalités et aux écoles représentent les remboursements accordés aux municipalités pour les crédits et les remboursements autorisés par la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités et aux écoles*.

La Commission de transport Ontario Northland exploite et maintient les services de transport, y compris les services d'autobus et de train, vers les régions du Nord de la province et au sein de celles-ci. La province a octroyé des subventions de 85 440 442 $ en 2017-2018.

À la fin de l'exercice 2018, la somme de 20 515 542 $ était due au ministère pour appuyer la croissance économique et l'investissement dans le Nord de l'Ontario.

Le ministère a octroyé une subvention remboursable de 500 000 $ à Science Nord pour financer la conception, la construction et l'installation d'un cinéma Imax. Les remboursements ont commencé au cours de l'exercice 1996-1997 et représentent 50 % des recettes annuelles nettes.

Le Programme ontarien de prêts pour l'acquisition d'outils de travail est entré en vigueur en septembre 1998 dans le but d'accorder des prêts pouvant atteindre 800 $ aux nouveaux apprentis qui résident en Ontario, afin de les aider à acheter les outils dont ils ont besoin pour leur programme d'apprentissage. Le remboursement du prêt doit commencer à la fin des études. Le prêt est sans intérêt jusqu'à un an après la fin de la formation.

Le Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario (RAFEO) permet d'offrir une aide financière fondée sur l'évaluation des besoins, sous la forme de prêts et de bourses aux étudiants de niveau postsecondaire admissibles. Le remboursement des prêts au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Formation professionnelle par l'entremise d'un fournisseur de services commence six mois après la fin de la période des études. S'il y a défaut de remboursement des prêts, des activités de recouvrement sont amorcées par l'Unité de gestion des services de recouvrement de la province.

FONDS ET AUTRE PASSIF

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	Solde au 1er avril 2017 $	Transactions nettes $	Solde au 31 mars 2018 $
Ministère du Procureur général :			
• Dépôts — jeux et alcools	10 782 122	(948 700)	9 833 422
• Fonds d'aide aux victimes	24 908 019	5 977 509	30 885 528
• Bureau du recours civil à l'égard d'activités illicites – *Loi sur les recours civils*	8 958 026	(863 657)	8 104 369
• Produits de la criminalité	7 949 507	691 722	8 641 229
Ministère des Services sociaux et communautaires :			
• Bureau des obligations familiales	41 933 019	(1 006 873)	40 926 146
Ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels :			
• Produits de la criminalité	14 868 114	(5 116 458)	9 751 656
• Fonds de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique	5 452 336	77 410	5 529 746
Ministère de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique :			
• Fonds en fiducie d'assurance	32 346 288	73 417 208	105 763 496
• Caisse de garantie des propriétaires de puits d'élimination des déchets	1 554 702	-	1 554 702
• Entente de partage des coûts – Port Loring	215 352	(210 789)	4 563
Ministère des Finances :			
• Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	50 030 546	(1 127 301)	48 903 245
• Réserve pour chèques en circulation	47 283 013	(11 298 377)	35 984 636
• Intérêt sur des obligations nominatives non réclamé	8 596 586	(250 508)	8 346 079
Ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs :			
• Caisse d'assurance des sûretés mobilières	20 985 443	521 821	21 507 264
Ministère de la Santé et des Soins de longue durée :			
• Réserve pour chèques en circulation	16 041 342	264 774	16 306 116
Ministère des Richesses naturelles et des Forêts :			
• Fonds de réserve forestier	2 140 501	56 847	2 197 348
• Fonds de reboisement	1 415 802	(204 378)	1 211 424
• Pêche et faune	26 390 553	(1 104 738)	25 285 815
• Parcs Ontario – *Loi sur les parcs provinciaux*	34 086 390	330 356	34 416 746

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	Solde au 1er avril 2017 $	Transactions nettes $	Solde au 31 mars 2018 $
Ministère du Développement du Nord et des Mines :			
• Fonds de réhabilitation des mines	13 066 090	767 400	13 833 490
Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Formation professionnelle:			
• Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation (FAAF)	13 652 840	303 918	13 956 758
Ministère des Transports :			
• Programme international d'immatriculation	6 134 594	184 089	6 318 683
• Programme des routes situées dans des territoires non érigés en municipalité	12 666 258	1 172 240	13 838 498
• Fonds réservés au transport en commun	8 741 789	2 804 930	11 546 719
Ministère du Secrétariat du Conseil du Trésor :			
• Pensions et prestations supplémentaires:			
- Caisse de retraite des juges provinciaux	1 036 029 638	49 632 803	1 085 662 441
- Compte des prestations supplémentaires des sous-ministres – Dépôts	36 992 307	9 841 177	46 833 484
- Au-delà des prestations suppl. max. – RRF	348 380 436	27 739 258	376 119 694
- Au-delà des prestations suppl. max. – SEFPO	15 147 495	1 675 481	16 822 975
- Au-delà des prestations suppl. max. – CMM	21 387 000	496 451	21 883 451
- Régime complémentaire des juges de paix	24 557 209	2 121 271	26 678 480

Les dépôts relatifs aux jeux et alcools ont été créés en vertu de l'article 14 de la *Loi de 1996 sur la réglementation des alcools et des jeux et la protection du public*, qui autorise la Commission des alcools et des jeux à établir des droits et d'autres frais pour veiller à l'application de la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux* et de la *Loi sur les permis d'alcool.* En vertu de l'article 9 de la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux*, tous les auteurs d'une demande et personnes inscrites doivent payer les coûts raisonnables d'une enquête pour l'inscription relative aux jeux. En vertu de l'article 7 de la *Loi sur les permis d'alcool*, un avis public d'une demande de permis de vente d'alcool doit être donné de la manière prescrite. Les dépôts servent à payer les coûts exigés. Au 31 mars 2018, les dépôts relatifs aux jeux s'élevaient à 6 988 755,77 $ et ceux relatifs aux alcools à 2 844 666 $, soit un montant total pour ce compte de 9 833 422 $.

Le Fonds d'aide aux victimes est un compte à fin déterminée établi en vertu de la Charte de 1995 des droits des victimes d'actes criminels. La majorité (95 %) des revenus de ce fonds provient d'amendes supplémentaires pour les victimes imposées en vertu de la Loi sur les infractions provinciales. Grâce au Fonds d'aide aux victimes, on peut veiller à ce que les fonds provenant des amendes supplémentaires fédérales et provinciales servent à aider les victimes. On peut garder un compte séparé de ces fonds et reporter les fonds non utilisés à l'exercice suivant.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

Le ministère du Procureur général gère un compte à fin déterminée lié à la confiscation de biens au civil et aux produits d'activités illicites. Les fonds qui y sont versés servent à indemniser les victimes directes des activités illicites ayant mené à la confiscation, à couvrir une partie des coûts d'administration associés aux cas de confiscation de biens au civil, et à accorder des subventions aux organismes d'application de la loi pour venir en aide aux victimes et prévenir les activités illicites qui entraînent la victimisation.

Le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels (MSCSC) et le ministère du Procureur général (MPG) exploitent chacun un compte spécial pour l'argent des produits de la criminalité reçu par la Couronne ou pour le compte de celle-ci. L'Ontario a signé un protocole d'entente avec le gouvernement fédéral qui indique l'engagement de la province d'utiliser les produits de la criminalité pour financer des initiatives d''application de la loi et de prévention des crimes, ainsi que l'administration des frais de justice pénale associés aux causes liées aux produits de la criminalité. Les ministères font des paiements à partir de ces comptes conformément aux modalités et l'intérêt est crédité trimestriellement à ces comptes. Les deux ministères ont signé un accord de partage pour les montants reçus des produits de la criminalité à l'échelle fédérale et provinciale. Selon cet accord, le MPG reçoit 40 % des fonds versés par la province et le MSCSC en reçoit 60 %; cette répartition est de 25 % et de 75 % respectivement pour les fonds versés par le gouvernement fédéral.

Le ministère des Services sociaux et communautaires tient un compte spécial pour recevoir et verser les pensions alimentaires entre des tiers, comme cela est autorisé aux termes de la Loi de 1996 sur les obligations familiales et l'exécution des arriérés d'aliments (LOFEAA). L'article 5 de la LOFEAA autorise le directeur à exécuter les ordonnances alimentaires, à retenir les pensions alimentaires et à verser les montants recouvrés à la personne à qui ils sont dus.

Dans le budget de mai 1997, en reconnaissance de l'énorme sacrifice fait par nos agents de sécurité publique pour que l'Ontario demeure un endroit sûr, un décret instituait le Fonds Joe MacDonald de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique à titre de compte à fin déterminée doté de 5 millions de dollars (portant des intérêts de 5 % par année lorsque le principal est inférieur à 5,5 millions de dollars). La bourse d'études fournit des fonds aux enfants et aux conjoints d'agents de sécurité publique morts dans l'exercice de leurs fonctions. Le financement est recommandé par un comité consultatif, qui a aussi été établi selon les directives du décret. Le ministère effectue des paiements de ce compte conformément aux modalités établies et selon les directives du ministre, et l'intérêt est crédité au compte tous les trois mois.

Les particuliers et les sociétés sont tenus de verser un dépôt de garantie au ministère de l'Environnement en vue du financement d'opérations de dépollution et de réhabilitation d'un site ordonnées ou autorisées par le ministère. Les contributions de garantie financière fournies sont en espèces et produisent des intérêts pendant qu'elles sont déposées auprès du ministre des Finances. Ces dépôts en espèces et les intérêts sont remboursables.

Les exploitants des puits d'élimination des déchets sont tenus de verser des droits au ministère de l'Environnement sur les déchets éliminés dans les puits d'élimination des déchets autorisés en vertu de la *Loi sur la protection de l'environnement.* Ces paiements versés par les particuliers et les sociétés ne sont pas remboursables et sont placés dans un compte portant intérêt auprès du ministre des Finances; ils servent à dédommager toute personne ou organisation, en cas de dommages causés par l'exploitation du puits d'élimination des déchets à des étendues ou à des cours d'eau qui les rendraient inutilisables.

Il s'agit d'un compte spécial portant intérêt, qui est détenu en fiducie pour la collectivité de Port Loring par le ministère de l'Environnement. Il sera utilisé comme subvention de fonctionnement pour un réseau d'alimentation en eau communautaire qui a été construit en raison de la contamination par de l'essence d'eau souterraine qui a affecté des puits privés dans la collectivité.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

Le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles est régi par la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*. Le Fonds puise ses recettes de deux sources : des droits versés chaque année pour la délivrance ou le renouvellement des permis de conduire et des remboursements des créances (les automobilistes responsables non assurés). Les paiements du Fonds ont fait l'objet de plusieurs modifications législatives depuis que le Fonds a été mis sur pied; ces changements sont décrits plus en détail dans les notes afférentes aux états financiers du Fonds que l'on retrouvera au volume 2c.

Les chèques en circulation sont les chèques émis par le ministre des Finances qui n'avaient pas encore été encaissés au 31 mars 2018.

L'intérêt non réclamé sur les obligations entièrement nominatives englobe l'intérêt sur les Obligations d'épargne de l'Ontario arrivées à échéance mais n'ayant pas été remboursées au 31 mars 2018.

La Caisse d'assurance des sûretés mobilières a été créée en vertu de la Loi sur les sûretés mobilières et des règlements connexes et comprend les demandes d'indemnisation faites en vertu de la Loi sur le privilège des réparateurs et des entreposeurs. Toute personne qui subit une perte ou des dommages attribuables à une erreur ou une omission touchant un dossier d'enregistrement de sûretés mobilières peut avoir droit à une indemnité. En vertu des règlements, 1 % des droits d'enregistrement reçus et des paiements d'intérêts annuels déterminés par le gouvernement par voie de décret sont versés dans la Caisse.

Les chèques en circulation sont les chèques émis par le ministère de la Santé et des Soins de longue durée qui n'avaient pas encore été encaissés au 31 mars 2018.

La *Loi sur la durabilité des forêts de la Couronne* (la « Loi ») prévoit l'établissement de Fonds de réserve forestier. Ces fonds servent aux fins suivantes : 1) le paiement des frais de sylviculture pour une terre sur laquelle du bois de la Couronne est mort ou endommagé par suite d'un incendie ou par des causes naturelles; 2) le paiement des frais de sylviculture pour une terre assujettie à un permis, si le titulaire du permis devient insolvable; 3) le paiement de programmes d'aménagement intensif des peuplements et de lutte antiparasitaire relativement au bois de la Couronne.

L'Assemblée législative a adopté récemment des modifications à la *Loi sur la durabilité des forêts de la Couronne* (la « Loi ») afin de prévoir l'établissement de fonds de reboisement. Ces fonds visent à assurer la durabilité des forêts de la Couronne et, en accord avec cet objectif, à gérer ces forêts de façon à répondre aux besoins sociaux, économiques et environnementaux des générations actuelles et futures. Les paiements pour le reboisement sont versés au ministre des Finances par les titulaires d'un permis qui coupent du bois dans une région assujettie à une entente en vertu de l'article 6 de la Loi.

Un compte distinct figure dans le Trésor pour le programme de la pêche et de la faune, lequel représente les recettes provenant spécifiquement de la vente de permis ainsi que d'autres sources de recettes. Ces fonds servent à couvrir les dépenses occasionnées par le programme.

En vertu de la *Loi sur les parcs provinciaux*, un compte spécial a été créé au sein du Trésor à l'intention du programme Parcs Ontario. On y recueille les recettes des parcs provinciaux et d'autres sources connexes et les fonds ainsi accumulés servent à compenser les dépenses du programme.

En vertu de la *Loi sur les mines* de l'Ontario, L.R.O. 1990, chap. M. 14 (article 145), le Fonds de réhabilitation des mines est un compte spécial établi en 1994, au sein du Trésor, aux fins de la gestion des rentrées d'argent provenant des sociétés minières à des fins de garantie financière pour appuyer les activités d'un plan de fermeture pour la réhabilitation d'un site ou pour un risque minier.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Fin

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

Le Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation (FAAF) est une disposition de la *Loi de 2005 sur les collèges privés d'enseignement professionnel* (Loi). Le FAAF est administré par le surintendant des collèges privés d'enseignement professionnel avec l'aide du Conseil consultatif du Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation, dont les membres sont nommés par le ministre de la Formation et des Collèges et Universités. Si un collège privé d'enseignement professionnel ferme, la sûreté financière de ce collège servira à l'achèvement de la formation des étudiants ou à des remboursements. Une fois que la sûreté financière aura été éliminée, les réclamations des étudiants en souffrance seront payées à partir du FAAF.

Le programme international d'immatriculation (IRP) est une entente nord-américaine qui facilite la perception et la distribution des droits d'immatriculation des véhicules utilitaires à tous les territoires qui en sont parties. Ces droits sont calculés en fonction de la distance parcourue dans chaque territoire. Toutes les provinces canadiennes et tous les États américains en sont membres. Le compte de passif de l'IRP représente les droits d'immatriculation perçus au nom des États-Unis et d'autres territoires de compétence du Canada et déposés dans un compte bancaire américain ouvert par le gouvernement de l'Ontario. Les revenus ainsi générés sont accumulés et distribués tous les mois aux territoires de compétences des États-Unis et du Canada qui sont membres de l'IRP.

Le compte du programme des routes situées dans des territoires non érigés en municipalité représente des fonds déposés au Trésor par diverses régies dans le cadre du programme des routes situées dans des territoires non érigés en municipalité. Cela englobe les régies des routes locales. Il s'agit notamment de fonds versés par les régies des routes locales et les conseils des corvées légales, et dans le cadre d'ententes spéciales sur l'entretien et de contributions provinciales correspondantes, ainsi que de fonds provenant du fonds fédéral de la taxe sur l'essence pour des travaux de voirie que le ministère n'a pas encore effectués. En vertu du programme lié aux terrains dans un territoire non érigé en municipalité, les régies sont constituées d'un ou de plusieurs propriétaires de terrains dans un territoire non érigé en municipalité; on en dénombre de 300 à 350 en activité dans la province. Ces travaux peuvent être des réparations urgentes, de l'entretien général ou des travaux de modernisation des immobilisations.

Le ministère administre le Programme de financement des transports en commun par la taxe sur l'essence. En 2004, la province a commencé à accorder une part des revenus provinciaux générés par la taxe sur l'essence correspondant à un cent le litre, montant qui est passé à 1,5 cent le litre en octobre 2005 et à 2 cents le litre en octobre 2006. Ce programme procure une source durable de financement à long terme qui permet aux municipalités de l'Ontario d'améliorer et d'accroître les transports en commun. Le financement de 2 cents le litre est devenu permanent lors de l'adoption de la *Loi de 2013 réservant des fonds aux transports en commun* par l'entremise du budget de l'Ontario de 2013. Un compte spécial, le « Fonds réservés aux transports en commun » a été créé et des fonds, déterminés à l'aide d'une formule énoncée dans la Loi, y sont déposés et ultérieurement versés aux bénéficiaires. En 2013-2014, le ministère a changé l'année du programme de la taxe sur l'essence pour qu'elle corresponde à l'exercice provincial. Pour 2017-2018, conformément à la loi, 357,2 millions de dollars ont été déposés dans le compte à fin déterminée. Au total, 99 municipalités desservant 134 collectivités à l'échelle de la province, représentant 90 % de la population totale de l'Ontario, ont reçu du financement en vertu du programme en 2017-2018. Depuis 2004, la province a engagé des fonds totalisant 3,8 milliards de dollars pour le versement de fonds aux municipalités ontariennes par la taxe sur l'essence.

Le compte de la Caisse de retraite des juges provinciaux, le régime complémentaire des juges de paix, le Compte des avantages sociaux supplémentaires des sous-ministres et d'autres comptes d'avantages sociaux supplémentaires font partie du Trésor de la province. Ces comptes renferment toutes les cotisations et tous les intérêts gagnés moins les prestations de retraite et avantages connexes versés. Les montants qui y sont comptabilisés par la province constituent le seul actif de ces régimes.

PASSIF ÉVENTUEL – OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO

Au 31 mars 2018

PRÊTS GARANTIS

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2018	Références
		%	$	
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION / AFFAIRES RURALES				
Programme de garanties d'emprunt pour les produits agricoles	Permanent	Préférentiel	5 030 536	(1)
Programme ontarien de garanties d'emprunt pour l'élevage des bovins d'engraissement	Permanent	Divers	25 279 115	(2)
Régime AgriPLUS de fonds commun pour les prêts aux collectivités rurales	Avant 2006	Divers	10 801	
TOTAL, MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION / AFFAIRES RURALES			30 320 452	
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE				
Régime de prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario:				
Catégorie A	Divers	Préférentiel	541 078	
Catégorie B	Divers	Préférentiel + 1	66 254	
Catégorie C	Divers	Préférentiel + 1	12 603 094	
TOTAL, MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE			13 210 426	
TOTAL DES PRÊTS GARANTIS			**43 530 878**	

PASSIF ÉVENTUEL – OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO – Fin

Au 31 mars 2018

AUTRE GARANTIES

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2018	Références
		%	$	
MINISTÈRE DES FINANCES				
Facilité de prêt offerte par la United Communities Credit Union à la Pelee Island Co-operative Association	2010	2,89	472 719	(3)
Garanties d'emprunt en vertu du Programme de garanties d'emprunt pour les Autochtones..	2011	Divers	204 731 509	(4)
TOTAL, MINISTÈRE DES FINANCES.....			205 204 228	
TOTAL DES AUTRES GARANTIES			**205 204 228**	
TOTAL DU PASSIF ÉVENTUEL			**248 735 106**	

Références :

1. Le passif maximal de la province pour le programme se situe à 5 030 536 $.
2. Le passif maximal de la province pour le programme se situe à 25 279 115 $.
3. La province a garanti le remboursement d'une facilité de crédit offerte par la United Communities Credit Union Limited à la Pelee Island Cooperative Association pour une période commençant le 11 mai 2010 et se terminant le 1er avril 2015 au plus tôt ou le remboursement de tous les montants empruntés. La garantie devrait être prolongée en conséquence, jusqu'au 1er avril 2035 au plus tard. Le montant maximal garanti est de 0,6 million de dollars, avec les intérêts, les coûts et les charges connexes impayés.
4. Au 31 mars 2018, la province avait approuvé neuf garanties d'emprunt en vertu du Programme de garanties d'emprunt pour les Autochtones : deux au cours de l'exercice 2011-2012, deux en 2013-2014, un en 2014-2015, deux en 2015-2016, un en 2016-2017 et un en 2017-2018, pour une valeur combinée de 253,7 $ millions de dollars. Ces emprunts et les garanties y afférentes arriveront à échéance au cours des exercices 2026-2027 et 2039-2040. Les emprunteurs versent à la province des droits annuels de garantie d'emprunt représentant 0,15 % du solde du montant garanti. Le Programme de garanties d'emprunt pour les Autochtones permet aux Autochtones de participer au capital social dans des projets de production et de transport d'énergie renouvelable et a une enveloppe de programme maximale de 650 millions de dollars.

*CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE

Au 31 mars 2018

La Couronne fait actuellement l'objet d'un certain nombre d'actions en justice déjà entamées ou non par les parties énumérées ci-dessous. Ces poursuites concernent notamment des ruptures de contrat, des dégâts matériels ou des préjudices causés à des particuliers. Bien qu'on ne connaisse pas encore les montants en cause, on prévoit cependant qu'ils devraient, dans chaque cas, être supérieurs à 50 millions de dollars.

1. Mallory, Richard, et autres c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario : demande en dommages-intérêts pour arrestation, condamnation et incarcération injustifiées.
2. Magnotta Winery Corporation et al. c. la CAJO et al. : allégations que la politique « Made Policy » qui impose des restrictions sur la vente de produits alcooliques a été établie de façon inéquitable et exerce une discrimination à l'égard de l'entreprise du demandeur.
3. Keatley Surveying Ltd. c. Teranet Inc. : atteinte au droit d'auteur par le fournisseur provincial de services d'enregistrement immobilier électronique, Teranet.
4. Quinte, Elaine, et al. c. Algoma Central Properties – Écroulement du centre commercial Algo d'Elliot Lake : Recours collectif découlant de l'écroulement du centre commercial Algo le 23 juin 2012..
5. Grann, Toni c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario, MSSC (avant Papassay, Holly c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario) : demande en recours collectif pour dommages et blessures subis par des membres pendant leur placement en famille d'accueil par des sociétés d'aide à l'enfance de tout l'Ontario sous la direction du ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse.
6. Johnson, Glenn et autres c. Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario : Ébauche de demande en recours collectif pour dommages-intérêts envisagée par un groupe de détenus du EMDC entre le 1er janvier 2010
7. et le 25 août 2013.StandardBred Breeders of Ontario Association c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario et l'OLG : rupture de contrat et assertion négligente et inexacte.
8. Kanani, Alykhan, et autres c. la compagnie d'assurances Economical, et autres : négligence à l'endroit de la supervision de l'avocat du demandeur dont les services ont été retenus pour qu'il agisse comme gardien.
9. Confinement solitaire - recours collectif en regard des établissements de justice pour la jeunesse de l'Ontario : l'avis allègue qu'il y a eu négligence et violation du devoir de fiduciaire de la part de l'Ontario dans l'exploitation et la gestion des établissements..
10. Templin, James c. Sa Majesté la Reine – Child and Parent Resource Institute : recours collectif relativement à la gestion et à l'exploitation du Child and Parent Resource Institute.
11. Dadzie, Godday, et al v SMRCO: avis de recours collectif intenté au nom de tous les immigrants détenus par l'ASFC.
12. Lapple c. SMR : recours collectif proposé : tous les prisonniers incarcérés ou détenus dans tous les établissements correctionnels de l'Ontario
13. Recours collectif concernant des listes d'attente anormalement longues (Leroux, tutrice de Leroux, Briana) et portant sur la négligence, le manquement à l'obligation fiduciaire et la violation des droits garantis par la Charte.
14. MediaMix Interactive Inc. : Déclaration auprès de la Cour suprême de l'Ontario pour les dommages (ycompris les intérêts) et les coûts découlant de l'infraction alléguée et de la résiliation illégale par le ministère des Richesses naturelles et des Forêts en octobre 2010 d'un contrat conclu en mai 2009 par le ministère et MMI pour des services de réservations et d'inscriptions clé en main.
15. Francis, Conrey c. SMRCO : avis de recours collectif proposé concernant le recours excessif systématique à l'isolement dans les établissements correctionnels.
16. Cirillo, Robin c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario : recours collectif concernant les retards dans les audiences sur la libération sous caution : recours collectif possible pour les retards dans le système de libération sous caution.
17. Minotar Holdings Inc. : allègue une faute dans l'exercice d'une charge publique relativement à l'inclusion continue de 60 acres du bien-fonds du plaignant dans la secteur de la ceinture de verdure.
18. Recours collectif proposé relativement au déraillement d'un train près de Gogama (Ontario).

* CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Suite

Au 31 mars 2018

19. Ontario First Nations Limited Partnership; Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG) : cette affaire concerne une entente de partage des revenus entre OLG et l'Ontario.
20. Jones, Kiwayne c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario, recours collectif proposé de 200 millions de dollars en dommages-intérêts pour manquement à une obligation, défaut de maintenir des politiques et des procédures pour protéger le statut d'immigrant des membres du groupe; défaut de conserver des dossiers de leur statut d'immigrant; et refus d'aider.
21. Keeping, Kirk (recours collectif au sujet d'écoles de formation) : responsabilité du fait d'autrui, négligence et manquement au devoir fiduciaire.
22. Warssama, Abdirahmaan pour contraventions à la Charte : séquestration, négligence et manquement au devoir fiduciaire.
23. 1668153 Ontario Inc. : Déclaration de réclamation en dommages-intérêts contre la Reine (MEACC) et un ingénieur de district du MEACC, entre autres. Selon la réclamation, le MEACC et le cité de Vaughan ont fait une déclaration inexacte et agit de mauvaise foi en retardant délibérément le projet de développement résidentiel des plaignants.
24. Twain, Jim, chef, demande de dommages-intérêts pour négligence et violation de contrat, d'obligations fiduciaires et de droits issus d'un traité.
25. Première Nation des Missanabie Cree c. Ontario et Canada; les plaignants allèguent qu'ils n'étaient pas parties au traité 9 et que, partant, ils ont un titre ancestral non éteint. Par ailleurs, les plaignants soutiennent que s'ils sont parties au traité 9, ils doivent encore recevoir leurs droits fonciers issus des traités.
26. Six Nations of the Grand River; les plaignants demandent une comptabilisation concernant la gestion et la vente de terres par la Couronne qui leur avaient attribuées dans les années 1780 et 1790 et concernant les produits de la vente subséquente de portions de ces terres.
27. Bande indienne de Wikwemikong en ce qui concerne le titre autochtone sur les îles du lac Huron et la baie Georgienne.
28. Chippewas of Sarnia, Chippewas of Kettle Point et al. c. Ontario, Polysar Hydrocarbons Limited et al.
29. Chef Roy Michano de la Première Nation Begetikong Anishnabe (alias Ojibways of Pic River), conseiller Duncan Michano et conseiller Arthur H. Fisher, titre ancestral à l'égard d'une large bande de terre sur la rive nord-est du lac Supérieur.
30. Première nation no 58 de Longlac. Les plaignants allèguent qu'ils possèdent un titre ancestral exclusif visant une partie de la rive du lac Supérieur.
31. Première nation de Biinjitiwaabik Zaaging Anishinabek (bande de Rocky Bay) : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
32. Première nation de Sand Point : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
33. Première nation Pic Mobert : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
34. Première nation Pays Plat c. le Canada et l'Ontario : cette poursuite demande une déclaration de titre ancestral et des mesures réparatoires connexes relativement aux terres situées sur la rive nord du lac Supérieur. Les demandeurs sont des Indiens Ojibway membres de la Première nation Pawgwashing, alias la Première nation Pays Plat. Ils prétendent qu'ils n'ont jamais signé le Traité Robinson-Supérieur de 1850 et qu'ils ne sont pas liés par celui-ci.
35. Demande de rente présentée par la Première nation de Whitesand; le plaignant sollicite un jugement déclaratoire selon lequel la rente plus élevée payable en vertu du Traité Robinson-Supérieur de 1850 n'a pas été payée.
36. Première nation de Moose Deer Point; déclaration d'indemnisation pour cause de manquement à l'obligation fiduciaire et jugement déclaratoire selon lequel les plaignants ont des droits issus d'un traité tels qu'indiqués dans l'allocution de Samuel Peters Jarvis en 1837.
37. Première nation de Garden River, réserve no 14, demande concernant les limites des terres des Premières nations en vertu du traité Robinson-Huron.

* CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Suite

Au 31 mars 2018

38. Première nation Aundeck OMNI Kaning et al. : Contestation des demandeurs de la validité quant à l'équité et de la portée du Traité 94 (1862) qui contenait l'abandon de la plupart des terres censément réservées aux demandeurs par le Traité 45 (1836).
39. Première Nation de Northwest Angle (réserve no 33) : Demande concernant les dommages causés par les inondations et des dommages connexes et déclaration d'obligations fiduciaires aux demandeurs.
40. Restoule et al. c. Canada et Ontario : Les demandeurs désirent obtenir une mesure de redressement déclaratoire reconnaissant une obligation de la Couronne, actuelle et antérieure, d'augmenter les annuités du traité [Robinson Huron de 1850] dans la mesure où la Couronne peut le faire à partir des revenus générés par les terres cédées, sans subir de perte. Ils désirent aussi obtenir une reddition de comptes et des dommages.
41. Grand Chef Coon Come, Mathew : avis d'action pour la reconnaissance du titre et des droits autochtones sur le territoire traditionnel.
42. Morrisseau, Catherine c. SMRCO et al. : demande de recours collectif proposé présentée pour le compte d'Autochtones dont les parents ont été confiés à la garde de familles d'accueil, de parents adoptifs ou de tuteurs non autochtones en vertu du programme visant à adopter des indiens et des métis.
43. Traditional Grandmothers of Piwakanagan c. le chef et le conseil des Algonquins de Pikwakanagan et al. : réclamations faisant valoir le titre ancestral sur une grande partie de la vallée de l'Outaouais se trouvant en Ontario et remettant en question la légitimité des négociations en cours quant aux revendications territoriales.
44. Première Nation de Gull Bay c. Canada et Ontario : le demandeur allègue que les Crow n'ont pas arpenté la réserve à laquelle le demandeur a droit en vertu du traité Robinson Superior de 1850 au moment opportun, ce qui a résulté en une réserve plus petite que ce qui était convenu.
45. Kitigan Zibi Anishinabeg et al. c. procureur général du Canada, Commission de la capitale nationale et Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario : au nom de la Nation Algonquine Anishinabeg, les plaignants réclament un titre ancestral relativement à des terres situées à Ottawa, le long de la rivière des Outaouais, à l'extrémité ouest du centre-ville.
46. Association of Ontario Midwives c. Ontario : contestation en vertu du Code des droits de la personne alléguant que la rémunération offerte par l'Ontario aux sages-femmes est discriminatoire.
47. Ontario Principals' Council et Catholic Principals' Council of Ontario c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario (ministère de l'Éducation) : iniquité salariale discriminatoire (en fonction du sexe) remontant à 1997.
48. Demande d'Access Copyright à la Commission du droit d'auteur Canada pour déterminer le taux tarifaire concernant une licence : plaintes à la Commission des relations de travail de l'Ontario de pratiques déloyales de la part du ministre de l'Éducation (et d'un fonctionnaire identifié) pour la négociation de paiements.
49. Plaintes à la Commission des relations de travail de l'Ontario de pratiques déloyales de la part du ministre de l'Éducation (et d'un fonctionnaire identifié) pendant la négociation de paiements visant à compenser les personnes touchées par la Loi de 2012 donnant la priorité aux élèves.
50. Sifto Canada Corp. c. le ministre des Finances : question fiscale et objections connexes
51. Glencore Canada Corporation c. le ministre des Finances : question fiscale et objections connexes.
52. Service Employees International Union, section 1 Canada et l'Association des infirmières et infirmiers de l'Ontario c. maisons de soins infirmiers participantes : question constitutionnelle pour laquelle l'Ontario est un intervenant.
53. Tennant Energy LLC. c. le gouvernement du Canada : mesures prises par le gouvernement de l'Ontario concernant le Programme de tarifs de rachat garantis et l'Entente d'investissement dans l'énergie contrevenant à ses droits en vertu de l'ALENA, chapitre 11.

* Mis à jour en fonction des modifications jusqu'à la date de publication du Rapport annuel. 53 des réclamations ci-dessus ne peuvent être ni déterminées, ni mesurées.